

Directeur : Jacques Fauvet

Algérie, 1,30 lit.; Maroc, 1,50 lit.; Tunisie, 1,80 lit.;
Allemagne, 1,30 DM.; Belgique, 1,25 francs;
15 fr.; Canada, 5 kr.; Chine d'Extr., 18 fr. CFA
Dienarier, 4 fr.; Espagne, 50 pes.; Grande-
Bretagne, 30 lb.; Grèce, 30 dr.; Iran, 95 rls.;
Italie, 500 l.; Liban, 275 p.; Luxembourg, 15 fr.;
Norvège, 3 kr.; Pays-Bas, 1,25 flor.; Portugal,
27 esc.; Roumanie, 150 F. CFA; Suède, 3 kr.;
Suisse, 1,20 fr.; U.S.A., 80 cts.; Yougoslavie, 20 din.

Tarif des abonnements page 4

S. RUE DES ITALIENS
75227 PARIS CEDEX 05
C. C. P. 4207 - 23 Paris
Télex Paris n° 650572
Tél. : 246-72-23

هكذا عن الأصل

LA CRISE ENTRE WASHINGTON ET TÉHÉRAN

L'affaire des otages semble diviser les dirigeants iraniens

(Suite de la première page.)

Le ministre des affaires étrangères ajoute : « Après la deuxième guerre mondiale, nous avons traduit en justice les dirigeants nazis. Les procès de Nuremberg ont ainsi établi une tradition saine dans le monde. Vous avez fait exécuter de nombreux nazis. Rudolf Hess est toujours interné malgré son âge avancé et malgré le fait qu'il s'était livré à l'Angleterre en sollicitant le droit d'asile. »

La « duplicité » des Etats-Unis

Mutité d'ajouter que les déclarations de M. Andrew Young, ancien représentant des Etats-Unis à l'ONU, qui a comparé l'ancien chah à Eichmann, a mis du baume sur le cœur des dirigeants iraniens, les incitant à espérer le retour d'un homme moins partie de l'opinion américaine contre le président Carter et contre sa prétention d'acquiescer et de protéger un criminel à l'encontre des traditions démocratiques du peuple américain.

Documents à l'appui, les responsables de Téhéran se sont appliqués à démontrer la « duplicité » des Etats-Unis. Jour après jour, des messages et des rapports ultra-confidentiels (Secret and sensitive), saisis par les étudiants à l'ambassade américaine, sont divulgués ; des déclarations de M. Cyrus Vance, un projet d'action indiquant notamment que les autorités de Washington cherchaient, dès juillet dernier, un moyen d'accueillir leur ancien protégé, sans que les relations entre les deux pays en souffrent.

Annus des « scénarios » envisagés par le département d'Etat ne fait allusion à la maladie de l'ancien chah, la seule préoccupation des responsables iraniens. L'ancien chah, à l'époque, « les pressions intenses » exercées par le Congrès sur le président Carter. Il fallait attendre le moment propice, écrit-il, pour l'ancien chah, mais pas plus tard que janvier 1980, pour admettre l'ancien souverain aux Etats-Unis. En attendant, la garde autour de l'ambassade à Téhéran devait être renforcée pour déjouer une éventuelle tentative de prise d'otages. Ajoutait une missive datée du 3 août.

Une série de documents confidentiels a été rendue publique le dimanche 11 novembre. L'un d'eux a été particulièrement mis en vedette : il indique que l'ambassade américaine à Téhéran a fourni un faux passeport, en juillet dernier, à l'ancien commandant en chef de la marine, l'amiral Khamenei, lui permettant ainsi d'échapper à la justice révolutionnaire et de rejoindre sa famille aux Etats-Unis. Les autorités de Téhéran estiment, bien entendu, que son cas n'est pas unique.

Bref, selon la thèse iranienne justifiant l'occupation de l'ambassade américaine, celle-ci n'était pas une « ambassade comme les autres », mais un « nid d'espions » qui servait de « base de subversion » contre l'indépendance et la souveraineté du pays hôte, ce qui justifiait la « neutralisation » de l'ambassade.

Quant aux otages, nul n'a l'intention de les maltraiter, encore moins de les exécuter, à moins d'agression militaire américaine, devait préciser dimanche — pour la première fois — au micro d'Europe 1, M. Bani Sadr. Cette assurance est fondée, selon un membre du Conseil révolutionnaire, sur les préceptes de l'Islam, qui interdissent que l'on inflige un tort quelconque à des otages, y compris ceux saisis en temps de guerre.

Un spectacle pénible

Cherchant à « déjouer la propagande américaine », l'autorisation a été donnée, samedi et dimanche, d'abord aux représentants diplomatiques de quatre puissances — la France, l'Algérie, la Syrie et la Suède, — ensuite au nonce apostolique, Mgr. Annibale Bugnini, de rendre visite aux otages. Le spectacle offert par les otages a été très pénible, voire révoltant. Ils, poignés et chevelures ligotées jour et nuit, ne pouvant manger et se baigner, souffraient de la chaleur et de la saleté. Les besoins naturels qu'en présence de leurs gardiens, les prisonniers — à l'exception de Mgr. Bugnini — sont mis à genoux pour demander la bénédiction du prélat. Comment, dès lors, prétendre à la position, signée par trente-trois d'entre eux, réclamant de leur gouvernement l'extradition de l'ancien chah, ou à la sincérité de la lettre manuscrite de M. Kévin Hernandez adressée à ses parents, dans laquelle il accuse de « mensonge » et le président Carter de « trahison ».

Mgr Bugnini affirme avoir vu tous les otages américains ; les quatre diplomates rapportent qu'ils ont rencontré les plupart d'entre eux, mais que certains d'entre eux, cependant, ont refusé de leur parler. Ils ont pu constater, par ailleurs, que les otages n'ont pas pu se baigner, ni se rafraîchir, et qu'ils souffraient de la chaleur et de la saleté.

Les représentants de deux autres puissances, l'Italie et les Philippines, qui auraient signé la pétition demandant l'extradition de l'ancien chah, — (A.F.P.).

Pas plus que deux des sept femmes iraniennes dont une qui serait enceinte de quatre mois. L'ambassadeur de Suède soutient, pour sa part, qu'il a bien rencontré le colonel Holland et qu'il n'y avait aucune femme enceinte parmi les détenus.

Certains dirigeants, ici, commentent à réaliser que l'opinion mondiale, quel que soit le degré de compréhension ou de sympathie qu'elle porte à la cause iranienne, ne peut tolérer le recours au procédé de la prise d'otages, même si ces derniers devaient être « sains et saufs ». Mais ils se déclarent « impuissants » à renverser le cours des événements. M. Bani Sadr, dont les convictions à ce sujet sont connues de ses intimes, avance, non sans embarras, l'argument que l'imam Khomeiny « n'est pas un dictateur et ne peut pas imposer sa volonté aux étudiants », affirmation qui reste à démontrer.

Un « procès de Nuremberg »

L'imam a le mérite pour sa part, d'être plus net. Rejetant samedi 10 novembre la requête du nonce apostolique en faveur de la libération des otages dans une longue déclaration diffusée par la télévision, il s'est étonné de la démarche du Vatican. A son avis, a-t-il fait remarquer, à son interlocuteur, ne s'est pas occupé du sort des iraniens opprimés, n'a jamais interrogé pour arrêter ou réduire la répression exercée contre les iraniens.

Un « procès de Nuremberg » est en préparation. Il se tiendra, que le chah soit libre ou non, qu'il soit vivant ou mort. M. Bani Sadr cherche à traduire en justice moins l'ancien souverain que l'« impérialisme américain », à exposer à l'opinion mondiale un cas d'espèce, pour mieux illustrer « les turpitudes et les cruautés » qu'infirment les Etats-Unis au tiers-monde afin d'exploiter ses ressources. Il a ordonné à toutes les représentations diplomatiques de l'Iran à l'étranger, mises dimanche soir en « état d'alerte », de « dénoncer » les dirigeants de Washington, qui « prétendent nous donner des leçons d'humanité ». Nous ne permettrons pas qu'un homme comme le chah, coupable de crimes et de crimes, soit traité de « héros ».

La déception des Palestiniens

La position iranienne est décevante. Téhéran a refusé de négocier un compromis ni à permettre à quiconque d'offrir sa médiation. Les puissances amies, l'Europe des Neuf — dont les ambassadeurs ont été convoqués samedi au ministère des affaires étrangères — n'ont plus

qu'à « manifester leur bonne foi » en exerçant des pressions sur Washington. L'O.L.P. montre sa solidarité en persuadant ses interlocuteurs américains d'extrader l'ancien chah.

Déception et tristesse paraissent dominer dans les milieux palestiniens de Téhéran après le départ dimanche matin de M. Abou Walid, l'ambassadeur de M. Yasser Arafat, qui avait été reçu à deux reprises par M. Bani Sadr. « Les dirigeants iraniens, nous a-t-il dit, ont montré une grande légalité d'esprit en nous permettant de visiter le chah ; ils feraient un faux calcul qui pourrait se révéler fatal », a-t-il déclaré.

Des représailles ultérieures

Le même conseil d'étriver les tensions a été invoqué à l'appui de la décision de la Maison Blanche, annoncée samedi, d'obliger les cinquante mille étudiants iraniens actuellement aux Etats-Unis à se présenter dans le délai d'un mois aux autorités pour faire constater que leurs papiers d'identité sont en règle. Des procédures sont en cours — et les sont nombreux — qui pourraient violer les lois sur l'immigration. On espère que en haut lieu que les manifestations d'étudiants iraniens hostiles au chah et aux Etats-Unis ont été jugées dangereuses en raison des risques de contre-manifestations d'Américains indignés.

L'explication n'est pas très convaincante

La mesure du chah sera très probablement réglée. En fait, les autorités locales ont été invitées à les interroger et où les expulsions ne pourront pas commencer. Prévoit-on au ministère de la justice, avant décembre, c'est-à-dire à un moment où l'affaire des otages sera très probablement réglée. En fait, M. Carter a sans doute voulu donner à l'opinion publique une consolation en forme de sanction : c'est la première fois qu'une mesure de ce genre est prise à l'encontre de tout un groupe national, encore que les quelques cent mille iraniens non étudiants résidents aux Etats-Unis ne soient pas inquiétés. Déjà, la semaine dernière, la décision du gouvernement de suspendre les livraisons de pièces de rechange aux forces armées iraniennes avait été une première mesure de représailles.

Tel est aussi l'avis de M. Bakhtiar, l'ancien premier ministre iranien, interrogé en France par M. Pierre Salinger, pour la chaîne de télévision ABC. Il a estimé que la vie des otages était en danger.

Un mori à Denver

En attendant que ses démarches diplomatiques, et surtout les tentatives de médiation, la Maison Blanche s'emploie, non sans succès, à calmer l'irritation du public. Les manifestations relativement violentes de vendredi dernier sur divers campus universitaires ne se sont pas reproduites depuis lors. Quelques centaines de protestataires brandissant des drapeaux américains et des slogans hostiles à l'imam Khomeiny ont entravé la circulation aux abords de l'ambassade d'Iran à Washington, dimanche, mais l'immeuble, bien protégé par la police, n'a pas été attaqué.

La tension a fait une victime

dans des conditions encore mal définies, à Denver, dans le Colorado : un jeune homme, qui cherchait les iraniens pour les provoquer, a été trouvé tué par balle, et un étudiant iranien a été arrêté. On ne peut que dire, les responsables présents que la victime ait été américaine, et non pas l'inverse : leur hantise est que le récit ou les images de

L'opinion américaine est presque unanime à soutenir M. Carter

De notre correspondant

Washington. — La prise d'otages de Téhéran continue de dominer l'actualité, bien que ni les officiels ni la presse n'aient d'éléments nouveaux à apporter au dossier. Le porte-parole du département d'Etat, M. Hoddin Carter, a même été encore moins encourageant qu'à l'ordinaire en déclarant dimanche 11 novembre : « Je n'ai aucune prédiction à offrir en ce qui concerne la date de libération des otages ni aucun espoir pour demain, le jour suivant ou n'importe quel autre. »

Malgré l'impasse, une étonnante nouvelle se manifeste dans le comportement officiel. En premier lieu, M. Carter et ses adjoints ont conscience d'avoir choisi la bonne voie en choisissant la voie de la capitulation qui serait la livraison du chah et l'ouverture d'une tentative de solution par la force. Toute l'Amérique, on le sait, soutient le président dans son attitude, au point que sa position à l'intérieur a rarement été aussi forte.

En second lieu, la prolongation de la crise a fait apparaître les phénomènes classiques des prises d'otages : après une période d'initiation de l'opération est à son tour dans l'embarras, il est soumis à toutes sortes de pressions, une fois que les demandes insatisfaites, doit — pense-t-on ici — commencer à chercher une issue honorable. Ces conditions sont réunies dans l'affaire de Téhéran, car, comme l'a remarqué un responsable américain, « le monde entier est avec nous », et l'imam Khomeiny n'a apparemment pas l'intention de mettre la vie des captifs américains en danger.

Le temps joue donc désormais contre le dirigeant iranien, pense-t-on ici, ce qui explique les quelques signes de détente relevés ces derniers jours.

L'autorisation donnée à des ambassadeurs étrangers de visiter les otages et le meilleur accueil qui semble être réservé aux émissaires de l'O.L.P.

Tel est aussi l'avis de M. Bakhtiar, l'ancien premier ministre iranien, interrogé en France par M. Pierre Salinger, pour la chaîne de télévision ABC. Il a estimé que la vie des otages était en danger.

Un mori à Denver

En attendant que ses démarches diplomatiques, et surtout les tentatives de médiation, la Maison Blanche s'emploie, non sans succès, à calmer l'irritation du public. Les manifestations relativement violentes de vendredi dernier sur divers campus universitaires ne se sont pas reproduites depuis lors. Quelques centaines de protestataires brandissant des drapeaux américains et des slogans hostiles à l'imam Khomeiny ont entravé la circulation aux abords de l'ambassade d'Iran à Washington, dimanche, mais l'immeuble, bien protégé par la police, n'a pas été attaqué.

La tension a fait une victime

dans des conditions encore mal définies, à Denver, dans le Colorado : un jeune homme, qui cherchait les iraniens pour les provoquer, a été trouvé tué par balle, et un étudiant iranien a été arrêté. On ne peut que dire, les responsables présents que la victime ait été américaine, et non pas l'inverse : leur hantise est que le récit ou les images de

mauvais traitements réservés aux iraniens aux Etats-Unis n'entraînent les passions à Téhéran et n'entraînent des conséquences fatales pour les otages.

Pour les mêmes raisons, des pressions ont été exercées sur les chaînes de télévision pour les inviter à la modération dans leur compte rendu des réactions populaires. L'image projetée vendredi, d'un étudiant iranien battu par des manifestants en Californie avait été jugée très fâcheuse dans les circonstances actuelles.

Des représailles ultérieures

Le même conseil d'étriver les tensions a été invoqué à l'appui de la décision de la Maison Blanche, annoncée samedi, d'obliger les cinquante mille étudiants iraniens actuellement aux Etats-Unis à se présenter dans le délai d'un mois aux autorités pour faire constater que leurs papiers d'identité sont en règle. Des procédures sont en cours — et les sont nombreux — qui pourraient violer les lois sur l'immigration. On espère que en haut lieu que les manifestations d'étudiants iraniens hostiles au chah et aux Etats-Unis ont été jugées dangereuses en raison des risques de contre-manifestations d'Américains indignés.

L'explication n'est pas très convaincante

La mesure du chah sera très probablement réglée. En fait, les autorités locales ont été invitées à les interroger et où les expulsions ne pourront pas commencer. Prévoit-on au ministère de la justice, avant décembre, c'est-à-dire à un moment où l'affaire des otages sera très probablement réglée. En fait, M. Carter a sans doute voulu donner à l'opinion publique une consolation en forme de sanction : c'est la première fois qu'une mesure de ce genre est prise à l'encontre de tout un groupe national, encore que les quelques cent mille iraniens non étudiants résidents aux Etats-Unis ne soient pas inquiétés. Déjà, la semaine dernière, la décision du gouvernement de suspendre les livraisons de pièces de rechange aux forces armées iraniennes avait été une première mesure de représailles.

Tel est aussi l'avis de M. Bakhtiar, l'ancien premier ministre iranien, interrogé en France par M. Pierre Salinger, pour la chaîne de télévision ABC. Il a estimé que la vie des otages était en danger.

Un mori à Denver

En attendant que ses démarches diplomatiques, et surtout les tentatives de médiation, la Maison Blanche s'emploie, non sans succès, à calmer l'irritation du public. Les manifestations relativement violentes de vendredi dernier sur divers campus universitaires ne se sont pas reproduites depuis lors. Quelques centaines de protestataires brandissant des drapeaux américains et des slogans hostiles à l'imam Khomeiny ont entravé la circulation aux abords de l'ambassade d'Iran à Washington, dimanche, mais l'immeuble, bien protégé par la police, n'a pas été attaqué.

La tension a fait une victime

dans des conditions encore mal définies, à Denver, dans le Colorado : un jeune homme, qui cherchait les iraniens pour les provoquer, a été trouvé tué par balle, et un étudiant iranien a été arrêté. On ne peut que dire, les responsables présents que la victime ait été américaine, et non pas l'inverse : leur hantise est que le récit ou les images de

MICHEL TATU.

HENRI AMOUROUX

Le peuple réveillé

Juin 1940 - avril 1942

Après le peuple du désastre

Quarante millions de peuples, les beaux jours des collobes et après la série d'émissions que Henri Amoureux a consacrées à l'occupation cet été sur France-Inter, voici le quatrième volume de la grande histoire des Français sous l'occupation.

De Gaulle et les siens • Les prises de conscience • Les ambiguïtés de Vichy • La radio de l'espoir • Les otages • Les hommes des réseaux...



ROBERT LAFFONT.

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

LES REBELLES MUSULMANS ont tué deux cents soldats gouvernementaux et détruit cinq véhicules blindés et deux tanks lors d'une embuscade tendue sur la route qui relie Kaboul à Kandahar, a annoncé le vendredi 9 novembre, l'agence pakistanaise P.P.I. sans préciser toutefois la date de cette embuscade. — (U.P.I.)

Argentine

Nous apprenons de bonne source que Mme Maria-Cristina Guillén, âgée de trente et un ans, a été enlevée le 28 octobre à Córdoba avec ses trois enfants, âgés de cinq ans, de trois ans et demi et de six mois. Le mari de Mme Guillén aurait été tué à leur domicile au moment de l'enlèvement.

Etats-Unis

LES AMERICAINS QUI SE SONT BATTUS AU VIETNAM ont été « dupés » en participant à une mauvaise guerre, un mauvais endroit et au mauvais moment, a estimé 62 % des personnes interrogées pour un sondage commandé à la société Louis

Harris par la Maison Blanche et l'administration des anciens combattants. — (A.F.P.)

Haïti

QUATRE DIPLOMATES OCCIDENTAUX, des Etats-Unis, du Canada, d'Allemagne fédérale et de France, ont été molestés, samedi 10 novembre, par des éléments hostiles à la tenue d'une conférence sur le respect des droits de l'homme à Haïti. Des incidents, faisant plusieurs blessés, avaient déjà éclaté vendredi, à la suite de l'annonce de la tenue d'une conférence de personnes hostiles à la tenue d'une conférence de M. Gérard Gourgue, président de la Ligue des droits de l'homme. — (A.F.P.)

République démocratique allemande

DES INCONNUS VENUS D'ALLEMAGNE FEDERALE auraient commis un attentat à l'explosif contre des installations est-allemandes, samedi 10 novembre, dans la région de Suhl, rapport l'agence A.D.N. L'agence de presse de R.D.A. indique que le ministère est allemand des affaires étran-

gères « proteste vigoureusement » contre de telles exactions et demande que leurs auteurs soient sévèrement punis. « La R.F.A. porte l'entière responsabilité des conséquences de telles provocations », écrit encore A.D.N. — (A.F.P.)

El Salvador

LES MILITANTS du Bloc populaire révolutionnaire (B.P.R.) ont évacué, dimanche 11 novembre, la cathédrale de San Salvador, après plus de deux semaines d'occupation. Les membres de l'organisation trotskiste Lignes populaires du 28 février (L.P.28) ont, par ailleurs, promis de quitter l'église du Rosaire. Les abords du palais national ont également été évacués par un groupe de mères de prisonniers et de disparus politiques. Seule la place Morazan reste occupée par de jeunes militants de l'Union démocratique nationale (U.D.N.), qui réclament la libération, promise par le gouvernement, des détenus politiques. — (A.F.P.)

Tchécoslovaquie

LE PHILOSOPHE JULIUS TOLMAN a été convoqué récemment par un psychiatre de

Prague pour subir un examen médical. Le mari de Zdenka Tomlinova, porte-parole de la Charte 77, professeur de philosophie d'une « université volante », avait saisi quelques jours, en octobre dernier, dans l'hôpital psychiatrique de Horni Berkovice (Bohême du Nord), où il avait été amené de force après avoir refusé de répondre à un interrogatoire de la police. Il avait subi une injection de calmant, qui lui avait causé des troubles moteurs et de la parole. Il avait réussi néanmoins à quitter l'hôpital. — (A.F.P.)

Zaïre

LE GOUVERNEMENT ZAÏROIS a demandé samedi 10 novembre que la commission d'enquête dont il souhaite la création (le Monde daté 11-12 novembre) afin de vérifier les accusations de violation des droits de l'homme sur les massacres d'enfants au Zaïre ait terminé son enquête avant le 20 novembre prochain. M. Karl I Bond, ministre zaïrois des affaires étrangères, a garanti que cette commission serait libre de tout mouvement et pourrait interroger qui bon lui semble. — (A.F.P.)

سكيا من الامل

EUROPE

Union soviétique

Rumeurs préolympiques

De notre correspondant

Moscou. — A un peu plus de huit mois des Jeux olympiques, les Soviétiques ont, d'ores et déjà, établi un nouveau record : celui des rumeurs. Cela n'a rien de très surprenant, mais prend, cette fois, des proportions sans précédent.

Ces rumeurs se concentrent autour d'une question : qui pourra résider à Moscou pendant les Jeux, voire qui pourra y pénétrer ? A l'origine, une simple constatation : Moscou compte environ huit millions et demi d'habitants ; chaque jour, deux millions supplémentaires de Soviétiques arrivent dans la capi-

tales et en repartent (en mission, en tourisme ou tout simplement pour y faire des achats ou, dans le cas de nombreux kholkhoziens, pour y vendre les produits de leur petit lopin). En période ordinaire, déjà, cela pose d'innombrables problèmes aux autorités : transport, hébergement, approvisionnement. On comprend que la perspective de devoir en plus recevoir « dignement » quelque trois cent mille étrangers prenne des allures de cauchemar.

Laissez-passer et « bon voyage »

Les organisateurs des Jeux olympiques ont décidé de s'attaquer à la source du problème, à savoir réduire au maximum la population de Moscou pendant les Jeux et empêcher la migration des provinciaux. Tous les parents sont donc invités à envoyer leurs enfants en âge scolaire en colonie de vacances ou chez des parents ou amis en province. Déjà, la capitale soviétique se distingue en été par l'absence d'enfants dans ses rues. L'année prochaine, cette absence sera simplement plus marquée. De même, les adolescents seront invités à grandes vacances prolongées. Pour les étudiants, cela sera encore plus simple : tous les établissements d'enseignement supérieur fermeront leurs portes un mois plus tôt que d'habitude. Il ne s'agit pas seulement de « vider » les foyers d'étudiants qui seront destinés à héberger cent soixante mille touristes, mais aussi de mobiliser plusieurs dizaines de milliers d'étudiants, notamment tous ceux qui parlent une langue étrangère et qui serviront d'interprètes ou de guides. Toutes les administrations qui ne sont

pas directement concernées par les Jeux, de même que les grandes entreprises, se mettront en veilleuse, ce qui devrait alléger d'autant les transports en commun, réduire la circulation des poids lourds dans Moscou et mettre à la disposition des organisateurs des Jeux plusieurs dizaines de milliers de voitures. Inutile de préciser que l'énorme majorité des « bons de vacances » distribués par les syndicats seront mis du 15 juillet au 15 août à la disposition des habitants de Moscou et des autres villes olympiques.

Autre préoccupation pour les autorités de la capitale : la circulation. Depuis des mois déjà, les appels et les mises en garde se multiplient, notamment dans la revue *Za Roublom* (Au volant, 3 200 000 exemplaires). Il est recommandé aux automobilistes de laisser leur voiture au garage ou, plutôt, comme on le fait ici, de la mettre sur caltes. Bien qu'il soit impossible d'en obtenir la confirmation officielle, il semble bien que les organisateurs aient choisi une solution encore plus radicale : interdire purement et

simplement la circulation dans le centre de la ville. Seuls les véhicules munis de laissez-passer spéciaux pourraient circuler dans Moscou (ce qui est d'ailleurs le cas déjà deux fois par an : la 1^{re} mai et le 7 novembre).

Ces rumeurs préoccupent sérieusement la colonie étrangère : diplomates, hommes d'affaires et journalistes, qui n'ont reçu jusqu'à présent aucune assurance à ce sujet. Des restrictions aux déplacements seront toutefois plus sensibles pour les non-résidents. A moins de disposer d'un ordre de mission (*komandirovka*) ou d'un bon de voyage (*poulovka*), accompagné d'un billet pour une des manifestations sportives, il sera impossible de venir à Moscou. Ces « bons de voyage » seront destinés aux meilleurs travailleurs (ils seront délivrés par les syndicats ainsi qu'à l'extérieur que les billets pour toutes les manifestations sportives). On conçoit sans mal à Moscou l'énorme travail de contrôle que cela implique, mais personne ne juge cela impossible, bien au contraire.

En fait, ce qui inquiète les responsables soviétiques, ce n'est pas tant la possibilité de contamination idéologique que la présence de l'image de marque de l'URSS. Dans un pays où la pénurie est générale, on imagine sans difficulté les queues qui risqueraient de se former dans les rues de Moscou pendant la période des Jeux. Or, ce n'est pas la moindre des rumeurs qui circulent aux quatre coins du pays, on dit que les autorités préparent d'énormes stocks, notamment de produits alimentaires, en prévision des J.O. Ce qui expliquerait les difficultés d'approvisionnement auxquelles se heurtent déjà à présent et plus cruellement que d'habitude les Soviétiques.

(Interim.)

Italie

LA RÉFORME DES INSTITUTIONS EST DEVENUE UN THÈME DE DÉBAT ENTRE LES PARTIS

De notre correspondant

Rome. — La réforme des institutions italiennes n'est plus un sujet tabou. Depuis quelques semaines, elle occupe des colonnes entières dans les journaux. Le débat a même pris une tournure officielle puisque la démocratie chrétienne vient d'engager des consultations sur ce thème avec les principaux partis de la majorité et de l'opposition.

Les milieux politiques sont partis d'un double constat : il devient de plus en plus difficile de constituer des majorités parlementaires tant l'arsenal de l'Etat n'est pas à la hauteur de sa tâche. L'Italie souffre de *malgoverno* — vieille affaire — mais aussi de *malgoverno*. Les formes de cette affection chronique sautent aux yeux : des crises gouvernementales annuelles ; des législatures qui n'arrivent jamais à leur terme ; une activité parlementaire trop lente ; des lois non appliquées ; de multiples conflits entre l'Etat et les

régions. Il a fallu que le président de la République en personne intervienne ce mois-ci pour régler le conflit des aiguilleurs du ciel.

La question est de savoir si le mal tient aux structures ou à la manière de s'en servir. Autrement dit : est le pays est ingouvernable ou simplement mal gouverné.

Les partisans d'une réforme restent dans le vague. On ignore toujours ce que veut M. Flaminio Piccoli, président de la démocratie chrétienne, malgré une série de déclarations et d'interviews. Le secrétaire général du parti socialiste, M. Bettino Craxi, n'est pas beaucoup plus explicite avec son projet de « grande alliance réformatrice ». On ne discute, en fin de compte, que sur des propositions de juristes, de professeurs de science politique, ou de journalistes.

Quatre thèmes

Les quatre thèmes sont fermement opposés — et pour cause — à toute mise en question de la proportionnelle. Selon elles, il faut, au contraire, que le Parlement reflète la nation encore plus fidèlement. Il est difficile à la démocratie chrétienne d'ignorer l'avis de ces formations du centre, qui sont ses alliées naturelles. Quant aux communistes, ils s'opposent avec autant de force au système majoritaire qu'au régime présidentiel. Même pour entrer au gouvernement, ils ne céderaient pas sur ces deux points, qui sont d'ailleurs liés. Et sans les communistes, aucune réforme importante ne peut être votée.

On assiste donc à un double déplacement du débat : des grands projets vers les questions annexes ; et de l'aspect institutionnel vers des considérations politiques. « La réforme institutionnelle est inséparable d'un changement économique irréversible sans un pacte social », affirme M. Giovanni Spadolini, nouveau secrétaire général du parti républicain. Selon lui, avant de chercher à modifier la Constitution de 1948, il faut commencer par l'appliquer entièrement.

Un dirigeant communiste estime pour sa part : « Il ne s'agit pas de transformer la Constitution, mais la société. Un agglom-

mento de certaines lois est sans doute nécessaire. Il faut faire la machine. Mais que va-t-on produire ? Quel objectif visé-t-on ? Les discussions actuelles ne doivent pas détourner l'attention des problèmes du pays. » Mais le P.C.I. y participe volontiers : « Ces discussions, poursuit notre interlocuteur, ont l'avantage de rouvrir le dialogue entre toutes les forces constitutionnelles. » On touche ainsi au fond du problème, à savoir qu'une gouvernabilité réelle est impossible sans la participation directe du P.C.I. au pouvoir.

Pour l'extrême gauche, tout cela n'est qu'un écran de fumée. Le grand débat sur les institutions serait surtout un prétexte pour reprendre contact. Les principaux partis politiques ne cherchent qu'à reconstruire l'ancienne majorité d'union nationale, et le P.C.I. se contenterait, comme hier, d'appuyer le gouvernement sans défiance de portefeuille ministériel. « En Italie, les grandes réformes cachent toujours les grands compromis », remarque un représentant du parti radical. Une inquiétude voisine se manifeste parmi les sociaux-démocrates et les libéraux. Mais ils craignent, eux, que le P.C.I. n'entre bel et bien, cette fois, au gouvernement dans le cadre de la « grande alliance réformatrice » préconisée par M. Craxi.

« On ne résout pas de problème politique par une manipulation institutionnelle », souligne M. Giuseppe Tamburrano, universitaire socialiste. Le vote majoritaire et le système présidentiel supposent l'alternance et la volonté d'alternance. Favorable au compromis historique, le P.C.I. est attaché à la proportionnelle. Les partisans d'une union de la gauche doivent commencer par créer les conditions d'une alternance en poussant le P.C.I. à devenir plus occidental. C'est alors seulement qu'ils pourront se battre pour une réforme institutionnelle qui favoriseraient des majorités stables et des gouvernements efficaces. »

Le débat de fond ne semble pas être vraiment amorcé. Dans l'immédiat, le montage risque d'aboutir d'une coalition de partis politiques déclarant vouloir s'attaquer au *malgoverno*, mais ils ne feraient que l'illustrer si leurs conversations devaient se terminer en queue de poisson.

ROBERT SOLÉ

PME-BNP: L'ESPRIT D'ENTREPRISE.

Les PME, ce sont des centaines de milliers d'entreprises de dimensions et de structures différentes confrontées chacune à des problèmes particuliers.

Face à ces problèmes, la BNP a la volonté de faire bénéficier chacune des PME, de l'artisan ou du commerçant à la moyenne entreprise, de son expérience, de ses services et de ses hommes.

UNE VOLONTÉ DE COOPÉRATION ÉTROITE ET DURABLE.

Pour qu'une véritable coopération puisse se développer entre une banque et une PME, il est essentiel qu'elles se connaissent et qu'elles se comprennent. La volonté de la BNP est d'établir avec les PME des rapports étroits permettant de les aider dans leur développement professionnel et de mieux les conseiller lors des moments déterminants pour leur développement à moyen terme.

MISE À DISPOSITION DE CHACUNE DES PME DE LA COMPÉTENCE ET DE L'EXPÉRIENCE DE LA BNP.

De par ses origines, la BNP a une grande expérience des entreprises, quelles que soient leur nature et leur dimension. Elle ne cesse d'accroître un potentiel technique qui lui permet d'affirmer une compétence et une expérience qui font d'elle aujourd'hui la première banque des PME.

Parce que cette compétence et cette expérience

se retrouvent dans chacune des BNP de France, chacune des PME pourra en profiter pleinement et quotidiennement.

UN DIALOGUE LOCAL AVEC DES CONSEILLERS AYANT POUVOIR DE DÉCISION.

Pour que l'aide apportée par une banque à une PME soit la plus efficace possible, il est essentiel que les décisions soient prises sur le plan local.

Chacune des agences BNP de France dispose d'un conseil local composé de responsables de la banque et de représentants des PME. Ce conseil local a le pouvoir de décision sur les problèmes de la PME et de la BNP en fonction des problèmes de votre entreprise.

DES SERVICES ADAPTÉS À VOS BESOINS.

La BNP dispose de services adaptés à vos besoins. Elle peut vous aider dans la gestion de votre entreprise, dans la recherche de financement, dans la gestion de votre trésorerie, dans la gestion de votre crédit, dans la gestion de votre assurance, dans la gestion de votre immobilier, dans la gestion de votre personnel, dans la gestion de votre matériel, dans la gestion de votre transport, dans la gestion de votre énergie, dans la gestion de votre communication, dans la gestion de votre environnement, dans la gestion de votre sécurité, dans la gestion de votre santé, dans la gestion de votre bien-être, dans la gestion de votre avenir.

Une expérience qui lui permettra de déterminer avec vous l'opportunité économique et financière de cet investissement pour votre entreprise.

Conditions du crédit.

Durée : 2 à 5 ans, adaptable selon les cas.
Montant : de 25.000 F à 400.000 F.
Quotité de financement : jusqu'à 70 % du montant investi TTC.

Tous les remboursements sont effectués par virement automatique.

Les conditions sont adaptées selon le type d'entreprise et le type de financement.

Les conditions sont adaptées selon le type d'entreprise et le type de financement.

Les conditions sont adaptées selon le type d'entreprise et le type de financement.

Les conditions sont adaptées selon le type d'entreprise et le type de financement.

Les conditions sont adaptées selon le type d'entreprise et le type de financement.

Les conditions sont adaptées selon le type d'entreprise et le type de financement.

Les conditions sont adaptées selon le type d'entreprise et le type de financement.

Les conditions sont adaptées selon le type d'entreprise et le type de financement.

Les conditions sont adaptées selon le type d'entreprise et le type de financement.

Les conditions sont adaptées selon le type d'entreprise et le type de financement.

Les conditions sont adaptées selon le type d'entreprise et le type de financement.

Les conditions sont adaptées selon le type d'entreprise et le type de financement.

Les conditions sont adaptées selon le type d'entreprise et le type de financement.

Les conditions sont adaptées selon le type d'entreprise et le type de financement.

Les conditions sont adaptées selon le type d'entreprise et le type de financement.

Les conditions sont adaptées selon le type d'entreprise et le type de financement.

Les conditions sont adaptées selon le type d'entreprise et le type de financement.

Les conditions sont adaptées selon le type d'entreprise et le type de financement.

Les conditions sont adaptées selon le type d'entreprise et le type de financement.

Les conditions sont adaptées selon le type d'entreprise et le type de financement.

Les conditions sont adaptées selon le type d'entreprise et le type de financement.

Les conditions sont adaptées selon le type d'entreprise et le type de financement.

Les conditions sont adaptées selon le type d'entreprise et le type de financement.

Les conditions sont adaptées selon le type d'entreprise et le type de financement.

Les conditions sont adaptées selon le type d'entreprise et le type de financement.

Les conditions sont adaptées selon le type d'entreprise et le type de financement.

Le Monde
Service des Abonnements
11 rue des Italiens
75001 PARIS CEDEX 02
Tél. 01-42-36-11-21

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - DOM. - T.O.M.
125 F 225 F 325 F 425 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
225 F 425 F 525 F 625 F

ÉTRANGER
(par avion)
1. - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
125 F 225 F 325 F 425 F

2. - SUISSE - TURQUIE
225 F 425 F 525 F 625 F

3. - AUTRES PAYS
225 F 425 F 525 F 625 F

Les abonnements qui paient par chèque postal (trois virements) sont envoyés à l'adresse indiquée sur le chèque. Les autres sont envoyés à l'adresse indiquée sur le bon de commande. Les abonnements qui paient par chèque postal (trois virements) sont envoyés à l'adresse indiquée sur le chèque. Les autres sont envoyés à l'adresse indiquée sur le bon de commande.

Le Monde de la MUSIQUE
le numéro 17 est paru

VILLA LOBOS
On dit qu'il suffit d'entendre VILLA LOBOS pour se croire au Brésil. Plus de mille œuvres d'une musique gouluyante et odorante : venez danser avec l'indien blanc.

STEVIE WONDER
« Une petite fille née le même jour que moi est morte dans l'incubateur d'hôpital. En fait, j'ai eu une chance extraordinaire de rester en vie ». Ses disques sont de ceux qui sans doute franchiront les siècles : le niveau d'œuvre sur la STEVIE WONDER STORY.

CARLO GESUALDO
Prince, assassin, musicien, mystique ; voici la figure la plus originale de la fin du XVI^e siècle qui s'élève autant d'art que de passion.

FILMOPERA ?
Le film d'opéra : un art qui réinvente les chefs d'œuvre du passé ? Dans Le Monde de la Musique LOSEY explique le sens de ses recherches et François Létour décode le Don Giovanni de MOZART. N'oubliez pas la télévision : comment s'entendent art lyrique et indice d'écoute ?

STOCKHAUSEN
Des sonorités électroniques aux vibrations des étoiles, l'itinéraire d'un HOMME-MUSIQUE.

LES ECOLES DE JAZZ
Comment apprendre la liberté ? L'improvisation ? La spontanéité ? Voici deux expériences.

ET PUIS
Vychegradsky, Jon Gibson, Gavin Bryars, le « paysage sonore », Arnie Nazzari, Ghédalia Tazarté, la leçon de clavecin par Blanche Verlet et Kenneth Gilbert, la gravure directe, René Jacobs et les livres, les concerts et les disques du mois.

LE MONDE DE LA MUSIQUE
est une publication

Le Monde Télérama

EUROPE

LES INSTITUTIONS EST DEVENUE DE NOUVEAU ENTRE LES PARTIS

De notre correspondant

Rome. — La France et l'Italie tiennent depuis trois ans des sommets réguliers, bien que la périodicité n'en soit pas fixée par écrit. L'instabilité politique qui règne à Rome a obligé plus d'une fois à remettre des rendez-vous qui ne présentaient aucun caractère d'urgence.

La rencontre de ce jour est d'abord une prise de contact entre des dirigeants qui ne se connaissent pas : M. Francesco Cossiga n'occupe la présidence du conseil que depuis le mois dernier. Comme ministre de l'Intérieur, il avait bien connu MM. Podiatowski et Bonnet, mais n'a jamais eu l'occasion de rencontrer M. Giscard d'Estaing et Barre. Ce Samedi de cinquante et un ans les frappe sans doute par sa courtoisie et sa chaleur. Ancien professeur de droit constitutionnel, se déclarant volontiers passionné de la démocratie dans la démocratie chrétienne.

comme l'un des fils spirituels d'Aldo Moro.

Depuis la mise en veilleuse de la « guerre du vin », il n'y a guère de contentieux entre la France et l'Italie. Ce sont surtout des questions internationales qui sont discutées lors des sommets. M. Cossiga doit parler avec ses interlocuteurs de la politique agricole de la C.E.E. avant le prochain conseil européen de Dublin. La France s'oppose à une révision du budget communautaire, alors que l'Italie, qui assurera la présidence le 1^{er} janvier 1980, y est favorable.

Plusieurs autres sujets devaient être abordés : l'installation en Europe de nouveaux missiles de l'OTAN (pour laquelle le gouvernement italien s'appuie à donner son accord), la situation en Iran, le Proche-Orient et la crise énergétique et très probablement les problèmes de coopération dans la démocratie chrétienne.

Le sommet franco-italien prépare le prochain conseil européen

Le président du conseil italien, M. Cossiga, arrivé dimanche 11 novembre à Paris, a, ce lundi, des entretiens avec M. Giscard d'Estaing (qui le reçoit à déjeuner), M. Barre et M. P. Bernard-Beaudouin, secrétaire d'Etat chargé des questions européennes.

De notre correspondant

Rome. — La France et l'Italie tiennent depuis trois ans des sommets réguliers, bien que la périodicité n'en soit pas fixée par écrit. L'instabilité politique qui règne à Rome a obligé plus d'une fois à remettre des rendez-vous qui ne présentaient aucun caractère d'urgence.

La rencontre de ce jour est d'abord une prise de contact entre des dirigeants qui ne se connaissent pas : M. Francesco Cossiga n'occupe la présidence du conseil que depuis le mois dernier. Comme ministre de l'Intérieur, il avait bien connu MM. Podiatowski et Bonnet, mais n'a jamais eu l'occasion de rencontrer M. Giscard d'Estaing et Barre. Ce Samedi de cinquante et un ans les frappe sans doute par sa courtoisie et sa chaleur. Ancien professeur de droit constitutionnel, se déclarant volontiers passionné de la démocratie dans la démocratie chrétienne.

comme l'un des fils spirituels d'Aldo Moro.

Depuis la mise en veilleuse de la « guerre du vin », il n'y a guère de contentieux entre la France et l'Italie. Ce sont surtout des questions internationales qui sont discutées lors des sommets. M. Cossiga doit parler avec ses interlocuteurs de la politique agricole de la C.E.E. avant le prochain conseil européen de Dublin. La France s'oppose à une révision du budget communautaire, alors que l'Italie, qui assurera la présidence le 1^{er} janvier 1980, y est favorable.

Plusieurs autres sujets devaient être abordés : l'installation en Europe de nouveaux missiles de l'OTAN (pour laquelle le gouvernement italien s'appuie à donner son accord), la situation en Iran, le Proche-Orient et la crise énergétique et très probablement les problèmes de coopération dans la démocratie chrétienne.

Pologne

A L'OCCASION DE L'ANNIVERSAIRE DE L'INDÉPENDANCE Cinq mille contestataires ont manifesté dans les rues de Varsovie

Varsovie (A.F.P. Reuter). — Deux jours après que le numéro un polonais, M. Giersek, ait demandé à ses concitoyens, dans un discours retransmis par la télévision, de faire preuve de patience devant les difficultés économiques, cinq mille contestataires ont défilé, dimanche 11 novembre, dans les rues de Varsovie.

Organisée conjointement par les deux principaux mouvements dissidents, le KOR et le ROPCIO (1), cette manifestation avait pour but de marquer le sixième anniversaire de l'indépendance polonaise, que l'Eglise catholique et les contestataires fêtent le jour du retour du maréchal Pilsudski à Varsovie. Le pouvoir, quant à lui, préfère fêter le 8 novembre, date de la constitution à l'indépendance d'un gouvernement provisoire composé de socialistes et de populistes. C'est la quatrième fois en un an qu'une telle manifestation a lieu, caractéristique très politique, se déroule. La première avait eu lieu l'année dernière, à la même occasion, la seconde, le 31 juillet, jour anniversaire de l'insurrection de Varsovie, et la troisième, le 1^{er} septembre, date du déclenchement de la seconde guerre mondiale.

A l'issue d'un office religieux à la cathédrale Saint-Jean, les manifestants se sont rendus en cortège jusqu'au tombeau du Soldat inconnu, place de la Victoire, distant de 600 mètres. A la sortie de la cathédrale, des policiers en civil ont arraché aux contestataires des banderoles sur lesquelles on pouvait lire « Liberté, vérité, paix », et une citation du pape Jean-Paul II : « Pas d'Europe indépendante sans Pologne libre ».

Dans son discours de vendredi, prononcé en Haute-Silésie, région où soixante-deux mineurs viennent de trouver la mort en un mois, M. Giersek avait énuméré les problèmes à résoudre au plus vite et qui sont les suivants : « l'indépendance », des Polonais. Le secrétaire général du parti avait en particulier cité les « ennemis » en matière de logements, les « difficultés » dans l'approvisionnement, les « queues » devant les boucheries, les coupures de courant électrique, la pénurie de charbon de chauffage, bien que la Pologne en ait actuellement quelque 200 millions de tonnes de houille par an.

« Ces questions, a-t-il dit, se sont accumulées au fil des ans. Pour les résoudre, il faut du temps, d'énormes moyens, de la persévérance et aussi de la patience ».

M. Giersek a ensuite fustigé l'« incapacité », le « laisser-aller », l'« absence de discipline », l'« indifférence » et les « malentendus » de tous les échelons. Il a lancé enfin un appel à ses compatriotes pour redoubler d'efforts et « accroître l'efficacité » du travail.

(1) Le KOR (Comité d'auto-défense sociale) et le ROPCIO (Mouvement polonais pour la défense des droits de l'homme et du citoyen) ont été fondés au cours de l'hiver 1978-1979. Le premier regroupe bon nombre d'anciens communistes, des chrétiens et des intellectuels libéraux. Il est généralement considéré comme le mouvement de l'opposition « de gauche ». Le second est d'inspiration plus nationaliste. Depuis quelques mois, un rapprochement semble se faire entre les deux groupes.

Des interpellations à titre préventif

L'animateur du ROPCIO, M. Czumak, a déclaré : « Aujourd'hui, nous n'avons ni l'indépendance ni la liberté : c'est pour cela que nous n'avons pas de viande et pas de maison » et appelé à boycotter l'an prochain, les élections au Parlement. Il aurait été arrêté peu après la manifestation. Vendredi et samedi, trente-cinq dissidents, dont M. Michnik, avaient été interpellés à titre préventif.

Belgique

Après quatre-vingt-quatorze ans de parution Le parti socialiste est contraint de suspendre la publication du quotidien «le Peuple»

De notre correspondant

Bruxelles. — Essangué depuis longtemps, condamné depuis 1974, l'organe du parti socialiste, le *Peuple*, mourra le 31 décembre 1979 à l'âge de quatre-vingt-quatorze ans. C'est un coup très dur pour la gauche belge et pour la démocratie, mais le parti, malgré sa participation au pouvoir (il fait partie de la coalition gouvernementale) n'a plus les moyens de faire vivre son journal. En même temps, cessant de paraître le *Traité de la Démocratie*, éditions de Liège et de Vervier du quotidien. Le titre de *Peuple* sera repris par l'organe des syndicats socialistes de Charleroi le *Journal et l'Indépendance* qui le placera en hibernation dans l'espoir de temps meilleurs.

C'est une page prestigieuse tournée par le socialisme. *Le Peuple* a été de toutes les luttes ouvrières, à la fin du XIX^e siècle. Il a grandi avec le parti. Ses fondateurs, Emile Vandervelde, Camille Huysmans et Louis de Broeckere y ont collaboré à l'époque héroïque, et Jean Jaurès y a signé plus d'un article. *Le Peuple* s'est battu pour le suffrage universel, pour les droits de l'homme, pour l'émancipation de la femme, contre Léopold II, jusqu'à la mort du souverain en 1909, et contre Léopold III après la libération de 1944, jusqu'à l'abdication de 1960.

À la radio, le président du parti a dit sa tristesse de ne pouvoir aider la presse socialiste francophone. « Nous reverrons la question dans six mois ou dans un an pour que la presse socialiste retrouve la place qui lui revient ».

Les propos de M. Gools n'ont rassuré personne. On sait à Bruxelles qu'un journal qui meurt est vite oublié par ses lecteurs et ne ressuscite jamais.

La presse socialiste flamande en a fait l'expérience. L'organe du parti néerlandophone de

Belgique, *Volkskracht*, a cessé de paraître en 1978 et n'a jamais pu être relancé, alors que sa situation financière était meilleure et que son tirage était très supérieur à celui du *Peuple*. Les socialistes flamands ont cependant résolu leur problème avec bonheur. Ils ont relevé le défi. A *Volkskracht* a succédé un journal jeune et dynamique, *De Morgen* (« le matin »), indépendant du parti mais résolument à gauche et remarquablement rédigé et informé.

C'est d'ailleurs le reproche que les journalistes du *Peuple* font à leurs propriétaires. Dès 1959, le rédacteur en chef du journal, M. Jean-Louis Lohet, écrivait : « La littérature socialiste pure trouve sa place dans des publications doctrinales, pas dans un quotidien ».

Le *Peuple* avait connu des années fastes. Il y a vingt ans, avec ses deux éditions régionales, il avait encore un tirage de cent mille exemplaires, et l'aide gouvernementale à la presse quotidienne en Belgique où la puissante presse catholique francophone de l'époque tirait à cinq cent mille exemplaires, la presse conservatrice libérale à trois cent vingt-cinq mille et la presse « neutre » à six cent mille exemplaires. Tous les jours depuis ont subi des revers mais ceux du *Peuple* ont été les plus cuisants. La vente au dernier bilan n'était plus que de vingt-quatre mille exemplaires, et l'aide gouvernementale à la presse quotidienne, quelques dizaines de millions de francs français versés depuis quatre ans à tous les journaux d'information, ne pouvait plus sauver le *Peuple*. Le journal avait encore vingt-deux journalistes en 1974, treize aujourd'hui. Il ne pouvait qu'expirer.

PIERRE DE VOS.

Espagne

Disparition d'un proche collaborateur de M. Suarez

De notre correspondant

Madrid. — M. Javier Ruperez, secrétaire des relations internationales de l'Union du centre démocratique (U.C.D.) et député de ce parti, a disparu, depuis le dimanche matin 11 novembre, de Madrid. Toutes les forces de sécurité de l'Etat, selon un communiqué officiel, sont à sa recherche. Mais aucun indice n'avait été découvert ce lundi 12 novembre.

Proche collaborateur de M. Adolfo Suarez pour les questions de politique étrangère, M. Ruperez présidait depuis vendredi dans un hôtel de la capitale une « table ronde » réunissant plusieurs dizaines de partis démocrates-chrétiens et libéraux latino-américains. Il était rentré samedi soir à son domicile à Madrid, où il a passé la nuit serein, sa femme étant en voyage. Il était attendu à 9 heures du matin à l'hôtel pour diriger la dernière journée de colloque. Ses voisins disent l'avoir entendu prendre sa douche. Depuis, on a perdu sa trace. Sa voiture n'a pas été retrouvée non plus.

S'agit-il d'un enlèvement ? C'est l'hypothèse qui circulait dimanche, mais sur l'origine possible des ravisseurs il n'y a pour l'instant que des spéculations. Agé de trente-huit ans, M. Ruperez est diplômé de carrière. Il a fait partie de la délégation espagnole à la conférence d'El-Sinai en 1972. Après avoir été chef de cabinet du ministre des affaires étrangères, M. Marcelino Oreja, il avait été nommé, en 1978, secrétaire des relations internationales de l'U.C.D.

A ce poste, il a défendu l'entrée de son pays dans l'OTAN et maintenu de nombreux contacts avec l'Organisation atlantique. Il avait été envoyé l'an dernier en Algérie pour nouer des relations avec le Front Polisario et sortir les relations hispano-algériennes de l'impasse. Il avait invité de nombreux partis centristes latino-américains à la « table ronde » de Madrid pour une réflexion commune sur une troisième voie possible outre-atlantique « entre le capitalisme et les dictatures mili-

taires ». Il y a quelques mois, une autre personnalité de l'U.C.D., M. Gabriel Cisneros, avait fait l'objet d'une tentative d'enlèvement de la part de l'ETA politico-militaire. Grâce à sa présence d'esprit et à son courage, il avait réussi à s'échapper mais avait été grièvement blessé.

D'autre part, l'effervescence a gagné de nouveau le Pays basque dimanche à la suite du mitraillage par la garde civile d'un conseiller municipal d'une localité de Navarre. Celui-ci, M. Miguel Arregui-Martin, qui appartient à la coalition séparatiste Herri Batasuna, roulait en voiture avec plusieurs amis dans la nuit de samedi à dimanche lorsqu'il fut atteint par un tir de la garde civile à l'entrée de la localité d'Escharri-Arana.

Les gardes avaient monté un contrôle sur la route nationale après que deux de leurs collègues eurent été grièvement blessés dans un attentat à quelques dizaines de kilomètres de là, près de Vittoria. Ils affirmèrent avoir tiré parce que le véhicule tentait de forcer le barrage. Mais plusieurs témoins soulignent que les barrières avaient déjà été enlevées au moment où les faits se sont produits. Le conseiller municipal est mort de ses blessures. Plusieurs partis et syndicats ont appelé à une grève générale lundi et mardi dans tout le Pays basque. — C. V.

● M. Santiago Carrillo, secrétaire général du parti communiste espagnol, a révisé, samedi 10 novembre, qu'il avait proposé à M. Enrico Berlinguer, secrétaire général du parti communiste italien, une réunion des dirigeants de tous les partis communistes d'Europe occidentale pour étudier la crise mondiale. Il a, d'autre part, proposé la création d'un organisme commun « entre la C.E.E. et les pays producteurs de pétrole pour remplacer les six ou sept trusts qui monopolisent dans le monde la distribution du pétrole ». — (A.F.P.)

Une grande première. Braniff lance des tarifs "Stand-by" pour les Etats-Unis.



Paris-Boston aller/retour pour seulement 1750F
Paris-Dallas/Fort Worth aller/retour pour seulement 2599F

Braniff a le plaisir d'annoncer les premiers tarifs "Stand by" de Paris pour les Etats-Unis.

Qu'est-ce que les tarifs "Stand by" ?
Les tarifs les plus bas de Braniff, pour un nombre de places limité, sur les vols sans escale pour les Etats-Unis. Ils s'appliquent aux places disponibles après l'embarquement des passagers ayant des places confirmées.

Comment obtenir un billet "Stand by" ?
On peut se le procurer auprès de son Agence de Voyage ou dans les Agences Braniff.

Les places "Stand by" sont délivrées selon l'ordre d'arrivée; donc rendez-vous au comptoir Braniff à Paris Orly-Sud au moins 3 heures avant l'heure de départ. Si des places "Stand by" sont disponibles, vous en serez avertis 50 minutes avant l'heure de départ et vous aurez largement le temps de remplir les formalités d'enregistrement.

Pour plus d'informations, appelez votre Agence de Voyage ou Braniff au (1) 720 42 42.

BRANIFF

Etats-Unis • Hawaï • Mexique • Amérique du Sud • Europe • Extrême-Orient

Les cheveux ? c'est comme les dents... ça se soigne

L'institut capillaire EUROCAP affirme qu'il n'existe pas de remède miracle contre la calvitie.

L'institut capillaire EUROCAP, après examen, vous conseille les produits, dont l'application locale permet dans bien des cas de favoriser la croissance naturelle de vos cheveux. Depuis dix-huit ans, les instituts capillaires EUROCAP appliquent des traitements adaptés à chaque problème capillaire. Pour vos cheveux gras, secs, cassants ou si vous avez des démangeaisons, des pellicules, etc.

Prenez rendez-vous avec le spécialiste de l'institut capillaire EUROCAP en écrivant ou en téléphonant.

Ouvert sans interruption tous les jours de 11 h. à 20 h., le samedi de 10 h. à 14 h.

INSTITUT CAPILLAIRE
4, rue de Castiglione, 75001 Paris
Tél. 268-35-35



MUSIQUE

- VELLA LOROS**
Chanteur, compositeur, arrangeur, directeur d'orchestre. Vella Loros a écrit et composé de nombreux morceaux pour le cinéma et la télévision. Il a également dirigé l'Orchestre National de France.
- STEVIE WONDER**
Musicien, compositeur, chanteur. Stevie Wonder a écrit et composé de nombreux morceaux pour le cinéma et la télévision. Il a également dirigé l'Orchestre National de France.
- CARLO GENAILO**
Musicien, compositeur, chanteur. Carlo Genaiolo a écrit et composé de nombreux morceaux pour le cinéma et la télévision. Il a également dirigé l'Orchestre National de France.
- FILAMPERA ?**
Musicien, compositeur, chanteur. Filampera ? a écrit et composé de nombreux morceaux pour le cinéma et la télévision. Il a également dirigé l'Orchestre National de France.
- STOCKHAUSEN**
Musicien, compositeur, chanteur. Stockhausen a écrit et composé de nombreux morceaux pour le cinéma et la télévision. Il a également dirigé l'Orchestre National de France.
- LES ECOLES DE JAZZ**
Musicien, compositeur, chanteur. Les Ecoles de Jazz a écrit et composé de nombreux morceaux pour le cinéma et la télévision. Il a également dirigé l'Orchestre National de France.
- ET PUN**
Musicien, compositeur, chanteur. Et Pun a écrit et composé de nombreux morceaux pour le cinéma et la télévision. Il a également dirigé l'Orchestre National de France.

LE MONDE DE LA MUSIQUE

Monde Télérama

صك:امتن الأهل

ASIE

UN TÉMOIGNAGE SUR LE VIETNAM

La pénurie des biens de consommation frappe sévèrement les habitants de Ho-Chi-Minh-Ville

Un de nos lecteurs vietnamiens, M. Van Quoc, qui vient de séjourner un mois dans son pays, nous a communiqué le témoignage suivant :

Dans le Sud, depuis quatre ans, les bouleversements ont été nombreux. Depuis un an, les stocks de marchandises qui provenaient de la main américaine s'épuisent. Dans les « marchés aux voleurs » (1), ils ont cédé la place à la valse, au mobilier, aux bibelots, aux appareils de photo et à d'autres objets revendus par les bourgeois appauvris par le nouveau régime. Cependant, ces marchandises s'écoulent à un rythme ralenti. Les riches sont partis et les salaires très bas (de 20 à 200 dong) (2). Les *Lien-Xo* (Soviétiques), les ressortissants des pays de l'Est, les Cubains ne sont pas des clients « intéressants ». Ils ne viennent qu'épisodiquement, et leurs faibles moyens financiers ne leur permettent pas d'acheter beaucoup de choses. Toutefois, leurs rares achats

visent essentiellement les appareils photographiques et radio-phoniques japonais. Quant aux *bo-doi* (les soldats vietnamiens), ils doivent le plus souvent se contenter de contempler les étalages. La clientèle importante est constituée par les quelques touristes les « capitalistes » locaux, des hauts fonctionnaires et un certain nombre de *cán-bô* (cadres politiques).

Les « marchés aux voleurs » se sont spécialisés. On trouve le marché de la valse, celui des produits français (alimentation et articles divers), celui des médicaments, des pièces de rechange, etc. Ce dernier, à Ho-Chi-Minh-Ville, est le plus florissant, car la pénurie, dans ce domaine, se ressent de façon immédiate. Beaucoup de petites voitures de transport en commun — les triporteurs *Lambretta* — roulent à la fois avec des pneus pleins et des pneus gonflés. D'autres ont des pneus de taille différente.

Quant aux autres véhicules, ils sont remplacés progressivement par les vélos. Les automobiles sont

désormais réservées à l'administration et aux hautes personnalités, car seuls les fonctionnaires civils et militaires, peuvent se procurer le précieux carburant grâce à des bons d'approvisionnement. Ceux qui possèdent des motocyclettes ont droit à 3 litres d'essence par mois. Le complément, qu'on se procure au marché noir, provient pour une grande part de vols aux dépens de l'administration et, dans une moindre mesure, de la vente des trois litres accordés aux fonctionnaires. C'est ainsi que le chauffeur d'un haut fonctionnaire profite de chaque sortie de son supérieur pour détourner 1 ou 2 litres d'essence du réservoir. Son salaire de 20 dong est amélioré par le bénéfice qu'il retire de la vente du carburant volé (7 dong par litre).

Pourtant, malgré la rareté de l'essence, les motocyclettes sont encore nombreuses. Les usagers mélangent l'essence à de l'huile et les engins à deux temps sont très demandés. Une moto de 50 cm³ se vend dans les 500 à

700 dong. Les autres modèles se sont légèrement dépréciés. Les vélos restent majoritaires dans les rues. Un vélo est un vrai capital : une bicyclette Peugeot peut coûter plus de 2 000 dong. La production locale demeure encore limitée. Les courses cyclistes sont devenues l'un des spectacles favoris de la nouvelle société.

Les mendiants ont réapparu

Par mesure d'économie, le gouvernement a imposé des coupures de courant. A Ho-Chi-Minh-Ville, chaque quartier est, à tour de rôle, privé d'électricité quelques heures la nuit. L'activité fébrile qui caractérisait avant 1975 le monde des affaires et du commerce s'est éteinte. A Cholon et à Ho-Chi-Minh-Ville, seuls subsistent quelques restaurants, avant tout chinois. Certains ont été repris en main par les employés après la fuite de leurs patrons. La plupart ne survivent que très péniblement.

Une Vietnamiennne, dont le mari croupit en camp de rééducation, a aménagé son spacieux salon en salle à manger. On y mange l'un des meilleurs plats (soupe vietnamiennne) de la ville. Ailleurs, ce sont des Vietnamiens chassés du Cambodge par les Khmers rouges, qui cuisinent quelques plats à la mode khmère.

Mais la tendance est au déclin du secteur privé. L'Etat a remis en marche certains établissements abandonnés par leurs propriétaires. Le personnel est salarié et la cuisine convenable à des prix raisonnables. Dans plusieurs restaurants d'Etat, les consommateurs peuvent écouter de la musique américaine et française. L'alcool est abondant et les ivrognes fréquents. La bière *Larue* et le whisky local *Vinasky* sont servis à volonté.

Il serait erroné d'en déduire que le peuple vietnamien mange à sa faim. L'arrêt des importations massives de produits alimentaires depuis 1975, les terribles inondations de 1978, la guerre et la résistance individualiste de

nombreux paysans ont provoqué la pénurie des biens de consommation. Dans les restaurants d'Ho-Chi-Minh-Ville, les enfants vagabonds tentent de se nourrir des restes des repas des clients repus. Les mendiants ont réapparu. Ce sont presque tous des gens revenus des « nouvelles zones économiques » insalubres ou difficiles à mettre en culture. L'attitude des citadins est faite de tolérance, car tous comprennent les causes de cette lamentable situation.

Les marchés offrent tous les produits locaux, mais en quantité restreinte et à des prix prohibitifs (7 dong le kilo de riz pur, 10 dong le kilo de longans, de 7 à 8 dong le kilo de pommes cannelles, etc.). L'Etat ne contrôle encore qu'à peine 40 % du marché dans le Sud, et le rétablissement récent de la libre circulation des marchandises entre les provinces n'a pas abaissé les prix de manière sensible.

Les habitants connaissent, dans leur majorité, de graves problèmes de nutrition (carences de vitamines). Les magasins d'Etat ne délivrent que 2 kilos de riz par personne à 0,5 dong le kilo. Ce riz, appelé « *bo-bo* », est un mélange de gros grains, de maïs et de pâte de riz. Sa consistance est pâteuse. Le lait est rare : une boîte Nestlé se vend 40 dong ou s'échange contre huit boîtes de « lait » local (de la farine de riz diluée dans de l'eau sucrée).

Manque de médicaments

La population souffre du manque de médicaments. Les antibiotiques et les vitamines sont très recherchés. Les comprimés sont vendus à l'unité. Quelques médecins, de formation occidentale, poursuivent leurs consultations privées. Mais ils prescrivent trop souvent des médicaments introuvables ou vendus à des prix prohibitifs. Dans le domaine de la santé, on doit toutefois saluer le gouvernement, qui malgré la faiblesse des moyens, s'efforce d'inculquer à la population l'hygiène la plus élémentaire. Chaque village a désormais son dispensaire.

Pourtant, les Vietnamiens sont unanimes pour dire que le plus grave problème demeure la corruption (le second en importance, étant les menaces aux frontières). Elle existait déjà avant la réunification. Elle sévit toujours, mais avec cette différence que l'on ne sait jamais si elle relève d'une politique délibérée de la part de l'Etat ou de la responsabilité de cadres véreux. La population en a assez, car, si les gens comprennent que l'on fasse « payer » les riches, ils ne supportent plus cette pratique à l'égard de tous. Ainsi, pour obtenir un certificat régularisant sa situation à l'égard de la Banque nationale, Tuân a glissé 500 dong dans le dossier remis à un fonctionnaire. Pour un visa de sortie, le tarif est de 6 taëls d'or au minimum (soit plus de 12 000 dong) selon la qualité (18 ou 24 carats). Le cours du taël varie selon les possibilités d'accueil des pays voisins. En août et septembre, le taël ordinaire valait de 2 000 à 2 150 dong (contre 2 400-2 500 dong les mois précédents). Après les accords de Genève, en juillet, le prix a de nouveau légèrement baissé, car les départs sont plus strictement contrôlés. Les places sur les embarcations sont très chères (au minimum 40 taëls d'or). Le bénéfice est partagé entre les organisateurs, les propriétaires des bateaux et les « autorités ».

Les départs n'ont pas tous des causes politiques à proprement parler. Ce sont les conditions économiques et la bureaucratie qui rendent la vie impossible. « Nous ne demandons qu'une chose, disent de nombreuses personnes, c'est qu'on nous laisse partir », c'est-à-dire de quoi manger, et que cessent les tracasseries administratives. Depuis quelques mois, les transactions sont devenues plus libres, car trop de naïfs se sont fait extorquer leur argent. L'expérience a instruit les autres. Certains fonctionnaires corrompus ont été payés avec de faux taëls en plaqué or. La méfiance réciproque bloque ainsi de nombreux départs.

(1) *Cho troi*, ou « marchés en plein ciel », sur les trottoirs des villes.
(2) 1 dong = 2 francs au taux officiel.



Iveco. Le transport moderne ne souffre plus les compromis.

Fiat, OM, Lancia, Unic, Magirus-Deutz, c'est-à-dire Iveco : cinq marques européennes qui ont intégré leurs ressources pour apporter des solutions sans compromis aux problèmes du transport moderne, léger, moyen et lourd. Iveco offre le choix entre 260 modèles et environ 800 versions.

Entre des moteurs refroidis par air ou par eau. Entre des châssis-cabines et des véhicules carrossés, des tracteurs et des camions de chantier, des véhicules spéciaux civils ou militaires, des autobus et des autocars de 9 à 119 places.

Une technologie évoluée

Cabines profilées pour améliorer la pénétration dans l'air et réduire la consommation. Emploi de matériaux plus fiables, plus résistants, et aussi plus légers pour augmenter la charge utile. Moteurs mis au point pour consommer moins et durer plus longtemps. La technologie Iveco est tout entière orientée vers la recherche d'une meilleure efficacité.

Un investissement sans risque

Iveco, c'est aussi la garantie offerte par un service après-vente compétent et dévoué, par une organisation de pièces de rechange profitant d'une large interchangeabilité de ces pièces, par un réseau de 4000 centres d'assistance répartis dans 100 pays. Chaque véhicule est protégé individuellement pendant toute sa vie de travail, même sur les routes les plus lointaines ou les chantiers du bout du monde.

IVECO

Une expérience vaste comme le monde



du comm

Chan
et d
Hua

ASIE

L'artillerie thaïlandaise a bombardé un camp de réfugiés cambodgiens

Avant le débat aux Nations unies, sur le Cambodge, qui doit s'ouvrir ce lundi 12 novembre à New-York, le ministre vietnamien des affaires étrangères a rendu public un mémorandum affirmant que « le vrai problème à résoudre au Kampuchéa à l'heure actuelle, ce n'est pas le retrait des troupes vietnamiennes ni la recherche d'une solution politique au prétendu problème de Kampuchéa, mais la politique agressive et expansionniste des dirigeants chinois liés à l'impérialisme américain et aux autres forces réactionnaires ». Ce texte accuse aussi les pays de l'ASEAN (Association des nations d'Asie du Sud-Est comprenant l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande) de pratiquer « un jeu à double face contre le Vietnam pour cacher leur aide à la clique de Pol Pot ».

De notre correspondant

Bangkok. — Le commandement suprême des forces armées thaïlandaises a interdit, samedi 10 novembre, à la presse l'accès des zones frontalières avec le Cambodge, après avoir qualifié de « mensonges » les récits de journalistes étrangers qui avaient fait état, jeudi, d'un violent bombardement d'artillerie contre un camp de réfugiés cambodgiens (le Monde du 10 novembre). Selon les témoins, une centaine de civils auraient été tués, et plusieurs dizaines blessés. « Pourquoi gaspillerions-nous des obus pour une cause aussi injuste ? », a demandé un porte-parole militaire. Il a toutefois admis « contrairement aux démentis initiaux — que « deux obus » auraient été tirés dans le secteur frontalier de Ban-Pangmuong.

afin de « repousser une bande de Khmers armés qui tentent de prendre d'assaut un avant-poste thaïlandais ». Selon lui, un soldat thaïlandais a été tué et deux autres blessés au cours de l'offensive, qui a duré toute la journée. Les témoins, une dizaine de journalistes étrangers qui ont subi le bombardement pendant cinq heures, ont affirmé, pour leur part, que l'artillerie thaïlandaise était entrée en action contre cette « bande » de réfugiés (sitée à l'intérieur du territoire thaïlandais d'après les bornes frontalières) à la suite d'une querelle entre une poignée de soldats gouvernementaux et de Khmers Serey. En outre, le président des témoins, le camp était pratiquement sans défense, car la plupart des résistants étaient, ce jour-là, en opération au Cambodge.

Ces bombardements risquent d'avoir de graves conséquences pour le gouvernement de Bangkok, qui avait annoncé, il y a deux semaines, une politique d'accueil de tous les réfugiés cambodgiens sans discrimination. Les militaires thaïlandais apportent leur soutien à divers mouvements de résistance khmers serey qui luttent contre l'intervention vietnamienne dans leur pays. Les dirigeants du Mouvement (Mouvement de libération nationale du Kampuchéa), qui a l'appui du prince Sihanouk et auquel appartient le camp bombardé, nous avaient déclaré récemment avoir des difficultés avec l'armée thaïlandaise, du fait de leur volonté de se passer de son soutien et de son contrôle. Leurs relations sont aussi délicates avec les mouvements de résistance anticomunistes rivaux, qui bénéficient de la bienveillance de l'armée royale.

Le bombardement du camp khmer a été filmé par trois équipes de télévision américaines, et ces images ont été transmises le jour même par satellite et diffusées aux États-Unis, au moment où M. Carter se déplaçait en Thaïlande pour visiter un camp de réfugiés et pour rendre hommage à la politique humanitaire des autorités locales.

Particulièrement embarrassés par cette fâcheuse coïncidence, les diplomates américains avaient, dès jeudi soir, demandé des explications aux autorités militaires et suggéré qu'une équipe médicale du C.I.C.R. soit dépêchée sur place pour prendre soin des blessés.

Cette équipe, indique-t-on de source informée, n'a pu arriver sur les lieux que plus de vingt-quatre heures après les événements. Le C.I.C.R. s'est refusé à tout commentaire, et l'on ignore toujours le nombre des victimes. Enfin, les journalistes qui ont tenté, depuis vendredi, de se rendre dans cette zone frontalière ont eu leurs laissez-passer — délivrés par le commandement suprême — déchirés par les postes de contrôle militaires.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX.

● La Chine et le haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (H.C.R.) ont signé, samedi 10 novembre, un programme d'aide d'un montant d'environ 18 millions de dollars, pour la réinsertion définitive de 250 000 réfugiés du Vietnam dans quatre provinces méridionales chinoises. M. Casella, responsable du secteur Asie de l'Est au H.C.R., qui a signé l'accord avec un responsable chinois du ministère des affaires civiles, a indiqué que, selon des chiffres officiels chinois, sur les quelque 250 000 réfugiés en Chine, 6 900 sont des citoyens chinois, 222 000 sont des citoyens vietnamiens d'origine chinoise, 20 000 des Vietnamiens d'origine et plus de 1 000 des « indéterminés ». — (A.F.P.)

● M. Henri Kissinger, ancien secrétaire d'État américain, a invité tous les pays du monde « à mettre le Vietnam au ban de la société en raison de son refus de l'aide au peuple cambodgien, victime de la famine ». — (U.P.I.)

Corée du Sud

Le président par intérim souligne la nécessité de « faire des progrès dans le domaine politique »

De notre envoyé spécial

Séoul. — Les autorités de la Corée du Sud ont choisi une évolution politique dans l'ordre et la continuité constitutionnelle. Dix semaines après l'assassinat du président Park, le chef de l'Etat par intérim, M. Choi Kyu-hah, a annoncé qu'une élection présidentielle aurait lieu « au cours de la période de temps prévue par la Constitution », c'est-à-dire à quatre-vingt-dix jours après la mort du président, soit avant le 25 janvier (le Monde du 11-12 novembre).

M. Choi a cependant précisé que le nouveau chef de l'Etat élu « n'aurait pas à remplir tout le mandat prévu par la loi mais devrait, aussitôt que possible et après avoir pris l'avis de juristes et d'une large partie de l'opinion, amender la Constitution et organiser des élections conformément aux nouvelles dispositions de celle-ci ». Il a conclu en ajoutant que c'était là à son avis « la voie la plus raisonnable pour répondre aux vœux de stabilité de la population tout en assurant le progrès de la démocratie ».

Déclaration habile, estime-t-on dans les chancelleries, qui tout en garantissant un amendement constitutionnel attendu n'en prévoit pas moins un processus lent et ordonné permettant de maintenir la stabilité politique du pays. Le passage de la déclaration de M. Choi précisant que le nouveau président n'aurait pas à terminer son mandat — normalement de cinq ans — est interprété à Séoul comme exprimant l'intention des autorités de choisir un homme fort des fonctions, temporairement limitées dans le temps à un ou deux ans, consistant à préparer la succession de M. Park.

Selon la Constitution actuelle, le Yushin (les réformes révolutionnaires) entrée en vigueur en 1972 et qui avait pour but de permettre à l'ancien président de se maintenir au pouvoir, le chef de l'Etat est désigné par un collège de grands électeurs, le Conseil national pour l'unification, qui compte deux mille cinq cent quarante membres. Dans les jours qui suivent, sont annoncées les dates et les modalités de l'élection du nouveau président. En sa qualité de chef de l'Etat par intérim, M. Choi a le droit d'amender la Constitution ou de modifier la procédure de désignation du président par le Conseil national pour l'unification, est-il précisé au ministère de l'Information. On estime à Séoul que la désignation du nouveau président devrait intervenir dans des délais assez brefs, à la fin de ce mois ou au début de décembre. Il y a de grandes chances en effet pour que cette fonction incombait à M. Choi. Tout en rondes, c'est un homme de la conciliation qui derrière lui une longue carrière de diplomate.

Amont de ceux qui peuvent briser le pouvoir par la suite ne souhaite se mettre en avant. M. Kim Jong-pil a été nommé, lundi 12 novembre, chef du parti républicain démocrate, fonction qu'occupait jusqu'à sa mort le président Park. Ancien premier ministre, l'un des artisans du coup d'Etat militaire de 1961, M. Kim Jong-pil était l'un des proches de Park, mais n'en avait pas moins été écarté du pouvoir en 1975, le président ne souhaitant apparemment pas avoir à ses côtés un successeur en puissance. Ancien officier, M. Kim a conservé de solides appuis dans l'armée. Mais c'est lui qui organisa au début des années 1960 la K.C.I.A., aussi n'est-il guère populaire, surtout parmi les opposants.

Les « suggestions » de Washington

Le processus de transfert de pouvoir conçu par les autorités sud-coréennes qui garantissent la fois des changements mais évitent une effervescence politique qu'aurait inévitablement provoquée une révision immédiate de la Constitution a été bien accueilli à Tokyo et à Washington.

Dans sa déclaration à la nation, M. Choi a affirmé : « Parallèlement à notre développement économique et social, nous devons faire des progrès dans le domaine politique. C'est ainsi que je comprends les aspirations de la population. » La première phrase est, mot pour mot, contenue dans la déclaration que fit en juillet der-

nier M. Carter lors de sa visite à Séoul. Des rumeurs persistantes continuant à circuler, dans toutes les couches de la population, sur l'implication de la C.I.A. américaine dans la mort du président, les Etats-Unis veulent, semble-t-il, pour l'instant, s'abstenir de toute ingérence ouverte dans les affaires coréennes. Washington n'en a pas moins fait des « suggestions », dit-on dans les cercles gouvernementaux.

Dans les milieux d'affaires étrangers de la capitale sud-coréenne, c'est avec une certaine confiance que l'on voit l'avenir, sous la déclaration de M. Choi : « Un déséquilibre politique, même provisoire, que n'aurait pas manqué de susciter le débat sur la Constitution, aurait pu avoir des effets très néfastes sur l'économie », estime un banquier japonais.

L'amendement de la Constitution Yushin et l'abrogation des décrets d'exception qui se sont multipliés ces dernières années semblent non seulement une exigence des opposants mais le désir profond de la plupart des Coréens. Dans cette petite ville de province à 250 kilomètres de Séoul où nous nous trouvons au moment de la déclaration de M. Choi, un notable en l'écoulant

nous dit : « Il aurait commis une erreur politique énorme en annonçant pas un changement : tout le monde en a assez de tomber, quoi qu'on fasse, sous le coup d'un décret quelconque qui vous interdirait la moindre action, ne serait-ce que de parler ouvertement du pouvoir ».

Mécontentement de l'opposition

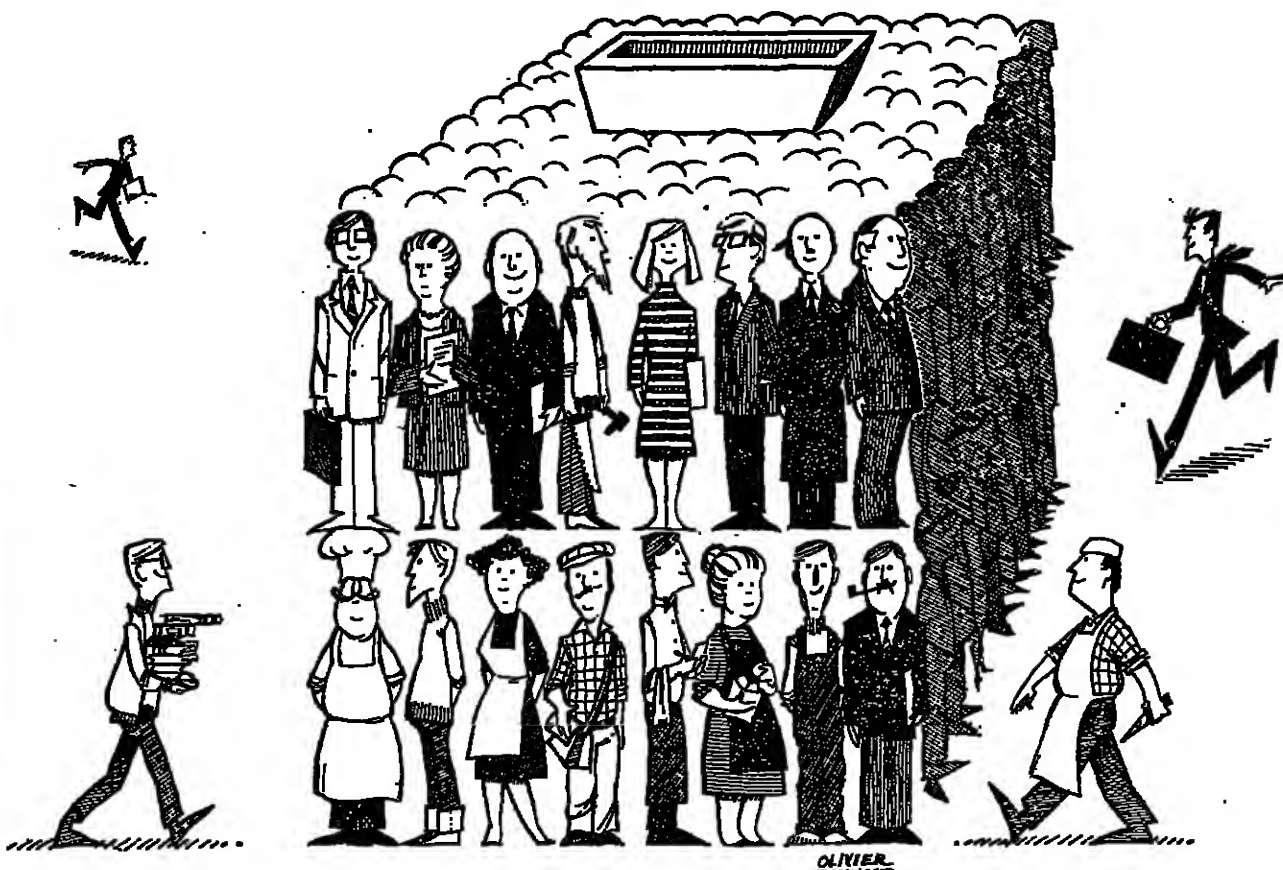
Satisfaisante pour beaucoup, la déclaration de M. Choi paraît loin en revanche d'avoir répondu à l'attente de l'opposition. M. Kim Young-sam, chef du nouveau parti démocrate (N.P.D.), a vivement critiqué le gouvernement pour ne pas avoir consulté son parti avant d'arrêter les modalités de la succession du président Park. Au cours d'une conférence de presse, il y a une semaine, M. Kim Young-sam s'était déclaré partisan d'un amendement immédiat de la Constitution afin de permettre l'élection du nouveau président au suffrage universel.

M. Yang, président du petit Parti pour l'unification, a fait une déclaration allant dans le

même sens. Aucune des interventions des opposants n'a été reproduite dans la presse coréenne. La communauté protestante, traditionnellement pour une partie du moins, opposée au régime Park, serait en train de préparer une lettre à M. Choi lui demandant des changements plus rapides. Du côté gouvernemental, on estime que la disparition du président Park a suffisamment désamorcé la contestation, qui trouvera plus difficilement des arguments pour mobiliser les mécontents. L'administrateur de la loi martiale a publié un communiqué précisant qu'« aucune manifestation ne serait tolérée pour quelque raison que ce soit ».

PHILIPPE PONS.

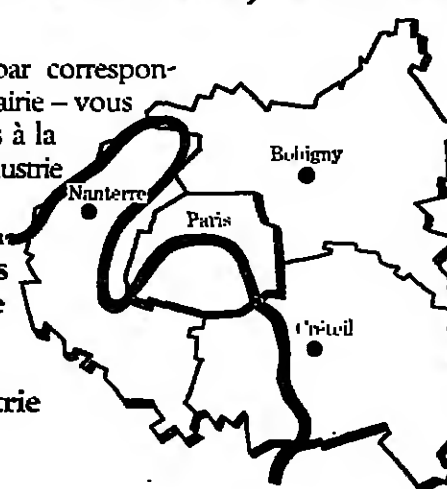
Votez pour l'avenir du commerce et de l'industrie.



Commerçants, industriels, vous voterez le 19 novembre.

Jusqu'au 16 novembre, par correspondance — ou le 19, dans votre mairie — vous pourrez élire vos représentants à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris.

Ces élections vous concernent tous, car les actions menées par votre Chambre de Commerce portent sur la défense et la promotion du commerce et de l'industrie en région parisienne.



Ces objectifs ont connu des applications concrètes : campagnes d'affichage menées en faveur de plus de 100.000 commerçants, développement de la formation professionnelle, lutte contre la désindustrialisation en Ile-de-France, zones d'activités, création d'une bourse des déchets industriels.

C'est pour cela que vous devez voter. Pour participer d'une façon active à tout ce qui touche à l'avenir du commerce et de l'industrie dans votre région.

Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris.

Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne.

A VENDRE PÉNICHE

Longueur 30 m, largeur 5,05 m.
3 logements, moteur 150 CV.
TRES BON ETAT - 180.000 F.
Pour tous renseignements, écrire
LAURENTE, Port de Castets
33120 CASTETS - EN - DORTHE.

(Publié)

CENTRE RACHA-CUEJ
30, boulevard de Port-Royal
75005 PARIS - 881-88-20
16 au 30 novembre 79
EXPOSITION
DU PEINTRE ISRAÏELIEN
AIDA MELMAN
Vernissage
jeudi 18 novembre à 18 h. 30

مركزنا للأصل

ASIE

Chine

La police disperse brutalement un rassemblement devant le « mur de la démocratie »

Pékin (A.F.P.). — La répression policière s'est à nouveau abattue sur Pékin, dimanche 11 novembre, avec l'arrestation de trois jeunes Chinois au « mur de la démocratie » du carrefour Xidan, trois semaines après la condamnation du dissident politique Wei Jingsheng à quinze ans de prison.

Les jeunes gens, dont on ne connaît pas l'identité, pourraient appartenir ou être liés au groupe « Tribune du 5-avril » ou au « Forum du 4-mai ». Ils commentaient à vendre, comme il avait été annoncé il y a quelques jours, la transcription rognée de la première séance des débats au procès de Wei Jingsheng. Au milieu d'une foule de cinq cents à six cents badauds, une longue queue de cent à deux cents acheteurs chinois et étrangers, en particulier des journalistes, s'était formée pour assister à la publication devant le mur.

Brusquement une cinquantaine de policiers en uniformes bleus, arrivés en autobus, ont encerclés les lieux. Pour la première fois depuis un an qu'existe le « mur de la démocratie », les policiers ont fait alors une intervention massive et brutale.

Ils ont foncé sur les trois jeunes gens, âgés au plus de vingt-cinq ans, saisi les quelques centaines d'exemplaires qu'ils s'apprêtaient à vendre, et les ont fait monter sans ménagement dans une jeep et un minibus.

Un cours de l'incident des journalistes ont été plus ou moins malmenés, une chose rare en Chine. Un journaliste suédois, M. Bengt Alborn, correspondant de plusieurs journaux scandinaves, a été frappé au visage par un policier alors qu'il allait faire des photos. Les correspondants de l'A.F.P. et d'autres ont été également frappés des lieux sans motif. Les policiers ont quitté les lieux suivis par plusieurs centaines de Pékinois hostiles qui les ont longuement hués lors de leur départ en autobus. « Prenez des photos de ces salauds de flics, tout ce qu'ils sont capables de faire, c'est d'arrêter les gens », a déclaré un Chinois dans la foule, à l'adresse des journalistes. Cette hostilité des Pékinois vis-à-vis de la police est tout à fait exceptionnelle du moins de façon aussi ouverte. « Ne parlez plus aux Chinois cela devient vraiment dangereux pour nous », a déclaré un Pékinois à l'A.F.P.

L'affaire Wei Jingsheng, le dissident politique chinois condamné récemment à quinze ans de prison, a fourni l'occasion aux autorités chinoises de redéfinir les limites de la liberté d'opinion et d'écarter toute « libéralisation bourgeoise » dans leur pays.

La campagne contre le « traître » et « contre-révolutionnaire » Wei Jingsheng bat son plein à travers le pays, dans tous les journaux, comme après l'arrestation des membres de la « bande des quatre » en octobre 1976, le seul dissident est attaqué dans sa vie personnelle et sa moralité. Pour la Chine entière, le jeune ouvrier électrique du zoo de Pékin est devenu la « brebis galeuse », le « rebu de la société ». La presse publie des témoignages de ses anciens compagnons de travail déclarant qu'il « toujours été un mauvais élément, un personnage tout à la fois arrogant, malhonnête, paresseux, menteur et saboteur des biens de l'Etat ».

Samedi, le haut dirigeant proche du vice-premier ministre Deng Xiaoping, M. Zhao Ziyang, membre du bureau politique, a stigmatisé la « liberté bourgeoise » dans le quotidien du peuple.

M. Zhao Ziyang a notamment déclaré : « Nous devons nous garder de la liberté prônée par la bourgeoisie et ne pas remanier des choses erronées par d'autres choses erronées, c'est-à-dire par les erreurs des « ultra-gauchistes » de la « bande des quatre » par celles de « droitières » comme Wei Jingsheng. On ne peut pas parler sans faire de distinction entre la démocratie socialiste et la « démocratie bourgeoise », a-t-il ajouté.

AFRIQUE

Tchad

Le nouveau gouvernement réunit toutes les « tendances »

De notre envoyé spécial

Un « gouvernement d'union nationale de transition » a été constitué, samedi 10 novembre, au Tchad, conformément aux accords signés à Lagos le 18 août dernier entre les onze tendances tchadiennes. Le nouveau gouvernement devra organiser des élections libres et démocratiques dans un délai de dix-huit mois. C'est seulement à l'issue de cette consultation qu'un gouvernement définitif sera constitué et que la vie politique pourra normalement reprendre son cours.

N'Djamena. — Après six jours de laborieuses tractations qui ont pu, à certains moments, faire craindre l'échec, le « gouvernement d'union nationale de transition » du Tchad a été finalement formé à Doukpa, petite localité située à 60 kilomètres au nord de N'Djamena. (Le Monde des 7 et 8 novembre.) Au cours d'une cérémonie solennelle organisée dimanche dans la capitale, le président Goukouni Oueddei a présenté son équipe au peuple tchadien. Elle est l'émulation des onze « tendances politiques » signataires de l'accord de Lagos du 18 août dernier. Le chef de l'Etat tchadien a assuré que la « diversité » de son pays devrait se transformer en un facteur supplémentaire d'unité.

Propos optimistes ? Toujours aussi-il qu'aucun gouvernement tchadien n'a jamais, dans sa composition, tenu aussi fidèlement compte des réalités politiques, régionales et ethniques du pays. Entre 1960, année de l'indépendance et la formation en 1978 du tandem gouvernemental Malloum-Hissène Habré, les « Gens du Sud », comme ils s'appellent eux-mêmes, animistes et chrétiens, avaient toujours été largement sous-représentés au sein des administrations successives.

A l'inverse, le cabinet d'union nationale formé au printemps dernier après les accords de Kano,

et dirigé par M. Mohamat Choua, était surtout l'émulation des populations « Goranes » du nord, notamment des ethnies de MM. Habré et Goukouni. Le gouvernement formé dimanche est équilibré. Conformément aux accords de Lagos, il comprend douze ministres « Nordistes » et dix « Sudistes ». Sa caractéristique essentielle est d'accorder une bonne place aux représentants de la population arabe (au sens large du terme), dont certains sont d'ailleurs considérés, comme favorables à un rapprochement avec la Libye.

Certes, aucun des trois hommes forts du régime, MM. Goukouni Oueddei, président, Hissène Habré, ministre de la défense et le lieutenant-colonel Kamougue, vice-président, ne peuvent être tenus pour

des alliés naturels de la Libye. Les deux premiers ont fait preuve par le passé de leur esprit d'indépendance. L'alliance contractée au début de l'année entre le troisième et le gouvernement de Tripoli était, quant à elle, purement circonstancielle. En revanche, deux postes-clés ont été confiés à MM. Aoyi Ahmat (affaires étrangères) et Mahamat Abba Saïd (intérieur), personnalités qu'on dit « prolibyennes ». Il sera donc intéressant d'observer l'attitude de ces deux ministres « arabes » ainsi que celle de leurs quatre alliés regroupés au sein du « Front d'action commune provisoire ». Feront-ils ou non passer les intérêts du Tchad avant ceux de son voisin du Nord. Le conflit entre les deux pays au sujet de la bande d'Aouzou — occupée depuis 1973 par des unités

libyennes — qui avait été mis en sourdine à Lagos sera pour le nouveau chef de la diplomatie tchadienne un test de son nationalisme. M. Abba Siddick, nouveau ministre de l'éducation, a, d'ores et déjà, quant à lui, pris ses distances au cours des dernières semaines envers Tripoli.

Même si la formation du gouvernement marque une étape importante dans le processus de réconciliation nationale, le cabinet n'en demeure pas moins une institution provisoire. Comme l'a rappelé dimanche le président Goukouni, sa mission sera d'appliquer complètement les accords de Lagos, qui prévoient, notamment, le départ des troupes libyennes et de préparer la tenue des élections générales avant la mise en place, dans dix-huit mois au plus tard, d'un nouveau gouvernement.

JEAN-PIERRE LANGEILLER.

Les membres du cabinet

Voici la liste des membres du nouveau gouvernement d'union nationale de transition tchadien. Celui-ci comprend vingt-deux ministres, douze pour le nord et dix pour le sud.

Président : M. Goukouni Oueddei (Forces armées populaires).

Vice-président : lieutenant-colonel Abdelkader Vadel Kamougue (Forces armées tchadiennes).

Ministre d'Etat à la défense nationale, aux anciens combattants et mutilés de guerre : M. Hissène Habré (Forces armées du Nord).

Ministre d'Etat à l'intérieur et à la sécurité : M. Mohamat Abba Saïd (Front populaire de libération).

Ministre d'Etat aux affaires étrangères et à la coopération :

M. Aoyi Ahmat (Conseil démocratique révolutionnaire-Volcan nouveau).

Justice : M. Djona Golo.

Finances, bâtiments et matériels : M. Mahamat Saleh Ahmat.

Economie : M. Michel Ngangbet Kossaye.

Travaux publics, mines et géologie : M. Abdoulaye Adoum Dana (Première armée volcan).

Plan : M. Fekoua Lakoussim.

Reconstruction et aménagement du territoire : M. Hadjaro Senoussi (Front national fondamental).

Agriculture et lutte contre les calamités naturelles : M. Mdel-lou Naimbaye Lousimlan.

Santé publique et affaires sociales : M. Moussa Modeta Mahamat (Forces armées occidentales).

Enseignement supérieur, recherche et bourses : Dr Abba Siddick (Front national).

Information : M. Boukar Nansabaye.

Stégie et hydraulique pastorale : M. Tchari Maina Affono.

Fonction publique et travail : M. Ibrahim Mady Gustaru.

Transports, postes et télécommunications : M. Ramat Alkaly.

Tourisme, artisanat et ressources naturelles : M. Yantoungar Mairo Salomon.

Affaires culturelles : M. El Hadj Mahamat Tchar Saleh.

Forêts, pêches et chasses : Dr Amoula Waya.

D'autre part, M. Mahamat Nour Adam Barka devient secrétaire général du gouvernement et M. Yodouman Joseph secrétaire général adjoint.

Maroc

Des intellectuels et des avocats ont créé une association des droits de l'homme

Après la Tunisie, le Maroc est le premier pays d'Afrique du Nord à se doter d'une Association des droits de l'homme (1). Le fait mérite d'être noté, car il est rare, même dans le tiers-monde, les dictatures militaires, d'oppression pour des raisons évidentes, et ce genre d'organisations de même que les Etats à tendance socialiste qui entendent défendre le principe des droits de l'homme : la plupart des régimes qui affirment un certain libéralisme n'y sont guère plus favorables que les régimes totalitaires à leur image de marque en mettant en évidence leur autoritarisme réel.

En fait, deux ligues seulement, en dehors de l'Europe et des Etats-Unis, celles d'Argentine et de Madagascar, sont affiliées à la Fédération internationale des droits de l'homme (2) et deux autres, celles d'El-Salvador et de Tunisie, fondées récemment. (Le Monde du 11 mai) devraient voir leur affiliation (3) ratifiée par le congrès de la F.I.D.H. qui se tiendra les 24 et 25 novembre à Florence. Quelques années il y a, sous l'égide de la F.I.D.H., l'Association marocaine, qui a tenu son congrès constitutif le 24 octobre dernier à Rabat, a commencé à se manifester en communiquant son statut à la presse, en créant des sections à travers le pays et en prenant contact avec la F.I.D.H. sans pour autant lui demander son affiliation à une telle demande aurait été refusée, car elle posait des problèmes dans la mesure où la déclaration de fondation condamnait l'« entité sioniste, raciste et impérialiste » parce qu'elle « constitue une violation flagrante et permanente des droits nationaux intangibles et légitimes du peuple palestinien et des peuples de la région ».

Ce texte condamne également « les violations flagrantes des libertés publiques et des droits fondamentaux de l'homme dans les pays arabes », il demande à leurs gouvernements d'annuler

« toutes les lois qui interdisent ou limitent les libertés de presse, d'opinion, d'expression et d'association », et de libérer « tous les détenus politiques ». Le texte recommande au Bureau central marocain, qui préside le professeur Ali Oumili, de « coordonner ses activités dans ce but avec l'Organisation arabe des droits de l'homme ». Il exprime aussi la « solidarité absolue » du Congrès avec les peuples africains « dans leur lutte de libération contre le racisme, le colonialisme et l'exploitation ».

En ce qui concerne le Maroc, l'Association « condamne toutes les formes de violation des droits de l'homme que constituent les campagnes d'arrestation, de tortures et de contrainte auxquelles s'exposent les citoyens ». Elle demande au gouvernement marocain de respecter la Déclaration universelle des droits de l'homme. Elle lui demande aussi de réviser la législation concernant l'enfant et la femme conformément aux

résolutions de l'Assemblée générale de l'ONU en 1976, de sorte qu'elle n'ait plus un caractère archaïque, et elle le presse d'agir en vue du respect du citoyen marocain quelle que soit son appartenance culturelle, politique et idéologique. Ces positions sont d'autant plus importantes qu'il y a au Maroc quelque cinquante détenus qui sont, aux yeux de la loi, des condamnés de droit commun, mais que la F.I.D.H. et Amnesty International considèrent comme des prisonniers politiques.

PAUL BALTA.

AMÉRIQUES

Bolivie

LE CONGRÈS REFUSE DE RECONNAÎTRE LE RÉGIME DU COLONEL NATUSH BUSCH

La Paz (A.F.P.). — Le congrès bolivien a décidé samedi 10 novembre de ne pas reconnaître le régime du colonel Alberto Natush Busch qui, depuis sa prise de pouvoir le 1er novembre dernier, se heurte à une hostilité croissante.

La plupart des partis politiques ont exigé sa démission et l'ancien président Hernan Siles Zuazo, leader de l'Union démocratique et populaire (centre gauche), a réitéré son appel en ce sens. Vendredi, le président Walter Guevara Arze, écarté par le coup d'Etat du colonel Natush, a réaffirmé devant le congrès qu'il était toujours le président constitutionnel.

Cette prise de position semble compromettre les chances d'une solution de compromis élaborée par le nouveau dirigeant pour consolider sa position. Le colonel Natush souhaitait la formation d'un triumvirat où seraient représentés l'armée, le congrès et la centrale syndicale. Mais le colonel Natush, dirigeant de la COB, a rejeté cette proposition.

Le colonel a cependant renouvelé samedi à la COB son invitation à participer à la formation d'un triumvirat avec les principales forces politiques du pays.

L'aile gauche de la centrale implantée surtout dans le secteur minier reste favorable à une prolongation de la grève générale « jusqu'à la démission du colonel Natush ». La plupart des mines du pays sont toujours paralysées quarante-huit heures après la levée du mot d'ordre de grève. Les syndicalistes de tendance trotskiste affirment pour leur part que « la COB est complice de la situation actuelle dans la mesure où la grève générale a été levée au moment où le colonel Natush s'apprêtait à démissionner ».

● Les ministres des affaires étrangères de Colombie, d'Equateur, du Pérou et du Venezuela, ont déclaré dimanche 11 novembre, le pape du colonel Natush. Les violations des droits de l'homme, le sang des innocents, la suspension des institutions démocratiques, sont des atteintes graves qui méritent notre ferme condamnation par solidarité avec le peuple bolivien, proclame un communiqué publié par les ministres réunis à Lima pour étudier la situation en Bolivie. — (Reuters.)

Uruguay

Des détenus sont menacés de mort à la prison Libertad

Le Comité pour la défense des prisonniers politiques en Uruguay (1) nous informe de graves menaces formulées par des officiers à l'encontre de détenus de l'établissement pénitentiaire Libertad, près de Montevideo.

Selon des lettres de parents de prisonniers, récemment parvenues en Europe, les détenus se plaignent, lors des visites, d'une récente dégradation de leurs conditions de détention : augmentation des sanctions arbitraires, perquisitions de plus en plus nombreuses, détérioration de la situation sanitaire et de l'alimentation. Plus gravement, les autorités font multiplier les exercices d'alarme, comme en prévision d'une évasion ; deux prisonniers au moins, MM. Samuel Elizon et Antonio Macías, ont été menacés de mort à l'occasion de visites nocturnes faites par des gardiens ; des officiers ont indiqué leur intention « de se débarrasser d'un plus grand nombre de prisonniers politiques ».

Le Comité pour la défense des prisonniers politiques en Uruguay assure qu'il existe un plan précis de cette nature, et que son nom de code dans les forces armées, est « Atica », du nom de la prison américaine de l'Etat de New-York, où une révolte, en 1971, avait fait quarante-trois morts.

Outre les détenus « dangereux » de liberté, une cinquantaine de femmes de la prison de Punta del Este et un certain nombre d'otages, au secret dans différentes casernes depuis des années, seraient visés.

Selon le Comité, les autorités militaires uruguayennes seraient parvenues à la conviction que ces quelques deux cents détenus seraient « irraisonnables », et qu'il conviendrait donc de les éliminer avant de mettre en route un processus de libéralisation limitée dont elles ressentent la nécessité face à l'isolement international.

Les conditions de détention des prisonniers politiques en Uruguay se sont encore détériorées, a déclaré de son côté, le samedi 10 novembre, à Rio-de-Janeiro, M. Jean-Louis Weil, membre du comité directeur du secrétariat

international des juristes pour l'amnistie en Uruguay.

Le juriste français est au Brésil pour assister à un séminaire à l'occasion du premier anniversaire de l'enlèvement du couple de militants de gauche uruguayens, Universidad Dias et Lilian Celentini et de leur deux enfants, par la police uruguayenne, le 12 novembre 1978 dans l'Etat du Rio-Grande-do-Sul, au Brésil, où ils s'étaient réfugiés.

M. Jean-Louis Weil a déclaré que les nombreux témoignages dont il dispose lui permettent d'affirmer que « 1979 a été la pire des années » en ce qui concerne les conditions de détention des prisonniers politiques en Uruguay. Il a qualifié ces conditions d'« épouvantables » pour ce qui concerne Lilian Celentini, détenue dans un établissement militaire, qui a pu recueillir comment la visite de sa mère à plusieurs reprises.

M. Weil a précisé qu'il y a actuellement trois mille cinq cents prisonniers politiques en Uruguay. Le gouvernement de ce pays en avoue deux mille, mais ne compte pas les personnes détenues en vertu de décisions administratives, a-t-il dit.

(2) 87, rue du Théâtre, 75013 Paris.

(Publié)

L'INDUSTRIE IVOIRIENNE
Un dossier du biennal
AFRIQUE INDUSTRIE
INFRASTRUCTURES

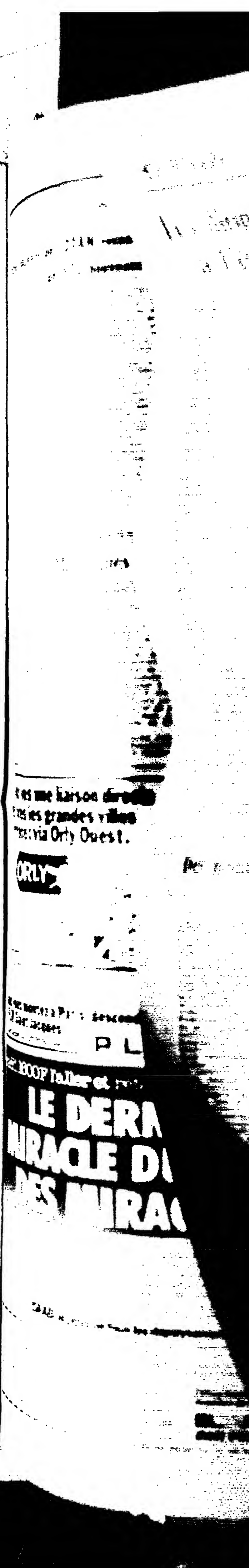
Pour la première fois en Afrique, une table ronde sur la bûche et les perspectives de l'industrie, du bâtiment et des travaux publics en Côte-d'Ivoire réunie par AFRIQUE INDUSTRIE INFRASTRUCTURES avec la participation de la CHAMBRE D'INDUSTRIE DE CÔTE-D'IVOIRE.

Au sommaire :
— La table ronde à laquelle ont participé MM. Lambert KONAN, DE BRIMOD, Sekou DIARRÉ, Georges KRA, FORTIER, KONATE KOUADIO, KPI N'DIE, PASQUET, Zadi KESSY, MARIAMA KESSY et André KESSY.
— L'analyse des activités de l'industrie ivoirienne et des entreprises du bâtiment et de travaux publics en 1977-1978 et les premiers résultats de l'exercice 1978-1979.
Ce numéro, vendu au prix de 60 F, est disponible à :
AFRIQUE INDUSTRIE INFRASTRUCTURES
11, rue de Valenciennes 75013 PARIS
Tél. 237-74-76, C.C.P. Paris 2421.81

Si vous n'êtes pas superstitieux, nous vous offrons votre 13^{ème} nuit chez nous.

Pour douze nuits passées dans un PLM, nous vous offrons la treizième. Quant à nos prix, ce sont les plus séduisants de Paris.

Quand vous montez à Paris, descendez au PLM Saint Jacques
17, bd Saint-Jacques. Tél : 589.89.80. Telex 270.740. PLM



M. Giscard d'Estaing : on peut critiquer une politique sans rabaisser le débat à un niveau indigne de la France

Les responsables de l'Association pour défendre la mémoire du maréchal Pétain, que préside M. Jean Borotra, ont déposé une couronne devant la plaque portant le nom du maréchal et une autre au pied de la stèle du « Soldat de Verdun ».

Devant ce monument, M. Borotra a émis le souhait que la dépouille du maréchal Pétain soit inhumée « au pied de cette stèle du Soldat de Verdun ».

Une nouvelle réunion est prévue le 2 décembre pour mettre au point la constitution du courant. Une équipe de coordination provisoire a été mise en place autour de MM. Wolf, Michel Beaud et Jacques Guyard, militants de la fédération de Paris, et de Mlle Noëlle Marillier, conseiller de Paris.

Les responsables de l'Association pour défendre la mémoire du maréchal Pétain, que préside M. Jean Borotra, ont déposé une couronne devant la plaque portant le nom du maréchal et une autre au pied de la stèle du « Soldat de Verdun ».

Devant ce monument, M. Borotra a émis le souhait que la dépouille du maréchal Pétain soit inhumée « au pied de cette stèle du Soldat de Verdun ».

[illegible]

**SONDAGE
EXCLUSIF**
PUBLIC SA
lui
**LE MALE
FRANÇAIS
ET
SA SEXUALITE**
lui
N° DE NOVEMBRE
en vente partout

150^{ème} ANNIVERSAIRE
LE CENTRALE DES ARTS ET MANUFACTURES
sous la présidence effective de Monsieur Valéry Giscard d'Estaing.

15, 16, 17, 18 Novembre.
Libre. Manifestation organisée par l'Association des Anciens Elèves de l'Ecole Centrale.

Manifestation organisée par l'Association des Anciens Élèves de l'École Centrale

هكذا من الأصل

POLITIQUE

TROIS LIVRES

UN PAMPHLET DE JEAN-EDERN HALLIER

ANCIENNE ET NOUVELLE DROITE

De la colonisation

par JEAN ELLEINSTEIN

La France serait-elle engagée dans un processus de colonisation ? A lire le livre de Jean-Edern Hallier, la réponse est affirmative, et les conséquences en sont graves, voire dramatiques. Pour ceux qui l'auraient oublié, rappelons les grands traits de ce mal qui ronge notre société.

C'est une « odeur de poisson avarié », « cet inimitable parfum de misère morale, de merde sous cellophane déchirée, d'étron couvert d'écailles », « cette puanteur, cette pousaille fode, écœurante », « ce vert poisseux par cinq échelle Beaufort ». La colonisation, pour aller plus loin, c'est la décadence qui envahit la France, l'américanisation des pensées et des genres de vie, « cette longue rime de l'économie qui se parle autre-Atlantique », c'est le « pétalisme rimpol de technocratie fraîche : banque — bien-être — libéralisme », c'est le « génocide culturel qui passe aussi par la gastronomie ».

La toile de fond de cette colonisation, c'est la crise, non seulement celle de l'économie, mais celle de la société, celle de la culture, de l'idéologie, de la civilisation. C'est l'apparent échec de mai 1968 et ses succès lointains, d'un autre ordre que celui qu'imaginait, le 13 mai 1968, les manifestants de la République à la Sorbonne. Les imbéciles ! écrit-il, avant de mourir, Marcuse, ils croient avoir été battus. Ils ne voient pas que les idées de 68 gagnent du terrain et se font un chemin jusqu'à l'establishment lui-même.

Le livre de J.-E. H. (1) irritera tous ceux qui le prendront au premier degré. Patricia de Plunkett, dans « Le Figaro Magazine », a déjà donné le tempo. Sur à celui qui porte le fer dans le ventre mou du libéralisme avancé.

Au reste, c'est bien ce que cherche J.-E. H., provocateur professionnel et qui réussit sans doute à son coup de maître. On peut me dire tout ce que l'on veut contre J.-E. H., et l'imaginer parfois avec quelque raison. J'aurai en somme moi-même bien des raisons de gémir, mais je crois qu'il faut savoir se débarrasser du poids de ses irritations pour aller à l'essentiel, c'est-à-dire au talent et à la littérature. Au-delà des bons mots, des formules amusantes, des images percutantes et souvent fausses, une « idée simple » chemine, s'insinue, se love dans les racines du livre et de notre esprit. C'est celle-ci : « la culture commande à l'économie » (p. 121). Je ne suis pas certain que cela soit vrai. Je suis même sûr que c'est le contraire. L'économie commande à la culture. « A quoi sert un manteau ? La réponse de l'économiste sera : à fabriquer d'autres manteaux, et ensuite à les stocker, à régulariser le cours du manteau. » C'est ce que reconnaît J.-E. H., et il voudrait imposer le primat de la culture sur l'économie. Sympathique ! C'est sans doute là que s'exprime le mieux la préoccupation que nous avons en commun dans un monde économiste, pas seulement matérialiste, au sens où le dit le pape Jean-Paul II. Les lois du marché sont en vérité l'alpha et l'omega de notre siècle.

Je pense que J.-E. H. se trompe par rapport à Marx et plus encore par rapport à Gramsci. Ils ne sont pas « restreints à la seule économie » (p. 107). Ils ont perçu que « sous les eaux est engloutie notre Atlantide culturelle ». L'importance attachée par Gramsci aux phénomènes culturels s'explique au demeurant dans tous ses cahiers de prison. Quand, dans son avertissement, J.-E. H. constate : Giscard et moi, nous ne gouvernons pas la même France », il fait inconsidérément et d'une façon prétentieuse, insolente, de cette insolence qui est au-delà de l'irrespect, la même distinction que Gramsci, entre la

société civile et l'Etat, cette distinction entre le pays réel et le pays légal, auquel Maurras aurait dû limiter sa réflexion, au lieu de l'engager sur les chemins fangeux de l'antisémitisme.

Mais, pour que la culture commande à l'économie, ne faut-il pas la transformer ? Pendant plus d'un siècle, le socialisme a pensé que c'était chose assez simple. Grave erreur que le passé et le présent du socialisme nous incitent à abandonner totalement, en particulier les goulags qui jalonnent son histoire. D'aucuns jugent qu'ils lui sont consubstantiels. Erreur aussi grave que de nier l'erreur elle-même. Qu'en pense J.-E. H. ? J'aimerais le savoir. De ce point de vue, il tourne autour du pot, ou du plot de colin mayonnais si l'on préfère. J.-E. H. se sent plus à l'aise dans les grandes chevauchées intellectuelles que dans les analyses précises et affûtées, mais qu'importe, ce n'est pas son genre, son registre.

Il constate que les générations actuelles sont malades de la paix, du moins en Occident. Trente-cinq ans de paix mondiale, ce n'est pas rien ! Il n'y a pas de quoi désespérer quand même ! Il veut mieux être malade de la paix que de la guerre, à tout prendre ; mais considérons de plus près cette mala-

die nouvelle. Malade de la paix et de l'absence de révolution, cette génération nouvelle est en quête d'idéal. Les deux vivants sont morts, et les deux vivants sont plus vivants ! Les religions traditionnelles peuvent connaître quelques succès nouveaux. Elles répondent aux « besoins religieux de l'homme, mais non à cet « ennui » des sociétés où le profit est roi, où les techniques dominent et constituent une source nouvelle d'asservissement de l'homme et d'aplatissement de la culture. J.-E. H. dénonce à juste titre des « techniques d'anesthésie concertées et sismiques » (p. 126). Cela me fait penser au film de Wajda, « Sans anesthésie ».

Bref, dit J.-E. H., il est toujours un blé inconnu, une lavande, un secret effébre, une mauvaise herbe divine, qui tue malgré l'absence de modèle, de maîtrise vraie dans la permissivité douceâtre où les interdits se diluent.

La colonisation menace toute l'Europe. « Quelle peut-être la nouvelle Europe des colons froids ? une glacière, une vaste entreprise de solation régie par les banquiers. »

Il serait malheureux de ma part de masquer le fait que J.-E. H. n'a

plus d'espoir dans le socialisme, dans les partis de gauche et dans les syndicats qu'il n'en a dans les colons qui nous gouvernent. En dehors de lui, tel Narcisse, il n'a d'espoir en personne. L'homme, c'est-à-dire Jean-Edern Hallier, est le centre du monde. J'ai dans mon bureau une grande glace, si haute que les livres sur la cheminée ne la peuvent recouvrir. Quand Jean-Edern vient me voir, il se regarde souvent et longuement dans la glace qui conserve son reflet bien longtemps après son départ, peut-être pour toujours. Son livre est comme ma glace. Il est plein de lui à toutes les pages, toutes les lignes, à tous les mots, les bons comme les mauvais. Giscardien, soyez rassurés, ce n'est pas Giscard qui est en cause, c'est Hallier. Il s'étourdit dans le pamphlet, dans l'invective, dans l'insulte. Il roule ses adversaires dans le boue, mais c'est lui qui est touché par la maladie du monde. Il sent cette odeur de poisson fétide qui monte de partout comme, dans le beau film de Tavernier, « Que la fête commence », le Régent sentait la puanteur monter de ses mains gouvemantes.

Je me suis dit que je m'étais fourré dans un sacré pétrin en parlant bien de cette lettre au colin froid, mais après tout c'est bien mon droit, et tant pis pour ceux qui ne le comprennent pas. La décolonisation ne souffre pas du silence et de l'hypocrisie.

★ Jean-Edern Hallier, *Lettre ouverte au colin froid*, Edit. Albin Michel.

La tête contre les murs du labyrinthe commun

Que faire d'autre, quand on est perdu dans un labyrinthe, que de crier son désarroi et d'interpeller tous ceux qu'on rencontre au hasard de ses tâtonnements pour essayer de trouver la sortie ?

C'est ce qu'a fait Jean-Pierre Apparu, ex-militant d'extrême droite, dont l'itinéraire politique a commenté vers les années 60, dans la lecture de Drieu La Rochelle, Brasillach, Montherlant, Barrès. Il a fréquenté ensuite tous les carrefours de l'activisme — FOAS, Europe-Action, etc. qui ont fait de lui, comme il le dit, « un parati-fascho » — jusqu'à ce qu'il connaisse finalement, après plusieurs tragédies personnelles, une profonde crise de conscience nourrie de doutes et d'inquiétudes.

« Héritier ayant perdu son chemin cherche les origines de son héritage ». Dans cette quête, Jean-Pierre Apparu a posé à plusieurs dizaines d'intellectuels, hommes politiques, journalistes, écrivains, philosophes, historiens, militants, humoristes, de droite ou de gauche, chrétiens ou athées, les mêmes questions : au-delà des clichés et des idées reçues, qu'est-ce qu'un homme « de droite » ? Qu'est-ce que la droite, aujourd'hui, en France ? Peut-on être « de droite » et ne pas être raciste ou antisémite ? Etre « de droite » et pour l'avortement ? Etre « de droite » et estimer que « l'ordre commence par la reconnaissance de l'Autre », etc.

Au terme d'un long travail, il a recueilli sous-titré-cinq réponses qu'il présente sous la forme d'un recueil, sans les commenter, ni les interpréter, proposant simplement « un regard sur la vie quotidienne du mot « droite » ». Ses interlocuteurs, pour la plupart, ont joué le jeu, sans verser dans la polémique stérile ou le parti pris systématique.

La diversité des convictions exprimées, leur originalité parfois, font de cet ouvrage un kaïdoscope fascinant pour les passionnés de l'onomologie politique. Pensez donc : voici réunis dans le même débat, René Audouin et Louis Pauwels, Jean Du-tour et Maurice Clavel, Jean-Marie Le Pen et René Rémond, Wolinski et Alain de Benoist, Maurice Bardèche et Michel Debret, Pierre Sergent, le pasteur Viot, Michel de Saint-Pierre, Jean-Louis Bory, Frédéric Dard, Jean San Antonio, Pierre Bou-tang, Jean-Marie Domenech, Cabu, Solo, Pierre Fulg, Pierre Dais, Pascal Gauchon, Raymond Bourdieu, Jean-François Chlappe, Georges Siffert, Jean Can, Pinat, Jean Daniel, Pierre Chazum. La droite vus par ceux qui la font, qui la rêvent, la jugent, la condamnent, la haïssent. La droite, traditionnelle, nouvelle, future... La droite qui tourne en rond.

Jean-Pierre Apparu n'y trouve pas son fil d'Ariane. Fatigué de se cogner la tête contre les murs du labyrinthe, il s'assied par terre : « Le vrai est que tout langage politique est réactionnaire et, de droite ou de gauche, défend d'un pouvoir, conclut-il. Nouvelle droite, nouvelle gauche, qu'importe, il est temps de changer de discours. » Ses lecteurs auront sans doute envie de s'asseoir à son côté. A. R.

★ La Droite aujourd'hui, par Jean-Pierre Apparu, Albin-Michel.

Les pièces du « procès »

En quoi la nouvelle droite diffère-t-elle de l'ancienne et faut-il en avoir peur ? Pour aider à répondre à cette double interrogation, Julien Brun, qui est journaliste, a établi un dossier rassemblant, en quatre cents pages, les principaux articles de presse publiés sur la nouvelle droite depuis le début de l'été dernier.

Jouant avec application les règles d'instruction, il classe méthodiquement les pièces du « procès » et expose les thèses en présence, non sans avoir, au préalable, situé le décor : la crise idéologique amorcée par la fin des illusions de l'union de la gauche.

Les acteurs sont connus. Au premier rang des accusés figure le GRECO (Groupe pour la recherche et d'études pour la civilisation européenne) et le courant de pensée animé par M. Alain de Benoist. Le dossier de Julien Brun les montre tels qu'ils ont été désignés au public par les quotidiens et les hebdomadaires tels qu'ils sont vus, tels qu'ils se présentent eux-mêmes. Il rappelle les jugements prononcés contre eux, non seulement par la gauche mais aussi par les giscardiens, les chiraquiens, les chrétiens et l'extrême droite traditionnelle. Enfin, il souligne comment, jusque dans leur défense, en particulier par Louis Pauwels et le *Figaro Magazine*, sans oublier les divers commentaires suscités par leurs arguments scientistes.

Aucun élément nouveau, donc, mais une synthèse très utile qui servira de référence documentaire.

Dans ce travail d'inventaire, Julien Brun ne prétend pas à la neutralité. Il ne cache pas, notamment, que la réalisation d'une anthologie des principaux textes de la nouvelle droite provoque « à la fois réprobation et plaisir ». Réprobation « parce qu'y surdient à chaque page l'agresseur et la volonté de nuire ». Plaisir « parce que ces sombres écrits sont entrecoupés de telles notes, de telles énormités, qu'ils finissent, derrière l'écœurement, par provoquer le rire ».

Conservant néanmoins son sérieux, Julien Brun se refuse à caricaturer la nouvelle droite. Son choix de textes témoigne de son effort d'objectivité. Il ne se transforme pas non plus en procureur. Respectueux du lecteur, qui est en l'occurrence placé en position de juré, Julien Brun lui laisse le soin de juger sur pièces en attendant la suite des débats. — A. R.

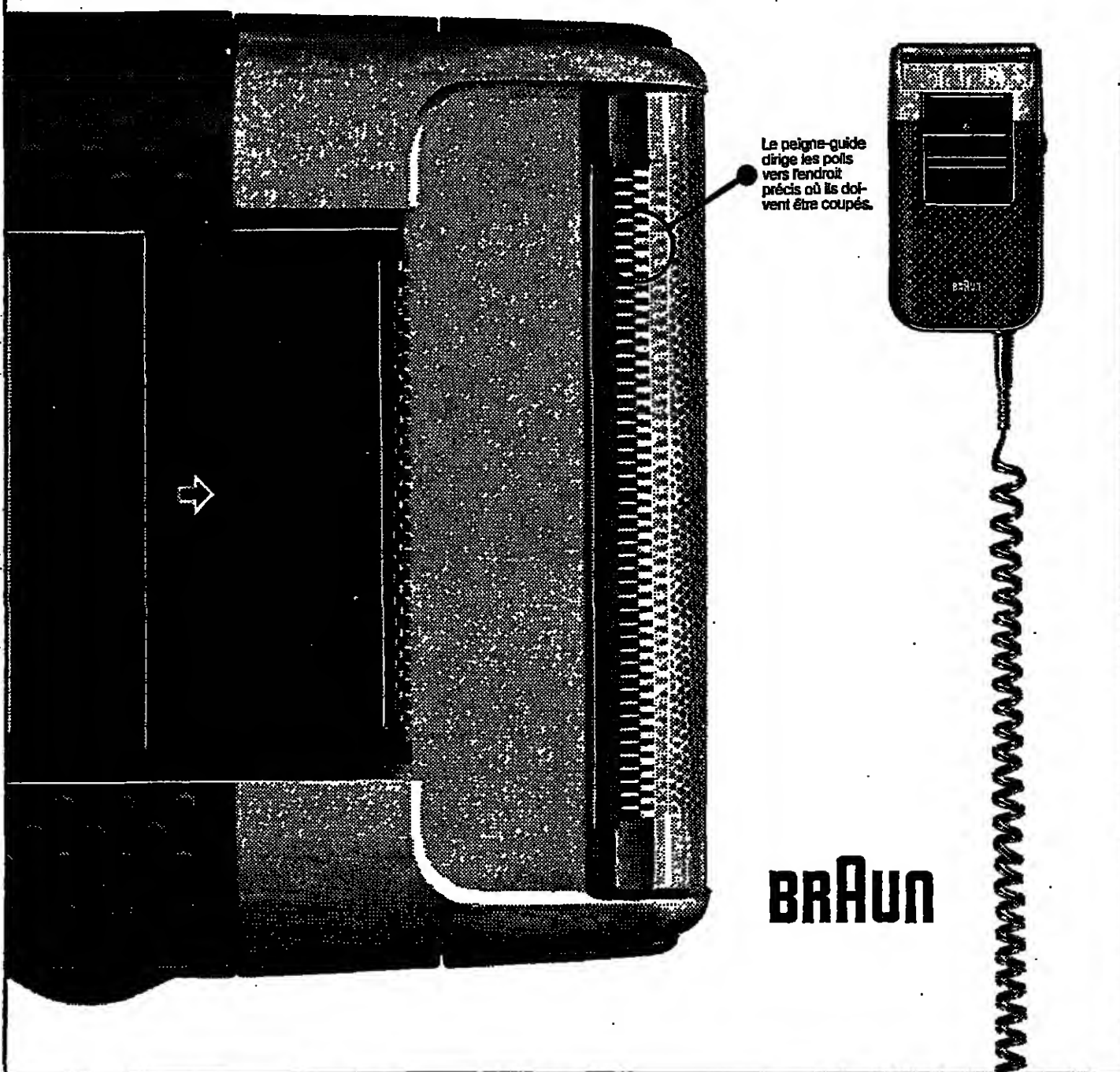
★ La Nouvelle droite, le dossier du procès, établi par Julien Brun. Nouvelles éditions Oswald.

Le nouveau Braun micron 2000. Son secret est dans le peigne.

Il est petit et discret, ce peigne incorporé à la grille du Micron 2000, et pourtant il est fort ingénieux. C'est en effet un peigne-guide qui permet de raser avec la plus grande facilité les poils longs et souples du cou, ceux qui sont le plus difficile à attraper. Ces poils se glissent entre les

dents du peigne-guide qui les redresse. Puis ils sont dirigés vers une rangée d'alvéoles conçues spécialement pour eux dans la grille Micron, cette grille souple qui fait l'efficacité du rasage Braun. Les 30 lames en acier suédois doucement trempé font le reste. Pas un poil n'en réchappe.

Enfin, de nouveaux perfectionnements rendent le rasage encore plus agréable et plus sûr : un cordon téléphonique et un boîtier avec des modules antidérapants qui assurent une excellente prise en main. Indiscutablement, de tous les rasoirs que Braun ait jamais conçus, le Micron 2000 est le meilleur.



Le peigne-guide dirige les poils vers l'endroît précis où ils doivent être coupés.

BRAUN

COURS SPÉCIAUX D'ANGLAIS
et toutes les autres langues
à PARIS et LONDRES
LANGUAGE STUDIES
350, rue Saint-Honoré
75001 PARIS
Tél. 260-53-70

(1) On ne permettra d'utiliser ces initiales qu'aux raisons d'économie de mots, donc de signes.

محکمات الامم

Le Monde

Société

LA ONZIÈME CONVENTION DE LA BANDE DESSINÉE

Le marché aux puces de la B.D.

La onzième Convention de la bande dessinée, qui a eu lieu samedi 10 novembre, avait attiré à la Mutualité la foule des grands jours. On ne s'écraie plus, on s'empale. Aux stands des grands éditeurs, les dessinateurs signaient leurs albums sans discrimination. Dominant la mêlée, le micro annonçait périodiquement que tel ou tel album était en rupture de stock. Aussi, les fans des éditeurs allaient reformer des queues allées. Le combat se termina fort tard, les auteurs épuisés ayant battu en retraite.

Mais ce qui donnait à la manifestation sa coloration particulière, c'est la présence massive de libraires d'occasion. La Convention, c'est un peu le marché aux puces de la B.D. Un marché aux puces qui, comme son nom l'indique, beaucoup évolue depuis les temps héroïques. Il n'y a pas moins de deux volumes annuels consacrés à la cotation d'ouvrages : le *Guide de la B.D.* (éditions Horus) et le *Catalogue encyclopédique des B.D.* de collection (éditions de l'Amateur), le premier, plus complet (60 000 coteurs contre 40 000), le second, enrichi de notices qui nourriront les futures histoires du genre. Il est clair que les collectionneurs de B.D. sont en train de dépasser le stade de l'amateurisme : la première vente d'illustrations et d'albums anciens a eu lieu le 4 octobre à l'hôtel Drouot.

La Convention reste un peu la fête des libraires, et c'est justice, car ils jouent parfois un rôle d'animation vital pour la B.D. Beaucoup rêvent de devenir éditeurs, certains passent à l'acte : ainsi Tania Vandecasteele, la librairie Peperland de Bruxelles, avec un album de Tardi. Autre maison d'édition née d'une librairie : Futuropolis. Etienne Robial, son animateur, est un idéaliste, qui n'hésite pas à publier en grand format et sur papier couché les meilleures B.D. parues aux États-Unis dans les *Comics underground*. Dernier né : un Moscovite. Tant de soins méritent récompense : c'est chose faite avec un album de Jean-Claude Denis, pittoresquement intitulé *Court tout nu*, publié par Robial, qui vient de recevoir le prix du *Drugstore Opéra*. Un prix qui couronne un premier album et est accompagné d'un chèque de 15 000 francs. Pour les jeunes dessinateurs, ce n'est pas négligeable.

LES MANIFESTATIONS D'INSOUMIS EN BELGIQUE ET EN FRANCE

Les insoumis et objecteurs de conscience, qui ont été expulsés, dans la nuit du 9 novembre au 10 décembre, de l'ambassade de Belgique par la police française, et relâchés presque immédiatement (le *Monde* date 11-12 novembre), ont adressé une lettre ouverte à l'ambassadeur de ce pays. « Nous trouvons anormal, y lit-on, que le gouvernement belge ait refusé l'asile politique en s'appuyant sur une convention qui ne permet de l'accorder qu'en cas de persécution religieuse, raciale ou politique. De toute évidence, le refus de la commission judiciaire belge de nous accorder le statut d'objecteurs de conscience sanctionne un droit d'opinion pour lequel nous sommes actuellement recherchés et passibles de deux ans de prison. Il s'agit bien d'un acte politique. »

Différentes personnalités, parmi lesquelles MM. Yves Boissac, Lévy Baudouin et Mme Isabelle Elberio, ont signé ces insoumis, expliquant qu'elles se plaçaient volontairement « en infraction à l'article 128 du code du service national ».

Fête de deux cents manifestants ont demandé à Lyon, le samedi 10 novembre dans l'après-midi, la libération de Jean-Luc Francis incarcéré dans la prison de cette ville depuis le 3 octobre.

FAITS DIVERS

DEUX TRAINS CONTENANT DES PRODUITS DANGEREUX DÉRAILLENT DANS L'ONTARIO ET EN FLORIDE

Les 240 000 habitants de la région de Mississauga, près de Toronto, dans la province canadienne de l'Ontario, ont été invités à quitter leur domicile. La police craint en effet qu'un wagon contenant 90 tonnes de chlorure ne soit finalement atteint par les flammes des autres wagons qui continuent de brûler à la suite du déraillement, dans la nuit du samedi 10 au dimanche 11 novembre, d'un train de produits chimiques. Les autorités redoutent également que les vents du sud aient augmenté au cours des dernières heures ne propagent plus largement le nuage toxique.

Personne n'a été blessé à la suite de cet accident, mais nombre de personnes proches de la zone semi-industrielle où il s'est produit se sont plaintes de nausées, de picotements aux yeux et de maux de tête dus à l'inhalation des vapeurs toxiques. D'autre part, trois wagons de propane liquide ont explosé à la suite d'un déraillement dimanche près de Pensacola, en Floride. — (A.F.P., Reuters).

Un agent d'E.D.F. M. Serge Arnaud, a trouvé la mort alors qu'il travaillait en compagnie d'un de ses camarades, M. Jean Espérandieu, qui a été indemnisé, à l'intérieur d'un des générateurs de vapeur de la tranchée numéro 3 de la centrale nucléaire du Bugey (Ain). Les deux agents ont été victimes d'une intoxication par l'azote. A la suite de cet accident, qui, selon les syndicats, « pose le problème de la sécurité lors des opérations d'entretien des centrales nucléaires », la C.G.T., la C.F.D.T. et F.O. ont appelé l'ensemble des personnels de la centrale du Bugey à un arrêt de travail de quatre heures pour ce lundi 12 novembre.

Un incendie qui, le samedi 10 novembre, a ravagé, après l'implosion d'un téléviseur, un foyer de personnes âgées à Saint-Max (Meurthe-et-Moselle), près de Nancy, a causé la mort de deux pensionnaires, Mmes Alice Herliou, quatre-vingt-cinq ans, et Renée Schweizer, quatre-vingt-six ans. Quatorze personnes âgées ont été intoxiquées.

Aggravation contre un professeur, M. André Masol, professeur d'éducation artistique aux lycées d'Agde (Lot-et-Garonne) a été attaqué, vendredi 9 novembre, par deux individus qui lui ont lancé au visage un seau de détritus. Adjoint au maire d'Agde, chargé des affaires culturelles de cette municipalité de centre gauche favorable à la majorité M. Masol se trouvait au milieu de sa classe lorsque deux personnes, le visage dissimulé par une cagoule, firent irruption dans la salle.

Au large du Ghana

QUATRE PERSONNES TROUVENT LA MORT SUR UN CHANTIER PÉTROLIER « OFFSHORE »

Une série d'accidents survenus les 10 et 11 novembre au large du Ghana sur un chantier pétrolier offshore a entraîné la mort de quatre personnes. La Comex (Compagnie maritime d'expériences) effectuait des travaux de maintenance pour la Phillips Petroleum. Il est encore trop tôt pour savoir ce qui s'est passé exactement. La Comex, qui est une société française, a déclaré que les quatre victimes, a envoyé une équipe de douze spécialistes pour enquêter. Pour le moment, il semble qu'une tour de ventilation qui était en cours de remontée avec deux hommes, dans la matinée du 10 novembre, est brusquement retombée au fond (à 130 mètres) pour une raison indéterminée. Plus tard, un des plongeurs qui étaient sur le chantier aurait décidé de descendre, peut-être pour tenter d'accrocher un grappin à la tour elle-même. Alors qu'il était à la profondeur de 90 mètres, il a demandé l'aide de la surface. Il a été remonté, mais victime d'un très grave accident de décompression, il est mort dans le caisson où il avait été placé. Ensuite, un assistant (voir ci-dessus) qui prodiguait des soins à ce plongeur dans le caisson semble avoir été victime à son tour d'un accident de décompression mortel.

La tour elle-même a été remontée mais les deux plongeurs étaient morts eux aussi.

Un directeur d'entreprise assassiné à Paris. — M. Pierre Faure, âgé de cinquante-cinq ans, directeur de la filiale de la Compagnie industrielle et commerciale de tubes, à Vitry-le-François (Marne), a été tué, lundi matin 12 novembre, dans les locaux de la C.I.C.F., à Paris (18^e). Une femme blessée, qui se trouvait dans un bureau voisin et était en possession d'une carabine 22 long rifle, a été arrêtée. Il pourrait s'agir, selon les enquêteurs, d'un drame passionnel.

VENTE A CHARTRES

GALERIE DE CHARTRES
Tel. : (07) 36-04-33
DIMANCHE 12 NOVEMBRE, à 10 h.
Cot. soldats pionniers
Dimanche 18 novembre, à 14 h.
ARMES ANCIENNES
et paire de mannequins de tir qui se trouvaient à la fin du XIX^e et jusqu'en 1950, chez
Gaston Renard, au
HOTEL DES VENTES CHARTRES
DIMANCHE 18 NOVEMBRE, à 14 h.
GRAND BOURGOIS
Vins millésimés
M. J. et J.-P. LEBLANC
C.P. ass. 1 bis, place Gal-de-Gaulle
Expo vend. 18/11 h. 10-12 h.
14/18 h., dim. 10/12 h.

POLICE

APRÈS UNE ERREUR AU FICHIER DES VOITURES VOLÉES

Un policier blessé grièvement un jeune automobiliste

Après une méprise, consécutive à une erreur du fichier central des voitures volées, un policier a interpellé un jeune automobiliste sur la RN 20, près d'Orléans, et l'a grièvement blessé d'un coup de revolver. Le ministère de l'Intérieur reconnaît qu'une « grave erreur » a été commise au fichier des voitures volées. Une enquête est en cours.

D'autre part, à la demande du parquet d'Orléans une enquête a été ouverte pour déterminer si le coup de feu du policier est bien parti, comme l'indique la police d'Orléans, « accidentellement ».

De notre correspondant

Orléans. — Vendredi 9 novembre, vers 22 heures, un coup de feu a retenti sur la route de Breugnot à Orléans, près d'un passage à niveau pour prendre de l'essence dans une station-service à quelques kilomètres au sud d'Orléans, sur la nationale 20. Le véhicule, conduit par M. Claude François, vingt ans. Le plein fut réglé par chaque. Soudain, le pompiste, qui avait ouvert la porte arrière, a été blessé grièvement d'un coup de feu. L'interpellé, l'ordinateur du ministère de l'Intérieur, qui centralise les données relatives à toutes les voitures volées, indiquait qu'il s'agissait d'une voiture volée. Vers 23 heures, la Peugeot était arrêtée par un barrage mis en place aux portes d'Orléans. Deux agents de la Brigade du service nocturne sur la voie publique (B.S.N.V.P.), s'avancèrent alors, en civil, vers la voiture. L'un d'eux était pour un pistolet mitrailleur non armé, l'autre d'un 357 Magnum. Soudain, un coup de feu partit, tiré par le policier armé du pistolet. Atteint à la face par une balle (9 millimètres), qui s'est logée à l'arrière du cou, l'un des automobilistes, M. Claude François, habitant Champagné (Eure-et-Loire) devait être transporté à l'hôpital d'Orléans-La Source, puis à l'hôpital de la Source, où il a été opéré.

Quelques heures plus tard les policiers se rendaient compte de leur méprise. Le fichier du ministère de l'Intérieur n'était pas à jour et la voiture, effectivement volée il y a trois ans, avait été retrouvée ; elle avait été acquise régulièrement, voici quinze jours, par M. François.

La police n'a pas révélé l'identité de l'auteur du coup de feu, « ne s'expliquant pas son geste », serait dans un état d'« agacement extrême ». Agé de trente ans, et en poste à Orléans depuis sept ans, il est considéré par ses supérieurs « comme un tireur d'élite très habile aux armes à feu » et présente de bons états de service. La sûreté urbaine d'Orléans a été chargée de l'enquête ouverte par le parquet d'Orléans.

RÉGIS GUYOTAT.

[On indique, au ministère de l'Intérieur, que le fichier qui est à l'origine de cette méprise n'est pas celui où sont répertoriés les véhicules en circulation dans des conditions normales d'usage, mais un fichier spécialement affecté au recensement des véhicules volés. Le ministère reconnaît qu'il y a eu « une grave erreur » : la fiche concernant la voiture, précédemment volée, avait été remplacée par une autre, acquise par M. Claude François, sans que le fichier du véhicule retrouvé.]

JUSTICE

Faits et jugements

Une ancienne prostituée est indignée d'acquiescer la nationalité française décide le Conseil d'Etat.

Depuis une loi du 9 janvier 1973, qui a modifié les règles d'acquisition de la nationalité française par mariage, l'étranger qui contracte mariage avec un conjoint de nationalité française peut acquiescer cette nationalité par une simple déclaration à l'état civil. La date à laquelle elle a été soumise. Le gouvernement ne peut s'y opposer, par un décret en Conseil d'Etat pris dans un délai d'un an à compter de la date de la déclaration, que pour l'un des motifs limitativement énumérés par cette loi : l'indignité, le défaut d'assimilation ou la cessation de la communauté de vie entre les époux.

Par une décision du 31 octobre, rendue sur le rapport de M. Costa, et les conclusions de M. Genevois, et après observations de M. Ruyard, le Conseil d'Etat, statuant au contentieux, a jugé qu'un étranger qui s'était livré habituellement à la prostitution avant son mariage était indignée d'acquiescer à la nationalité française. Il a annulé le décret par lequel le gouvernement s'était opposé à ce qu'elle acquiesce la nationalité française.

Le Conseil d'Etat contrôle en effet la légalité des motifs sur lesquels se fonde le gouvernement pour prendre un décret d'opposition et priver de ce fait un étranger du bénéfice d'un mode d'acquisition de la nationalité française, particulièrement l'indignité. Ainsi, par une décision d'assemblée du 28 avril 1978, il a jugé que l'exercice par un étranger d'une activité politique licite, même dans le cadre d'un parti extrême, ne saurait être regardé comme constituant d'indignité.

M. Bernard Reppel, directeur d'un hypermarché à Lempdes (Puy-de-Dôme) en détention à la maison d'arrêt de Clermont-Ferrand depuis le 25 octobre, le *Monde* du 31 octobre a été remis en liberté, jeudi 8 novembre, et placé sous contrôle judiciaire. Les contrôleurs de la qualité au ministère de l'Agriculture avaient découvert dans la chambre froide de l'hypermarché plusieurs centaines de kilos de viande avariée et traitée au sulfite pour supprimer les mauvaises odeurs et lui redonner une couleur convenable. Les morceaux de viande étaient sous emballage portant une fausse date de péremption.

Polémiques à Strasbourg après l'affaire des mauvais traitements dans les locaux de la P.J.

Après la plainte déposée par trois prévenus inculpés de trafic de drogue, qui accusent les policiers du S.R.P.J. de Strasbourg de mauvais traitements (le *Monde* du 6 novembre), deux personnalités syndicales de la police s'interrogent « de l'activité de la police à Strasbourg », estimant que « ces nouvelles banes mettent en cause le respect des libertés collectives et individuelles ». Dans une lettre ouverte adressée à Mme Simone Veil, président de l'Assemblée européenne, M. Jean Feldt, ancien président du syndicat du personnel, demande que les fonctionnaires européens « soient rassurés sur le comportement de la police strasbourgeoise ». M. Laleur, membre du même syndicat, écrit une lettre adressée à M. Pierre Pflimlin, maire de la ville, n'hésite pas à parler de « racisme anti-européen », accusant la police et la gendarmerie de Strasbourg de s'en prendre « systématiquement », lors des sessions du Parlement européen, aux voitures des fonctionnaires immatriculées à Luxembourg.

TENTATIVE D'HOMICIDE SUR UN GARDIEN DE LA PAIX

Un jeune homme de La Pallice (Charente-Maritime), Patrick Dupuy, âgé de vingt ans, a été inculpé, samedi 10 novembre, d'une tentative d'homicide avec préméditation, pour avoir blessé d'un coup de couteau, jeudi 8 novembre, à La Rochelle, un gardien de la paix, M. Jacques Fumeau, âgé de trente-et-un ans, qui tentait de le maîtriser. Patrick Dupuy — libéré huit jours plus tôt, où il purgeait une peine de prison pour vol — et son camarade, Pascal Robin, âgé de dix-huit ans, avaient été surpris, nous indique notre correspondant, alors qu'ils tentaient de dérober un blouson dans un grand magasin. — (Corresp.)

« L'honneur et la dignité de la police »

Pour leur part, les syndicats de la police (Intersyndicale des policiers du Bas-Rhin, Syndicat C.F.D.T. Police, Syndicat des commandants et officiers) ont élevé une protestation, s'indignant des propos, « qui mettent gravement et injustement en cause l'honneur et la dignité de la police ». M. Jacques Chabroux, préfet de la région Alsace, qui a reçu, le 10 novembre, des représentants de ces syndicats, a indiqué qu'il partageait leur indi-

A LA COUR D'APPEL DE LYON

E.D.F. n'est pas responsable du préjudice causé aux entreprises par les grèves de ses agents

De notre correspondant

Lyon. — La première chambre civile de la cour d'appel de Lyon vient de rendre un arrêt estimant qu'E.D.F. ne saurait être tenue pour responsable du préjudice subi par une entreprise lors d'une grève de ses agents de l'électricité.

Le 26 juillet 1978, la société Gallion, société d'emballages plastiques de Saint-Georges-de-Renès (Rhône) avait obtenu du tribunal de commerce de Villefranche une déduction de 4 000 francs sur ses factures ultérieures parce que deux grèves, l'une le 15 décembre 1976, puis le 2 décembre 1977, avaient entraîné un arrêt d'activité de quatre heures au total dans ses ateliers.

Cette somme représentait le manque à gagner de la firme, contrainte de verser des salaires à son personnel pendant la durée des coupures.

Le jugement indiquait notamment qu'E.D.F. avait une obligation d'assurer la conti-

La délinquance juvénile augmente

La délinquance juvénile augmente. 14,2 % des personnes délinquantes en 1978 avaient entre seize et dix-huit ans contre 14,10 % en 1977. En 1972, cette proportion était de 9,44 %. Elle n'a cessé de progresser depuis. Le *Bulletin d'information du ministère de l'Intérieur*, qui publie ces chiffres, dans son numéro du 8 novembre, souligne qu'ils sont comparables à ceux que l'on observe dans la plupart des pays d'Europe. Aux États-Unis, la délinquance juvénile est plus importante, mais elle englobe des délits très mineurs comme l'école buissonnière.

Sur cent mineurs mis en cause en 1978, quatre-vingt-neuf sont de sexe masculin et onze de sexe féminin. Cette proportion n'a guère varié ces dernières années. Le pourcentage total de femmes délinquantes était en 1977 de 18 %, soit légèrement plus important.

Les atteintes aux biens, plus qu'aux personnes, caractérisent la délinquance juvénile. Sur quatre mineurs arrêtés, trois le sont pour vol et, parmi ceux-ci, vingt et un ont emprunté une voiture ou un deux-roues. On retrouve là des pourcentages voisins de ceux des années précédentes.

Si les mineurs représentent globalement 14,22 % des personnes délinquantes à la justice en 1978, 21,41 % des auteurs de crimes graves (hold-up, vol avec violence, homicides complexes...) étaient des jeunes de seize à dix-huit ans. En 1977, cette proportion était de 18,89 %. Sur cent personnes arrêtées pour cambriolages, coups et blessures et pour ce que le ministère appelle la « criminalité moyenne », quinze sont des mineurs ; 13,73 % des « petits délinquants » sont des jeunes contre 13,75 % en 1977.

Si l'on trouve un pourcentage élevé de jeunes parmi les auteurs de vols (12,96 %) et d'assauts à la poutre (18,75 %), leur participation est faible, voire insignifiante, en matière d'escroquerie et d'abus de confiance.

VENTE A VERSAILLES

PALAIS DES CONGRES
Place du Château à VERSAILLES
Tel. 351-07-33 les jours d'exposition et de vente

IMPORTANT VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES

LE DIMANCHE 18 NOVEMBRE 1979 à 14 heures

DESSINS - AQUARELLES - GOUACHES

IMPORTANTS TABLEAUX ANCIENS

des XVII^e, XVIII^e et XIX^e siècles

Objets d'art

Pendules et cartels des époques Louis XIV, Louis XV, Louis XVI, Empire, Charles X

SIÈGES ET MEUBLES DES ÉPOQUES

Louis XIII, Louis XIV, Louis XV, Louis XVI, Empire et Charles X

Tapisseries des XVII^e et XVIII^e siècles

Par le ministère de

M. Louis XVI, Louis XVII, Empire et Charles X

M^{re} CHAPPELLE, PERRIN, FROMANTIN, commissaires-priseurs associés, 3, Impasse des Chevaliers-Légers à VERSAILLES, tel. 350-89-82 et 350-74-04

EXPOS. PUBLIQUE : les vendredis 16, samedi 17 novembre de 10 h. à 18 h. sans interruption

EXPOSITION EN SOIRÉE vendredi 16 novembre de 21 h. à 23 h.

Bureau

disent N être k

DEF

Bureaux

GUYE SOUT ANHOS

Politiques à Strasbourg
contre l'absence des mauvais traitements
dans les locaux de la P.J.

Les policiers de Strasbourg ont été sensibilisés par une conférence de presse tenue mardi 13 novembre 1979. Le thème de la conférence était : « L'absence des mauvais traitements dans les locaux de la P.J. ». Le directeur de la P.J. de Strasbourg, M. [nom], a déclaré que les policiers de Strasbourg ont été sensibilisés par une conférence de presse tenue mardi 13 novembre 1979. Le thème de la conférence était : « L'absence des mauvais traitements dans les locaux de la P.J. ».

TEMPS DE D'OR
 SUR UN COTÉ DE LA

« L'absence des mauvais traitements dans les locaux de la P.J. »

Les policiers de Strasbourg ont été sensibilisés par une conférence de presse tenue mardi 13 novembre 1979. Le thème de la conférence était : « L'absence des mauvais traitements dans les locaux de la P.J. ».

A LA COUR D'APPEL DE LYON
Le J. n'est pas responsable du préjudice
causé par les grèves de ses agents

De notre cor-
 Les juges de la cour d'appel de Lyon ont rendu mardi 13 novembre 1979, un arrêt concernant le préjudice causé par les grèves de ses agents.

« L'absence des mauvais traitements dans les locaux de la P.J. »

Les juges de la cour d'appel de Lyon ont rendu mardi 13 novembre 1979, un arrêt concernant le préjudice causé par les grèves de ses agents.

Certains disent être les premiers. Nous aspirons à être les plus compétents.

Tous les chefs d'entreprise le savent bien. Il ne suffit pas de dire qu'on est les premiers, il faut le prouver tous les jours sur le terrain.

Sari, conseil spécialiste en immobilier d'entreprises, se veut le plus compétent et pour cela a mis au point un ensemble de structures et de services pour répondre à tous les problèmes qui se posent aux responsables de Sociétés.

Sari ne se contente pas de proposer un choix étendu de m2 de bureaux.

Sari recherche pour ses clients, les bureaux dont la conception correspond exactement aux impératifs

d'utilisation de l'entreprise. Sari peut le faire, car Sari fait partie d'un groupe qui est aussi constructeur.

Sari étudie avec ses clients les moyens de financement les mieux adaptés à la structure financière de l'entreprise.

Sari peut prendre en charge pour ses clients tous les travaux d'aménagement, depuis les simples cloisonnements jusqu'à l'installation d'ordinateurs et tout ce que compte la bureautique.

Sari assiste ses clients dans toutes les démarches administratives nécessaires dans le cadre d'une nouvelle implantation.

Sari, filiale d'un grand groupe qui construit, étudie et finance, est à côté de ses clients à toutes les étapes de l'implantation.

Sari dépasse son rôle d'agent immobilier, il va plus loin.



Conseil en Immobilier d'Entreprises
32, avenue d'Iéna - 75116 Paris
Téléphone : 720.14.15.

Groupe SEERI, filiale des Compagnies d'Assurances du Groupe Drouot et du Groupe Worms.

مركزنا من الأهل

SCIENCES

L'EMPLOI DES JEUNES SCIENTIFIQUES

La recherche : une formation nécessaire mais pas toujours adaptée

Complégné. — La formation par la recherche et l'emploi des jeunes scientifiques était le thème du colloque organisé par la Délégation générale à la recherche scientifique et technique (D.G.R.S.T.), qui a réuni, les 6 et 7 novembre, à l'université technologique de Compiègne, de nombreux universitaires et cadres de l'industrie. Colloque riche où furent évoqués : la formation par la recherche, son utilité, les besoins qu'elle vise à satisfaire, la façon dont elle doit

être organisée, et celle dont elle est reçue dans les entreprises.

M. Pierre Aigrain, secrétaire d'Etat chargé de la recherche, et M. Charles Thibaut, président du Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.), ont participé à un dîner-débat organisé au cours du colloque au cours duquel des chercheurs ont manifesté à l'appel de leurs organisations syndicales leur hostilité aux réformes en cours.

En prologue, M.M. Jean-François Denis et Jacques Reguier (1) devaient donner quelques indications sur la réforme des troisième cycles en cours d'étude au ministère des universités (la *Monde* du 2 novembre). Selon eux, ces enseignements, trop nombreux, ont des bases trop étroites et sont mal adaptés aux débouchés actuels : ils se limitent trop souvent à former des chercheurs, alors que l'objectif doit être de donner par la recherche une formation de haut niveau aux cadres scientifiques de l'industrie et des services.

La réforme portera sur les D.E.A. (diplômes d'études approfondies), première année des troisième cycles, après laquelle l'étudiant peut commencer une thèse. Les D.E.A. seront adaptés en tenant compte du nombre d'étudiants pour chacun d'eux, de leur niveau, de la destination réelle des étudiants qu'ils forment. Cette réforme ne suppose pas de modification des textes de 1974 qui régissent l'enseignement du troisième cycle, mais, dans ce

De notre envoyé spécial

cadre, on peut provoquer des changements importants. Ces déclarations ont finalement plus inquiété que rassuré les professeurs d'université présents au colloque. En particulier, certaines demandes du ministère (un responsable unique pour chaque D.E.A.) leur paraissent difficilement conciliables avec l'effort de regroupement qui leur est réclamé. Le problème est particulièrement aigu pour les petites universités.

La discussion sur la situation actuelle des troisième cycles et sur la formation par la recherche a fait apparaître deux questions. D'abord la formation par la recherche est-elle utile ? La réponse, affirmative, a reçu un accueil presque unanime, étant entendu que la recherche ne peut constituer toute la formation. L'exemple de pays étrangers est là pour le démontrer : puisque tous les dirigeants de l'industrie japonaise ont eu une activité de

recherche à certains stades de leur carrière. La seconde question était : cette formation rend-elle plus efficace l'insertion professionnelle ? Logiquement, une réponse affirmative à la première question aurait entraîné une réponse affirmative à la seconde. Or ce n'est pas toujours le cas. Certains ont même jugé qu'en pratique le jeune ingénieur qui va se former deux ou trois ans par la recherche prend sur ses camarades d'école un retard de carrière qu'il ne rattrapera pas. M. Jacques Morin, directeur de la D.G.R.S.T., devait s'interroger sur cette discordance. Dans l'éventualité des moyens destinés à la faire disparaître, il relevait la possibilité de la puissance publique, par le jeu des aides qu'elle accorde à l'industrie, d'intervenir et de favoriser les entreprises qui accordent à la formation par la recherche le juste valeur.

Mais les actions globales ont peu d'efficacité, d'autant qu'il s'agit toujours de cas d'espèce qui varient avec la nature de l'entreprise et avec la branche scientifique dont relève la recherche. Il faut surtout des actions ponctuelles, des contacts humains, les bourses d'emploi (voir encadré), que ce colloque avait pour vocation de faire mieux connaître, des discussions libres entre industriels et universitaires sur l'orientation des recherches sont plus efficaces que les mesures administratives.

Quel est sur cette insertion professionnelle le point de vue des responsables de troisième cycle et le point de vue des industriels ? Les premiers ont indiqué que, tout compte fait, ils forment peu de chercheurs, mais la majorité de leurs étudiants va dans les organismes publics de recherche et une diminution du recrutement par ces derniers pourrait avoir des conséquences dramatiques. C'est sans doute la seule constante qui puisse être dégagée des vues exprimées. Or les problèmes se posent de façon très différente suivant les disciplines. Les sciences humaines et sociales constituent un cas à part, et il aurait peut-être mieux valu se limiter dans un colloque spécialisé.

Les points de vue exprimés par les industriels furent aussi divers que ceux donnés par les universitaires. Il est difficile d'en tirer une ligne générale, sauf sur quelques exigences : des connaissances non scientifiques (l'anglais, l'art de rédiger un rapport), des qualités d'organisation et de gestion, une connaissance des contraintes industrielles, que peut faire acquérir un stage assez long d'étudiant dans l'entreprise. C'était demandé à ces industriels de ne pas marcher sur leurs mots. Certains n'hésitent pas. Nourri dans le sillon, M. Bret, ancien professeur d'université devenu P.-D.G. d'une entreprise qui fabrique des lasers, a mis franchement « les pieds dans le plat » en rappelant que dans tout le cursus scolaire, on ne lui a jamais dit que dans la vie active ce qui compte est d'être le meilleur. L'université, contrairement aux grandes écoles, ne se soucie pas de la formation. Elle ignore complètement cette contrainte. Il a provoqué une vive indignation quand il a demandé à ses collègues : « êtes-vous adaptés à cette formation par la recherche ? Vous, pas vos étudiants ou vos programmes ? » La question, provocatrice, méritait d'être posée.

MAURICE ARVONNY.

(1) Respectivement directeur des enseignements supérieurs et chef de la « mission recherche » au ministère des universités.

CONNAISSEZ-VOUS LA DOCTRINE CATHOLIQUE ? Peut-être au niveau du catéchisme élémentaire, mais au niveau de votre maturité intellectuelle d'adultes ?

C'est pourquoi un cours complet de doctrine catholique et une formation spirituelle sont offerts par le P.O.R. ADULTES.

en 3 ans (2 séances de 2 heures par mois le samedi après-midi) vous sont offerts par le P.O.R. ADULTES.

LE CENTRE D'ETUDES RELIGIEUSES

Entrée des cours de 1^{re} année : SAMEDI 17 NOVEMBRE 1979 de 17 h. à 19 h.

(Cours suivants : samedis 1^{er} et 15 décembre)

à l'Institut Catholique, 21, rue d'Assas (75006 Paris)

Libre participation aux frais. Inscription à la séance de rentrée. Secrétariat et bibliothèque : 24, rue des Boulonniers, 75005 Paris

Permanence : jeudi de 17 à 20 h.

Les prix 1979 de l'académie

L'Académie des sciences vient de faire connaître officiellement la liste de ses prix et subventions pour 1979, dont le montant total avoisine 1 400 000 F.

● Grands prix : Prix Charles-Léopold-Mayer (250 000 F) à M.M. David Blow et David Phillips ; Prix Ampère (200 000 F) à M. Claude Cohen-Tannoudji ; Prix du Commissariat à l'énergie atomique (180 000 F) à M. Philippe Nozières ; Prix Jaffé (150 000 F) à M. Serge Peneuille ; Grand Prix scientifique de l'Etat (40 000 F) à M. Marc Fellous ; Prix Joannides (40 000 F) à M. Pierre Jollès ; Prix Boileau-Smilé-Blutel (30 000 F) à M. Jean-Pierre Guiraud.

(Le Monde du 10 novembre a présenté ces différents prix.)

● Mathématiques : Prix Carrière (45 000 F) à M. Michel Raynaud ; Prix en hommage aux savants français assassinés par les Allemands en 1940-1945 : R. Gosse, A. Lambert, J. Salomon (50 000 F) à M. Roger Apery.

● Mécanique, navigation : Prix Boileau (40 000 F) à M. René Moreau ; Prix Arthur-Du-Fay (40 000 F) à M. Quoc-Son Nguyen ; Prix Plumey (50 000 F) à M. Marcel Robin.

● Astronomie, physique du globe, géographie : Prix Benjamin-Vals (40 000 F) à M. Pierre Lena ; Prix Jules-César-Janssen (médaillon) à M. Jean Delhaye ; Prix Tchitchatcheff (40 000 F) à M. Léopold Berthois ; Fondation Jacques-Bourcart (40 000 F) à Mlle Marie-Noëlle Housiaux et M. Philippe Bertrand.

● Physique : Fondation Servant (100 000 F) à M. Marcel Perrot ; Prix Pionon-Ferrin (40 000 F) à M. Francis Flour ; Fondation Fernand-Holweck (40 000 F) à M. François Ehrhard ; Prix L.-L. Case (50 000 F) à M. Maurice Lombard ; Prix Eugues (40 000 F) à M. Jacques François Jacquelin.

● Chimie : Prix Jucker (50 000 F) à Mlle Jacqueline Fieci ; Prix Paul-Marcel de la Chionie (50 000 F) à M. Robert Terrier ; Médaille Berthelot (médaillon en vermeil) à Mlle Jacqueline Fieci ; Prix Emile-Jungfleisch (10 000 F) à M. Jean Normant ; Prix en hommage aux savants français assassinés par les Allemands en 1940-1945 : R. Berr, G. Florence, D. Weil (50 000 F) à M. Edouard Bonnier ; Prix Schutzenberger (40 000 F) à M. Jacques Lucas ; Prix du docteur et de Mme Henri Labbé (50 000 F) à M. Charles Chastagnier ; Prix Diderot (70 000 F) à M. Jean Asselineau ; Prix Paul-Pascal (100 000 F) à M.M. Roland Lefebvre et Philémon Kottis.

● Minéralogie et géologie : Prix Delessé (40 000 F) à M. Georges Roci ; Prix André C.-Bonnet (40 000 F) à M. Jean-Michel Dutuit ; Prix Jean-Cuvillier (70 000 F) à Mlle Jacqueline Bourdieu ; Prix René-Delafosse et Maurice Hamoui ; Fondation Paul-Faillet-Jérôme (12 000 F) à M. Dominique Frizon de Lamotte.

● Botanique, zoologie économique rurale : Prix Foulon (50 000 F) à M. Jacques Brionet ; Prix Auguste-Chénier (40 000 F) à M. Jacques Fournet ; Prix Curvier (40 000 F) à M. Robert D. Etcheberry ; Prix Savigny (40 000 F) à M. Jean-Claude Gallien ; Prix Serres (40 000 F) à M. Claude Brouet ; Prix Tregouboff (50 000 F) à Mlle Gisèle Champalbert ; Prix Foulon (50 000 F) à M. Gilbert Ducloux ; Prix René-Delafosse et Maurice Hamoui (12 000 F) à M. Georges Remaudière.

● Médecine et chirurgie : Prix Montyon (50 000 F) à M. Jean-Pierre Revillard ; Prix Chausser (50 000 F) à M. Philippe Meyer ; Prix Bellion (40 000 F) à Mlle Monique Debray-Sachs ; Prix Parkin (40 000 F) à Mlle M.-Hélène Garabédian ; Fondation Lannelongue (40 000 F) à M. Emile Bisagni ; Prix du docteur et de Mme Henri Labbé : prix de diététique (40 000 F) au professeur Gaston Debray ; prix d'enseignement ménager (40 000 F) à Mlle Simone Martin-Villeveille ; Prix Henri Mondor (100 000 F) à M. Jacques Grenier ; Prix Robert (40 000 F) au docteur Jean-Claude Brouet ; Fondation Roy-Vauquelin (50 000 F) au docteur Armand Tavliani ; Prix Gustave Roussy (100 000 F) à Mlle Françoise Birg ; Médaille Waksman (médaillon d'or) à M. Henri Molaret ; médaille Louis Pasteur-Fondation A. R. Frérot (médaillon d'or) à M. Léon le Minor.

● Physiologie : Prix Lallemand (40 000 F) à M. Jacques Glowiński.

● Applications de la science à l'industrie : Prix Alexandre Darraacq (100 000 F) à M. Pierre Chafflotte ; Prix Adrien Constantin de Magny

(10 000 F) à M. Pierre Fauré ; Prix Jean-Jacques Berger (40 000 F) à M. Bernard Festy ; Prix du général Muteau (40 000 F) à M. Roger Cheret.

● Statistiques, informatique : Prix Michel Monpetit (20 000 F) à M. René Perret.

● Histoire et philosophie des sciences : Prix Binoux (40 000 F) à M. Pierre Costabel.

● Sciences mathématiques physiques et leurs applications : Prix Albert-1^{er} de Monaco (25 000 F) à M. David Ruelle ; Prix Marie-Guido Triossi (10 000 F) à M. Gérard Toulouse ; Prix Petit d'Ornoy (80 000 F) à M.M. Vincent Bouffard et Yves Roisel ; Prix Ernest Dechelette (50 000 F) à M. Louis Boudet ; Prix de la Société de la physique à M. Valentin Poenaru ; Prix Peycha (30 000 F) à M.M. André Bayle et Jean Esplard.

● Sciences chimiques naturelles, biologiques et médicales et leurs applications : Prix Jeanine-Courrier (20 000 francs) à M. Louis-Marie Roudes.

bine : prix Edgard-Joffard (10 000 F) à M. Gif Landstroz ; Mme Eugénie Lovrup-Bela et M. Soren Lovrup ; Prix Jérôme-Pontil (40 000 F) à M. Daniel Robert ; prix Gabrielle-Sand (40 000 francs) à M. Jean Meyer ; prix Millet-Ronsin (40 000 F) à Mme Christiane Bonissol ; prix Paul-Gallet (40 000 F) à M. Alain Veyrières.

● Commission administrative : Prix Charles-Louis-de-Saulx-de-Freyne (10 000 F) à M. Jean-Paul Rothe ; prix Gégner (40 000 francs) à M. Henri Viviani ; prix Thorlet (40 000 F) à M. Jean-Jacques Angelini ; Fonds Paul-Denis-Jean-Emile-Blutel : 10 000 F à M. Jean-Pierre Aubin ; 5 000 F à M. Jean Rebert ; trois prix de 4 000 F à M.M. Roland Borghi et Jean-Marie Reisse et à Mme Anny Casenave ; Fonds des laboratoires : deux subventions de 4 000 F à Mlle Fessler-Vrolant et à la revue *Histoire et Nature*.

● Prix de l'Institut décernés sur proposition de l'Académie des sciences : Prix Verdager (50 000 F) à M. Hong-Tuan Duong ; prix de Mme Claude Berthaut (50 000 F) à M. Marcel Locquin ; prix d'Aumale (30 000 F) à Mme Nelly Jobert.

RELIGION

Un double hommage de Jean-Paul II à Galilée et à Einstein

Le maître de la relativité et le serviteur de l'absolu

De notre envoyé spécial

Rome. — La condamnation de Galilée n'a jamais été rapportée. Ce serait un geste éloquent si l'Eglise acceptait humblement de réhabiliter ce grand et honnête savant. Tenu à l'écart par Mgr. Loris-Edouard Eichinger, évêque de Strasbourg, en novembre 1964, ces propos ont trouvé un écho dans l'exposé que Jean-Paul II a prononcé le 10 novembre au cours de l'hommage rendu à Einstein par l'Académie pontificale des sciences.

« Galilée, a dit le pape, a eu à souffrir de la part d'hommes et d'organismes de l'Eglise insuffisamment avertis de la légitime autonomie de la science et allant jusqu'à penser que science et foi s'opposaient. Je souhaite que des théologiens, des savants et des historiens approfondissent l'examen du cas de Galilée et fassent disparaître les défiances que cette affaire oppose à une concordance fructueuse entre science et foi, entre Eglise et monde. »

En 1979, de telles affirmations courent le risque de perdre de leur relief. N'arrivent-elles pas un peu tard, sans s'adresser à Jean-Paul II — sur le fait que Galilée a introduit le principe d'une interprétation de l'écriture sainte — qui a été le sans littéral ?

D'autre part, le pape a proclamé la liberté de la science et de la recherche fondamentale :

Métaphysique et verbiage

« La science fondamentale est un bien universel que tout peuple doit pouvoir cultiver en pleine liberté par rapport à des formes de servitude internationale ou de colonialisme intellectuel. La recherche fondamentale doit être libre face aux pouvoirs politiques et économiques qui doivent coopérer à son développement sans l'entraver dans sa créativité ni l'asservir pour leurs propres buts. » Comme toutes les vérités, a ajouté Jean-Paul II, la vérité scientifique n'a, en effet, de comptes à rendre qu'à elle-même et à la vérité suprême qui est Dieu, créateur de l'homme et de toutes choses.

On remarquera que Jean-Paul II parle surtout de la liberté de la recherche de type scientifique plutôt que de celle de la recherche tout court, et notamment de la recherche d'ordre philosophique ou théologique. Cette dernière est loin d'avoir trouvé son statut dans l'Eglise. Lorsqu'il en est question, on ne le sait que trop, c'est pour en marquer strictement les limites.

Quant à l'hommage rendu, d'autre part, à Einstein, dont

l'Académie pontificale des sciences célèbre le centenaire, il ne manque ni de pléner ni de noblesse. Le siège apostolique veut rendre à Albert Einstein l'hommage qui lui est dû pour la contribution qu'il a apportée au progrès de la science, c'est-à-dire à la connaissance de la vérité présente dans la mystère de l'univers.

Entendre le pape, serviteur de l'absolu, faire l'éloge du maître de la relativité, qui était par ailleurs agnostique et n'avait d'autre religion que celle du cosmos, voilà qui retient l'attention.

La religion cosmique, écrit Einstein, est le mobile le plus puissant et le plus générateur de la recherche scientifique. Einstein disait encore ne pas vouloir et ne pas pouvoir concevoir un être qui survivrait à la mort de son corps. « Si une pareille idée se développe dans un esprit, le juge faible, craintif et stupidement égoïste. »

Le savant affirmait, enfin, ne pas pouvoir imaginer un Dieu qui récompense et punit l'objet de sa création.

La grandeur d'Einstein, il est vrai, ne provient pas de ses idées sur la religion, somme toute assez banales, et le pape n'en souffre d'ailleurs mot. En philosophie, Einstein se montre plutôt modeste. Il a refusé de se laisser entraîner dans les controverses que ses théories avaient déclenchées. Les uns ont essayé de tirer ses pensées dans le sens de l'empirisme ou du phénoménisme, d'autres dans celui de l'idéalisme (Bridgman, Reichenbach, Eddington).

Contrairement à Kant, Einstein rejette les catégories inaltérables liées à l'entendement humain et professe que « le principe véritablement créateur » réside dans les mathématiques et que, « en un certain sens, la pensée pure est compétente pour comprendre le réel ainsi que les anciens l'avaient rêvé ». (Conférence d'Oxford, 1933.)

Quel qu'il en soit, Einstein estimait que la métaphysique se confond plus ou moins avec le « verbiage » et se fâçait que Galilée (ou Hume) ait montré que le progrès des connaissances passait par le voie empirique. A ce propos, Einstein croyait résolument : il refusait, tel Jean XXIII, de suivre les prophètes de malheur qui annonçaient la chute imminente de notre civilisation. Toutefois, il disait « douter violemment du sens profond des activités des maîtres en politique et en religion ».

Jean-Paul II, on le voit, ne lui en a pas tenu rigueur.

HENRI FESQUET.

DÉFENSE

L'armée française rapatriée 350 hommes de Djibouti

La France ramènera avant la fin de l'année 350 hommes le territoire de la République de ses unités stationnées sur de Djibouti, où elle maintient depuis l'indépendance en juin 1977, environ 4 000 hommes.

A la création de la République de Djibouti, toutes les troupes françaises ont été regroupées dans des cantonnements dans la ville même de Djibouti, tandis que les forces nationales djiboutiennes — réunissant 2 400 hommes et portées plus tard à 2 700 — tenaient les avant-postes de l'ensemble du territoire sur frontières, notamment, avec la Somalie et l'Éthiopie. On compte, dans les rangs des forces djiboutiennes, environ 100 coopérateurs militaires prêtés par la France.

Le départ de 350 militaires français s'explique par des modifications dans l'organisation même des forces stationnées à Djibouti.

Installée depuis 1962 sur l'ancien territoire français des Afars et des Issas, la 13^e demi-brigade de la légion étrangère (D.B.L.E.) va perdre une compagnie — environ 150 hommes — qui sera rapatriée en France, et sera remplacée, cette unité sera localement composée de deux compagnies et d'une compagnie dite « tournante » d'un autre régiment de la Légion.

Dans le même temps, il est prévu de fusionner le 6^e régiment d'artillerie de marine (RAMa) avec le 5^e régiment interarmes d'outremer (RIAOM). Cette opération permettra de ramener en France environ deux cents hommes du 6^e RAMa. Le 5^e RIAOM sera alors composé d'une compagnie de deux escadrons de chars AMX-13 équipés de missiles anti-chars SS-11, d'une batterie d'artillerie de 155 tractée et d'une batterie d'artillerie sol-air de 40 et 30 millimètres. Ces deux batteries lui seront rattachées en provenance du 6^e RAMa.

La France maintiendra les dix avions de chasse Mirage III-C qui sont stationnés sur l'aéroport de Djibouti-Ambouli, à proximité duquel les troupes françaises ont été regroupées à l'indépendance.

JEUNESSE

● M. Dominique Bussereau, conseiller technique auprès de M. Jean-Pierre Soisson, ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs, a été nommé secrétaire général de l'Office franco-québécois pour la jeunesse, par décret paru au *Journal officiel* du 10 novembre (le *Monde* du 17 octobre).

SPECT

il est a

VIDEO

LA GAMME A SUCRE

22,75

100% SUCRE

CARNET

Naissances

— M^{me} Jean-Pierre et Edith JOLIVET, avocats, laissent à Karine la joie d'annoncer la naissance de sa petite sœur.

Alexandra,
Belle clinique Courmayeur, le 8 novembre 1979.
50, rue Bartholot, 92000 Suresne.

— Claude HANNOUN et Martine, née Carrière, ont la joie d'annoncer la naissance d'un fils.

Olivia,
le 8 novembre 1979.
18, villa Frova, 92120 Montrouge.

Mariages

Eugénie KOZNETZOFF
Jean-Claude GUILLE
sont heureux de faire part de leur mariage, célébré le 10 novembre, à Orléans, dans la stricte intimité familiale.

74, rue de la Bretonnerie, 45000 Orléans.

Décès

— On nous prie d'annoncer la décès de

Mme Louis BASCHET,
née Marguerite Warrel,
survenue le 8 novembre 1979, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans, munie des sacrements de l'Eglise.

De la part de
M. et Mme Denis Baschet et leurs enfants,
M. et Mme François Mercier et leurs enfants,
M. et Mme Pierre Guillemain-Taravay, leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Roger Allégret et leurs enfants,
Mme Ryan et Mme Léon Cyprien-Pabre, ses sœurs.

Les obsèques auront lieu le mardi 13 novembre, à 14 h 30, en la basilique Sainte-Clotilde, 23 bis, rue Las Cases, où l'on se réunira.

11 heures de service.
23, quai Anatole-France, 75007 Paris.

— On nous prie d'annoncer la décès de

M. Jacques de BRAUMARCHAIS,
ambassadeur de France,
commandeur de la Légion d'honneur,
survenu à Paris, dans sa soixante-septième année,
Paris, le 11 novembre 1979.
(Lire page 3.)

— Mme Pierre CALLET,
Le docteur et Mme Bertrand Gallot,
M. et Mme Renaud Callet,
Leurs enfants,
Et toute leur famille,
Le docteur et Mme Pierre Minot et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre CALLET,
président de la société CODEBA,
président de la Communauté de défense et d'expansion de la batterie,
conseiller économique et social de Haute-Normandie,
préfet honoraire,
ancien directeur
des transports terrestres,
vice-président honoraire
du conseil général
des ponts et chaussées,
commandeur de la Légion d'honneur,
grand officier de l'Ordre national du Mérite,
croix de guerre 1939-1945,
médaille de la Résistance française,

survenu le 8 novembre 1979, en son domicile de Neuilly.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 13 novembre 1979, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue du Rodin.

L'inhumation aura lieu à Bornes-le-Mansieux (Vaucluse).

Cet avis tient lieu de faire-part.

2, rue Saint-Paul,
92000 Neuilly-sur-Seine.

(Né le 3 juillet 1902 à Boussy-le-Fort (Marne), Pierre Callet, ingénieur général des ponts et chaussées, est directeur du Port autonome du Havre, de 1944 à 1955, puis directeur des transports terrestres au ministère des transports de 1960 à 1964. Il est ensuite vice-président du conseil général des ponts et chaussées de 1964 à 1972. Depuis 1972, il est président de la Communauté de défense et d'expansion de la batterie.)

Listes de Mariage
260.39.30—posts 233
AUX TROIS QUARTIERS

Il y a maintenant 3 boutiques PUIFORCAT pour vos cadeaux et vos listes de mariage

129 bd Haussmann - Paris 8^e
tél. 563.30.10
48 av. Victor-Hugo - Paris 16^e
tél. 501.70.58
8 r. du Vieux-Colombier - Paris 6^e
tél. 544.71.37

— La Communauté de défense et d'expansion de la batterie, CODEBA.

— M. Pierre CALLET, commandeur de la Légion d'honneur, grand officier de l'Ordre national du Mérite, médaille de la Résistance, Médal of Freedom, préfet honoraire, ingénieur général des ponts et chaussées (E.R.), ancien directeur du Port autonome du Havre, des transports terrestres, ancien vice-président du Conseil général des ponts et chaussées, président des Nautes.

Les obsèques auront lieu le mardi 13 novembre 1979, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly.

— Le président,
Le conseil d'administration,
Le personnel de la société SOGESTRAN,
ont la profonde douleur de faire part du décès de

M. Pierre CALLET,
commandeur de la Légion d'honneur, ingénieur général des ponts et chaussées (E.R.), administrateur de la société SOGESTRAN, vice-président de l'assemblée des membres du G.E.S. SOGESTROL, administrateur de la société Antwerp Cleaning Storage.

Les obsèques auront lieu le mardi 13 novembre, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly.

— Le Comité des armateurs d'Europe C.A.P.,
ont la douleur de faire part du décès de son vice-président,

M. Pierre CALLET,
commandeur de la Légion d'honneur, ancien directeur de l'Ordre national du Mérite, médaille de la Résistance, Médal of Freedom, préfet honoraire, ingénieur général des ponts et chaussées (E.R.), ancien directeur du Port autonome du Havre, ancien directeur des transports terrestres, ancien vice-président du Conseil général des ponts et chaussées, président des Nautes.

Les obsèques auront lieu le mardi 13 novembre 1979, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly.

— Palmbeur, Troyes, Lille, M. et Mme Hubert Panneller, M. et Mme Pierre Maillet, M. et Mme J.-B. Panneller, ses enfants,
Bertrand et Marie-Claude Panneller, Christine et Joëlle Panneller, Claire et Jean-Emmanuel David, François et Fabienne Maillet, Jean Maillet,
Chantal et Joëlle Panneller, Yann et Maurice Blanchot, ses petits-enfants,
Paul et Jeanne Blanchot, Pascal David, Anne Maillet, ses arrière-petits-enfants,
Mme Marcelle Mérie,
Mme Pierre Guilhemmer, M. Henri Mérie, ses frères et sœurs,
Les familles Mérie, Guilhemmer, Grail,
Mlle Denise Sorin,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Albert CHASSAGNE,
née Simone Mérie,
survenue le 7 novembre 1979, à son domicile, à Palmbeur.

La cérémonie religieuse a été célébrée en l'église de Palmbeur, le vendredi 9 novembre.

Les obsèques ont eu lieu le 10 novembre, à Forpès (Cortès).

— M. et Mme Gilbert Manuel et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Berthe ESCUDIER-COURBE,
inhumée dans l'intimité à Turenne, en Périgord.

Une messe sera célébrée pour elle à la Maison d'Annie, 20, rue Barbès-Jour, Paris-7^e, le mardi 27 novembre.

Tous ceux qui l'ont connue sont invités à y participer ou à s'unir d'intention avec sa famille.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

— Ce que vous demandez à mon Père en mon nom.

— Lyon, Oullins.

Le comité national et le comité départemental du Secours populaire français, tous ses amis,
ont la tristesse de faire part du décès de

Henri FAVORITI,
ancien député résident, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre avec palmes, président de la Fédération du Rhône du Secours populaire français, ancien membre du comité national du Secours populaire français.

Ses funérailles ont eu lieu le samedi 10 novembre, à 11 heures, au cimetière d'Oullins.

— M. René Freymann et famille ont la douleur de faire part du décès de

Mme Marie FREYMANN,
maître de recherches honoraire au C.N.R.S.

Ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité le samedi 10 novembre 1979, au cimetière du Montparnasse.

184, rue de la Croix-Nivert, 75015 Paris.

— Mme René Grin, son épouse, M. et Mme Henry-Charles Grin, M. et Mme Gérard Grin, ses enfants,
Fédéric, Stéphane et Nelly, ses petits-enfants,
Les familles Feldmann, Malat, Grin, Lambert et Issartier, Parents et alliés,
ont la douleur de faire part de la perte cruelle qu'ils viennent d'éprouver en la personne de

M. René GRIN,
survenu le 1^{er} novembre 1979, à Bordeaux, à l'âge de soixante et un ans.

L'inhumation a eu lieu au cimetière de Paris-Parisien, le 8 novembre 1979.

116, rue Jules-Ferry, 33000 Bordeaux-Mérignac.

— Mme Paul Heckly,
Mlle Geneviève Bourg-Heckly, Les familles Bourg-Heckly, Massard, Marc, Mangin, ont la douleur de faire part du décès de

M. Paul HECKLY,
croix de guerre 1939-1945, ingénieur civil.

leur époux, père et parent, pieusement décédé à Neuilly-sur-Seine le 8 novembre 1979, à l'âge de quatre-vingt ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Germain, place du Château Saint-Germain, 92-Laye, le mardi 13 novembre, à 9 h 15.

272, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris.

— Dole, Lathuille (Haute-Savoie).

Mme et M. Jean Mugnier - Pollet, leurs enfants et petits-enfants, Mme et le docteur André Charvigny, leurs enfants et petits-enfants, Mme et M. Jacques Duzet et leurs enfants,

Mme Alice Puet,
Mlle Marcelle Vignard-Satre, Le principal et les anciens élèves du collège de l'Air à Dole, Le maire et la municipalité de Dole,

— L'Union fédérale des anciens combattants et victimes de guerre du Jura.

La direction, le personnel et les enfants de la Maison des pupilles de Dole.

— L'Union fédérale des anciens combattants et victimes de guerre du Jura.

La Société d'entraide de la Légion d'honneur et la Société des ex-militaires du Jura, vous font part de la perte qu'ils viennent d'éprouver en la personne de

François MUGNIER-POLLET,
professeur honoraire, ancien maire de Dole, délégué départemental de l'enseignement, commandeur de la Légion d'honneur, médaille militaire, croix de guerre 1914-1918, croix du combattant volontaire de la Résistance, croix du combattant, officier des Palmes académiques, médaille d'argent de la jeunesse et des sports,

leur père, grand-père, arrière-grand-père, oncle, cousin, parent, ami et président d'honneur, décédé à Dole, le 9 novembre 1979, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Le service funéraire aura lieu le mardi 13 novembre 1979, à 11 heures, au dépôt de l'inhumation dans l'intimité au cimetière de Lathuille (Haute-Savoie) le mercredi 14 novembre, vers 15 heures.

« L'homme est la perfection de l'esprit et la perfection de l'âme, c'est la perfection de l'homme. L'amour, celle de l'esprit et la charité celle de l'âme. »

— François de Sales.

Rue du Moulin,
Faucigny (Haute-Savoie),
31, rue Sommeiller,
Annecy (Haute-Savoie).

— M. et Mme Charles-Pierre Testut, Jean Charles, Philippe, Claude, François, Robert, Gérard, Gerold,
ont la douleur de faire part du décès de leur ami,

M. Marie-France TESTUT,
survenue le jeudi 8 novembre.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité le 7 novembre, à 15 heures, à l'impression des Trois-Sœurs, 75011 Paris.

« La Tulipe », 92450 Hary.

Remerciements

— M. l'abbé Jean Prim, Et toute la famille, profondément touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

Mlle Odile PRIM,
remercient très vivement les personnes qui se sont associées à leur peine.

Anniversaires

— Pour le douzième anniversaire du décès du docteur François BACLESSE, Une pensée est dédiée à tous ceux qui gardent fidèlement son souvenir.

Avis de messe

— En raison de la disparition brutale de

M. Henri CHAUSSON,
le 5 septembre 1979, de nombreuses personnes n'ont pu être prévenues. Sa famille et ses proches s'en excusent et convient ceux qui le désirent à assister à la messe offerte par ses anciens camarades de la ligne Maginot, mardi 13 novembre, à 19 heures, en l'église Saint-Pierre de Montrouge, métro Alésia.

— Une messe sera célébrée le samedi 17 novembre 1979, à 11 heures, en l'église Saint-Thomé d'Anquin à Paris, à l'intention de

Mme Germaine LUBIN,
décédée le 26 octobre dernier.

Services religieux

— Les amis de René Pias invitent à honorer la mémoire de

René PIAS,
commandeur de la Légion d'honneur, ancien gouverneur honoraire du Fonds de rétablissement du Conseil de l'Europe, président de la Banque française au cours d'un office qui aura lieu le 15 novembre 1979, à 18 h 30, en l'église Saint-Paul, 90, rue Saint-Antoine (métro Saint-Paul).

Service religieux et homélie par le R.P. Rigout.

Toutes croyances et obédiances cordialement invitées.

Not abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions de « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte nos deux dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ÉTAT

— Université de Paris-V-Val-de-Marne, mercredi 14 novembre, à 9 h 30, salle G 100, M. Essi Adabara : « L'action sanitaire au Togo ».

— Université de Bordeaux-III, vendredi 16 novembre, à 14 h 30, salle de réunion de l'U.E.S. de géographie, M. Jehad Karbe : « Climat, hydrologie et aménagements hydro-agricoles de Syrie ».

— Université de Paris-I, lundi 19 novembre, à 15 h 30, salle Louis-Liard, M. Mostapha Tili : « Rousseau et Nietzsche, deux penseurs de la décadence ».

— Université de Paris-IV, samedi 24 novembre, à 14 heures, amphithéâtre Guibot, M. François Girard : « La châtiment français au dix-huitième siècle ».

— Université de Paris-III, samedi 24 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, M. Jean-Jacques Luthi : « La langue française d'Égypte, approches socio-linguistiques ».

— Université de Paris-II, mardi 27 novembre, à 9 heures, salle des commissions, M. Yves Boyer : « Projet politique et puissance militaire ».

Communications diverses

— Les échanges artistiques franco-allemands, le Musée d'art juif, l'association des ingénieurs et cadres, amis d'Israël, organisent dans le cadre de l'exposition « Le Terre Sainte au dix-neuvième siècle », qui se tient au 42, rue des Saules, Paris-18^e, une conférence entre le Rabbénat Père Riquet, M. Lucien Lazar, directeur du département de l'éducation Thorah, le pasteur Daniel Adger, le mardi 13 novembre, à 17 h 30 (entrée libre).

NEUILLY-SUR-SEINE
SALLE DE VENTE 188, avenue Charles-de-Gaulle - 745-55-33
de gré à gré, de 10 à 12 heures 30 et de 15 à 19 heures 30
DU LUNDI 12 AU VENDREDI 16 NOVEMBRE INCLUS
TAPIS D'ORIENT ET CHINOIS
VENTE Salle 2
ART CHINE - JAPON
Ivres, pierres dures, bronzes
Restauration - Achat - Vente - Expertise

UN LOT TAPIS
PAKISTAN ET CHINOIS
1,90 m x 1,25 m environ.
Batails 50 %.

PA

DIRECTEUR DIVISION INDUSTRIELLE

Moteurs électriques petites séries — La Société ARTUS (effectif : 350 personnes, chiffre d'affaires : 40 millions de francs), filiale d'un groupe américain, est leader en France dans la conception, la fabrication et la vente d'ensembles électromécaniques de haute technologie utilisés en particulier dans les domaines Aéronautique, Espace, Nucléaire, Médical, etc. Elle recherche le Directeur de sa division « Moteurs Électriques » (180 personnes pour un chiffre d'affaires de 25 millions de francs). Rattaché au Directeur Général Adjoint, il sera responsable de la fabrication en très petites séries de moteurs électriques, depuis la définition industrielle du produit jusqu'au règlement des commandes ; il gèrera d'une façon autonome son budget ainsi que ses moyens humains et matériels. Ce poste, basé à Angers, s'adresse à un ingénieur électromécanicien, âgé d'au moins 35 ans, et ayant déjà une expérience de direction d'unité industrielle autonome, si possible dans l'électromécanique ou la mécanique de précision. Le candidat devra posséder de bonnes connaissances de l'électromécanique et une grande diplomatie. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 180.000 francs, sera fonction de l'expérience acquise. Un intéressement aux résultats d'exploitation de la division est prévu. Écrire à Nanterre.

CONSULTANT — INGÉNIEUR EN CHEF

PA CONSEILLER DE DIRECTION, membre du groupe PA INTERNATIONAL (1.000 consultants travaillant dans 23 pays) apporte son aide aux directions générales des entreprises, par la conception et la mise en œuvre de recommandations visant l'obtention de résultats concrets dans une gamme complète de services spécialisés très divers. Afin d'améliorer encore notre assistance auprès de nos clients de la région Rhône-Alpes, et dans le cadre de notre expansion, nous étions notre implantation régionale à Lyon. A cet effet, nous recherchons un Ingénieur en Chef qui, sous la responsabilité du Directeur Régional, pourra prendre en charge les missions d'organisation dans le domaine de la production. Il animera et supervisera une équipe de consultants qui, pour certaines missions, sera pluridisciplinaire. Le candidat, diplômé d'une grande école et parlant anglais si possible devra posséder un acquis industriel riche et varié dans les fonctions de production et/ou comme ainsi qu'une solide expérience du métier de consultant. Il bénéficiera d'un support important pour sa propre formation et de l'assistance d'un groupe de dimension internationale employant plus de 100 consultants en France. Écrire à J. ASPART à Lyon.

FUTUR CHEF DES VENTES EXPORT

La société L'AMY (630 personnes en France), leader national des lunettes optiques, en forte expansion (15 % par an en volume), et étant les deux tiers de son chiffre d'affaires à l'étranger, recherche pour compléter sa Direction Marketing, un futur Chef des Ventes Export. Basé au siège social à Morez (dans le Haut-Jura à 50 km de Genève), il aura, dans un premier temps, pour mission de développer, à travers un réseau de distributeurs exclusifs, les ventes de la société dans les pays d'Europe. Il devra les animer, les conseiller, concevoir avec eux les actions publicitaires et participera à l'élaboration des objectifs pour les pays concernés. Il aura d'autre part, des actions de suivi des ventes, d'accueil de clientèle et assistera aux expositions internationales. Dans le cadre d'une structure souple et participative, il pourra prendre progressivement en charge d'autres responsabilités tant sur le plan des pays que des domaines d'interventions (information clientèle, produits nouveaux, publicité...). Ce poste représente une réelle opportunité pour un jeune diplômé d'une grande école commerciale (HEC, ESSEC, ESCP), âgé de 27 ans au moins et possédant une expérience pratique de 3/4 ans minimum de la vente de biens de consommation à un réseau de détaillants prescripteurs (articles de sport, loisirs, maillots de bain...). Acquis de préférence à l'exportation. La pratique courante de l'anglais est indispensable pour réussir dans cette fonction. Des connaissances de l'allemand et de l'espagnol constitueraient des atouts supplémentaires. La rémunération annuelle brute sera fonction de l'expérience du candidat retenu et pourra atteindre 130.000 francs. Des facilités de logement sont offertes. Écrire à R. DAUDIN à Lyon.

Adresser C.V. détaillé en rappelant la référence sur l'enveloppe. Pour les réf. A1, aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Pour la réf. B1, les réponses seront transmises à notre client, sans être divulguées à moins qu'il n'en soit adressées à notre « Service de Contrôle » indiquant les noms des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées.

PA CONSEILLER DE DIRECTION S.A.
1, rue Duguesclin - 44000 NANTES - Tél. (40) 48-48-82
9, rue Jacques-Moyron, 69006 LYON - Tél. (78) 52-90-63

Amsterdam - Bruxelles - Copenhagen - Frankfurt - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Stockholm - Strasbourg - Zurich

PATRIMOINE

L'ABBAYE DE PORT-ROYAL SERA RESTAURÉE

La réhabilitation de l'abbaye de Port-Royal-des-Champs, l'ouverture au public du domaine royal de Mondion, la mise en valeur du château de Vincennes, pourraient figurer au programme de l'année du patrimoine, à préciser M. Lucien Lanier, président de la région Ile-de-France, en installant le comité régional, présidé par M. Michel Péricard, maire de Saint-Denis-la-Mulot, et qui réunit quarante personnalités. Ce comité a pour mission de susciter et d'encourager des initiatives de mise en valeur du patrimoine.

« L'effort de protection des monuments historiques doit être poursuivi sans verser dans un conservatisme excessif », a déclaré M. Péricard. Le risque de changer la fonction des monuments et de dénaturer l'esprit qui les a fait naître est moindre que le danger très réel de les sacrifier. »

En 1978, il avait également publié dans la très sérieuse collection des « Écrivains de toujours » (Seuil), un excellent pastiche de R. Nodding sur la biographie d'un écrivain imaginaire : Honoré de la Roche.

Il préparait depuis plusieurs années un roman, qui était pratiquement achevé.

... ET DE L'ÉCRIVAIN
FRIEDRICH TORBERG

L'écrivain autrichien Friedrich Torberg, qui avait reçu, le mois dernier, le Grand Prix d'État autrichien, est mort samedi 10 novembre à Vienne à l'âge de soixante-deux ans.

Friedrich Torberg, qui avait étudié la philosophie à Vienne et à Prague, avait émigré en Suisse en 1939, avant d'être en 1940-1941, un service militaire volontaire dans l'armée tchécoslovaque en France. En 1941, il s'était établi aux États-Unis pour retourner à Vienne en 1951. Il était l'auteur d'une œuvre très variée : essais, poèmes lyriques, romans et des critiques de théâtre. Dans ses romans, notamment dans « Fata Morgana », traduit en français par Jean-Pierre Meunier, il a écrit une œuvre de grande qualité.

« Fata Morgana », publié en français chez Calmann-Lévy, — il avait broché un tableau réaliste et satirique du sort des juifs sous le régime nazi.

180.000 F

130.000 F

130.000 F

130.000 F

130.000 F

130.000 F

130.000 F

130.000 F

130.000 F

130.000 F

130.000 F

130.000 F

130.000 F

LETTRES

MORT DU CRITIQUE LITTÉRAIRE CLAUDE BONNEFOY...

Un des meilleurs connaisseurs de la littérature contemporaine, le chroniqueur littéraire Claude Bonnefoy est mort, samedi 10 novembre, à Paris, des suites d'une embolie pulmonaire. Il était âgé de cinquante ans.

Flaqué du prix Paul-Valéry dédié à un jeune poète, il avait opté pour le journalisme, après un court passage dans l'enseignement et avait collaboré à l'hebdomadaire « Arts », à la « Quinzaine littéraire » et aux « Nouvelles littéraires », tout en dirigeant plusieurs collections : « Écrivains », chez Belin (pour qui il avait réalisé lui-même un lexique : « André Breton », « C. G. Lemaître », « Les livres », qui présentait les classiques de la littérature française, « Les Presses de la Renaissance », il avait également publié des essais sur Apollinaire, sur Jean Gaudy, sur le Nouveau Roman, une anthologie de la poésie française (Seuil, 1978), un « Dictionnaire de littérature française contemporaine » (Denoël, 1978) et il avait même écrit pour le théâtre une pièce tirée des écrits de C. G. Lemaître, « C. G. Lemaître ou le sort de la raison », qui fut montée au Palais de Chaillot, en 1978, par A.-L. Perinetti.

En 1978, il avait également publié dans la très sérieuse collection des « Écrivains de toujours » (Seuil), un excellent pastiche de R. Nodding sur la biographie d'un écrivain imaginaire : Honoré de la Roche.

Il préparait depuis plusieurs années un roman, qui était pratiquement achevé.

... ET DE L'ÉCRIVAIN
FRIEDRICH TORBERG

L'écrivain autrichien Friedrich Torberg, qui avait reçu, le mois dernier, le Grand Prix d'État autrichien, est mort samedi 10 novembre à Vienne à l'âge de soixante-deux ans.

Friedrich Torberg, qui avait étudié la philosophie à Vienne et à Prague, avait émigré en Suisse en 1939, avant d'être en 1940-1941, un service militaire volontaire dans l'armée tchécoslovaque en France. En 1941, il s'était établi aux États-Unis pour retourner à Vienne en 1951. Il était l'auteur d'une œuvre très variée : essais, poèmes lyriques, romans et des critiques de théâtre. Dans ses romans, notamment dans « Fata Morgana », traduit en français par Jean-Pierre Meunier, il a écrit une œuvre de grande qualité.

« Fata Morgana », publié en français chez Calmann-Lévy, — il avait broché un tableau réaliste et satirique du sort des juifs sous le régime nazi.

180.000 F

130.000 F

130.000 F

130.000 F

130.000 F

130.000 F

130.000 F

130.000 F

130.000 F

130.000 F

130.000 F



Le Monde

DE L'ECONOMIE

Rénover la politique industrielle

par HENRI TEZENAS
DU MONTCEL (*)

Le choix conflictuel entre objectifs prioritaires — croissance, emploi, compétitivité, rentabilité — donne parfois à la politique industrielle des allures ambiguës. Ces ambiguës sont renforcées par les incertitudes auxquelles elle se heurte constamment. Inertie des procédures d'intervention étatique, inertie de la pensée qui font que toute formulation nouvelle apparaît de prime abord sans lien avec la réalité, voire en contradiction avec elle. Ces mécanismes nous valent, par exemple, d'élégants débats sur les contradictions apparentes du libéralisme conservateur et, plutôt qu'un examen des résistances à l'innovation, « l'industrialisation du pays, comme la formule est simple, comme l'entreprise est difficile (1) ».

Échappant aux querelles abstraites, une certaine convergence semble pourtant s'instaurer autour de deux idées. La première est la nécessité d'« accroître l'intensité industrielle en France ». Notre pays tire seulement 30 % de sa valeur ajoutée de l'industrie (contre 37 % pour l'Allemagne). Compte tenu de ses ressources en espaces et en hommes, la France devrait réussir — ce qui a été le cas, de 1973 à 1978, — à empêcher la baisse de ce pourcentage. Elle devrait même en bénéficier de l'emploi, tenter de favoriser sa progression.

La seconde nécessité est d'« intégrer notre industrie à la division internationale du travail » qui s'instaure. La mondialisation des échanges interdit l'isolement et contraint au renouvellement des méthodes de production et des fabrications elles-mêmes.

Servir ces objectifs suppose que l'on adapte notre appareil productif en renouant à maintenir les équipements dépassés et en compensant cette perte par un renouveau des activités industrielles. C'est alors que s'engage le débat crucial : comment sélectionner les voies de développement possibles ?

Il serait illusoire de laisser aux seules initiatives privées la responsabilité de découvrir et de mettre en œuvre les voies nouvelles de développement industriel. Aucune économie dite libérale ne le fait et cela pour au moins trois raisons conjuguées.

Il n'est guère possible de faire un inventaire exhaustif des possibilités de développement ; elles appartiennent, outre les grands thèmes tels que l'informatique, l'espace, l'océan, la génie génétique, les économies d'énergie, à toutes les branches industrielles. Une telle diversité pose naturellement un problème quant aux méthodes d'intervention de l'Etat.

De plus, limitée dans ses moyens, l'économie française ne saurait prétendre couvrir dans toutes les directions. Faire des choix s'impose à une double difficulté tenant aux critères de sélection et à la responsabilité de ceux qui l'exercent.

Trois critères émergent. En premier lieu, le caractère stratégique des développements industriels qui se présentent. Il en est qui correspondent à une meilleure utilisation des facteurs donnés, d'autres qui créent de nouvelles positions de domination ou d'autonomie ; ces dernières doivent être privilégiées. Second critère, les potentialités de croissance ; plus elles sont importantes, plus l'activité mérite d'être soutenue lorsqu'elle commence à émerger. Troisième critère, la dotation en facteurs : la France est riche en moyens et aptitudes techniques et humaines qui la prédisposent à certaines activités. Ce sont celles-là qu'il faut privilégier. Fixer la responsabilité de la

futur adjoindre au mécanisme du marché des moyens de prescription et d'initiative.

La troisième raison est pratique : comment valancer la timidité des entrepreneurs portés d'autant plus à gérer le court terme que l'environnement est peu prévisible ? Une voie s'offre : leur garantir des débouchés par l'élaboration de vastes programmes publics. Cette procédure par création d'une demande initiale stimule la créativité et multiplie les retombées. C'est pourquoi l'Etat se trouve naturellement porté à prendre en charge l'expansion des industries dites du futur. Mais ces dernières ne représentent qu'une fraction modeste de l'ensemble de l'industrie, l'intervention publique ne peut se limiter à elles et doit viser l'ensemble des activités prometteuses.

Critères de sélection

La sélection est plus délicate. En laissant la charge à la puissance publique risque de conduire à négliger les contraintes de concurrence et de marché. Admettre, par contre, que les entreprises privées doivent trancher seules, c'est aller plutôt dans le sens des stratégies à risques réduits ou confies à un contribuable, c'est favoriser les associations avec d'autres partenaires, ce qui atténue l'autonomie espérée du développement d'axes industriels supplémentaires.

A l'évidence, un tel débat ne peut se trancher globalement : chaque cas particulier appelle une attitude spécifique, chaque domaine appelle un concours qui lui soit propre. D'où la nécessité de renouveler les méthodes de la politique industrielle.

En caricaturant, on peut dire que la France a connu trois politiques industrielles. Dans les années 50, elle n'exerçait pas, sinon sous la forme d'une planification de la reconstruction des industries de base.

Ensuite, durant les années 60, la politique industrielle a pris corps sous une double contrainte : — l'impulsion croissante de la planification provoquée par l'ouverture des frontières ;

— la volonté publique de faire face au cap technologique nous séparant des Etats-Unis (nucléaire, informatique, aéronautique).

(Lire la suite page 22.)

Croissance plus faible et plein emploi

par GILBERT DEVAUX (*)

EN dépit de sa merveilleuse souplesse, la machine économique ne peut pas faire n'importe quoi. Dans toute société, les mécanismes complexes qui assurent la production, la répartition et la consommation des richesses sont soumis au grand équilibre des lois de la nature. Leur capacité de travail, d'adaptation, de substitution, n'est jamais illimitée. Mal orientés, mal coordonnés, appelés à tourner au-delà de leur régime, ils cassent.

Ce qui est extraordinaire, en vérité, c'est que les Français, qui connaissent parfaitement ces règles du jeu quand il s'agit du moteur de leur automobile, ne les acceptent pas quand il s'agit du moteur de leur économie.

S'ils avaient le sentiment d'être en présence d'un « moteur », ils penseraient que l'objectif prioritaire consiste toujours à maintenir celui-ci en « état de marche ». Or les troubles qu'il constate — inflation, dévaluation, chômage — ne sont pas des filets envoyés du ciel par de méchants sortiers déguisés en entreprises multinationales. Ils ont une origine commune, et il est chimérique de prétendre lutter distinctement contre chacun d'eux. Ils sont tous moins d'inflation pour un peu plus de chômage ou vice versa. En vérité, ce sont à la fois des symptômes révélateurs d'un dérèglement fondamental de la machine et des palliatifs qui permettent encore à celle-ci de continuer à fonctionner provisoirement — tant bien que mal — en boitant.

Les automobilistes qui entendent ainsi « cogner » leur moteur n'ont pas toujours de bons réflexes. Certains saisissent rageusement un marteau et frappent aveuglément leurs cylindres (ainsi font les syndicats qui multiplient, pour le principe, les grèves tournantes dans les services publics). D'autres automobilistes viennent qu'on ne touche à rien, qu'on ne change aucun rouage défectueux (comme ces meneurs qui prétendent « protéger l'outil du travail »). D'autres, enfin, décident d'appuyer à fond sur l'accélérateur, en affirmant que « la vitesse

arrangera les choses » (tels ces politiciens qui recommandent une « relance globale »).

En cas de panne, le conducteur raisonnable fait appel à un mécanicien. Mais quel mécanicien ? A qui donner la préférence ? A l'Etat responsable de la coordination de toutes les activités de la nation ? Aux millions de chefs d'entreprise, de commerçants, d'artisans responsables chacun du bon fonctionnement d'un rouage (grand ou petit, essentiel ou superflu) ?

En réalité, la controverse politique « du siècle » sur les meilleurs mécanismes de l'économie — experts des services publics ou chefs d'entreprise — est dépassée. Tous les hommes d'Etat de l'Occident admettent implicitement — même s'ils n'osent pas toujours l'avouer — qu'ils ne peuvent se passer ni des uns ni des autres, et que le « bon choix » est un juste milieu entre le libéralisme et le dirigisme. Le problème actuel, le vrai problème, consiste à savoir pourquoi ni les uns ni les autres, dans toutes les nations industrielles et quelle que soit la part de responsabilité qu'on leur assigne, ne réussissent plus à régler la machine.

La solution de ce « vrai problème » est-elle d'ordre monétaire ?

Un fonctionnement correct

Il n'est pas douteux que les systèmes de monnaies fiduciaires, apparentés au modèle britannique, qui ont été progressivement mis en place sur l'ensemble de notre planète et qui sont longtemps restés basés sur l'or, ont fonctionné correctement pendant plus d'un siècle et demi, et ont facilité le développement des nations modernes. Mais on doit aussi souligner que l'efficacité de ces mécanismes provient de ceux-ci ont établis entre l'émission de la monnaie, l'équilibre des marchés financiers et l'évolution des affaires. Cet enchaînement de rouages permet, en effet, à chaque banque centrale d'adopter une véritable « politique monétaire ».

Or ces rouages existent toujours, et techniquement ils ont été améliorés. L'Allemagne de l'Ouest et le Japon — ainsi que d'autres pays de moindre dimension — ont démontré que l'instrument actuel, après avoir été privé du soutien psychologique de l'or, permet encore de définir et d'appliquer une politique monétaire saine, d'assurer convenablement le réglage du moteur économique.

Les « monétaristes classiques », qui estiment que la crise a pour origine le désordre des monnaies, ne contestent d'ailleurs pas les bons « résultats » auxquels peut conduire l'organisation du crédit dont nous disposons aujourd'hui.

PIERRE DROUIN.

(Lire la suite page 24.)

(Lire la suite page 23.)

Oui à la réforme de la politique agricole commune

LE défi que vient de lancer le Parlement européen en essayant d'obliger les Neuf à modifier la politique agricole commune de manière à réduire les dépenses de soutien est une délicate institutionnelle. L'Assemblée tend effectivement à s'arroger par la biais de la procédure budgétaire un pouvoir de décision que le traité ne lui reconnaît pas. Mais sur le fond des choses, celui de la politique agricole, il est contestable de présenter son initiative comme une provocation : en fait, le Parlement s'est contenté « de se placer » dans un débat très largement engagé au sein des autres institutions de la C.E.E. La nécessité d'enrayer l'inflation des dépenses de soutien est depuis longtemps affirmée par la Commission de Bruxelles. Elle n'est contestée par aucun des gouvernements membres. C'est un fait que ces dépenses progressent de façon spectaculaire : elles atteignent plus de 10 milliards d'unités de compte (1) en 1979, soit 60 milliards de francs ; le coût des seules dépenses alimentaires, toujours en 1979, se situe à 4,46 milliards d'unités de compte, soit 28 milliards de francs.

Freiner la progression des dépenses s'impose car les « ressources propres » de la C.E.E. menacent de s'épuiser. Ces ressources propres sont composées des droits de douane et des prélèvements perçus aux frontières ainsi qu'une partie limitée à un maximum de 1 % des recettes de l'I.V.A. Les gouvernements allemands, français et britanniques ont clairement dit qu'il n'était pas question en l'état actuel des choses de « déflation » les ressources propres. Les Neuf, s'ils veulent éviter que surgissent entre eux des tensions graves, sont dans l'obligation de maintenir les dépenses communautaires dans les limites fixées. Sauf à « couper » dans les crédits affectés à d'autres secteurs, solution politiquement difficile à imaginer, cela n'est possible qu'en modérant les dépenses agricoles (lesquelles absorbent 70 % environ du budget communautaire).

Il reste à savoir comment. En vérité, les orientations approuvées par le Parlement vont exactement dans le même sens que celles indiquées la semaine précédente à Luxembourg par M. Mahaigner : taxa de corresponsabilité (la taxe accorde mais épargne les petits et moyens exploitants et frappe au contraire plus lourdement les « usines à lait », aide jointe à la conversion des troupeaux, taxation possible des importations de matières grasses végétales et de manioc. En ces périodes de crise, est-il déraisonnable de chercher à réduire les super-profits, les rentes de situation dont bénéficient, du fait de la réglementation agricole européenne, les grandes exploitations et l'élevage industriel ? Le Parlement, si l'on s'en tient à ce qui est écrit, incline le conseil à s'attaquer à un des défauts à plus fréquente dénoncée de l'Europe vaine. Dans ces conditions, prétendre que son objectif est de détruire la PAC relève du procès d'intention.

Une fois faite la part de la nécessaire prudence politique sur un terrain très sensible, le vote négatif des Français à Strasbourg a comme principale explication la méfiance. Sachant l'hostilité profonde des Britanniques à l'égard de la PAC, la réticence des pays de l'Europe du Nord pour une réglementation plus sélective, plus favorable aux « petits et moyens », ils ont eu peur de se faire manœuvrer. On peut penser qu'au moins ceux d'entre eux qui comprennent les dangers de l'immobilisme auraient adopté une attitude plus positive s'ils avaient la certitude que la politique de « corresponsabilité » décrite par l'amendement de M. Dantart ne sera pas au bout du compte mise de côté.

Réformer la politique agricole commune est souhaitable. Le programme proposé par le Parlement européen offre, à condition de ne pas être altéré, une base de discussion sérieuse.

PHILIPPE LEMAÎTRE.

(1) L'unité de compte agricole n'est autre que l'ECU, coté actuellement un peu au-dessus de 5,8 F.

Macao, une économie de style baroque

SUR le bureau de l'employé aux écritures de l'usine textile Elwin de Macao, on trouve la classique « calculatrice » de poche, mais la femme se sert pour compter du bousier chinois en agitant frénétiquement ses doigts selon de mystérieuses impulsions. Symbole du mariage de deux mondes dont Macao est l'illustration la plus vivante. La presque à toujours, on le sait, le statut portugais avec un gouverneur nommé par Lisbonne, une assemblée législative, mais 98 % des habitants sont chinois ou métis. Comme Singapour, comme Hongkong, comme Taïwan, comme Séoul, Macao a maintenant son industrie textile. Quelques milliers d'ouvriers seulement, mais qui travaillent pour la plupart dans des ateliers clairs et aérés, sur les machines les plus modernes.

La seule différence avec l'Occident, c'est que le salaire moyen — qui s'élève peu à peu — tourne autour de 800 patacas par mois (1), et qu'il n'y a pratiquement pas de charges sociales pour l'entreprise (qui a tout de même un médecin et demeure pour les soins d'urgence et les consultations gratuites).

— Et les vacances ? — Cinquante-deux jours par an, nous répond imperturbablement le responsable de la firme.

— Un record... — Il s'agit, bien sûr, des cin-

quante-deux dimanches de l'année.

Les travailleurs, qui n'ont pas leur samedi, sont à l'usine quarante-huit heures par semaine. Toutefois, on peut admettre que globalement dans l'année une dizaine de jours fériés leur sont accordés au moment des fêtes chinoises, relativement nombreuses.

Des syndicats de branche existent, fédérés dans une centrale d'obédience communiste. Ils suivent la ligne théorique du parti, mais ont une pratique beaucoup plus souple. Ils ne revendiquent jamais pour une augmentation de salaires mais protestent énergiquement contre les licenciements. Cela dit, la notion de grève est totalement

inconnue. Les « patrons », au reste, ont plus ou moins réussi à faire comprendre aux travailleurs que les rémunérations trop élevées favoriseraient la concurrence de Singapour, de Taïwan et de la Corée du Sud. L'affiliation au syndicat n'est pas obligatoire, mais en fait les Chinois d'ici cotisent presque tous, afin de n'être pas confondus avec ceux de Formose.

Quels sont les principaux pays acheteurs des jeans, des chemises, des blouses, des pulls qui défilent dans cette usine sous nos yeux, minutieusement contrôlés ? Les pays d'Irlande, du Portugal et les Etats-Unis. Les machines, elles, sont anglaises, allemandes ou polonaises.

L'envers du jeu

L'industrie textile — que les pays de l'Occident regardent avec envie, malgré les quotas d'exportation qui les préservent d'un déferlement — n'est à Macao qu'une ressource accessoire. Ce sont évidemment les jeux qui constituent l'« industrie » la plus profitable de l'île. Les quatre casinos de la Société de tourisme et de divertissement de Macao dont les deux plus gros actionnaires sont des riches habitants de Hongkong (ou le jeu est interdit) : MM. Henry Fok et Stanley Ho. Leur chiffre d'affaires est de quelque 260 millions de dollars de Hongkong par mois (2) dont l'administration de Macao prélève un tiers, ou plutôt « prélève » s'il n'y avait pas une belle évasion fiscale. Celle-ci a diminué tout de même

depuis Jan dernier, où nous avons révisé notre système d'imposition, nous dit M. Bastos, directeur des finances de Macao. Nous regardons de très près la comptabilité des casinos, ce qui est normal puisque nous garantissons l'existence de ces maisons de jeux.

Un drame est peut-être dans la coulisse. Une famille Yip voudrait posséder l'an prochain son propre casino dans une île toute proche de Macao. Inutile de dire que les détenteurs actuels du monopole ne sont pas particulièrement heureux devant cette perspective. Prochaine bagarre homérique ou arrangement à la chinoise ?

Tous les jours, mais surtout en fin de semaine, l'hydrofoil qui relie toutes les heures Hongkong (5 millions d'habitants) à Macao

(300 000 habitants) déverse son contingent de candidats joueurs au baccarat, à la roulette, au black-jack, au mah-jong, au loto, aux machines à sous, etc., et les salles de jeu acceptent aussi bien le jeune en blue-jean ou le coule qui veut risquer 5 dollars que le riche propriétaire d'immeubles.

PIERRE DROUIN.

(Lire la suite page 24.)

(Lire la suite page 23.)

SOUCIEUX ? SURMENÉ ? Alors, DÉTENDEZ-VOUS !

Imaginez le très grand luxe et le raffinement d'un des plus beaux instituts de Paris à l'adresse prestigieuse.

(climatisation totale, cabine et linge personnels) imaginez aussi une séance de relaxation toute en douceur et en nuance, pratiquée en bain d'eau tiède et discrètement parfumée.

A découvrir de toute urgence en prenant un rendez-vous personnel par téléphone.



Le merveilleux charme de la relaxation

RELAX CENTER

6, rue de la Paix 75002 PARIS

Tél. 261-27-25

Ouvert tous les jours jusqu'à 22 h.

مكتبة الأمل

Faillite de l'enrichissement du travail ?

par BERNARD CURVALLE (*)

C'EST un paradoxe difficilement explicable : à l'heure où l'on parle de plus en plus de motivation des travailleurs par la restructuration du travail, il semble que les expériences qui ont été lancées dans le sillage des théories de Herzberg soient sur le point de s'essouffier.

En ce moment le Centre de création industrielle présente à Beaubourg sur ces thèmes une mini-exposition intitulée « Travail sous conditions ». Ces pratiques sembleraient avoir le vent en poupe.

Or, à quelques exceptions près, les réalisations lancées en France dans les années 70 ont du mal à gagner des adeptes, qu'il s'agisse de réorganisation du travail industriel ou des rares tentatives d'enrichir le travail de bureau.

En Suède, pays-vitrine pour ce type d'expérimentations, les expériences marquent le pas. Un récent voyage aux États-Unis nous a permis de constater que l'on préfère maintenant parler

de *participative management* plutôt que de *job enrichment* tant il est vrai, comme le disait George Hunter, directeur du personnel de la Whittaker Corporation à Beverly Hills, qu'aux États-Unis le dollar reste la meilleure façon de motiver les gens. L'ensemble des mesures qui, au-delà de la rotation des équipes et de l'élargissement des tâches des travailleurs à la chaîne ou des « O.S. des bureaux », permettent un véritable enrichissement des fonctions sont maintenant regroupées sous le vocable d'amélioration des conditions de travail où l'on retrouve pêle-mêle les conditions physiques (locaux, bruits, nuisances) et les conditions « morales » (satisfaction, polyvalence, et surtout travail en groupes ou équipes autonomes).

A la période d'engouement des années 70 en Scandinavie et aux États-Unis, des années 75 en France, succède le scepticisme des détracteurs qui révèlent des opinions aussi outrées dans la critique que les messages messianiques des promoteurs l'avaient été dans la louange.

Trop d'« expériences »

Le frein le plus important aux études de réorganisation du travail est bien entendu, quoique souvent non formulé, la conjoncture économique mondiale.

C'est une vérité d'évidence : dans des pays où le chômage se situe à des taux oscillant entre 5 et 7 % (sauf en Suède : 2,3 %) et où l'inflation est réalité de tous les jours, la demande pour une meilleure qualité de la vie au travail a tendance à s'effriter derrière un retour à la satisfaction des besoins quantitatifs.

Depuis 1974 on en revient à des considérations plus terre à terre : productivité, salaires, sécurité d'emploi. M. Barre ne déclarait-il pas le 27 février 1979, parlant de la réduction de la durée du travail, que « ce n'est pas en pleine crise économique que l'on peut réaliser ce qui peut être un progrès social », ajoutant que ce serait « compromettre le progrès social à long terme par des mesures à court terme » (Le Monde du 1^{er} mars 1979).

Aux États-Unis, la crise du dollar oblige les chercheurs à revenir à la productivité quantitative après s'être trop préoccupés du climat qualitatif : ces équipes de chercheurs ont de plus en plus de mal à trouver des entreprises expérimentant le *job enrichment*.

En Suède, c'est un changement politique auquel la crise mondiale n'est pas étrangère, qui a fait mettre en observation, les lois sur la codetermination et la démocratie dans les entreprises. La conjoncture n'explique pas tout.

Mais elle a eu un effet amplificateur sur la ruine d'expériences qui ne voulaient limitées. Enrichir les conditions de travail sur une chaîne restructurée, c'est compliquer le travail des apprenant-ouvriers en amont, supprimer les tâches de contrôleurs en aval.

Faire travailler en groupes autonomes les rédacteurs d'une société d'assurances en enrichissant leurs fonctions au contact avec les clients, c'est mécontenter les employés du contentieux ou les actuels qui perdent de leurs prérogatives.

La jalousie et quelques déboires en matière de productivité quantitative aidant, on a eu tôt fait d'étouffer ces expériences.

Nont survécu que les programmes développés en « vraie grandeur », intéressant des unités relativement importantes. C'est le cas de réalisations dans l'industrie : Poolin, Guillet, ou dans le tertiaire : Le Secours, La Hélin, où l'on a tenté de substituer purement et simplement à

l'organisation traditionnelle des cellules semi-autonomes.

D'autant qu'il s'agit d'un événement important dans la vie de l'entreprise, comme, par exemple, un déménagement : Delalande a attendu sa décentralisation à Quétigny pour lancer dans toute l'unité de production des équipes semi-autonomes.

An Danemark, la société d'assurances Tøpskring proche de nos mutualités, a conçu sa nouvelle implantation autour d'un système de travail en groupe, ou plutôt de la remise en cause permanente du travail par des « groupes de projet ».

C'est aussi probablement parce qu'il ne s'agit pas de petites expériences que beaucoup de succès sont allés à la réorganisation du travail dans les chaînes de matériel électrique ou électronique aussi bien en France, où 17 % des expérimentations touchent cette branche selon l'ANACT, qu'aux États-Unis où demeurent les grands programmes de réorganisation de

Electronics, Hewlett Packard, Non Linear Systems, après les « grands anciens » que sont TRW et surtout Texas Instruments dont l'étude vient de faire l'objet d'une traduction française avec huit ans de retard.

Il ne faut donc pas craindre de globaliser les réalisations et s'opposer aux partisans du « pas à pas » dont les expérimentations risquent d'être étouffées par les jalousies ou les habitudes des « autres ». C'est vrai dans l'espace horizontal, où l'on ne doit pas enrichir un atelier et oublier son voisin, comme dans l'espace

vertical qui voit souvent se développer des expériences avec les cadres d'abord, on verra ensuite.

Un autre inconvénient des méthodes d'enrichissement des tâches réside dans la difficulté de les évaluer.

Une expérience de rotation des équipes ou d'élargissement des tâches sur une chaîne se mesure selon des critères objectifs : taux de productivité, importance des rebuts.

S'il s'agit d'enrichissement des fonctions, on croit pouvoir mesurer le succès d'une réorganisation du travail à l'aide de critères pseudo-objectifs comme l'absentéisme, le turn-over, et l'on pense communément que l'apparition au bilan social de ces éléments pourrait permettre de mesurer une tendance.

Idées ! le taux d'absentéisme inclut quelquefois les congés de maternité sur lesquels il est difficile de voir une influence de la restructuration du travail. Quant au turn-over, quelle peut être l'influence réelle de l'intérêt au travail par rapport à celle de la situation du marché de l'emploi ?

On en revient donc à des critères subjectifs, limités en valeur absolue mais très révélateurs dans leur évolution : des sondages d'opinion successifs renseignent très bien l'entreprise sur son climat. Tøpskring, déjà cité, procède de la sorte et a pu découvrir grâce à cela des problèmes ignorés, comme l'augmentation du taux des accidents cardiaques chez les travailleurs autonomes.

Avant et pendant

Chez Delalande, on cherche à introduire des niveaux de responsabilité qui permettront de mesurer les changements intervenus dans l'autonomie.

Les chercheurs américains, quant à eux, tentent d'objectiver le sujetif, de quantifier le qualitatif, en fixant en commun des objectifs et en mesurant l'écart du résultat de ces objectifs.

Comment, avec de si faibles outils de mesure, pouvoir démontrer le bien-fondé et le succès d'une expérience.

Ce manque d'indicateurs est particulièrement important dans les expériences d'enrichissement des tâches ou de travail en

groupes en milieu de gestion : il pose l'éternelle question de la productivité du travail administratif.

Un indicateur partiellement difficile à saisir est celui du coût de ces restructurations du travail.

Dans le secondaire, on maîtrise assez bien les prix de revient pour pouvoir chiffrer : à la CIAPEM, par exemple (Le Monde du 2 mai 1979), on évalue le coût supplémentaire d'une organisation en équipes autonomes à 50 % du prix d'une chaîne clas-

(*) Maître de conférences associé, I.U.T., Paris-V, département gestion.

sique. Dans le tertiaire, il ne s'agit pas d'investissements lourds. Le Secours estime ce coût marginal à 3 % (Le Monde du 28 octobre 1979). Une telle différence de taux montre bien que l'évaluation peut être très aléatoire.

À la Tøpskring danoise, on a étudié le problème en demandant aux employés de définir leurs nouveaux bureaux, où ils pratiqueraient le travail en groupes, à partir d'un budget d'installation traditionnelle pré-établi par un architecte : les employés réunis en groupe de projet ont décidé de sacrifier l'aspect extérieur aux commodités intérieures et ont économisé sur la façade pour aménager les bureaux.

L'ANACT a proposé de nombreuses méthodes d'évaluation des coûts mais elles s'appliquent plus aux conditions physiques (bruit, hygiène et sécurité) qu'à

l'environnement sociologique du travail. Plus précises, bien qu'encore théoriques, sont les méthodes de chiffrage de Savall (7).

On prévoit aussi très mal le temps que prendra la mise en place d'une restructuration comme la formation.

Harald Berg, promoteur des groupes autonomes dans la Société d'assurances suédoises Skandia a mis pratiquement cinq ans (de 1971 à 1976) pour que cent personnes affectées au traitement des polices puissent s'adapter aux nouvelles méthodes.

En France, au Secours, la formation des seuls cadres à nécessité seize-quinze jours répartis sur quinze mois.

Aux facteurs conjoncturels et techniques susceptibles de bloquer ou de freiner l'enrichissement des tâches, il convient d'ajouter les effets de l'environnement psycho-sociologique de l'entreprise.

Après

Et que dire de ces rédacteurs de polices d'assurances qui, parés se former à la polyvalence, retrouvent au retour la même cellule hyper-spécialisée ?

On a envisagé en Suède de donner des promotions et rémunérations collectives aux groupes, à charge pour eux de les répartir au prorata des performances de chacun. Ces méthodes se sont révélées d'application impossible. D'où la conclusion de Börje Sjöstrand au cours d'une conférence de la SAF suédoise en 1976 : « De nouvelles modalités de travail appellent souvent des innovations en matière de rémunération. Il semble que bien souvent les responsables témoignent d'un médiocre intérêt pour ces recherches ».

Pour conclure, et à travers quelques réponses aux critiques qui viennent d'être formulées, on peut imaginer les conditions optimales de l'éclatement d'une réalisation d'enrichissement des tâches.

Profitant d'un changement important dans la vie de l'entreprise (nouvelle implantation, informatisation), un novateur, s'assurant de l'appui de sa direction et des représentants du personnel, pourra, après de longs mois réservés à l'information et à la formation, lancer un programme aussi peu expérimental que possible, c'est-à-dire s'adressant à une unité de grande taille.

Il devra organiser le changement avec les intérêts imaginaires des statuts et rémunérations stimulantes, trouver un point de chute aux exclus, et surtout convaincre.

L'énumération de tant de conditions explique la faiblesse du nombre actuel des programmes d'enrichissement des tâches. La conjoncture fait le reste.

Son amélioration est à court terme une première nécessité pour favoriser de nouvelles expériences. Mais à long terme peut-on espérer des réponses positives aux souhaits des jeunes générations, qui n'ont plus, selon Bertrand Le Gendre (Le Monde du 25 juillet 1979), la « mystique du travail » ? Rien ne permet d'affirmer que l'enrichissement des tâches, qui n'est qu'un premier pas, constitue une de ces réponses.

Et sait-on si l'entreprise plus libre qui peut en être la conséquence est réellement compatible avec la libre entreprise ?

Du patronat, parlons-en. Aux États-Unis, il est manifestement hostile, sauf dans l'électronique en général, aux restructurations qu'il avait tant louées du temps de l'apparition des théories de Herzberg. Il préfère encore la D.P.O.

En France, de nombreux groupes de travail du C.N.F.F. s'intéressent à ces problèmes. Cela a déjà abouti à la journée « portes ouvertes » du C.N.F.F. en 1977.

Les patrons freinent-ils en ce moment, comme semblerait le démontrer la relative stagnation des expériences ? En réalité, pris par le court terme de la crise économique, ils évaluent la réflexion à long terme. Il suffirait de peu pour les convaincre de repartir.

À la bienveillance neutralité des partenaires, au désenchantement des exclus, s'ajoutent les difficultés de développement des expériences en cours. Elles se heurtent presque toutes à des problèmes de promotion et de rémunération.

Comment un ouvrier ou un employé peut-il espérer monter en grade si disparaissent les petits chefs ?

Dans les mines de Pennsylvanie, terre d'élection des études de travail en groupe, le seul espoir des mineurs rudes polyvalents est de revaloriser leur poste en changeant de carreau lorsque le filon est épuisé (10).

Et que dire de ces rédacteurs de polices d'assurances qui, parés se former à la polyvalence, retrouvent au retour la même cellule hyper-spécialisée ?

On a envisagé en Suède de donner des promotions et rémunérations collectives aux groupes, à charge pour eux de les répartir au prorata des performances de chacun. Ces méthodes se sont révélées d'application impossible. D'où la conclusion de Börje Sjöstrand au cours d'une conférence de la SAF suédoise en 1976 : « De nouvelles modalités de travail appellent souvent des innovations en matière de rémunération. Il semble que bien souvent les responsables témoignent d'un médiocre intérêt pour ces recherches ».

Pour conclure, et à travers quelques réponses aux critiques qui viennent d'être formulées, on peut imaginer les conditions optimales de l'éclatement d'une réalisation d'enrichissement des tâches.

Profitant d'un changement important dans la vie de l'entreprise (nouvelle implantation, informatisation), un novateur, s'assurant de l'appui de sa direction et des représentants du personnel, pourra, après de longs mois réservés à l'information et à la formation, lancer un programme aussi peu expérimental que possible, c'est-à-dire s'adressant à une unité de grande taille.

Il devra organiser le changement avec les intérêts imaginaires des statuts et rémunérations stimulantes, trouver un point de chute aux exclus, et surtout convaincre.

L'énumération de tant de conditions explique la faiblesse du nombre actuel des programmes d'enrichissement des tâches. La conjoncture fait le reste.

Son amélioration est à court terme une première nécessité pour favoriser de nouvelles expériences. Mais à long terme peut-on espérer des réponses positives aux souhaits des jeunes générations, qui n'ont plus, selon Bertrand Le Gendre (Le Monde du 25 juillet 1979), la « mystique du travail » ? Rien ne permet d'affirmer que l'enrichissement des tâches, qui n'est qu'un premier pas, constitue une de ces réponses.

Et sait-on si l'entreprise plus libre qui peut en être la conséquence est réellement compatible avec la libre entreprise ?

Du patronat, parlons-en. Aux États-Unis, il est manifestement hostile, sauf dans l'électronique en général, aux restructurations qu'il avait tant louées du temps de l'apparition des théories de Herzberg. Il préfère encore la D.P.O.

En France, de nombreux groupes de travail du C.N.F.F. s'intéressent à ces problèmes. Cela a déjà abouti à la journée « portes ouvertes » du C.N.F.F. en 1977.

Les patrons freinent-ils en ce moment, comme semblerait le démontrer la relative stagnation des expériences ? En réalité, pris par le court terme de la crise économique, ils évaluent la réflexion à long terme. Il suffirait de peu pour les convaincre de repartir.

À la bienveillance neutralité des partenaires, au désenchantement des exclus, s'ajoutent les difficultés de développement des expériences en cours. Elles se heurtent presque toutes à des problèmes de promotion et de rémunération.

Comment un ouvrier ou un employé peut-il espérer monter en grade si disparaissent les petits chefs ?

Dans les mines de Pennsylvanie, terre d'élection des études de travail en groupe, le seul espoir des mineurs rudes polyvalents est de revaloriser leur poste en changeant de carreau lorsque le filon est épuisé (10).

Rénover la politique industrielle

(Suite de la page 21.)

L'action des pouvoirs publics avait alors pour caractéristique d'être sectorielle et de viser soit la création d'activités de pointe, soit le maintien d'activités en déclin. Mais les résultats positifs de cette politique n'impliquaient pas que les procédures demeurent indéfiniment efficaces.

D'où la nécessité d'entrer dans une troisième phase sur modalités plus complexes, mais adaptées aux circonstances.

Les circonstances, c'est l'intensification de la concurrence internationale sur l'ensemble des composantes de notre appareil de production. Il ne peut s'agir seulement de protéger tel secteur et de stimuler tel autre : chaque branche industrielle comprend à la fois des activités menacées et des activités porteuses.

Au niveau des procédures, il s'agit pour l'État, dans cette troisième phase, de passer des soutiens massifs et centrés sur un tout petit nombre de pôles à des soutiens diversifiés visant un plus grand nombre de « têtes ». Pour prendre une analogie militaire, il s'agit de passer du stade des armes simples au stade des armes à charges multiples.

Comme tout agent, la nuisance publique doit affiner ses méthodes de gestion et d'intervention. Plutôt que de ller son sort aux entreprises en déclin, il est collectivement plus utile qu'elle facilite consciencieusement le succès des firmes qui innovent, réussissent et créent des emplois.

Pour réussir, ce passage aux « têtes multiples » doit surmonter les objections et répondre à certaines conditions.

Les objections sont doubles : d'abord la crainte d'une dispersion des concours publics n'atteignant nulle part la « masse critique » requise pour le succès ; d'autre part, une estimation peu flatteuse des capacités de l'administration à faire des choix entre dossiers concernant

des domaines industriels étroits. Incontestablement, la multiplication des domaines d'intervention multiplie aussi les occasions d'erreur d'appréciation. Est-ce que pour autant cela en augmente le coût ?

La procédure des « têtes multiples » doit s'appliquer à des projets émanant des industriels eux-mêmes, donc compétents sur leur domaine d'activité et capables d'apprécier les seuils de faisabilité. Elle écarte l'État des tentatives à l'oligopolisation de ses aides. Elle atténue le recours aux macrodécisions dont les erreurs sont toujours coûteuses.

Elle n'implique pas que les fonctionnaires se substituent aux industriels. Le nombre de domaines « dont l'ampleur impose un pilotage public est limité. Il ne faut pas, du fait des concours publics, ramener la situation du plus grand nombre aux cas particulièrement lourds.

Des délais sont nécessaires pour que les pratiques et les esprits s'adaptent à cette nouvelle démarche et pour que les premiers résultats puissent se manifester.

Son efficacité dépend en outre de trois conditions :

— Que les actions proposées par les industriels n'aient pas, faute d'informations, l'encontre de la division internationale du travail ;

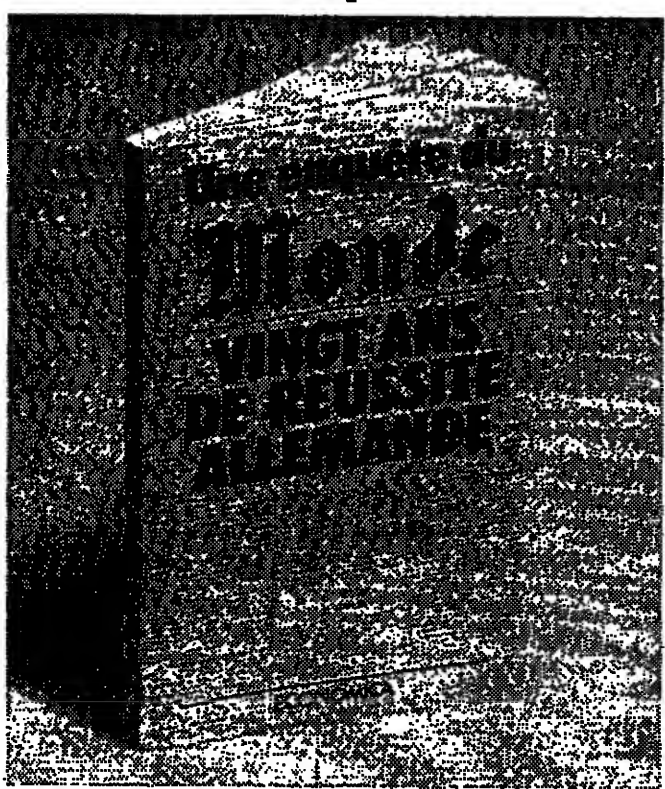
— Que les buts fixés prennent largement en compte les besoins des ressources humaines et ne se limitent pas aux objets produits, faute de quoi ils ne seraient pas pris en charge par elles ;

— Que, telle l'aide publique, la contrainte publique soit gérée comme une ressource rare, c'est-à-dire utilisée à stimuler les initiatives décentralisées plutôt qu'à émettre des conseils et exercer des contrôles abondants et contradictoires.

C'est beaucoup demander. Mais la compétition industrielle qui s'engage ne sera ni fraîche ni joyeuse.

HENRI TEZENAS DU MONTCEL

vient de paraître



Est-il vrai que l'Allemagne fédérale progresse plus vite que ses partenaires européens ? On savait son industrie performante, mais comment expliquer l'essor prodigieux de l'agriculture en R.F.A. ? Comment font les Allemands pour tant exporter ? Leurs banques fonctionnent-elles mieux qu'en France ? Ou est-ce la qualité des rapports entre patrons, syndicats et responsables politiques qui explique la réussite ? Celle-ci présente-t-elle des dangers pour la France, ou menace-t-elle l'avenir de l'Europe ?...

A ces questions et à beaucoup d'autres, l'équipe du « Monde » apporte une série de réponses, qu'illustrent 15 graphiques et tableaux, 128 pages, 24 F

En vente chez les libraires et marchands de journaux

Éditions « Economica ».

NOUVEAU

Pour votre publicité vos promotions

notre

"PUCA BLOC"

(700 fiches papier 9 x 9 cm en conteneur plastique rigide, fermé)

sera votre ambassadeur permanent sur le bureau de vos clients

PUBLI-CADEAUX S.A.

5, rue Boudreau - 75000 PARIS

Tél. 569.00.12

5, rue de la Salle - 54000 NANCY

Tél. (03) 28.28.51

POUR COMPRENDRE LA MONNAIE lire

MECANIQUE DES MONNAIES Jacques RIBAUD

Éditions de la RPP

17 Avenue Bourgaud 75017 Paris 207 05 43

E.P. 1979 - 1980

SFENA

Croissance plus faible et plein emploi

(Suite de la page 21.)

On observe cependant que cette même organisation autorise aussi une politique monétaire de facilité. Elle tolère, en effet, sous diverses formes (déficits budgétaires, gonflement des rémunérations, création d'eurodollars, etc.), les poussées d'inflation que nous ne parvenons plus à contrôler. Elle offre ainsi une tentation dangereuse à laquelle, selon cette thèse, aucun gouvernement démocratique ne pourrait finalement résister.

Cette interprétation qui aboutit une fois de plus à attribuer nos malheurs à la faiblesse de nos dirigeants n'est pas valable. Il est profondément injuste d'accuser de laxisme les autorités monétaires de l'Occident. Celles-ci peuvent avoir des faiblesses et commettre des erreurs, mais, dans la plupart des cas, elles s'efforcent de « jouer le jeu », de « faire ce qu'il faut », pour reprendre le célèbre mot du pianiste du Far-West. Malheureusement, de plus en plus fréquemment, elles sont obligées d'accepter délibérément de sévères injections d'inflation. Et la plus souvent elles constatent qu'au-delà d'une certaine tension les « freins monétaires » — notamment la hausse du loyer de l'argent et l'encadrement du crédit — perdent leur efficacité, risquent même d'exercer une influence contraire à celle qu'elles voulaient provoquer.

Ce n'est pas le mauvais fonctionnement de l'appareil de régulation qui trouble le moteur. C'est l'inverse qui est vrai. Réfléchissant aux données du « vrai problème », certains demandent si « le moteur ne tourne pas trop vite ». En posant cette question, ils soulèvent autour d'eux un tel tourbillon de protestations embarrassées qu'ils ont le sentiment d'avoir violé un tabou.

Les difficultés d'approvisionnement en énergie ne sont, en réalité, qu'un des symptômes clairs et concordants qui tendent à prouver que le moteur est « poussé trop loin ». Comme c'est le symptôme le plus spectaculaire et que ses effets immédiats sont dramatiques, il joue le rôle de « l'arbre qui cache la forêt ». Mais il existe aussi des difficultés d'approvisionnement dans d'autres secteurs de matières premières et d'autres symptômes de caractère plus général, d'origine plus ancienne, qui ne cessent de s'aggraver. Qu'il suffise de citer une fois de plus :

- L'apparition dans de nombreux pays de la trilogie : inflation, dévaluation, chômage ;
- Les vains efforts accomplis par plusieurs gouvernements, dont le nôtre, pour définir entre le libéralisme et le dirigisme un juste milieu qui permette de faire disparaître ces anomalies et de régler la machine (puis l'aventure que la machine n'est plus réglable) ;
- Les déséquilibres chroniques qui se manifestent, telles d'irréparables lésions, dans plusieurs secteurs de base, industriels et commerciaux, nationaux et internationaux ;
- Les sacrifices de plus en plus lourds qu'il faut consentir

Attente et hésitation

Si telle est bien la « physiologie du jeu », comment s'explique le comportement des gouvernements du monde occidental — plus particulièrement des nôtres ? On est d'abord tenté de croire qu'ils se débattent devant l'obstacle. Au cours des cinq dernières années — en France et hors de France — tous ont adhéré plus ou moins clairement à la thèse du « moteur qui tourne trop vite ». Mais, en s'installant à Matignon, n'a-t-il pas affirmé que son pays « vit au-dessus de ses moyens » ? Mais tous aussi s'efforcent de convaincre leur opinion publique du rôle déterminant du caractère accidentel de la pénurie de pétrole — ce mal venu d'ailleurs !

Plus encore que leurs paroles, leurs actes paraissent incertains. Tous essaient par des procédés classiques (hausse du loyer de l'argent, blocage des salaires, majoration des impôts directs) de donner des coups de frein. Mais tous aussi s'interrompent avec effroi lorsque la récession s'installe et saisissent la première occasion pour renverser la vapeur. Ils proclament d'ailleurs que leur objectif principal reste l'amélioration du niveau de vie — à tout le moins le maintien du pouvoir d'achat — et qu'au lendemain d'un effort exceptionnel et temporaire nous retrouverons le climat paradisiaque de l'après-guerre.

Si, depuis près de sept ans, le moteur tourne trop vite, s'il donne des signes manifestes d'essoufflement — depuis qu'on a, une dernière fois, tenté (en 1975) de l'accélérer artificiellement, il faudrait tout de même se décider à le modérer, à choisir un rythme moins ambitieux qui permette durablement d'équi-

librer la consommation et la production.

Certains prétendent que les hommes d'Etat de cette fin de siècle n'ont pas le courage de dire la vérité. Cette accusation n'est pas fondée. Les peuples des démocraties occidentales, plus sérieux qu'on ne le dit, préféreraient certainement participer dans l'immédiat, en connaissance de cause, à un combat difficile en vue de reconstruire leur économie, plutôt que de demeurer dans l'obscurité et dans l'incertitude.

Alors pourquoi cette période d'attente et d'hésitation ? Doit-on parler d'une « drôle de guerre économique », pour reprendre une expression chère à Michel Debré ?

Pour répondre à cette question, de très bons experts, issus de tous les horizons politiques, invoquent souvent une fausse règle du jeu. « Un homme de gouvernement, observent-ils (et ce point de départ est incontestable), ne peut prendre le risque de briser les structures de la société qu'il dirige. Or un ralentissement profond et durable de l'activité économique créerait un chômage qui deviendrait socialement intolérable ».

Une fois de plus, c'est dans l'arsenal du bon sens qu'on trouve les arguments permettant de refuser ces thèses séduisantes. Il a déjà été démontré que l'hypothèse d'une croissance continue au rythme des années 60 épuiserait à moyen terme toutes les ressources de la terre, conduirait — si elle était réalisable — à un suicide collectif. Est-ce la « loi de notre humanité » ? Au demeurant, qui permet d'affirmer que l'emploi est fonction du revenu national — et de lui seul ? Avons-nous oublié qu'à une époque

récente (au début des années 60), la France et les autres pays d'Europe vivaient avec un niveau de consommation et de production très inférieur au niveau actuel sans subir aucun trouble sur le marché du travail ? Essait-ce un régime d'insupportable misère ?

En vérité, le problème prioritaire qui se pose aux nations de l'Occident ne consiste pas à accélérer cette que coûte la machine économique pour résorber le chômage, mais à organiser leurs structures de telle sorte que le plein emploi soit obtenu avec un rythme d'activité raisonnable en harmonie avec les ressources naturelles et les progrès de la technique. C'est peut-être ce qu'entend le président de la République lorsqu'il parle, avec un élégant mystère, « croissance sobre ».

Ainsi défini, le problème n'est pas insoluble. Il faut reconnaître, cependant, qu'il reste fort difficile.

D'abord parce que la machine économique — c'est la principale différence avec un vrai moteur — ne peut, ralentir durablement sans risquer de briser quelques-uns de ses rouages, et certains de ceux-ci, au cours des dernières décennies, ont atteint un tel développement que leur rupture prendrait la dimension d'une catastrophe nationale.

L'exemple le plus flagrant est précisément celui de l'automobile, qui occupe aujourd'hui une place manifestement excessive dans la consommation française, mais qui joue aussi un rôle dans notre activité industrielle qu'aucun homme d'Etat n'ose envisager les conséquences d'une récession dans ce secteur.

Ensuite parce que la répartition des sacrifices ne peut être laissée au hasard. Au cours d'une période d'adaptation, l'Etat se doit d'intervenir sinon pour réparer toutes les injustices, du moins pour aider les plus faibles, atténuer les inégalités. C'est une politique qui peut facilement dégénérer. Les Britanniques nous ont montré comment l'illusion qu'on avait « fait payer les riches » peut mener une collectivité qui ne croit plus au profit individuel à un effondrement brutal de son économie.

Ensuite encore parce qu'il ne s'agit pas seulement de détruire mais aussi de créer. Pour reprendre la comparaison avec une automobile, ce qu'il nous faut c'est un nouveau « modèle » dans lequel le conducteur et ses passagers s'intéressent beaucoup moins au moteur et davantage aux autres fonctions du véhicule. D'où la nécessité d'un effort pro-

fond d'invention, de rénovation, dont rien, hélas ! ne permet aujourd'hui de dire qu'il a commencé.

Enfin parce que, en dépit de leur affirmation d'indépendance — prétention très française qui fait souvent sourire au-delà de nos frontières — les nations industrielles sont étroitement solidaires. Elles ne peuvent bouleverser les structures de leur commerce extérieur, de leur production, et même de leur consommation, si elles ne réussissent pas à agir de concert, en harmonie avec le « leader ».

Car il existe une « nation leader » et nous savons bien qu'elle est située outre-Atlantique.

Prenons — en conscience ! Le « défi économique » actuel est d'une telle amplitude que tous les gouvernements de l'Occident ne peuvent — sans assumer des risques suicidaires — que naviguer « au plus près », attendant avec anxiété les initiatives du « leader ». Depuis quelques années, nous avons le sentiment que celui-ci hésite et commet des erreurs. Mais c'est toujours le « leader ». Son autorité morale et sa puissance matérielle ne permettent pas encore d'agir sans lui pour réformer le monde qu'il a créé.

Le mécanisme de croissance d'une civilisation

N'en concluons pas que notre avenir est sans espoir.

A. Toynbee — parfois contesté mais encore le maître de la philosophie moderne de l'histoire — observait que les « nations leaders » qui ont précédé les Etats-Unis (la Grande-Bretagne, la France, l'Espagne — pour ne pas remonter au-delà du seizième siècle) ont vécu la même aventure : mise au point d'une « nouvelle société » correspondant à leur génie propre et aux besoins de l'époque — réussite de cette innovation progressivement imitée par les autres pays — drame de la démesure provoquant l'apparition de nouveaux problèmes, de nouveaux besoins, d'un nouveau « défi collectif ». Tel serait effectivement, selon Toynbee, le mécanisme habituel de croissance d'une civilisation — par phases successives permettant de tirer profit de la variété et de la diversité des collectivités qui la composent.

Si cette interprétation est correcte, nous abordons une de ces périodes critiques au cours des-

quelles la civilisation occidentale doit changer de cap. L'expérience montre que ce sont des périodes longues et pénibles, parsemées de dangers, de violences et de troubles de toute nature — surtout s'il faut aussi en définitive changer de leader. (Doit-on souhaiter pour cette fonction redoutable la candidature éventuelle d'une confédération européenne ?) A la fin de cette épreuve, toujours selon Toynbee, il peut y avoir l'échec, la sclérose d'une société impériale, dépourvue d'âme, dominée par la force ; il doit y avoir la réussite, un choix de société différent, donnant à la génération qui nous suit un nouveau défi.

Cette métamorphose que nous avons encore le droit de vouloir ne sera pas seulement un « tour de force » des économistes et des techniciens de l'an 2000. Pour découvrir la bonne route il faudra aussi — et surtout — le concours de ceux qui retrouveront et sauront rénover les autres valeurs de notre civilisation.

GILBERT DEVAUX.



Ici

le traitement de l'information ne supporte pas l'à-peu-près.

SFENA l'a compris depuis trente ans.

La SFENA, société française, exerce depuis trente ans, une spécialité que l'on pourrait nommer « le traitement de l'information à fiabilité obligatoire ». Elle s'applique en particulier à l'aéronautique, et aboutit à la création de gyromètres à laser, de pilotes automatiques, comme celui de l'Airbus.

Les systèmes conçus et produits par la SFENA sont en service dans 150 compagnies et équipent les forces aériennes de plus de 30 pays.

Ils ont conduit au développement à Villacoublay d'un puissant complexe technique regroupant plus de 450 ingénieurs pluridisciplinaires. Cet énorme potentiel de recherche permet à la SFENA de diversifier ses activités et d'être présente dans des domaines de pointe tels que le test automatique, le matériel médical et l'informatique.

La plupart de ces applications relèvent de l'informatique distribuée, c'est-à-dire du traitement des données par des unités diverses, connectées entre elles, qui pratiquent une certaine division de travail. La Division des Systèmes Informatiques (DSI) bénéficie de cette richesse conceptuelle et de compétences nombreuses et de haut niveau dans la plupart des technologies avancées. Elle peut ainsi construire sur des bases solides des systèmes originaux destinés aux différents aspects de la gestion : ses ordinateurs innoveront hardiment, mais en toute sécurité.

SFENA — Aérodrome de Villacoublay — 78140 Vélizy-Villacoublay — tél. 630.23.65
SFENA DSI — 10 bis, rue Paul Dauter — 78140 Vélizy-Villacoublay — tél. 946.96.36



مركز ابن أبي عمير

LES NOTES DE LECTURE d'Alfred Sauvy

DE L'IMPERFECTION EN ÉCONOMIE.

Henri GUITTON.

Toujours depuis quelque temps par le scrupule et le doute, au comble des erreurs et des échecs de la science économique, l'auteur de « Matrices économiques » est attiré par une sorte de méta-économie où il hésite toujours entre la foi classique et « ordonnée », en ce qui pourrait devenir une science, certes imparfaite, mais utile, et la crainte d'une déperdition générale de caractère vagabond, comme au point double d'une courbe.

Dès lors, nous ne pouvons plus parvenir, nous lecteurs, à nous débarrasser de ces alternatives, de ces deux balancements, au fil d'une pensée vagabonde, qui est en fait une sorte de retour à un point antérieur, mais chaque fois dans une direction différente, comme au point double d'une courbe.

Pour être la partie la plus riche est-elle la seconde, ou il est tellement question d'équilibre et de déséquilibre que nous avons besoin, de temps à autre, de nous appuyer comme au bastingage d'un navire. Dans ce paroxysme de conscience, plus ardent que fébrile, nous croisons quelques nobles figures : Walras en plein « ordre », Keynes et ses « faux droles », Keynes et sa demande globale. Peut-être était-ce une occasion de dénoncer plus nettement ce globalisme quadrangulaire, en termes de produits, comme de travailleurs, générateur d'inflation et de chômage, globalisme qui englobe aussi bien la main invisible d'Adam Smith que la poignée bien visible du planificateur. Peut-être aussi, dans cet état de conscience et de doute, eût-il été utile de rappeler que le seul critère, le seul juge en économie, est la redoutable et combien redoutée prévision.

La marche devient ensuite moins continue : la courbe de cette fois des points d'arrêt et de reprise ; nous sautons du sourire, avec le pied invisible, au sursaut, avec l'évaluation, certes sans apocalypse, de la dégradation. Mais au moment où, songeurs anxieux, nous craignons de ne plus suivre, viennent opportunément des jugements concrets, telle la condamnation du mot « crise », dont le simple usage dénote toute chance de meilleure santé.

Rénovation du savoir économique. Qui s'y opposerait ? Seulement, faut-il suivre Guillaume ou Fournier ? Peut-être pourrions-nous suggérer d'appeler Diogene plutôt que Zénon.

* Calmann-Lévy, Paris 1978, 21 cm, 226 pages.

COTE D'IVOIRE : ÉCONOMIE ET SOCIÉTÉ.

Henri BOURGOIN et Philippe GUILLAUME.

Du fait, peut-être, que ce pays se prête mieux que bien d'autres à l'épithète « miracle » — dont la fortune a, depuis la guerre, montré sur tout les faiblesses de la connaissance économique — la bibliographie ivroïenne se garnit peu à peu. Voici une excellente présentation d'ensemble, sans emphase, dont l'auteur n'a malheureusement pas jugé utile de présenter les auteurs.

Eclairés par une vue historique, nous voyons que c'est, curieusement, la fin de l'esclavage qui a décidé de la colonisation, rendue caduque plus tard, comme ailleurs, par la grande seconde des années 40.

Une population jeune (cinq fois moins de vieux qu'en Europe), une pyramide des âges classiquement concave, évoquant un vieux contre-pollueur, une forte proportion d'étrangers (22 %, soit deux fois et demi plus qu'en France), conséquences même de l'expansion et aussi des rigueurs de la savane voltaïque. Mais aucune donnée, même partielle, sur la vitalité (naissances et décès).

L'agriculture, première « industrie », évidemment, progresse de 6 % par an et nous montre, derrière les seigneurs traditionnels, ceux et celles, la progression du manioc, du maïs et de ce précieux soja, qui met la France en si dur état de dépendance, à l'égard des États-Unis.

L'industrie pointée ici et là, surtout autour d'Abidjan : coton, bois, électricité (production multipliée par vingt en dix-sept ans), métaux, etc. Parallèlement à cette poussée matérielle se poursuivent les transformations sociales : passage « lent » de la tribu à la famille conjugale, enseignement, moyens d'information, vie culturelle, tout cela sous l'influence prépondérante du « modèle » français, excepté, bien entendu, la part importante de la jeunesse dans les institutions.

* Stock, Paris, 1978, 24 cm, 234 pages.

ANALYSE COMPARATIVE DE L'ÉVOLUTION STRUCTURELLE DES SYSTÈMES PRODUCTIFS FRANÇAIS ET OUEST-ALLEMANDS.

Franz Friedrich BROST et Jean-Gérard VILLOT.

Un livre important, un grand livre même, qui marque une date, par deux aspects :

— Culturel d'abord : cette collaboration directe entre deux jeunes économistes français et allemands, dans le cadre de l'excellent Centre d'études et de politiques économiques de l'université Louis-Pasteur de Strasbourg, s'inscrit contre la ligne d'isolement suivie dans les deux pays, qui les place en état de soumission culturelle croissante vis-à-vis de l'anglais, au détriment des communications directes entre les deux cultures.

Technique, ensuite : il faut une maîtrise consommée pour comparer deux économies qui, en dépit des unions économiques et monétaires, comptent de façon si différente. Une frontière, ce n'est plus deux sentinelles aux aguets, c'est un changement dans les façons de compter.

Il s'agit de belles années 60-74. Pendant cette période dorée, ce qu'on appelle vulgairement l'expansion a été plus rapide en France (5,8 % par an) qu'en Allemagne (4,2 %). Mais la R.F.A. a pris le dessus pour la production d'équipements, alors que la France l'emporte pour les services. La comparaison des deux secteurs industriels surprend quelque peu, mais la définition n'est pas celle de Jean Fourastié, notamment pour les services.

Quant aux vues sur la population active, elles n'ont pas les sources précises qu'on peut se procurer : mais, parmi les résultats, se retrouve la pyramide française de petits commerçants. La comparaison des productivités, particulièrement délicate, à cause des effets de structure, révèle un progrès plus rapide en France, sauf pour l'agriculture. Pour les investissements (F.B.C.F.), progrès relatif également pour la France, du fait du retard important qui lui fait combler. Le stock de capital n'en a pas moins augmenté davantage en Allemagne, contrairement à ce qu'on a pu croire, en raison des disparitions (le capital français a dû se rajouter). La « substitution du capital au travail », expression courante et contestable, a été plus élevée en R.F.A.

* Peter Lang, Frankfurt-sur-le-Main, Bern et Les Verges, et Librairie du Commerce International, 10, avenue d'Orléans, Paris 1978, 21 cm, 259 pages.

GÉRER L'ENVIRONNEMENT.

Brigitte DESAIGUES et Jean-Claude TOUTAIN.

Le brillant auteur de la *Consommation alimentaire en France de 1789 à 1964*, où tant de mythes sur le dix-neuvième siècle ont fait naufrage, s'est, depuis cet ouvrage, consacré au redoutable environnement, et nous donne ici le travail le plus complet, le plus approfondi, sur le plan des méthodes et des modèles, qui nous ait été donné jusqu'ici en langue française sur le sujet.

Les relations entre l'économie et l'environnement se sont, dès la prise de conscience, affirmées comme celles d'adversaires, mais l'argument selon lequel c'est le jeu libre du marché qui a aggravé le problème paraît bien contestable. C'est, au contraire, parce que le libre marché n'a pu résoudre certains secteurs, a-t-il été observé, que le patrimoine a été négligé. L'essentiel, il est vrai, est de corriger ce qui peut l'être, ce qui conduit aux deux questions clairement posées : « Faut-il préserver les biens naturels et jusqu'où ? » « Qui pourra ? »

Consacrée, après les prologues, à la question de la pollution, la première partie nous présente les travaux de nombreux auteurs sur la dégradation et sur les techniques de valorisation. On retiendra, par exemple, le « tableau d'évaluation » des travaux dans la forêt de Viroflay, à Bougival et à Port-Marly. Moins convaincants, comme il est d'ailleurs observé, sont les calculs d'Odum sur l'énergie et la terre.

Vient ensuite l'analyse régionale, qui a du mal à se cantonner dans son domaine, puisqu'elle aborde, par exemple, sans d'ailleurs le traiter comme il le mérite, le redoutable et toujours si discret accroissement du gaz carbonique dans l'atmosphère mondiale. La menace de changement de climat, qui n'est pas seulement liée à une élévation de température, comme il est indiqué, aurait mérité un examen plus poussé.

Après l'étude (américaine) des effets des dépenses en faveur de l'environnement, sur la croissance, l'emploi, les prix (modérés) et la balance des paiements, c'est pour terminer l'analyse nationale, qui conduit à la recherche d'une politique. Il faut bien, à ce moment, quitter la modélisation, qui nous a quelque peu tenus dans ses serres ; mais nous craignons que les hommes politiques ne puissent néanmoins trouver ici, sans un sérieux relais supplémentaire, le guide de leur action.

* Economica (Recherches et publications du CETAO), Paris, 1978, 21,5 cm, 324 pages.

LE POUVOIR DU SOCIAL.

Jacques FOURNIER et Nicole QUESTIAUX.

Un important ouvrage sur les besoins sociaux à satisfaire, dans le cadre actuel. Particulièrement qualifiés pour une telle somme, les auteurs, tous deux du Conseil d'État, ont, loin de toute manifestation affective trop souvent dommageable à la cause défendue, passé en revue les sujets de non-satisfaction, que le défiant inconnu au marché ou à des actions mal venues.

Les données de base sont en général prises à bonne source, le choix quelques peu favorable n'enlève rien au fond des propositions, car chaque argument a bénéficié d'une intense réflexion, à l'abri des « faillances ». C'est ainsi que sont dénoncées les revendications en faveur de quotas féminins, lesquels risquent bien de devenir des maximums. Et de même sont critiqués les pièges classiques de la protection (en dehors du cas de risque physique), car celle-ci appelle contrôle, sinon soumission, comme nous le rappellent les mots *protection et protection*. Si sérieuses que soient les réserves à formuler sur l'attitude observée ici à l'égard des familles, le mot essentiel est prononcé : l'enfant doit être accueilli.

Autre piège évité, grâce à une expérience consommée, le séduisant et simpliste impôt négatif, car il laisse intactes les causes : les remèdes à la pauvreté ne sont pas seulement monétaires, est-il bien spécifié. Le souci de réalisme est, enfin, posé au point d'accepter certaines contradictions, par exemple sur le droit au travail des personnes âgées.

Ce n'est pas que la conviction soit toujours emportée, loin de là, objectif d'ailleurs illusoire. Pour la fiscalité, par exemple, nous retrouvons la méconnaissance du principe même de la progressivité, selon la hiérarchie des besoins souvent observée au temple même de la Rue Rivoli.

Quelques passages étonnants, d'autre part, dans ce tirage au poignard, par exemple l'idée ancienne selon laquelle l'accès à l'enseignement dépend de la fortune, les recherches et enquêtes ayant montré que le facteur déterminant est la culture des parents, souvent liée, il est vrai, à leur revenu. Au bout de ce vaste inventaire d'objectifs, la recherche des moyens met fatalement en cause le problème économique. L'auteur — volontaire — d'autant plus sérieux que le problème fondamental du vieillissement est évité, par l'arrêt de l'horizon à 1990, alors que la grande marche à la vieillesse commence vers 2005, avec le passage aux âges élevés des vingt-cinq générations fortes. Comme il se doit en pareille circonstance, optimisme et générosité dominent.

* PUF, Paris, 1978, 22 cm, 288 pages.

Macao, une économie de style baroque

(Suite de la page 21.)

Tous les jours, mais surtout en fin de semaine, l'hydrofolie qui relie toutes les heures Hongkong (5 millions d'habitants) à Macao (300 000 habitants) déverse son contingent de candidats joueurs. Au Lisboa, le plus grand casino de la ville, le management « prévoit » seulement deux fois par semaine, en chinois, en portugais et en anglais, sur une plaque de marbre : « Personne ne peut gagner tout le temps. Nous vous conseillons de jouer pour votre plaisir et de risquer seulement les sommes dont vous pouvez vous passer. »

Malgré ces sages avertissements, les fonctionnaires n'ont pas le droit, sauf aux jours de fêtes, de se présenter à une table de jeu. En revanche, ils peuvent jouer aux courses de chiens et parier sur les joueurs de polo à l'aveugle, autres attractions de l'endroit qui ne saient plus quoi inventer pour vider les poches des « flambeurs ». Quand ils ont tout perdu, ceux-ci ont encore la ressource d'aller dans de multiples et propres petites « monts de piété » tout proches, où, sur le défilé, on montre d'une baguette, d'un menton, d'un lachement quelques dollars de Hongkong.

Il y a plus grave : des prêts à taux usuraire (dont les intérêts sont payés d'avance) doivent être remboursés dans les trois jours. Ensuite des intérêts sont payés sur les intérêts. Au-delà d'un mois, si le client ne s'exécute pas, le prêteur fait appel à des hommes de main recrutés dans des « sociétés secrètes » encore très vivaces dans la région, mais qui ont dégénéré vers la délinquance (drogue, immigration clandestine, prostitution), qui passent au stade de la pression physique ou autre (s'il s'agit d'un couple, obligation pour la femme de se prostituer).

Les casinos constituent la ressource principale du gouvernement de Macao, mais le budget est alimenté également par des droits de douane, des impôts sur les bénéfices (de 15 à 17 % suivant la nature juridique des sociétés), mais les impôts sur la consommation des produits du pays n'existent pas et la fiscalité sur les revenus est insignifiante. Le Portugal n'envoie des fonds que pour payer les forces de police (il n'y a pas d'armée) et les missions catholiques char-

gées de l'éducation : en tout 3 millions de patacas.

Ce territoire portugais survit grâce au bon vouloir de la Chine populaire, qui y trouve intérêt comme ouverture sur l'Occident avec Hongkong — et sûrement, bien que discrètement, par le biais de certains transferts et devises fournis par les jeux. En outre, trois institutions chinoises sont très actives à Macao : la chambre de commerce qui dirige M. Ho Yin, la banque Nam Tung et la compagnie Nam Kwong (import-export), toutes deux dirigées par M. O Chen Beng. Il semble que ce régime étrange d'une antenne portugaise sur la côte chinoise, cette économie baroque, soient appelés à durer car des investissements étrangers n'attendent pas à venir. C'est ainsi que la B.N.P. va installer ici une filiale dans quelques jours.

L'économie de Macao est bien portante. On ne calcule pas ici le P.N.B. mais les échanges extérieurs ont augmenté en un an de 20 %. Les exportations concernent surtout les textiles et l'orfèvrerie et les « invisibles » par l'activité bancaire et le tourisme. Le gouvernement local a l'intention de diversifier au maximum les exportations dans les années à venir et notamment de vendre à l'étranger des meubles, des produits de l'artisanat local, des jouets, du ciment, des matières plastiques et de la bière. En outre, une école de technologie sera ouverte afin d'élever la qualité des productions de l'île.

L'inflation, qui a été inférieure à 10 % pendant plusieurs années, dépasse légèrement ce taux en 1978, notamment à cause du prix de l'énergie, bien que la Chine fournisse un tiers des approvisionnements à un prix un peu moins cher que le marché international.

Le chômage n'existe pas à Macao. L'an dernier, les usines de transformation, qui emploient un peu plus de 30 000 ouvriers, ne tournaient qu'à 70 % de leur capacité de production, faute de main-d'œuvre. Cela va un peu

mieux aujourd'hui depuis la politique de Pékin : des ouvriers chinois viennent et s'installent ici avec leur famille.

C'est à l'œil nu que l'on peut apprécier la prospérité nouvelle de Macao : des chantiers s'ouvrent, des immeubles grimpent, mais, hélas, on n'hésite pas à démolir les vieilles maisons de style colonial portugais qui font encore, ici et là, le charme de certaines rues baroques d'enseignes chinoises de toutes les couleurs et grouillant de monde.

PIERRE DROUIN.

Histoire économique de l'Occident médiéval

GUY FOURQUIN (nouvelle édition)

En utilisant les méthodes de l'actuelle science économique, l'auteur met l'accent sur l'idée de croissance et souligne la nette continuité entre l'économie médiévale et celle des temps ultérieurs.

ARMAND COLIN

Avis financiers des sociétés

Emprunt CAECL

Automne 1979

11,70 %

800 millions
taux actuariel brut
11,77 %

Vous pouvez souscrire dans votre banque, chez les comptables du Trésor (trésorier, receveur, percepteur), dans les Caisses d'épargne ou tout simplement dans votre bureau de poste.

les emprunts CAECL des collectivités locales

Faites un bon placement et aidez votre ville

AUBIER

Arnold Heertje
Economie et progrès technique

L'histoire et l'évolution des théories sur le progrès technique, de sa mesure et de ses conséquences économiques. Un manuel sans équivalent aujourd'hui pour tous ceux qui étudient ou enseignent les sciences économiques.

Préface d'Alfred Sauvy

CENTRE DE FORMATION CONTINUE DU CESA (H.E.C. - I.S.A. - C.F.C.)

Séminaire « CONSOLIDATION DES COMPTES DE GROUPE : PRINCIPES ET METHODES » 10 et 14 DÉCEMBRE 1979

- Connaissance des concepts et techniques comptables fondamentaux qui sont à la base de l'établissement des documents financiers consolidés.
- Compréhension, à travers l'examen de cas concrets, du déroulement du processus de consolidation, des procédures par lesquelles il repose et des différentes étapes qui le constituent.
- Prise de conscience des avantages de la consolidation, mais aussi de ses limites.

Le séminaire d'initiation s'adresse :

- aux cadres de la Direction Générale et de la Direction Financière d'un groupe de Sociétés,
- aux analystes financiers, aux banquiers,
- aux cadres des services comptables et financiers.

Renseignements et inscription à : Madame CLENOT - CENTRE D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES 1, rue de la Liberté - 75350 JOUY-EN-JOSSAS - Tél. 01.85.86.50 (poste 243) CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

La difficile évolution des clubs parisiens

GÉRARD ALBOUY.

Charles Humez est mort

On apprend la mort, à cinquante-deux ans, des suites d'une congestion cérébrale, de Charles Humes, ancien champion d'Europe des poids moyens. Humes avait été hospitalisé d'urgence à la clinique du Bois-Bernard, à Épinay-Beaumont (Nord). Charles Humes avait été champion de France des poids moyens de 1952 à 1953. Il était d'affiches des grandes réunions, de boxe du Palais des sports de Grenelle, succédant dans la popularité aux « moyens » célèbres qui avaient nom Cerdan, Charton, Villedain et Stock.

Ses rares victoires manquaient d'éclat. Mais au combat sa hargne témoignait la ténacité guerrière des coqs de combat. Vel d'Hiv, nous l'avions même vu ruer sous les coups du Noir la mine, comme Carpentier.

Il est mort, est-ce à dire sans arrêt sur l'adversaire et d'encaisser comme en se jouant des punchettes qui lui avait valu de décrocher le titre européen des poids moyens aux dépens du beau Tiberio Mitri, à Milan, le 13 novembre 1954. Sa victoire sur Tiberio avait été, lui aussi, trois combats professionnels avant cette décision qu'il remporta aux points, toujours au Vel d'Hiv — le 19 novembre 1955 — sur le Noir américain Ralph « Tiger » Jones.

Dépendant, en 1959, Humes décidait de se retirer de la boxe. On le revit un moment sur des rings de catch. Puis il se retira dans sa ville natale pour exploiter une entreprise de transport. — O.M.

Basket-ball

Villeurbanne bat "Le Mans" ..	82-68
*Caen bat Tours	78-77
*Mulhouse bat Berck	110-82
*Limoges bat S.F. Evry	85-80
*Antibes bat Nice	108-81
Orthes bat Monaco	80-60
*C.R.O. Lyon bat Vichy	85-65

Classement : 1. Villeurbanne, 28 pts; 2. Tours, 25; 3. Mulhouse, 24; 4. Antibes, 23; 5. Le Mans, Orthes, 22; 7. S.F. Evry, 11; 8. Monaco, Caen, 10; 10. Vichy, 9; 11. Nice, 8; 12. Limoges, 6; 13. C.R.O. Lyon, 14; 14. Berck, 10 points.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIERE DIVISION (saïsons 1904-1905)	
Monoac b. "Marselle"	3-0
Nantes b. "Lyon"	2-1
"Saint-Etienne" b. Saint-Etienne	2-0
"Lyon" b. Sochaux	1-0
"Nîmes" b. Strasbourg	1-1
Paris-S.-G. b. "Bordeaux"	4-0
"Lyon" b. "Lyon"	1-0
Leval b. "Metz"	4-1
"Angers" b. Nancy	1-0
"Bastia" b. Brest	1-0
Classement :	
1. Nantes	25 pts
2. Sochaux	23
3. Saint-Etienne	21
4. Sochaux et Nîmes	20
6. Strasbourg	19
7. Lille, Paris-S.-G. et "Bordeaux"	18
8. Valenciennes	17
12. Lens, 13. Nancy et Metz	16
14. 15. Bordeaux et Bastia	13
17. Nice et Marseille	12
19. Lyon	11

(quinzième journée)

GROUPE A

*Reims b. Besançon	4-1
Rouen b. Chaumont	1-0
*Reims b. Tours	1-0
*Quimper b. Orléans	2-1
Dunkerque b. *Lucé	1-0
Guingamp b. *Blois	2-1

Classement. — 1. Rennes, 23 pts:	
2. Tours, 21: 3. Guingamp, 20:	
GROUPE B	
*Montpellier b. Béziers	3-1
*Tavaux b. Mulhouse	2-1
*Auxerre et Thonon	0-0
*Gueugnon et Paris F.C.	1-1
*Toulon et Martigues	0-0

*Ajaccio b. Ajès 2-1
Classement. — 1. Thonon, 21 pts;
2. Auxerre (14 m.) et Cannes, 30;
Haltérophilie
CHAMPIONNATS DU MONDE

303 AG (10/15 T 21,2); 2. Polymer-

Quatorze Français à Lake-Placid?

le fossé qui s'est creusé ces dernières années entre les skieurs nationaux et les meilleurs spécialistes mondiaux a été comblé après le retour d'Honoré Bonnet et l'important travail effectué au cours de l'été.

royé spécial

« Pour l'instant, il manque au couvreur un travail d'asphalte. »

« **Le travailleur** a été perturbé par le mauvais temps ces deux dernières semaines, mais que les équipes vont malheureusement à la mer, dans une sorte que le moral, la condition physique, l'entraînement technique et le matériel de point de vue devraient permettre aux pêcheurs de bien commencer les premières étapes du « circuit blanc ».

C'est du moins l'espoir du président de la Fédération Français Pêcheurs (F.F.P.), Charles Garot. Espoir qui se résume à une préoccupation : la qualification de quatorze pêcheurs (six garçons et huit filles) le maximum possible, aux Jev Olympiques de Lake-Placid, en février prochain, dans une qualification française nationale, alors au peloton des meilleurs.

le directeur avait un souvenir parier des parts. La qualité française qui descendait en elle avait été mise à l'épreuve. Des tests en étaient notamment

GAGNY : une équipe ambitieuse

En battant le Stade marseillais université club (SMUC) par 2 à 0, l'Union sportive municipale de Gagny a justifié, le samedi 10 novembre, ses prétentions au titre de champion de France. L'USMG et la Stella sports de Saint-Maur, qui s'est imposée à Strusary (19-18), sont les seules équipes encore invaincues après quatre journées de championnat. Mais si la Stella, cinq fois championne de France, occupe depuis 1968 une place de choix dans le handball français, Gagny, avec ses deux joueurs internationaux, n'a jamais été aussi armé pour inscrire, pour la première fois, son nom au palmarès national.

Après la création en 1948 de la section de handball du PUSC, son succès n'a cessé de progresser. Championne de France de « élite », en 1955, championne de France de Nationale III en 1971, demi-finaliste en 1972, elle a obtenu le titre de championne d'Europe en 1973. L'équipe menée par Raymond Valenêt, d'abord par son fils Jean, n'ont pas manqué les étapes. Dans toutes les compétitions d'Europe, les joueurs de R.M. Gagny sont parmi les plus brillants de la « Ligue de France-Est » (PFES). Au total, la section de handball compte trois championnes de France, trois championnes d'Europe et une championne d'Amérique.

Honoré Bonnet s'est plu à souligner la modification de l'état d'esprit. Des stages ont été organisés d'abord pour « recréer un état d'esprit d'équipe » entre les garçons et les filles d'une part, entre les coureurs et les nouveaux entraîneurs d'autre part. Ensuite, « un marché a été passé avec les coureurs » : fini les tire-au-flanc et les petits bobos. Il leur a fallu choisir : rentrer à

STAGES
Premières neiges
Philippe et Gérard Mattis

à VAL-D'ISÈRE
18 novembre-16 décembre
6 janvier-27 janvier

Groupes de 7 personnes, travail technique, ski hors piste, peau de phoque, contrôle vidéo-test, essai gratuit du matériel remontées illimitées,
7 jours tout compris
de 1845 F à 2295 F

Renseignem. Yb. et G. MATTIS.
F. VAL-D'ISÈRE.
TEL. : (79) 06-01-43 et 06-04-72.

100

Double visage

Les chiffres feront peut-être sourire les dirigeants qui s'occupent du sport professionnel, mais, dans le cadre du handball, ils sont loin d'être dérisoires. Et ainsi que M. Jean Valenlet, président de l'F.S.H.F., a pu le prouver, 100 francs de primes et 100 francs de recettes pour dédommager les Marseillais d'un déplacement qui leur a coûté 100 francs de plus que prévu. Toutefois, pour les universitaires, les chiffres sont tout autres, viscéralement de vaincre. Le tout est de savoir si les joueurs acceptent de rester longtemps ce genre de situation. Jean Valenlet, qui a dit que Germain devra réfréner son tempérament explosif.

En attendant, joueurs, entraîneurs et dirigeants sont prêts à tous les sacrifices pour satisfaire leurs hautes ambitions. Depuis le début de la saison, Mémphis Strasbourg, Toulouse et le C.S. de la Vallée pavillon devant Germain. Ils ne perdent certainement pas les diables.

JEAN-MARIE SARRA

matsebulais, les vellamaes au-

منها ما

مَكْرًا مِنْ اللَّهِ هَلْ

مَكْرًا مِنْ اللَّهِ هَلْ

INFORMATIONS « SERVICES »

URBANISME

L'école de la rue

Longtemps limitée à des expériences très partielles et mal connues, la sensibilisation des enfants à l'architecture commence à figurer parmi les soucis des différents responsables, dans les milieux scolaires ou ailleurs, comme en témoignent un stand au salon de l'enfance et plusieurs publications nouvelles.

L'association de l'Observatoire de la ville et de l'habitat, le stand du Salon de l'enfance a été réalisée avec le concours de fédérations professionnelles (architectes, architectes, H.L.M.), d'établissements financiers et des ministères de l'Intérieur et de l'Environnement. Mélanges l'information et le jeu, le parcours dans cette petite ville doit permettre à l'enfant de répondre à un questionnaire qui lui fait découvrir les différents acteurs du cadre de vie.

La formation de citoyens mieux préparés à intervenir pour l'amélioration de leur environnement, d'habitants plus sensibles à l'architecture quotidienne passe par un élargissement de l'école. Bien que les enseignants soient souvent réticents (des programmes sont déjà très pleins), il semble que l'on soit prêt à accepter, non pas à inventer de nouveaux programmes, mais plutôt à « colorer » l'enseignement de certaines « matières » d'une éducation d'un autre type, à l'extérieur de l'école, en lien avec les autres, le sens de l'espace. Facilement intégré à l'école maternelle, où règne traditionnellement une plus grande liberté de mouvement, cette éducation semblait jusqu'ici étrangère au cadre plus rigide de l'enseignement primaire et secondaire.

Deux publications récentes devraient aider les enseignants qui souhaitent s'y préparer. La première, *Apprendre l'espace*, est un manuel édité par la Société des architectes diplômés par le gouvernement pour le compte du ministère de l'Environnement. Conçu par une équipe d'architectes, de sociologues, de psychologues et de enseignants pour les enfants de cinq à onze ans, il illustre à l'aide d'exemples, d'exercices et de travaux pratiques « la découverte des territoires de la maison, de l'école, les trajets, les repères. Au même moment, une *Découverte de l'architecture et de l'urbanisme* est publiée à l'intention des enseignants du primaire et du secondaire par la Ligue française de l'Enseignement et l'Union nationale des syndicats français d'architectes. A ce sont de textes, propositions d'ex-

périences accompagnées de quatre-vingt diapositives, l'ouvrage couvre à la fois la découverte des fonctions de l'architecture (de l'habitat à l'habitat) et les formes de l'urbanisme dans les différents civilisations.

D'autre part, un exercice pratique de « cheminement urbain », de Beaubourg à Notre-Dame, a été mis au point par le Centre de recherche d'urbanisme (CRU), le Centre de documentation pédagogique et le Centre de création industrielle, et résumé dans une plaquette.

Notons aussi que les enfants sont le thème de la dernière livraison de la revue *Habitat*, éditée par l'Union des H.L.M., qui avait consacré aux femmes un récent numéro.

Enfin, pour ceux qui veulent s'initier, plus classiquement à l'histoire de l'architecture, l'ouvrage remarquable de Leonardo Benevolo a enfin été traduit de l'italien. Deux volumes sont déjà parus.

Enseignants, à vos manuels !

MICHELLE CHAMPENOIS.

L'Observatoire de la ville et de l'habitat, association 1901, groupe des praticiens (architectes, fonctionnaires, urbanistes, etc.), des observateurs (journalistes) et des usagers. Il a pour but de développer l'information sur le cadre de vie et de rétablir le dialogue entre aménageurs et usagers par des débats, des voyages d'études, des publications et des expositions. Secrétariat : 1, rue de Turbigo, 75001 Paris.

SADG : 100, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris. Ministère de l'Environnement et du cadre de vie : 244, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris.

Ligue française de l'Enseignement, Photo-Jeunesse documents : 3, rue Racine, 75011 Paris Cedex 07.

Centre de création industrielle, Centre Culturel Poidou, 75191 Paris Cedex 04.

H. revue de l'habitat social, 14, rue Lord-Byron, 75008 Paris : n° 43 (juillet-août 1979). Les textes et leurs espaces : n° 46 (novembre 1979). « L'enfant, intrus ou partenaire ? »

« Histoire de l'architecture moderne », Leonardo Benevolo, traduit de l'italien par Vera et Jacques Vicari. Editions Dunod, collection « Espace et architecture », 312 pages, 276 illustrations. Les textes et leurs espaces : n° 46 (novembre 1979). « L'enfant, intrus ou partenaire ? »

« Histoire de l'architecture moderne », Leonardo Benevolo, traduit de l'italien par Vera et Jacques Vicari. Editions Dunod, collection « Espace et architecture », 312 pages, 276 illustrations. Les textes et leurs espaces : n° 46 (novembre 1979). « L'enfant, intrus ou partenaire ? »

« Histoire de l'architecture moderne », Leonardo Benevolo, traduit de l'italien par Vera et Jacques Vicari. Editions Dunod, collection « Espace et architecture », 312 pages, 276 illustrations. Les textes et leurs espaces : n° 46 (novembre 1979). « L'enfant, intrus ou partenaire ? »

« Histoire de l'architecture moderne », Leonardo Benevolo, traduit de l'italien par Vera et Jacques Vicari. Editions Dunod, collection « Espace et architecture », 312 pages, 276 illustrations. Les textes et leurs espaces : n° 46 (novembre 1979). « L'enfant, intrus ou partenaire ? »

« Histoire de l'architecture moderne », Leonardo Benevolo, traduit de l'italien par Vera et Jacques Vicari. Editions Dunod, collection « Espace et architecture », 312 pages, 276 illustrations. Les textes et leurs espaces : n° 46 (novembre 1979). « L'enfant, intrus ou partenaire ? »

« Histoire de l'architecture moderne », Leonardo Benevolo, traduit de l'italien par Vera et Jacques Vicari. Editions Dunod, collection « Espace et architecture », 312 pages, 276 illustrations. Les textes et leurs espaces : n° 46 (novembre 1979). « L'enfant, intrus ou partenaire ? »

« Histoire de l'architecture moderne », Leonardo Benevolo, traduit de l'italien par Vera et Jacques Vicari. Editions Dunod, collection « Espace et architecture », 312 pages, 276 illustrations. Les textes et leurs espaces : n° 46 (novembre 1979). « L'enfant, intrus ou partenaire ? »

« Histoire de l'architecture moderne », Leonardo Benevolo, traduit de l'italien par Vera et Jacques Vicari. Editions Dunod, collection « Espace et architecture », 312 pages, 276 illustrations. Les textes et leurs espaces : n° 46 (novembre 1979). « L'enfant, intrus ou partenaire ? »

« Histoire de l'architecture moderne », Leonardo Benevolo, traduit de l'italien par Vera et Jacques Vicari. Editions Dunod, collection « Espace et architecture », 312 pages, 276 illustrations. Les textes et leurs espaces : n° 46 (novembre 1979). « L'enfant, intrus ou partenaire ? »

« Histoire de l'architecture moderne », Leonardo Benevolo, traduit de l'italien par Vera et Jacques Vicari. Editions Dunod, collection « Espace et architecture », 312 pages, 276 illustrations. Les textes et leurs espaces : n° 46 (novembre 1979). « L'enfant, intrus ou partenaire ? »

« Histoire de l'architecture moderne », Leonardo Benevolo, traduit de l'italien par Vera et Jacques Vicari. Editions Dunod, collection « Espace et architecture », 312 pages, 276 illustrations. Les textes et leurs espaces : n° 46 (novembre 1979). « L'enfant, intrus ou partenaire ? »

« Histoire de l'architecture moderne », Leonardo Benevolo, traduit de l'italien par Vera et Jacques Vicari. Editions Dunod, collection « Espace et architecture », 312 pages, 276 illustrations. Les textes et leurs espaces : n° 46 (novembre 1979). « L'enfant, intrus ou partenaire ? »

« Histoire de l'architecture moderne », Leonardo Benevolo, traduit de l'italien par Vera et Jacques Vicari. Editions Dunod, collection « Espace et architecture », 312 pages, 276 illustrations. Les textes et leurs espaces : n° 46 (novembre 1979). « L'enfant, intrus ou partenaire ? »

« Histoire de l'architecture moderne », Leonardo Benevolo, traduit de l'italien par Vera et Jacques Vicari. Editions Dunod, collection « Espace et architecture », 312 pages, 276 illustrations. Les textes et leurs espaces : n° 46 (novembre 1979). « L'enfant, intrus ou partenaire ? »

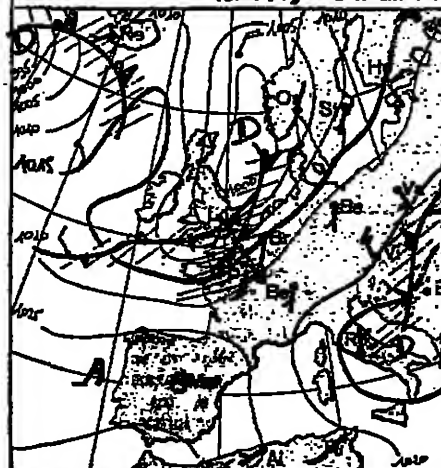
« Histoire de l'architecture moderne », Leonardo Benevolo, traduit de l'italien par Vera et Jacques Vicari. Editions Dunod, collection « Espace et architecture », 312 pages, 276 illustrations. Les textes et leurs espaces : n° 46 (novembre 1979). « L'enfant, intrus ou partenaire ? »

« Histoire de l'architecture moderne », Leonardo Benevolo, traduit de l'italien par Vera et Jacques Vicari. Editions Dunod, collection « Espace et architecture », 312 pages, 276 illustrations. Les textes et leurs espaces : n° 46 (novembre 1979). « L'enfant, intrus ou partenaire ? »

« Histoire de l'architecture moderne », Leonardo Benevolo, traduit de l'italien par Vera et Jacques Vicari. Editions Dunod, collection « Espace et architecture », 312 pages, 276 illustrations. Les textes et leurs espaces : n° 46 (novembre 1979). « L'enfant, intrus ou partenaire ? »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 12.11.79 à 0 h GMT.



Evolution probable du temps en France entre le lundi 12 novembre à 9 heures et le mardi 13 novembre à 24 heures :

Un flux perturbé de nord-ouest, instable, de l'Europe occidentale, maintiendra un temps nuageux en France.

Le 12 novembre, il pleuvra le matin des Pyrénées aux Alpes et au Jura, et il neigera au-dessus de 1200 mètres. Le ciel sera généralement nuageux sur le reste de la France, et il y aura des brumes ou des brouillards dans la région de l'intérieur. Au cours de la journée, les pluies gagneront les régions méditerranéennes en prenant un caractère d'averses entrecoupées de quelques éclaircies. Des averses de neige se produiront des Pyrénées au Massif Central, aux Alpes, au Jura et aux Vosges jusqu'à 600 mètres.

D'autre part, il pleuvra de nouveau en Bretagne au cours de la nuit, et des pluies s'étendront le soir à toute la moitié ouest du pays.

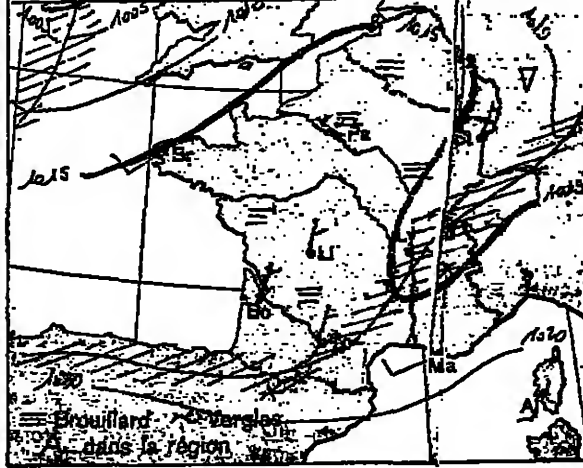
Avec ces nouvelles pluies, les vents de sud-ouest à ouest, deviendront assez forts ou forts sur le proche Atlantique et en Manche.

Le lundi 13 novembre, à 9 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer sera à Paris de 1009,8 millibars, soit 737,4 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 11 novembre; le second, le minimum de la nuit du 11 au 12) : Alais, 14 et 3 degrés; Biarritz, 14 et 6; Bordeaux, 13 et 7; Brétigny, 13 et 3; Caen, 11 et 5; Cherbourg, 11 et 10; Clermont-Ferrand, 8 et 0; Dijon, 8 et -1; Grenoble, 8 et -3; Lille, 8 et 5; Lyon, 7 et 3; Marseille, 10 et 4; Nancy, 7 et 0; Nantes, 13 et 9; Nice, 16 et 5; Paris-La Bourne, 11 et 6; Pau, 12 et 2; Perpignan, 10 et 4; Rennes, 11 et 5; Strasbourg, 8 et -1; Toul, 11 et 5; Toulouse, 12 et 1; Poitiers, 12 et 2.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 17 et 3 degrés; Amsterdam, 8 et 6; Athènes, 21 et 17; Berlin, 7 et 1; Bonn, 8 et 1; Bruxelles, 8 et 5; Casablanca, 21 et 19; Copenhague, 8 et 4; Genève, 7 et -5; Lisbonne, 18 et 7; Londres, 11 et 10; Madrid, 13 et -2; Moscou, 2 et 0; Nairobi, 23 et 16; New-York, 20 et 7; Ouagadougou, 13 et 11; Rome, 13 et 5; Stockholm, 3 et 1.

PRÉVISIONS POUR LE 13.11.79 DÉBUT DE MATINÉE



Evolution probable du temps en France entre le lundi 12 novembre à 9 heures et le mardi 13 novembre à 24 heures :

Un flux perturbé de nord-ouest, instable, de l'Europe occidentale, maintiendra un temps nuageux en France.

Le 12 novembre, il pleuvra le matin des Pyrénées aux Alpes et au Jura, et il neigera au-dessus de 1200 mètres. Le ciel sera généralement nuageux sur le reste de la France, et il y aura des brumes ou des brouillards dans la région de l'intérieur. Au cours de la journée, les pluies gagneront les régions méditerranéennes en prenant un caractère d'averses entrecoupées de quelques éclaircies. Des averses de neige se produiront des Pyrénées au Massif Central, aux Alpes, au Jura et aux Vosges jusqu'à 600 mètres.

D'autre part, il pleuvra de nouveau en Bretagne au cours de la nuit, et des pluies s'étendront le soir à toute la moitié ouest du pays.

Avec ces nouvelles pluies, les vents de sud-ouest à ouest, deviendront assez forts ou forts sur le proche Atlantique et en Manche.

Le lundi 13 novembre, à 9 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer sera à Paris de 1009,8 millibars, soit 737,4 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 11 novembre; le second, le minimum de la nuit du 11 au 12) : Alais, 14 et 3 degrés; Biarritz, 14 et 6; Bordeaux, 13 et 7; Brétigny, 13 et 3; Caen, 11 et 5; Cherbourg, 11 et 10; Clermont-Ferrand, 8 et 0; Dijon, 8 et -1; Grenoble, 8 et -3; Lille, 8 et 5; Lyon, 7 et 3; Marseille, 10 et 4; Nancy, 7 et 0; Nantes, 13 et 9; Nice, 16 et 5; Paris-La Bourne, 11 et 6; Pau, 12 et 2; Perpignan, 10 et 4; Rennes, 11 et 5; Strasbourg, 8 et -1; Toul, 11 et 5; Toulouse, 12 et 1; Poitiers, 12 et 2.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 17 et 3 degrés; Amsterdam, 8 et 6; Athènes, 21 et 17; Berlin, 7 et 1; Bonn, 8 et 1; Bruxelles, 8 et 5; Casablanca, 21 et 19; Copenhague, 8 et 4; Genève, 7 et -5; Lisbonne, 18 et 7; Londres, 11 et 10; Madrid, 13 et -2; Moscou, 2 et 0; Nairobi, 23 et 16; New-York, 20 et 7; Ouagadougou, 13 et 11; Rome, 13 et 5; Stockholm, 3 et 1.

« Le Syndicat des journalistes français C.S.J.F. », à l'issue d'une journée d'études, a décidé de lancer l'évolution technique dans la presse, préconise une négociation entre l'ensemble de la presse et les organisations syndicales de toutes les catégories de salariés de la presse.

Les militants du S.F.J.-C.F.D.T. attirent l'attention des journalistes sur « les risques que l'évolution technique fait peser sur la qualité de l'information, notamment en raison de l'absence de heures de remise des articles, d'une prématuration excessive, de la suppression des corrections, de la diminution des effectifs rédactionnels consacrés à la recherche de l'information ».

« Aux dernières nouvelles d'Alsace », un accord est intervenu le 9 novembre entre la direction du quotidien de Strasbourg et les ouvriers du Livre. Il met un terme au conflit qui durait depuis deux mois. L'accord porte notamment sur l'attribution d'une prime de vacances, sur l'octroi d'une prime d'ancienneté et sur l'ouverture de prochaines négociations sur une sixième semaine de congés.

« Aux dépôts Voudes », A la suite d'un dépôt de bilan de la Société d'Éditions Voudes, lundi 5 novembre (le Monde du 7 novembre), M. Baumgartner a été nommé syndic-liquidateur. Le tribunal de commerce de Paris prononcera son jugement (de liquidation des biens ou de règlement provisoire) le lundi 19 novembre. Les dettes de la société s'élevaient à 2,5 millions de francs. La survie des titres édités (*Recherche et Nature*, *Espace et Civilisation*, *Sci Naturelle*, *The Paris Metro*, *Paris pour tous*, *International of Microsurgery*, le *Journal des Librairies* et le *Lettre J.D.L.*) ne pourra être réglée qu'après le prononcé du jugement du tribunal de commerce.

« Au quotidien « Le Soir » de Bruxelles », M. Yvon Toussaint a été nommé rédacteur en chef, en remplacement de M. Charles Rebois. Récemment élu à la tête de la rédaction, M. Toussaint a dirigé de 1970 à 1978 les services parisiens du quotidien belge.

« Au quotidien « Le Soir » de Bruxelles », M. Yvon Toussaint a été nommé rédacteur en chef, en remplacement de M. Charles Rebois. Récemment élu à la tête de la rédaction, M. Toussaint a dirigé de 1970 à 1978 les services parisiens du quotidien belge.

« Au quotidien « Le Soir » de Bruxelles », M. Yvon Toussaint a été nommé rédacteur en chef, en remplacement de M. Charles Rebois. Récemment élu à la tête de la rédaction, M. Toussaint a dirigé de 1970 à 1978 les services parisiens du quotidien belge.

« Au quotidien « Le Soir » de Bruxelles », M. Yvon Toussaint a été nommé rédacteur en chef, en remplacement de M. Charles Rebois. Récemment élu à la tête de la rédaction, M. Toussaint a dirigé de 1970 à 1978 les services parisiens du quotidien belge.

« Au quotidien « Le Soir » de Bruxelles », M. Yvon Toussaint a été nommé rédacteur en chef, en remplacement de M. Charles Rebois. Récemment élu à la tête de la rédaction, M. Toussaint a dirigé de 1970 à 1978 les services parisiens du quotidien belge.

« Au quotidien « Le Soir » de Bruxelles », M. Yvon Toussaint a été nommé rédacteur en chef, en remplacement de M. Charles Rebois. Récemment élu à la tête de la rédaction, M. Toussaint a dirigé de 1970 à 1978 les services parisiens du quotidien belge.

« Au quotidien « Le Soir » de Bruxelles », M. Yvon Toussaint a été nommé rédacteur en chef, en remplacement de M. Charles Rebois. Récemment élu à la tête de la rédaction, M. Toussaint a dirigé de 1970 à 1978 les services parisiens du quotidien belge.

« Au quotidien « Le Soir » de Bruxelles », M. Yvon Toussaint a été nommé rédacteur en chef, en remplacement de M. Charles Rebois. Récemment élu à la tête de la rédaction, M. Toussaint a dirigé de 1970 à 1978 les services parisiens du quotidien belge.

« Au quotidien « Le Soir » de Bruxelles », M. Yvon Toussaint a été nommé rédacteur en chef, en remplacement de M. Charles Rebois. Récemment élu à la tête de la rédaction, M. Toussaint a dirigé de 1970 à 1978 les services parisiens du quotidien belge.

« Au quotidien « Le Soir » de Bruxelles », M. Yvon Toussaint a été nommé rédacteur en chef, en remplacement de M. Charles Rebois. Récemment élu à la tête de la rédaction, M. Toussaint a dirigé de 1970 à 1978 les services parisiens du quotidien belge.

« Au quotidien « Le Soir » de Bruxelles », M. Yvon Toussaint a été nommé rédacteur en chef, en remplacement de M. Charles Rebois. Récemment élu à la tête de la rédaction, M. Toussaint a dirigé de 1970 à 1978 les services parisiens du quotidien belge.

« Au quotidien « Le Soir » de Bruxelles », M. Yvon Toussaint a été nommé rédacteur en chef, en remplacement de M. Charles Rebois. Récemment élu à la tête de la rédaction, M. Toussaint a dirigé de 1970 à 1978 les services parisiens du quotidien belge.

« Au quotidien « Le Soir » de Bruxelles », M. Yvon Toussaint a été nommé rédacteur en chef, en remplacement de M. Charles Rebois. Récemment élu à la tête de la rédaction, M. Toussaint a dirigé de 1970 à 1978 les services parisiens du quotidien belge.

« Au quotidien « Le Soir » de Bruxelles », M. Yvon Toussaint a été nommé rédacteur en chef, en remplacement de M. Charles Rebois. Récemment élu à la tête de la rédaction, M. Toussaint a dirigé de 1970 à 1978 les services parisiens du quotidien belge.

« Au quotidien « Le Soir » de Bruxelles », M. Yvon Toussaint a été nommé rédacteur en chef, en remplacement de M. Charles Rebois. Récemment élu à la tête de la rédaction, M. Toussaint a dirigé de 1970 à 1978 les services parisiens du quotidien belge.

« Au quotidien « Le Soir » de Bruxelles », M. Yvon Toussaint a été nommé rédacteur en chef, en remplacement de M. Charles Rebois. Récemment élu à la tête de la rédaction, M. Toussaint a dirigé de 1970 à 1978 les services parisiens du quotidien belge.

BREF

CONCOURS

PASSION DE L'HISTOIRE. — La fondation Passion de l'histoire a pour objet de découvrir et d'encourager les vocations de jeunes historiens. Elle organise tous les deux ans un concours destiné à récompenser l'auteur du meilleur article d'histoire qui lui est soumis. Un prix de 10 000 F est remis à cet auteur. Le concours est réservé aux moins de trente ans.

Pour recevoir le règlement détaillé du concours, il suffit d'envoyer une enveloppe timbrée avec indication du nom et de l'adresse à : Fondation M.D.A. Passion de l'histoire, 52, boulevard Maitrot, 92200 Neuilly.

LOISIRS

STAGES D'ARTISANAT. — Pour simplifier les recherches des amateurs de stages d'initiation à l'artisanat d'expression artistique, « la Vie créatrice » a eu la bonne idée d'ajouter aux trois derniers cahiers 1979-1980 des listes signalant les ateliers ouverts pendant l'hiver.

Les cahiers 1 et 2 présentent les stages de province classés par départements, tandis que sont réunis dans un troisième cahier les ateliers de Paris-région parisiens avec, en supplément, quelques stages de province.

« La Vie créatrice », 45310 Bény-sur-Loire, Caenn province : 24 F + 3,50 F d'affranchissement. Paris : 12 F + 3,50 F.

SANTÉ

« L'AGENDA SANTÉ ». — Sous ce titre, l'hebdomadaire « la Vie » publie une brochure de quarante pages, qui, à l'intention de tous ceux qui, un jour ou l'autre, ont affaire au médecin ou à l'hôpital, rassemble des conseils pratiques, des adresses, explique clairement les formalités à accomplir (R.F. chez les marchands de journaux ou 153, boulevard Malesherbes, 75049 Paris, Cedex 17, tél. : 705-01-36).

STAGES

LA FÉDÉRATION DES CENTRES DE VACANCES FAMILIAUX, organisme habilité par le ministère de la jeunesse, des sports et des loisirs annonce l'organisation :

— De sessions de perfectionnement d'animateurs de centres de vacances et de loisirs, en vue d'obtenir la BAFA (brevet d'aptitude aux fonctions d'animateurs) délivré par le ministère de la jeunesse, des sports et des loisirs. (Du 26 novembre au 1^{er} décembre 1979 et du 18 au décembre 1979).

— D'une session de formation d'animateurs de centres de vacances et de loisirs, en vue d'obtenir la BAFA délivré par le ministère de la jeunesse, des sports et des loisirs. (Du 16 au 23 décembre 1979).

— D'une session de spécialisation : « Expression plastique, Eveil de la perception, Expression narrative ». (Du 26 novembre au 1^{er} décembre 1979, ouvert à tous).

— Des renseignements et inscriptions : F.C.V.F. Fédération des centres de vacances familiaux, 3, rue des Deux-Boules, 75001 Paris, tél. 223-05-17.

TRANSPORTS

DÉPENSE DES VOYAGEURS. — L'Association nationale des voyageurs (ANV) rappelle que son siège social : Bar-Tabac des Capucines, 12, rue des Capucines, 75002 Paris, est ouvert en permanence du lundi au samedi, de 8 heures à 20 heures (le samedi, fermeture à 18 heures).

TRANSPORTS PARISIENS PRIORITÉ AUX BUS. — Le trafic des autobus parisiens est en augmentation de 6 % depuis le début de 1979; d'autre part, la régularité de passage des véhicules s'est améliorée de 20 % environ. Ces résultats sont dus, selon la R.A.T.P., au meilleur respect par les automobilistes des couloirs réservés aux autobus. En effet, après la première campagne de sensibilisation lancée au début de l'année, le nombre de voitures empruntant les couloirs réservés a diminué de 20 %.

La R.A.T.P. a décidé de renouveler en affichant sur les bus, les panneaux publicitaires et les autobus des conseils aux automobilistes du genre : « Suivre un autobus dans un couloir coûte 120 F ». Stationner dans un couloir réservé coûte 250 F. Avis sans frais.

TROISIÈME ÂGE

TIR À L'ARC POUR LE TROISIÈME ÂGE. — Tous les lundis, de 10 heures à midi, au gymnase duquel Saint-Bernard (au pied du Jardin des plantes), un cours est réservé aux personnes du troisième âge qui souhaitent s'initier au tir à l'arc.

« Renseignements complémentaires auprès de la direction départementale de la jeunesse, des sports et des loisirs de Paris, au 339-01-43, poste 327 (le mardi et le vendredi matin).

« Renseignements complémentaires auprès de la direction départementale de la jeunesse, des sports et des loisirs de Paris, au 339-01-43, poste 327 (le mardi et le vendredi matin).

« Renseignements complémentaires auprès de la direction départementale de la jeunesse, des sports et des loisirs de Paris, au 339-01-43, poste 327 (le mardi et le vendredi matin).

« Renseignements complémentaires auprès de la direction départementale de la jeunesse, des sports et des loisirs de Paris, au 339-01-43, poste 327 (le mardi et le vendredi matin).

« Renseignements complémentaires auprès de la direction départementale de la jeunesse, des sports et des loisirs de Paris, au 339-01-43, poste 327 (le mardi et le vendredi matin).

« Renseignements complémentaires auprès de la direction départementale de la jeunesse, des sports et des loisirs de Paris, au 339-01-43, poste 327 (le mardi et le vendredi matin).

« Renseignements complémentaires auprès de la direction départementale de la jeunesse, des sports et des loisirs de Paris, au 339-01-43, poste 327 (le mardi et le vendredi matin).

« Renseignements complémentaires auprès de la direction départementale de la jeunesse, des sports et des loisirs de Paris, au 339-01-43, poste 327 (le mardi et le vendredi matin).

« Renseignements complémentaires auprès de la direction départementale de la jeunesse, des sports et des loisirs de Paris, au 339-01-43, poste 327 (le mardi et le vendredi matin).

« Renseignements complémentaires auprès de la direction départementale de la jeunesse, des sports et des loisirs de Paris, au 339-01-43, poste 327 (le mardi et le vendredi matin).

TRANSPORTS

NOUVEAUX TARIFS AÉRIENS POUR LES ANTILLES

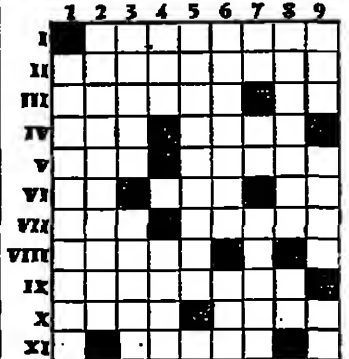
Air France modifiera, à compter du samedi 15 décembre, sa grille tarifaire sur la ligne métropole-Antilles. Elle introduira un « barème affaires », inférieur de 20 % à l'actuel barème économique : l'aller et retour coûtera 4 400 francs en basse saison et 5 500 francs en haute saison (1). La clientèle qui acquittera ce prix voyageant dans la partie avant et le pont supérieur des Boeing 747. A l'embarquement, des banques spéciales leur permettront d'éviter l'attente : en vol, les bénéficiaires de prestations améliorées.

La compagnie nationale continuera d'exploiter sur ce réseau des vols vacances dont l'accès sera facilité puisque les contraintes de durée de séjour (plus de vingt et un jours et moins de soixante jours) disparaîtront à partir du 15 décembre. Les passagers devront néanmoins payer leur billet au moment de la réservation : un coffret-repas leur sera remis à l'embarquement et un service simplifié leur sera assuré à bord. L'aller-retour sera de 3 940 F en basse saison et de 2 810 F en haute saison.

(1) Haute saison : 15 décembre - 15 mars : 20 juin - 20 septembre ; basse saison : 16 mars - 15 juin - 21 septembre - 14 décembre.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2539



HORIZONTALEMENT

I. Qui ne peuvent donc pas fêter. — II. De nms en plus fort. — III. Juste un doigt; Un peu de bien. — IV. Reste au fond de la pièce. Une bonne chaleur. — V. Nom de mère; Se font longues quand elles sont blanches. — VI. Participe qui évoque des éclats; Se prend souvent par le bout. — VII. Soudroit, où l'on voit le jour; Qui demande de la réflexion. — VIII. Qui trouvera donc un emploi. — IX. Peut remplacer deux termes. — X. Bénéficiaire d'un rajustement; Les Espagnols s'y établissent. — XI. Qui auraient besoin d'apprendre à nager.

VERTICALEMENT

I. Susceptibles d'avoir la rage. — II. Excessif les gens parce qu'ils n'ont pas de train. — III. Savance dans l'eau; Sorte de flèche. — IV. Qui a donc été souvent raconté; Fleuve de Sibérie. — V. Nom de famille pour des maîtres. — VI. Faisait reconnaître par les chercheurs d'or; Un poil, quand on parle vulgairement. — VII. Proposition; N'est pas très remuant; Quand on tape dessus, ça peut amener une explosion. — VIII. Ne peuvent mâcher que leurs mots; Pronom. — IX. Peut percer quand il est aigu; Devenir très coulant; Fin de bail.

Solution du problème n° 2538

HORIZONTALEMENT

BREF

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.E.
DEMANDES D'EMPLOI	50,00	59,98
IMMOBILIER	35,00	41,16
AUTOMOBILES	35,00	41,16
AGENDA	35,00	41,16
PROF. COMM. CAPITAUX	95,00	111,72

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCAISSEES	Le n/m. m.	T.E.
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,28
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,23
IMMOBILIER	23,00	27,05
AUTOMOBILES	23,00	27,05
AGENDA	23,00	27,05

REPRODUCTION INTERDITE



emploi international

(et départements d'Outre-Mer)

emploi international

(et départements d'Outre-Mer)

emploi international

(et départements d'Outre-Mer)

IMPORTANTE SOCIÉTÉ MINIERE OUTRE-MER

recherche
dans le cadre du lancement de son usine
d'enrichissement de Minéral de Fer
(14 millions T/an)

un ingénieur expérimenté

Après une phase d'information le candidat à la connaissance complète du projet tant sur le plan humain que technique, il sera chargé, en collaboration avec les différents services de la société, de préparer la mise en place des structures et des hommes : définition des postes, organigrammes, programmes de formation, échantillon, etc...

En relation avec la Direction des Travaux et le Consultant auteur du Projet, il suivra le montage de l'usine et participera aux essais de réception.

A partir du démarrage effectif, il occupera un poste de responsabilité dans les services d'exploitation et d'entretien de l'usine.

Pour ce poste important, nous souhaitons un ingénieur électronicien diplômé (ECAM, ENSAM ou équivalent) ayant une solide expérience (5 à 10 ans) de la marche de complexes industriels similaires (traitement de minerais, préparation des charges, cimenteries, etc...).

La préférence pourrait être donnée à un candidat ayant déjà participé à la mise en exploitation d'unités industrielles (si possible Outre-Mer). La rémunération et les avantages sont ceux de l'expatriation.

Adresser lettre de candidature référencée 209/M à
Mr CATHALAN, 364, rue de Vaugrard 75015 Paris.

DOW CHEMICAL EUROPE IS LOOKING FOR PLASTICS ENGINEERS

THE COMPANY

Dow Chemical Europe S.A. is a leading International Chemical Company. We manufacture and sell bulk and specialty chemicals, plastics and biochemical products. Throughout Europe, Africa and the Middle East, we operate 45 Sales Offices and 23 Production Sites. Our Technical Service and Development Center is located in Horgen, Switzerland. Here we conduct applied and customer-oriented research, especially in the fields of coatings, specialty chemicals and plastics.

THE JOB

Due to the continued expansion of our Plastics Department we have a number of openings in the Technical Service and Development Department. We are looking for plastics engineers to work in the Orléans Plastics group with our range of high and low density polyethylenes. Main responsibilities are customer service, product development and application development. The position calls for close cooperation with distributors and end-users of our products as well as with Dow's sales, marketing and manufacturing functions.

YOU

The personality we are looking for has a degree in Chemical Engineering and at least three years industrial exposure in the plastics area. He or she is not over 35 years of age and willing to travel internationally and possibly relocate. Fluency in English and at least one other major European language is required.

If that agrees with you and if you are looking for broad career opportunities based on your performance as well as working in a stimulating and driving environment with progressive employment conditions please give us a call or write to us for an application form.

DOW CHEMICAL EUROPE S.A.
R. M. Gajoch,
Léonard L. Doumaire,
CH - 8810 Horgen (Switzerland).
Tel. 01/726 21 11.



Producteur français de biens
d'équipement
- leader dans son secteur d'activité,
- installé dans la VALLEE DU RHONE,
- disposant d'une large clientèle
en AFRIQUE

recherche

CADRE COMMERCIAL

DE HAUT NIVEAU

- Ayant une réelle expérience de la vente dans les différents États d'Afrique Noire, Francophone, Anglophone et Lusophone.
- Acceptant d'effectuer 6 voyages de 3 semaines par an.
- Connaissant bien les problèmes liés à l'exportation.
- Parlant et écrivant l'ANGLAIS et le PORTUGAIS.
- Rémunération élevée.

Ecrire avec C.V., photo et références 27693 M, à Havas Contact - 156, bd Haussmann, 75008 Paris.

HAVAS CONTACT

IMPORTANTE SOCIÉTÉ MINIERE recherche pour son Siège Social à CADRE ADMINISTRATIF

Diplômé enseignement supérieur. Agé de 35 ans minimum. Possédant une formation administrative étendue (trésorerie, gestion des emprunts, assurances, etc.), une grande aisance dans les contacts (administrations locales, banques, fournisseurs, etc.) et si possible, une expérience africaine récente. Logement de fonction. Vie en famille.
Ecrire avec C.V., photo, prêtent sous le n° 30.611 à CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.



L'ORGANISATION EUROPÉENNE POUR DES RECHERCHES ASTRONOMIQUES DANS L'HEMISPHERE AUSTRAL (ESO) cherche des candidatures pour le poste de

Electronicien

Dans le groupe Instrumentation à GENEVE, SUISSE.

FORMATION ET EXPERIENCE : technicien supérieur en électronique ou ingénieur électronicien de niveau universitaire avec 5 ans d'expérience pratique dans les techniques digitales et analogiques. Expérience souhaitable dans l'un des domaines suivants : Camac, micro-traitement, interfaces d'ordinateur, instrumentation optique et instrumentation opto-électronique (en particulier systèmes de détection et électronique s'y rapportant).

FONCTIONS : participation à la mise au point de l'instrumentation astronomique de l'ESO. Ceci comprend la mise au point de l'instrumentation électronique pour des systèmes avancés de détection optique, des interfaces spectromètre-ordinateur et des matériels de contrôle pour instruments d'optique.

LIEU DE TRAVAIL : Genève, Suisse sur le site du Cern avec possibilité de mutation à Garching près de Munich où toutes les activités en Europe de l'ESO seront regroupées mi-1980.

REMUNERATION : la rémunération dépendra de l'expérience et de la situation de famille. A titre d'exemple pour un membre du personnel expérimenté, ayant deux enfants à charge, la rémunération nette ne sera pas inférieure à FF 10.500 par mois.

Les candidatures doivent être reçues avant le 23 Novembre 1979 à :

Service du Personnel - EUROPEAN SOUTHERN OBSERVATORY
Schleissheim Strasse 17 - D-8046 Garching B. München (R.F.A.)
Tél. : 089/320.40.41

Blm qu'une préférence soit accordée aux ressortissants des Etats Membres de l'ESO : Belgique, Danemark, France, Pays-Bas, République Fédérale d'Allemagne et Suède, aucune nationalité cependant n'est à priori exclue.

directeur export-afrique

200.000+

Leader dans notre branche, nous fabriquons et distribuons des biens d'équipement (C.A. : 200 millions).
Notre DIRECTEUR EXPORT pour l'AFRIQUE sera chargé de renforcer notre implantation et de développer nos objectifs.
Il animer une équipe de commerciaux et disposera d'un service d'administration des ventes propre. Il rendra compte directement à la Direction Générale.
Il possèdera lui-même une bonne connaissance de l'Afrique et de la vente de biens d'équipement : c'est un homme de terrain.
Sa formation sera de type commerciale (HEC, Sup de Co, ...).
L'Anglais est nécessaire.
Résidence dans le Sud-Est souhaitée et déplacements fréquents à l'étranger sont à prévoir.
Vous pouvez dès à présent adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous référence 1101.DR à :

EXA INTERNATIONAL
Département Recrutement
87, rue St-Lazare
75009 PARIS.



emploi régional

emploi régional

LES LABORATOIRES CIBA-GEIGY

4ème rang mondial

un des plus importants services de Recherche,
vous proposez si vous êtes DIPLOME(E)
(BAC MINIMUM, si possible début d'études scientifiques
ou commerciales) :

- de devenir de véritables professionnels de la

VISITE MEDICALE

- ou si vous avez quelques années d'expérience dans ce métier et si vous désirez progresser dans cette profession.

Après une formation rémunérée de 3 mois, vous apporterez aux médecins de ville et des hôpitaux les informations scientifiques et techniques dont ils ont besoin pour l'utilisation des spécialités de haute valeur thérapeutique.

Vous deviendrez rapidement des gestionnaires d'un secteur dont vous aurez la responsabilité.

Nous offrons :

- salaire en relation avec l'importance du poste + frais
- Possibilité voiture Société
- Réelles possibilités d'évolution dans un groupe favorisant la promotion interne.

Secteur à pourvoir : BAS-RHIN.

Se présenter Mercredi 21 Novembre de 8h.30 à 18h.00

HOTEL MORGUE OSWALD - Rue du 23 Novembre -

67 111 KIRCH - GRAFFENSTADEN - Tél. 65.03.00 -

Demandeur M. GODIN, ou écrire au Docteur CORRIOL -

Laboratoires CIBA GEIGY - 2 - 4, rue Lionel Terry -

92506 RUEIL MALMAISON CEDEX.

IMPORTANT ÉDITEUR

nous recherchons pour les départements 02, 08, 59

UN DÉLÉGUÉ COMMERCIAL

Celui-ci commercialisera nos productions (Jeunesse, Littérature Générale) auprès de la clientèle existante (Libraires, Grossistes, G.M. et G.S.).

Il devra posséder :

- solide culture générale.
- sens du contact.
- bonne organisation et réel dynamisme.

Une expérience positive de quelques années dans la vente de produits comparables sera appréciée. Il est nécessaire d'avoir une voiture et de résider dans la 59, région LILLOISE de préférence.

Rémunération satisfaisante : Fixe + % + frais.

Adresser lettre manuscrite, C.V. complet, prêtent + photo récente s/rel DCM/0028, HAVAS Contact, 156, bd Haussmann, 75008 PARIS, qui transmettra.

Discrétion assurée.

Organisme Public d'Etudes Strasbourg

recherche

UN DIRECTEUR D'ÉTUDES

EMPLOI DE HAUT NIVEAU
- comportant conception, conduite et mise en œuvre d'études de développement économique et d'aménagement régional ;
- appliquant le sens des relations extérieures (entreprises, administrations) et capacité à animer une équipe.

FORMATION SUPÉRIEURE :

- soit E.C.O., Sc. Po ou Sc. Eco et spécialité ou université étrangère ;
- soit ingénieur grande école et Sc. Eco ou équivalent.

Allemand souhaité.
Expérience professionnelle, 6 ans dont 3 ans en entreprises, banques ou bureaux d'études. Connaissances administratives et procédures publiques.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo 4, prêt. à : F. BURN - 1, rue d'Alsace, 67000 STRASBOURG.

مكتبة المصلح

OFFRES D'EMPLOI	La semaine	La semaine 12
DEMANDES D'EMPLOI	12.00	59.98
IMMOBILIER	35.00	41.16
AUTOMOBILES	35.00	41.16
AGENDA	35.00	41.16
PROF. COMM. CAPITAUX	85.00	111.72

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m/m. cl.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	30.00	35.26
DEMANDES D'EMPLOI	7.00	8.23
IMMOBILIER	23.00	27.05
AUTOMOBILES	23.00	27.05
AGENDA	23.00	27.05

REPRODUCTION INTERDITE



emploi régionaux emploi régionaux emploi régionaux emploi régionaux

Ingénieur responsable ventes OEM

Nous sommes une entreprise de téléphonie rattachée à un groupe de premier plan. Nous créons un secteur de vente de sous-ensembles à des industriels des domaines électronique et informatique.

Nous cherchons le responsable de ce secteur, capable d'étudier les marchés potentiels, de définir les gammes de produits et d'en assurer les ventes.

Ce poste intéresse un ingénieur électro-mécanicien ou électronicien, âgé de 32 ans environ, ayant à la fois une expérience études et une expérience technico-commerciale, motivé par une orientation vers la vente et le marketing. La connaissance de l'anglais est indispensable.

Ce poste basé à Paris comportera des liaisons fréquentes avec une usine en province.

Merci d'adresser lettre man. et C.V. détaillé précisant niveau actuel de rémunération à D. de LARIVIERE qui étudiera votre dossier en toute discrétion. Référence 11574M.

Sélé 33, quai Gallieni - 92152 SURESNES. Téléphone 772.31.32.

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Düsseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo, Séville, Tunis.

3 Directeurs de programmes

Grande Société de Promotion Nationale dans le domaine du logement recherche 3 Directeurs de Programmes, pour initier et réaliser l'ensemble des montages d'opérations couvrant chacune des 3 régions suivantes :

Région parisienne, Rhône-Alpes, Nice.

Chacun de ces postes convient à une personnalité dynamique, possédant les qualités d'un entrepreneur (35 ans max.), ayant une formation supérieure de base (formation juridique complémentaire appréciée), une expérience de 10 ans dans l'immobilier dont 4 à 5 ans de Direction de Programmes. Il devra être très introduit dans tous les milieux touchant à la construction pour la région envisagée.

Missions : Dans le cadre d'objectifs définis par la Direction Générale, il aura en priorité la responsabilité de la recherche foncière, puis celle du montage des opérations et leur pleine responsabilité technique, commerciale et financière.

Il dirigera une équipe de 8 à 15 personnes et bénéficiera de l'assistance fonctionnelle des Directions du Siège. Lieu de travail : PARIS, LYON ou NICE.

Sélé Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous référence 73505/M à Mme CLERE - Sélé-CEGOS - 33, quai Gallieni - 92152 SURESNES.

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Düsseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo, Séville, Tunis.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE Electronique grand public recherche : pour un de ses Centres Industriels (900 personnes) Situé en région OUEST

JEUNE INGÉNIEUR MÉCANICIEN

pour l'étude d'automatismes en fabrication et contrôle

JEUNE INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

pour une fonction d'études et de pré-développement électronique de Matériel Audio.

AGENT TECHNIQUE ÉLECTRONICIEN (BTS ou DUT)

pour développement électronique de matériel Audio.

Ces trois postes sont ouverts à des candidats débutants, nécessairement libérés des O.M. et ayant une bonne connaissance de l'anglais.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prêt, à : 20, av. Corder, 75008 PARIS cedex 01 qui transmettra.

Site d'expertise comptable recrute un

ASSISTANT RESPON.

DE PORTEFOLIO

DECS ou niv. équivalent. Expérience indispensable. Lieu de travail : Bourg (18) Adr. : C.V. détaillé et prêt, à : 01457 M. REGIE-PRESSE 15 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

ORGANISME PUBLIC A VOCATION INTERNATIONALE MARSEILLE recherche

INGÉNIEUR INFORMATICIEN

de formation supérieure. Expérience de 3 ans minimum exigée en télécommunication et bases de données.

Env. lettre manuscrite, C.V. et photo sous pli confidentiel à l'attention de M. RODRIGUEZ CEESE, 34, bd Renaudin-Rolland 13009 MARSEILLE

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE recherche pour ALERCON

ASSISTANT (E) CONFIRME (E)

Adresser C.V. et prétentions à : SEGECA, 29, rue La Boétie, 75008 PARIS



TEXAS INSTRUMENTS FRANCE

DIVISION EXPORTATION MOYEN-ORIENT AFRIQUE

développe son équipe et recherche

UN INGÉNIEUR PLANNING débutant

formation ingénieur électronique, option informatique, IAE ou équivalent souhaité.

Il sera chargé de la gestion du carnet de commandes clients (Moyen-Orient - Afrique) et fournisseurs (USA - France).

Il aura aussi la responsabilité de la gestion des stocks et des opérations liées à la livraison des produits aux clients.

L'Anglais courant est indispensable.

Pour faire acte de candidature envoyer C.V., photo et prétentions, date de disponibilité sous référence T.I.E.D./1179/062 Madame LE GUET - T.I.F. - B.P. No 5 06270 VILLENEUVE-LOUBET.

KabiVitrum



spécialisé dans la nutrition parentérale recrute pour LIMOGES

Comme ASSISTANT au Responsable Qualité-Contrôle un Microbiologiste, Pharmacien ou possédant une formation universitaire en microbiologie et en analyse biophysique.

Comme ASSISTANT au Responsable Production un jeune cadre, Pharmacien ou possédant une expérience dans la fabrication des formes stériles pharmaceutiques. ANGLAIS COURANT.

Adresser lettre manuscrite + C.V. et photo à : KabiVitrum S.A. Produits Pharmaceutiques rue De-Dion-Bouton - Z.I. Nord, 87100 LIMOGES.

le Crédit Mutuel

recrute pour une ville importante du NORD COTENTIN

un Directeur d'Agence

80/100.000 F

et son Adjoint

60/70.000 F

Les deux candidats devront posséder de solides connaissances sur le plan des techniques bancaires, notamment en matière de risques, acquises au cours d'une expérience professionnelle réussie.

Des aptitudes commerciales et le sens des responsabilités qu'ils devront assumer au sein d'une équipe d'une quinzaine de personnes, seront nécessaires.

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions Fédération du Crédit Mutuel de Maine-Anjou et Basse Normandie Service du Personnel - B.P. 724 20, rue de Verdun - 53002 LAVAL CEDEX

Dowell Schlumberger International Oilfield Services Company seeks

Mechanical Engineer

To set up, develop and supervise a new research and development operation based in SAINT ETIENNE, FRANCE.

The ideal candidate for this challenging post will be around 30 years of age with 3/5 years industrial experience, preferably in design work. A relevant university degree is essential and a doctorate or equivalent will be an asset.

The aggressive self-starter we need will show evidence of creativity with practical application of problem solving. Excellent salary, fringe benefits and relocation expenses. Please send detailed resume to :

The Recruiting Coordinator DOWELL SCHLUMBERGER 8, rue Bellini 75782 PARIS CEDEX 16.

DOWELL Schlumberger

Une entreprise originale...

La distribution de produits de loisirs culturels est notre affaire depuis 25 ans. Si notre progression est la marque de notre succès, notre avance dans la relation distributeur-consommateur nous oblige à aller plus loin et à avoir encore plus d'imagination.

Nous recherchons donc

un homme complet...

qui sache innover et rester homogène avec une image de marque déjà forte; prendre des décisions et aussi rendre compte à la Direction Générale du Groupe; concilier les critères de rentabilité avec un service à la clientèle fondé sur la confiance; conduire ses hommes et développer leur satisfaction au travail; marier son activité commerciale avec la vie artistique et culturelle de sa ville, de sa région.

Pour lui confier la direction de notre

... filiale de Strasbourg

Nous étudierons directement votre candidature, mais nous vous demandons de l'adresser à Créations Dauphine - Réf. 875 41, avenue de Friedland, 75008 Paris.

GRUPE THOMSON Filiale Electro-ménager : lave linge, lave vaisselle Pays de Loire

jeune responsable marketing

Débutant ou disposant d'une première expérience, HEC, ESSEC, SUP de CO Paris, MINES, PONTS, à l'aise en Anglais et, si possible, en Allemand. Il se verra confier le développement marketing des nouveaux produits et des améliorations des produits existants qui se vendront en France, en Europe et à la grande exportation. Il aura la responsabilité des études de marché de ces produits (France, CEE et grande exportation) et de la concurrence. Poste très évolutif au sein d'un Groupe en expansion constante.

Pour faire acte de candidature, adresser C.V., lettre manuscrite et photo sous la référence 750 à

SVP RESSOURCES HUMAINES 7, rue de Logelbach 75017 Paris CHAMBRE SYNDICALE INTERNATIONALE DES EMPLOYES DU MOUVEMENT

CHEF DE REGION OUEST

Si vous êtes diplômé d'une grande école d'ingénieurs (à dominante électricité)...

Si vous avez déjà commercialisé des biens d'équipement...

Si vous possédez une expérience réussie de l'animation et de la conduite des hommes...

Si vous avez au moins 32 ans...

Vous êtes l'homme que nous recherchons pour exercer la responsabilité de

chef de région OUEST

Quel sera votre rôle ?

Diriger un centre de profit autonome, comportant plusieurs implantations, maîtriser à la tête de votre équipe votre marché, négocier personnellement à haut niveau des affaires importantes.

Votre base d'attache ?

Une grande ville universitaire de l'Ouest.

Votre employeur ?

Un des premiers groupes industriels français qui offre de larges perspectives d'évolution pour un candidat de valeur.

Si vous souhaitez nous rencontrer écrivez à No 32.918, CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS cedex 01 qui transmettra.

Animateurs des ventes Cholet



Leader du sportswear, poursuit son développement et étend ses structures de vente. Nous recherchons deux cadres, - l'un pour le département junior (Réf. 906269 M), - l'autre pour le département féminin (Réf. 906270 M).

Leur mission sera d'animer une équipe de représentants, de participer à l'élaboration des objectifs quantitatifs et d'en contrôler leur réalisation. Ils sont responsables de l'évolution quantitative de l'implantation.

En tant qu'adjoints au Directeur Commercial du département, ils interviendront dans tous les domaines d'une direction de vente.

Les postes seront confiés à des hommes jeunes, mobiles, justifiant d'une formation commerciale supérieure et d'une expérience similaire de 3 ans acquise dans un produit influencé par la mode.

La connaissance des langues est appréciée.

L'entreprise ménage des possibilités d'évolution pour des candidats de valeur.

Envoyez C.V., photo récente et rémunération actuelle sous référence choisie (à mentionner sur l'enveloppe) à Laurence BUFFARD.

BERNARD KRIEF CONSULTANTS 1, rue Danton 75263 Paris Cedex 08 MEMBRE DE SYNTHEC

FABRICANT DE COMPOSANTS ELECTRONIQUES
PASSIFS, 250 personnes, EPERNON (24)

recherche

JEUNE INGÉNIEUR D'AFFAIRES
ANGLAIS COURANT

Il aura pour mission de développer les ventes des produits qui sont cotés au travers du réseau Export existant. Il devra, à ce titre, fournir l'assistance technique nécessaire au réseau, faire les propositions et suivre l'exécution des ordres jusqu'à leur livraison.

DES DEPLACEMENTS EN EUROPE, DE COURTE DUREE, SONT A PREVOIR.

Envoyer curia, vites décollés + prétentions à :
M. GENTY - FRANCELCO S.A. - Boite Postale 25,
2530 EPERNON.

Une entreprise du secteur

Construction Navale et Off Shore
(Atlantique Ouest)

recherche son

Directeur Général

La société fait partie d'un GROUPE de P.M.I. structuré et disposant de moyens financiers, techniques et humains importants pour avoir confiance dans l'avenir de son CHANTIER naval : la DIVERSIFICATION de la PRODUCTION est en cours.

Elle offre à un PROFESSIONNEL compétent et ambitieux (35 ans minimum) - INGENIEUR X, GENIE MARITIME, A.M. ou équivalent, la Direction réelle de l'entreprise : choix des études, gestion de la production, actions commerciales (Paris - Etranger), politique de personnel et décisions de gestion financière, avec une équipe de Responsables de bon niveau.

Homme à l'autorité naturelle, aisé à l'aise auprès des compagnons qu'avec ses clients, disposant de réelles qualités de GESTIONNAIRE, il devra mener à bien la politique de diversification et d'expansion dont il rendra compte au PRESIDENT.

Envoyez à P. BASSEVILLE, sous réf. 2 124 LM et mention confidentielle, votre dossier complet de candidatures en expliquant vos réalisations et ambitions. Les rencontres se feront dans un premier temps sur PARIS.

ocs

Conseil en Recrutement
15, Avenue Victor Hugo - 75116 PARIS

IMPORTANTE SOCIETE
livrant des usines et installations dans le
monde entier et appartenant à l'un des plus
grands groupes industriels français
recherche
pour un de ses Etablissements en Province (42)

INGENIEUR
CENTRALES THERMIQUES

*apte à concevoir, orienter et diriger des Etudes
pour la Centrale elle-même et ses annexes. Il devra
également diriger la mise en service de la centrale
thermique.*

Anglais parlé.

Déplacements à prévoir en France et à l'Etranger.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à No 32775
CONTESSÉ PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra,
75040 PARIS cedex 01 qui transmettra.

La Société PETIT BATEAU
propose pour son Siège à TROYES (Aube)

1 POSTE D'ANALYSTE-PROGRAMMEUR

FORMATION MIAGE, I.U.T. ou ÉQUIVALENT

Une expérience de 2 ans en gestion ou le langage COBOL appliqué à IBM 308 ou 308 en demandant la connaissance de la détection et de CICS sera appréciée.

Envoyer lettre manuscrite et C.V. détaillé + photo, prétentions à :

VALTON S.A.
Madame J. BAUDIN
525 35 - 1081 TROYES CEDEX
Totale discrétion assurée.

**LABORATOIRE D'ANALYSES
PHYSICO-CHIMIQUES**
recherche

UN (E) JEUNE INGÉNIEUR CHIMISTE

Diplômé S.N.S.I. ou équivalent, pour mise au point
de nouvelles méthodes d'analyses sur produits
pyrotechniques.

Ecrire avec curriculum vitae et photographie à :
L'ÉTABLISSEMENT TECHNIQUE DE BOURGES,
à l'attention de M. Dreyfus
B.P. 112 - 18015 BOURGES CEDEX.

مَكْرَمَاتُ الْأَهْلِ

مكتبة من الأعمال

ANNONCES CLASSEES

	la semaine	la semaine 12
OFFRES D'EMPLOI	61,00	59,88
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,11
IMMOBILIER	35,00	41,18
AUTOMOBILES	35,00	41,18
AGENDA	35,00	41,18
PROF. COMM. CAPITAUX	95,00	111,72

	le m/m oct.	12.
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,28
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,23
IMMOBILIER	23,00	27,05
AUTOMOBILES	23,00	27,05
AGENDA	23,00	27,05

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

INGENIEUR EN ORGANISATION

De taille internationale mais entièrement française, le groupe fabrique des biens d'équipement lourds dont 50% sont exportés. Il possède son propre service d'organisation qui intervient pour améliorer les structures, les procédures, la gestion industrielle de l'une des vingt unités de production réparties dans toute la France. Optimum 30 35 ans.

Formation ingénieur grande école: ECP, INSA, ENSAM... Expérience antérieure minimum 5 ans dans l'industrie et/ou en cabinet.

22 rue St. Augustin 75002 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature sur demande. Réf. 946 M.

ingénieur produit

Société française, (4 usines) fabriquant et diffusant des semi-produits pour le second œuvre bâtiment et l'industrie, recherche: un diplômé d'études supérieures, ingénieur ou commercial. Au sein de la Direction Commerciale, il sera responsable des études concernant une ligne de produits (égouttement, documentation, prescription, développement, mise sur le marché...). Ce poste convient à un jeune cadre justifiant d'une expérience technico-commerciale dans les produits industriels, et peut déboucher à terme sur des fonctions d'encadrement commercial ou de marketing. Ecrire avec curriculum vitae explicite sous référence OHP à:

CETAGEP
CHAMBRE COMMERCIALE NATIONALE DES CHAMBRES DE RECRUTEMENT
30, AVENUE AMIRAL LEMOINER - 75100 MARLY LE ROI

chef département méthodes organisation industrielle

Dans le cadre de sa stratégie de développement industriel, la filiale française d'un groupe américain spécialisé dans la production et la commercialisation de produits de grande consommation, cherche à structurer la fonction méthodes des établissements et à ce titre crée le poste de Chef Département Méthodes Organisation Industrielle. Relevant du Directeur d'usine (250 personnes) située dans une ville universitaire à 150 km de Paris, sa mission sera de contribuer à l'optimisation des installations automatisées et à l'amélioration de la production (réduction des coûts, analyse de la valeur, productivité, implantation...). Il élaborera également des systèmes d'évaluation de qualifications et pour ce faire, il animer une équipe méthodes de 4 agents. Son rôle prédominant sera de promouvoir la fonction méthodes en y formant les utilisateurs à tous les niveaux, ceci dans un contexte social où fonctionnent depuis quelques années une large politique de concertation. Ce poste conviendrait à un ingénieur âgé d'au moins 28 ans et possédant une expérience industrielle acquise de préférence au sein d'une société de production moyenne ou grande série. Seule une personnalité de poids ayant de réelles capacités d'animation et une grande souplesse d'adaptation peut réussir à ce poste clé. La connaissance minimum de l'anglais sera un atout supplémentaire. Pour ce poste, de larges perspectives d'évolution sont offertes au sein du Groupe, compte tenu de la taille et de la diversification des lignes de produits.

Ecrivez très rapidement sous référence 67-M aux Conseils du Département Recrutement d'EUREQUIP à qui nous avons confié le soin d'examiner les candidatures.

EUREQUIP
DEPARTEMENT RECRUTEMENT
B.P. 30 - 92430 Vaucresson

PARIS LONDRES HOUSTON LAUSANNE

Ingénieurs d'études

Le groupe SOCOTEC (2000 personnes en France et dans le monde) s'est acquis, par la compétence de ses collaborateurs et le sérieux de ses prestations, une très grande notoriété dans le milieu du Bâtiment et de l'Industrie. Nous recherchons des

possédant une bonne expérience dans les domaines suivants: mécanique des solides, mécanique des fluides, thermique, thermohydraulique. Connaissance de l'anglais et des codes et normes étrangers appréciée. Lieu de travail: région parisienne, banlieue Sud-Ouest.

Si cette offre vous intéresse, envoyez CV et prétentions à Pierre BOURRIER-SOCOTEC INDUSTRIE - Tour Maine Montparnasse - 33, avenue du Maine 75755 PARIS Cedex 15.

LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE recherche pour son Service Informatique à St. Quentin en Yvelines (78) (IBM 370/158 sous OS/V52)

Ingénieur Analyste
Responsable de projets informatiques de la phase de conception à la mise en œuvre opérationnelle, ingénieur avec 2 ans d'expérience en informatique de gestion. Larges possibilités d'évolution.

Adresser CV, photo et prét. sous réf. 59 111 à C.N.C.A. Recrutement Carrières - Cedex 28 - 75300 Paris Bruns

ingénieur organisation

Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure (ESSEC, HEC, SUP de Co. IEP, MBA, INSEAD, Grandes Ecoles d'ingénieurs - IAE, licence sciences éco...). Débutant ou ayant acquis à 3 ans d'expérience professionnelle dans l'organisation, l'audit, le contrôle de gestion en cabinet ou entreprise. Le candidat retenu sera formé, si besoin, dans l'entreprise aux techniques de la fonction et participera à des missions très complètes comprenant l'analyse, la conception et la réalisation de projets.

Après quelques années d'exercice de la fonction, il sera destiné à s'inscrire dans la hiérarchie opérationnelle du groupe.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous référence 207 TA, à:

SCOTI 33, rue de Miromesnil 75008 Paris. Discretion assurée.

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

legrand

PRINCIPAL CONSTRUCTEUR EUROPEEN D'APPAREILLAGE ELECTRIQUE D'INSTALLATIONS

offre carrière commerciale dans son département PRODUITS INDUSTRIELS

- A DE JEUNES DIPLOMES, UNIVERSITAIRES, IUT, BTS etc...
- A DES AGENTS TECHNIQUE-COMMERCIAUX

ayant un ou deux ans d'expérience de vente dans la branche.

Après une formation aux produits et aux méthodes de vente et de négociation, ils seront intégrés à une équipe régionale, sur un secteur géographique de plusieurs départements.

Il s'agit d'une mission itinérante comportant la visite de tout le marché considéré de l'utilisateur au distributeur (parmi lesquels Bureaux d'Etudes Industriels, services électriques des grandes usines, constructeurs, installateurs, industries...). POSTES A POURVOIR DANS DES VILLES UNIVERSITAIRES.

Le recrutement aura lieu le 28 Novembre à Paris.

Adresser C.V. et prétentions sous référence 29 M 198/P1, au Centre de Psychologie Appliquée, 69, rue de Monceau 75008 PARIS. Partenaire pour la France de Consult-Eur

LILLE GROUPE IMMOBILIER D'IMPORTANCE NATIONALE recherche

Cadre Comptable

30 ans environ, de formation supérieure (DECS+), il est capable de prendre la direction des différents comptables des filiales et du groupe.

Il pourra compter sur un outil de gestion et des structures efficaces, auprès desquelles, il devra s'imposer d'emblée par ses compétences.

Le candidat idéal a occupé un poste similaire au siège d'un groupe ou d'une holding. Des connaissances en fiscalité immobilière et en informatique seraient appréciées.

NECESSITE DE RESIDER EN METROPOLE NORD

Madame POTTEVIN étudiera confidentiellement votre candidature adressée sous référence 6019

CREED 13, rue FAUCHERBE 59100 LILLE

CHEVRON CHEMICAL COMPANY SAF

recherche pour son département fabrication, Région de MARSEILLE, un

ingénieur chimiste

Diplômé ENSC, expérience minimum de 3 ans en atelier de synthèse organique et de fabrication industrielle. Connaissances en électro-mécanique, régulation et appareils de chauffe souhaitables. Anglais indispensable, allemand souhaité.

Envoyer C.V. à: CHEVRON CHEMICAL COMPANY SAF Service du Personnel 12, rue de Penthièvre - 75008 PARIS.

LA CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE LOT-ET-GARONNE

recherche

LE RESPONSABLE de son service organisation et méthodes

De formation supérieure (et/ou type C.N.A.M.), ses missions l'amèneront

avec une équipe d'organiseurs, à étudier les circuits, procédures, imprimés...

en liaison avec les analystes fonctionnels à élaborer d'importantes cahiers des charges.

Expérience dans la fonction: 3 ans minimum (connaissances informatiques appréciées).

Adresser C.V. manuscrit et photo, prétentions et rémunération à M. le Directeur de la C.R.C.A. de LOT-ET-GARONNE - S.P. H - 47001 AGEN. Réponse et discrétion assurées.

IMPORTANTE SOCIETE DE FABRICATION MECANIQUE DES ARDENNES

recherche

ANALYSTE - PROGRAMMEUR

DUT Informatique ou expérience: COBOL - IBM 370. Parlant anglais.

Envoyer C.V. et prét. sous n° 33.019, Contasse Publ. 20, av. de l'Opéra, 75001 Paris Cedex 01.

SOCIETE SAUMIER EAU - ENVIRONNEMENT 14, av. du Gros-Maitron 35000 RENNES

recherche

INGENIEUR chargé d'études, et traitement de l'environnement, et traitement des eaux, études de pollution.

Envoyer C.V., photo et prét. Formation INGENIEUR, grande école, ou université, expérience souhaitée.

TECHNICIEN B.T.S. ou équivalent, exp. génie civil, traitement des eaux, études de pollution.

Envoyer C.V. à M. TERRY, 5, rue Royale, 75008 Paris. Indisp. Lieu de trav. BOURGES (Cher). Adr. C.V. det. et prét. à n° 8369 « le Monde » Publ. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9

SOCIETE EXPERTISE COMPTABLE RECRUTE UN ASSISTANT RESPON-

SABIE DE PORTEFEUILLE D.E.C.S. ou niv. équiv., Exp. Indisp. Lieu de trav. BOURGES (Cher). Adr. C.V. det. et prét. à n° 8369 « le Monde » Publ. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9

LA CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE LOT-ET-GARONNE

recherche

LE RESPONSABLE de son service organisation et méthodes

De formation supérieure (et/ou type C.N.A.M.), ses missions l'amèneront

avec une équipe d'organiseurs, à étudier les circuits, procédures, imprimés...

en liaison avec les analystes fonctionnels à élaborer d'importantes cahiers des charges.

Expérience dans la fonction: 3 ans minimum (connaissances informatiques appréciées).

Adresser C.V. manuscrit et photo, prétentions et rémunération à M. le Directeur de la C.R.C.A. de LOT-ET-GARONNE - S.P. H - 47001 AGEN. Réponse et discrétion assurées.

IMPORTANTE SOCIETE DE FABRICATION MECANIQUE DES ARDENNES

recherche

ANALYSTE - PROGRAMMEUR

DUT Informatique ou expérience: COBOL - IBM 370. Parlant anglais.

Envoyer C.V. et prét. sous n° 33.019, Contasse Publ. 20, av. de l'Opéra, 75001 Paris Cedex 01.

SOCIETE SAUMIER EAU - ENVIRONNEMENT 14, av. du Gros-Maitron 35000 RENNES

recherche

INGENIEUR chargé d'études, et traitement de l'environnement, et traitement des eaux, études de pollution.

Envoyer C.V., photo et prét. Formation INGENIEUR, grande école, ou université, expérience souhaitée.

TECHNICIEN B.T.S. ou équivalent, exp. génie civil, traitement des eaux, études de pollution.

Envoyer C.V. à M. TERRY, 5, rue Royale, 75008 Paris. Indisp. Lieu de trav. BOURGES (Cher). Adr. C.V. det. et prét. à n° 8369 « le Monde » Publ. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9

SOCIETE EXPERTISE COMPTABLE RECRUTE UN ASSISTANT RESPON-

SABIE DE PORTEFEUILLE D.E.C.S. ou niv. équiv., Exp. Indisp. Lieu de trav. BOURGES (Cher). Adr. C.V. det. et prét. à n° 8369 « le Monde » Publ. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9

Poursuivant le développement autoroutier de la région Ouest

COFIROUTE

recherche

DES CHEFS DE DISTRICT

agés de 35 ans minimum, ils se verront confier la responsabilité de l'exploitation d'un tronçon d'autoroute de 60 km environ. Une expérience et une aptitude confirmées dans le domaine de l'animation des hommes est indispensable.

Une formation de niveau DUT Génie Civil, conducteur de travaux ou une expérience équivalente est un atout supplémentaire de réussite.

Si vous êtes intéressés, adressez CV et prétentions au Service Recrutement sous référence CD.

COFIROUTE 77, avenue Raymond Poincaré 75116 Paris

L'AGENCE DU BASSIN LOIRE-BRETAGNE

Avenue de Buffon - 45100 ORLÉANS La Source

recrute

Contrat à durée déterminée d'un an éventuellement renouvelable

UN INGENIEUR DIPLOME

Docteur 3^e cycle ou équivalent, possédant une bonne formation de base en matière

D'HYDROGEOLOGIE ET D'HYDROLOGIE

MISSION: définition, réalisation et suivi des études hydrogéologiques; participation aux études de schémas d'aménagement des eaux.

AGE: débutant ou possédant une expérience professionnelle d'un ou deux ans.

Adresser curriculum vitae et lettre de candidature au Service du Personnel.

SOCIETE DE VENTE PAR CORRESPONDANCE 100 km à l'Ouest de Paris recherche

CHEF DE PROJET pour son département informatique (35 personnes, équipement IBM 360-45 + 77) Rattaché directement au chef de département, il prendra en charge un secteur entier d'applications à dominante marketing de la conception à la réalisation.

Ce poste s'adresse à des candidats de formation supérieure (école de commerce ou ingénieur) ayant une expérience pratique de l'informatique de gestion, aptes à dialoguer avec des utilisateurs créatifs et exigeants.

Adresser lettre de candidature avec C.V. détaillé sous référence 622 494 à P. COLLE-FRANCOIS, 85 bis, rue Béaumont, 75002 PARIS, qui transmettra.

SA MISSION: assistance au contrôle de gestion par l'analyse financière des coûts.

Il est souhaité une formation équivalente à un D.U.T. finance comptabilité ainsi qu'une expérience minimum de 3 ans.

Adresser curriculum vitae, photo au Service des Relations Humaines GENERAL FOODS FRANCE 1, rue Maurice Rolland Zone Industrielle Sud-Est 51100 REIMS

ORGANISME INTERVENANT auprès des Entreprises du Nord-Est

recherche

UN PSYCHOLOGUE

— Sa mission consistera à assurer le développement des prestations dont il aura la charge, en particulier: sélection, orientation de personnel, analyse du travail, examens de sécurité.

— Une formation spécialisée de psychologie industrielle et une première expérience en entreprise seraient appréciées.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous la référence 2.N.1, à M. CHARLES, 136, av. Charles-de-Gaulle, 93022 Neuilly-sur-Seine.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

chef de service

ETUDE DE MARCHÉ

CETAGEP

CHAMBRE COMMERCIALE NATIONALE DES CHAMBRES DE RECRUTEMENT

OFFRES D'EMPLOI
DEMANDES D'EMPLOI
IMMOBILIER
AUTOMOBILES
AGENDA
PROF. COMM. CAPITALX

La ligne
51,00
35,00
35,00
35,00

La ligne T.A.
59,86
44,11
41,16
41,16
111,72

ANNONCES CLASSEES

ANONCES ENCAISSEES
OFFRES D'EMPLOI
DEMANDES D'EMPLOI
IMMOBILIER
AUTOMOBILES
AGENDA

Le m/m. T.A.
30,00
7,00
28,00
23,00
27,05

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

LYON JEUNE RESPONSABLE «CREDIT»

Une des premières sociétés françaises spécialisées dans le conseil auprès des pharmacies (cession d'officines de pharmacie, conseil financier et juridique) propose au sein de son département financier, le poste de responsable "credit".

Sa mission est double : promouvoir le service qu'il offre auprès des acquéreurs d'officines et le réaliser. Il effectue les analyses financières nécessaires afin d'évaluer la nature et le montant du risque encouru, et monte les dossiers de crédit en liaison avec l'organisme bancaire.

Nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé de l'enseignement supérieur, doté d'un sens commercial aigu, et ayant acquis une première expérience significative de l'analyse financière au sein d'une banque ou d'une société de crédit.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 1348 A, à

5 rue Meyerbeer 75009 Paris.

egor

ECONOMISTE

Ce groupe industriel (3500 personnes, CA 5 milliards) est l'un des leaders du secteur pétrochimique. Il contrôle également un certain nombre d'importantes filiales.

La Division «Economie et Plans», propose le poste de Responsable du Secteur Economie. Ce poste fonctionnel dépend du Directeur de la Division. Il a pour mission d'analyser les informations nécessaires à l'appréciation de la conjoncture et de préparer la stratégie à long terme. Ces informations concernent aussi bien l'environnement économique de la firme, ses approvisionnements et ses marchés, que l'étude des structures industrielles considérées, les mécanismes de formation des prix.

Nous souhaitons rencontrer des ingénieurs qui aient également une solide formation complémentaire en économie. Ils ont une expérience professionnelle de quelques années dans l'industrie, ou bien une excellente ouverture sur l'économie pétrolière ou chimique. Ils parlent impérativement anglais.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 5103 BP, à

5 rue Meyerbeer 75009 Paris.

egor

SERVICES INFORMATIQUES

RESPONSABLE D'AGENCE NANCY

Cette entreprise est une des premières sociétés françaises de services informatiques et téléinformatiques.

Implantée au niveau national, elle dispose de différents centres régionaux et recherche le responsable de son agence de Nancy.

Gestionnaire d'un centre de profit autonome, il anime et contrôle les activités de son Agence, tant au niveau commercial qu'à celui de l'exploitation.

Aidé d'une cellule administrative légère et d'une équipe de technico-commerciaux, il gère la clientèle existante mais est avant tout responsable du développement de son C.A. Ceci implique un engagement commercial personnel important au niveau de la prospection.

La réussite et le développement de l'agence doivent le conduire à s'adjoindre des collaborateurs commerciaux.

Nous souhaitons rencontrer un professionnel de la vente de services et de traitements informatiques, justifiant d'une expérience réussie dans la gestion d'une cellule commerciale, ou un ingénieur de vente confirmé, possédant de réelles capacités d'animation et d'encadrement.

Marcel d'adresser C.V. complet, sous référence M 5257 F. à F. Sanchez, qui studiera confidentiellement votre candidature.

5 rue Meyerbeer 75009 Paris.

egor

RESPONSABLE DES VENTES

La Direction Commerciale d'une société qui fabrique et commercialise certains matériels d'installation téléphonique souhaite s'adjoindre un collaborateur «Responsable des Ventes» capable d'assurer pleinement l'animation et la gestion du réseau de vente existant, tout en prenant en charge la promotion de nouveaux produits destinés à une clientèle et à des marchés à développer.

Nous souhaitons rencontrer un professionnel de la vente de produit ou de matériel à vocation technique justifiant d'une expérience réussie d'animation et de gestion d'une équipe de vente. Le poste est localisé à Paris, mais la fonction nécessite des déplacements de courte durée mais fréquents.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 3351 A, à Monique Roux

5 rue Meyerbeer 75009 Paris.

egor

INGENIEUR DES VENTES FRANCE

Ce groupe industriel (3500 personnes, CA 5 milliards), produit et commercialise entre autres des résines en poudre pour des utilisations anti-corrosion et anti-abrasion.

Basé à Paris, et sous l'autorité du Chef des Ventes, il est chargé du suivi et du développement de la clientèle industrielle d'un secteur particulier sur l'ensemble du territoire national.

Nous souhaitons rencontrer un candidat de formation ingénieur chimiste ou géométriste, ayant une première expérience significative de la vente de produits techniques et prêt à voyager environ 50% de son temps.

Pour son évolution future dans la société, il est impératif qu'il ait une bonne maîtrise de la langue anglaise.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 5103 BN, à

5 rue Meyerbeer 75009 Paris.

egor

Directeur Développement & Production

Il s'agit d'une société française de rang international spécialisée dans le petit matériel électromécanique de haute technicité.

Le Directeur de Développement et Production aura la responsabilité de l'unité située en banlieue nord-ouest de Paris spécialisée dans les moyennes séries.

Ce poste est celui d'un patron. Il réclame de l'expérience, de la méthode et du caractère.

Il faut pour le tenir une formation d'ingénieur (mécanique, électronique) complétée par de solides connaissances de gestion. Le style de l'entreprise demande de plus le sens des relations et le goût du travail d'équipe.

Ce poste peut rapidement évoluer vers une Direction Générale.

SEFOP remercie les personnes concernées par cette offre de lui adresser leur dossier sous référence DP 1123 M

11 rue des Pyramides 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTec

chef de service ETUDE DE MARCHES

L'une des premières sociétés françaises transformatrices du bois, recherche un ingénieur ou un diplômé Grande Ecole de Commerce de 30 ans au moins ayant déjà une expérience marketing dans les semi-produits industriels. Ecrire avec C.V. explicite sous réf. OC/EM à

CETAGEP

30 AVENUE AMIRAL LEMONNIER - 78160 MARLY LE ROI

un jeune chef de projet

Une grande Banque privée (Paris-centre)

qui a filialisé son informatique vous propose, après une phase d'imprégnation, de reformuler ses traitements actuels, autour d'un système décentralisé. Vous avez une formation supérieure et acquies en trois ou quatre ans une bonne connaissance des applications bancaires, éventuellement en SSCI. Vous avez l'expérience de l'encadrement d'une équipe de réalisation et, surtout, des contacts avec les utilisateurs.

Notre consultant, J. THILLY, vous remercie de lui écrire (réf. 3628 LM).

à "Carrières de l'Informatique".

ALEXANDRE TIC S.A.

10, RUE ROYALE - 75008 PARIS

LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

Nous sommes un groupe industriel français d'importance internationale. Notre Direction Générale recherche son

directeur des relations humaines

Agé de 35 ans minimum, de formation supérieure (grande école commerciale, droit, sciences humaines, sciences Po...), diplômé et d'une grande ouverture d'esprit, disponible, il devra justifier d'une expérience d'au moins cinq ans dans un service couvrant tous les aspects de la holding (recrutement, rémunération, évolution, formation, d'information et de concertation au sein de leurs sociétés).

Directement rattaché à la Direction Générale de la holding, sa mission sera :

- adapter la politique de personnel du groupe à la holding et à l'ensemble des sociétés opérationnelles en informant (bulletin de liaison) et en créant un esprit de groupe.
- animer une équipe ayant en charge la gestion et l'administration du personnel de la holding (recrutement, rémunération, évolution, formation, relations sociales...).
- jouer un rôle permanent de conseil auprès des responsables opérationnels, afin de faciliter toutes les actions de recrutement, de formation, d'information et de concertation au sein de leurs sociétés.
- conseiller la Direction Générale.

La maîtrise de l'Anglais est indispensable.

Localisation : Paris-centre avec voyages à l'étranger.

La rémunération sera intéressante et évolutive, fonction de l'âge et de l'expérience du candidat.

Envoyer C.V. + photo + rémunération sous réf. 589-M, 25, rue du Renard, 75004 Paris.

PROSSEL
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

ingénieur G. E.

Nous sommes la société de services informatiques d'un très important organisme parapublic en expansion régulière, équipée d'un 370/158 sous OS/VS1 et IMS (80 Terminus) complété par des mini et des micro sur les sites.

La Direction Technique se renforce et veut intégrer un jeune ingénieur G.E. (avec option informatique si possible). Ce poste peut convenir à un débutant ou à un candidat ayant de 1 à 3 ans d'expérience informatique. Les qualités intellectuelles, les traits de personnalité et une forte motivation pour le service et le conseil seront déterminants dans le choix final et la réussite du candidat.

Adresser un dossier détaillant formation, expérience, motivations et salaire sous référence 40 CM à :

Hervé Le Bauf-Consultant
11, rue La Botz - 75008 PARIS

THOMSON-CSF TELEPHONE
DIVISION SYSTEMES DE COMMUTATION

responsable logiciel HAUT NIVEAU

Il sera chargé de mener avec une équipe d'une dizaine d'ingénieurs et de Techniciens, des études de Logiciels en commutation numérique.

Le niveau de sa fonction le conduira à jouer un rôle important dans la définition et la réalisation des projets nouveaux.

Nous voyons dans ce poste un ingénieur de 32 ans environ qui justifiera d'une large expérience et qui, en particulier, aura mené avec succès des projets d'une nature et d'une dimension analogues.

Veillez faire parvenir votre dossier de candidature sous réf. AV à la Direction du Personnel, Gestion des Cadres, Le Matériel Téléphonique Thomson-CSF, 46, quai A. le Gallo, 92103 Boulogne.

IMPORTANTE SOCIETE FRANCAISE SPECIALISEE
DANS LE RACCORDEMENT ET LA CONNECTIQUE
recherche pour la PROMOTION ET LA VENTE DE
SES NOUVEAUX PRODUITS

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

FORMATION GRANDES ECOLES OU EQUIVALENT

5 à 6 ans d'expérience. Formation technique de base. Connaissances des techniques modernes de raccordement et de connectique dans le domaine de l'électronique et des télécommunications.

Connaissance de la langue anglaise.

Envoyer C.V. détaillé avec prétentions et photo à No 32725 CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

مكتبة ابن خلدون

	La 1ère	La 2ème	La 3ème
OFFRES D'EMPLOI	51,00	59,98	
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,11	
IMMOBILIER	35,00	41,18	
AUTOMOBILES	35,00	41,18	
AGENDA	35,00	41,18	
PROF. COMM. CAPITAUX	95,00	111,72	

ANNONCES CLASSEES

	La 1ère	La 2ème
ANNONCES ENQUETES	30,00	36,28
OFFRES D'EMPLOI	7,00	8,23
DEMANDES D'EMPLOI	23,00	27,05
IMMOBILIER	23,00	27,05
AUTOMOBILES	23,00	27,05
AGENDA	23,00	27,05

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

- La technologie des plastiques thermo-rétractables n'a plus de secret pour nous. Notre compétence et notre dynamisme nous ont permis d'affirmer notre position de leader mondial : pendant les douze derniers mois notre chiffre d'affaires s'est accru de 42 % et notre effectif employé de 28 %.

- Dans ce contexte l'informatique est un outil de gestion primordial : nous allons être équipés d'un mini-ordinateur Data Point 6680, relié au niveau européen à un Burroughs 6700 et nous désirons renforcer notre équipe avec deux personnes à fort potentiel :

un(e) chef de projet informatique

qui participera activement aux réalisations françaises et européennes et qui sera responsable de l'exploitation.

Le candidat doit avoir l'expérience de la conception et de l'implantation d'applications auprès des services utilisateurs.

Son potentiel lui permettra à moyen terme de prendre des responsabilités plus importantes.

un(e) analyste-programmeur

qui sera chargé de la maintenance et de la bonne utilisation des systèmes et qui participera au développement des applications nouvelles.

Avec une expérience de 2 ou 3 ans, le candidat pratique le cobol : la connaissance des mini-ordinateurs et du télétraitement sont des atouts supplémentaires.

- Pour les deux postes nous pensons qu'une formation théorique, DUT, MIAG ou Grande Ecole, sont nécessaires. Enfin l'évolution dans un environnement international nécessite la pratique de l'anglais.

Raychem

- Les candidats intéressés par cette offre sont invités à téléphoner à : Monique VION au 037.92.12 ou à adresser leur lettre de candidature à RAYCHEM, Service du Personnel, BP 738 - 95004 CERGY CEDEX.

FILIALE chargée de la mise en œuvre des
SYSTEMES INFORMATIQUES
d'un très important GROUPE D'ASSURANCES
recherche

analystes

(Référence 5640 A)

programmeurs

(Référence 5640 P)

ingénieurs système

(Référence 5640 IS)

pour le développement d'importants projets informatiques utilisant des bases de données et du télétraitement.

Le matériel actuellement installé se compose de :

- TROIS 3033 - 8000 K chacun,
- UN 370/168 AP - 8000 K,
- 800 terminaux télétraitement.

GIE

Envoyer CV, en précisant la référence du poste choisi, au Service du Personnel, Tour Franklin, Cédex 11, 92081 PARIS La Défense.

En 1980, plus de

400 Jeunes

de plus de 21 ans
parlant couramment l'anglais
et désirant faire carrière dans un métier de service
vont, après sélection, et formation entièrement assurée
par la Compagnie, devenir

Stewards et Hôtesse de Bord

d' AIR FRANCE

76 000 F. après intégration

Pourquoi pas vous ?

AIR FRANCE
Division Recrutement et Orientation
3, Square Max Hymans - 75015 PARIS

GROUPE INTERNATIONAL
SECTEUR TERTIAIRE
recrute

CADRE DE DIRECTION

Le candidat recherché
- dispose de 2 ou 3 années d'expérience commerciale (société de services)
- est de formation supérieure
- parle couramment l'anglais.
Son profil est celui d'un commercial, doué d'imagination, habile aux négociations à un niveau élevé, capable également de dominer les problèmes administratifs et de gestion.

Envoyer CV détaillé, prétentions, photo sous N° 2336 à PARFRANCE Annonces 4 rue Robert Estienne 75008 PARIS qui transmettra

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
CONSTRUCTIONS MÉCANIQUES
recherche pour
SA DIRECTION INDUSTRIELLE
RÉGION PARISIENNE SUD

ingénieur d'affaires production

Rattaché au responsable du département gestion industriel, il sera chargé d'analyser et coordonner les études de production, de modifier les budgets aux unités, de suivre l'évolution des coûts, d'assurer les couvertures financières nécessaires à la réalisation des divers programmes de fabrication.

Le candidat retenu devra être diplômé d'une grande école d'ingénieurs ou de gestion, présenter une expérience d'au moins 5 années dans l'industrie mécanique (conduite atelier de fabrication appréciée), s'exprimer avec aisance oralement et par écrit, posséder si possible la maîtrise de l'anglais parlé.

Adresser lettre, CV avec photo et prétentions sous le N° 32.760 CONTEXTE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

ingénieur informatique chef de projet

Nous sommes un important Groupe Industriel situé en banlieue Ouest.

Agé d'environ 30 ans et de formation nécessairement ingénieur, le Chef de Projet que nous recherchons, outre le suivi de projets particuliers, devra assurer la cohérence entre les projets réalisés directement par les utilisateurs.

En plus des connaissances techniques liées à la fonction, des compétences en IMS et en architecture de base de données seront particulièrement appréciées.

Poste à forte évolution et nombreux avantages offerts.

Adresser C.V., photo et salaire actuel sous la référence 37.08/CP/240 à ADEQUATION, 54, avenue de Versailles, 75016 Paris.

ADEQUATION
RECRUTEMENT

CAP SOGETI SYSTEMES

avait lancé pour 1979 une campagne de recrutement de 100 collaborateurs. Cet objectif aujourd'hui atteint porte notre effectif à 400 personnes. L'expansion de nos huit départements se poursuivant, nous recherchons encore avant la fin de l'année :

15 ANALYSTES - PROGRAMMEURS

Réf. 9101

Diplômés d'Etudes Supérieures en Informatique (DUT, BTS, ...) débutants ou ayant quelques années d'expérience. Ils seront affectés à des projets de plus en plus importants, en Région Parisienne. Langages souhaités : COBOL, PLI, ASSEMBLEUR.

10 INGENIEURS INFORMATIENS GRANDES ECOLES.

Réf. 9102

Ayant une première expérience professionnelle de 2 ans minimum. Ils participeront à la réalisation de systèmes de télétraitement et de gestion de bases de données.

D'importantes perspectives d'évolution sont offertes, fondées sur notre expansion et sur une politique de formation et de promotion interne.

Ecrivez ou téléphonez en précisant la référence à Christine JACQUEMINET, CAP SOGETI SYSTEMES, 92, Bd du Montparnasse 75014 PARIS Tél. 320.13.81.

A produit rétro, marketing de pointe

Nous autres, Anglo-Saxons, nous sommes toujours intéressés aux Trésors du patrimoine français... et cette marque, que nous venons vous proposer de prendre en charge, est de celles qui font incontestablement partie de votre background culturel.

Sa position est déjà largement dominante sur le marché. Mais celui-ci présente encore de belles perspectives de développement. C'est maintenant qu'il faut agir. Réfléchir au positionnement, redessiner l'image, concevoir, recommander, mettre en œuvre les actions assurant un nouvel essor.

Intéressé par le challenge ? Votre anglais est sans problème ?... Ecrivez sous référence 795 298 M aux consultants de SIRCA. Ils nous connaissent bien et vous préciseront l'environnement du poste.

Mais n'oubliez pas que, pour avoir les meilleures chances de réussite, il vous faut justifier d'une expérience de trois ans au moins sur des produits de grande consommation, dans une société pratiquant un marketing avancé. La communication publicitaire vous passionne. Vous avez des idées, elles sont claires et vous savez les faire passer. A bientôt, peut-être.

Sirca
11, avenue Delcassé - 75008 PARIS.

GROUPE INTERNATIONAL DE TRANSPORT

CHEF du SERVICE COMPTABLE et ADMINISTRATIF

Ce collaborateur 30 ans minimum aura pour mission d'aider le PDG dans les domaines de la comptabilité, de la gestion et du personnel.

Formation niveau E.S.C., expérience confirmée de la comptabilité et de la gestion générale acquise de préférence dans le secteur des transports internationaux.

Poste stable - bon climat de travail - responsabilités diversifiées.

Adresser C.V. + photo + salaire actuel sous réf. 115 à

SODECI 140, rue de la Croix Nivert 75015 PARIS.

CABINET INTERNATIONAL
DE CONSEIL

Dans le cadre de notre Division «Organisation et Systèmes de Gestion», notre nouveau Centre Européen (basé à Paris) de

CONSEILS EN INFORMATIQUE, GRANDS SYSTEMES

INGENIEURS CONFIRMES grandes écoles

3 à 5 ans de pratique en informatique de gestion.

Expériences appréciées :
- V.S. et I.M.S. ou C.I.C.S. - réseaux d'ordinateurs
- mini-ordinateurs - bureautique

Ils participeront, en équipe, à la promotion, à la conception et à la réalisation de projets informatiques en clientèle, et au développement de nouveaux logiciels.

- Pratique courante de l'anglais parlé indispensable (formation permanente assurée aux Etats-Unis).

- Promotion rapide pour les candidats ayant démontré leur aptitude à prendre des responsabilités.

Adresser C.V. manuscrit détaillé avec photo sous référence 2487 à : B.P. 508, 75006 Paris cédex 02 qui transmettra. Il sera répondu à toutes les candidatures.

INTER P.A.

UNE AGENCE DE VOYAGES située à Paris (CA. 1979 : 20 000 000 F, 15 employés), dont les principales activités sont les suivantes :

- vente de billetterie (60 sociétés en compte et clientèle de passage),
- production et vente de voyages de groupes professionnels (séminaires, congrès),
- revende de forfaits touristiques.

DIRECTEUR COMMERCIAL et TECHNIQUE

pour encadrer les 10 collaborateurs commerciaux de l'Agence et assurer le développement de ses secteurs en pleine expansion.

Ce poste s'adresse à un candidat de 35 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur pouvant justifier d'une expérience confirmée, soit en tant que directeur d'agence, soit à un poste similaire dans une grande entreprise de voyages.

Envoyer C.V. et prétentions, sous réf. 77808 M à HAVAS CONTACT - 156, boulevard Haussmann - 75008 Paris, qui transmettra.

TOC
L'AQUITAINE

HAVAS CONTACT

analystes
(Réf. 101-1)

programmeurs
(Réf. 101-2)

ingénieurs système
(Réf. 101-3)

GE

CAP SOGETI SYSTEMES

15 ANALYSTES - PROGRAMMEURS

10 INGENIEURS INFORMATIENS

GRANDES ECOLES

A produit rétro, marketing de pointe

Sirca

11, avenue Delcassé - 75008 PARIS.

CHIFFRE D'AFFAIRES

1000000

OFFRES D'EMPLOI	La Presse	Le Monde
DEMANDES D'EMPLOI	51,00	59,98
IMMOBILIER	12,00	14,17
AUTOMOBILES	35,00	41,16
AGENDA	35,00	41,16
PROF. COMM. CAPITAL	95,00	111,72

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCLUSEES	Le Monde	Le Monde
OFFRES D'EMPLOI	80,00	35,28
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,23
IMMOBILIER	23,00	27,05
AUTOMOBILES	23,00	27,05
AGENDA	23,00	27,05

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

IMPORTANTE SOCIETE
livrant des usines et installations dans le monde entier
et appartenant à l'un des plus grands groupes industriels français,
recherche pour son siège à PARIS,
dans le cadre de la mise en place de son informatique de gestion
utilisant les matériels IBM 4331 puis 4341 sous DOS/VSE :

**RESPONSABLE
DE L'EXPLOITATION ET DU SYSTEME**

DIPLOME INGENIEUR GRANDE ECOLE

- Expérience en entreprise : 5 ans environ
- Il aura pendant 2 ans au moins, assuré dans une entreprise la fonction système sur un ordinateur IBM travaillant sous DOS/VS avec CICS et DL/1 et aura déjà eu la responsabilité de l'exploitation
- Le candidat assurera avec l'équipe IBM le démarrage technique d'un 4331 puis d'un 4341 et ensuite prendra la responsabilité de l'exploitation (environ dix personnes).

ANALYSTE

DIPLOME INGENIEUR GRANDE ECOLE ou MAITRISE D'INFORMATIQUE

- Expérience d'environ 2 ans en entreprise
- Ayant déjà participé à la réalisation d'applications utilisant CICS et DL/1 sous DOS/VS
- Ayant une bonne pratique du langage COBOL et de la programmation structurée.

Ecrire avec C.V., photo et présentations à No 32.791 CONTESSA PUBLICITE
20, Avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

adige

Nous sommes une équipe de consultants qui cherons depuis plusieurs années notre activité de conseil dans le domaine des

STRUCTURES ET RELATIONS DE TRAVAIL

Nous avons créé notre entreprise sur la base d'une communauté de valeurs et d'une complémentarité d'expériences acquises, en particulier, par des responsabilités directes sur le terrain.

Pour assurer notre développement et notre diversification dans les domaines similaires ou complémentaires, nous sommes prêts à discuter avec des

CONSULTANTS CONFIRMES

— notamment individuellement — des modalités de leur association ou de leur intégration à notre groupe.

Nous leur offrons une structure d'accueil juridique, matérielle et professionnelle, au sein d'une petite équipe à direction collégiale.

En contrepartie, nous attendons de nos futurs

PARTENAIRES

une dizaine d'années d'expérience, dont plusieurs en tant que consultant autonome, responsable de son propre commercial et de la réalisation de ses contrats.

Nous demandons aux personnes intéressées de prendre contact avec nous par écrit, à l'adresse suivante :

ADIGE - 25, rue Etienne-Marcel, 75001 PARIS.

**Secrétariat général
Champs Elysées**

Vous avez acquis une expérience de gestion dans une grande société et maintenant vous avez choisi le secrétariat général d'une PME. Ancien élève d'une école supérieure de commerce vous avez opté pour l'économie, la finance, ou le juridique à moins que, expert comptable, vous ne vous soyez découvert une vocation commerciale. Si de plus vous pratiquez l'anglais et avez une expérience de l'immobilier, ce serait des atouts non négligeables.

En effet, l'expansion rapide de notre société spécialisée dans le financement de l'immobilier commercial nous conduit maintenant à engager le secrétaire général à qui nos quatre associés confieront l'indispensable intendance. Nous comptons sur lui pour assurer les tâches internes de coordination et d'animation : administration commerciale, comptabilité, trésorerie, fiscalité, personnel, relation avec les conseils juridiques, mise en place des procédures, informatisation éventuelle, gestion des fichiers, etc...

Les conseils en recrutement de SIRCA vont nous aider à rencontrer celui que nous voulons coopter parce qu'il sera, comme nous, fiable, efficace et décidé à réussir par beaucoup de travail personnel. Vous écrivez à SIRCA ? N'oubliez pas la référence 794 296 M.

Sirca
11, avenue Delcassé - 75008 PARIS.
MEMBRE DE SINTEC

TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ
recherche
POUR SON SIÈGE A PARIS

**COMPTABLE
HAUT NIVEAU**

DIPLOMÉ GRANDE ÉCOLE
H.E.C., E.S.S.E.C., E.S.C.P.

Mission :

**ORGANISATION
COMPTABLE**

Notamment chargé :

- des problèmes d'Audit en liaison avec les Services d'Audit du Groupe et les Comptes aux Comptes ;
- de la préparation des missions de ces derniers ;
- du contrôle des inventaires.

Ce poste convient à un

JEUNE CADRE

ayant un début d'expérience — 2 à 5 ans — acquise dans les Services Comptables d'une Grande Société ou dans un Cabinet d'Audit.

Anglais courant exigé.

Très larges possibilités de carrière dans un Groupe Français Multinationnel.

Env. dossier de candidature sous numéro 822.007 M, 85 bis, r. Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

**IMPORTANT ETABLISSEMENT BANCAIRE
de la REGION PARISIENNE**

équipé d'un IBM 3033 sous MVS avec bases de données IMS et d'un réseau de 300 terminaux, pour faire face aux IMPORTANTS DEVELOPPEMENTS DE SON INFORMATIQUE recherche

un chef de projet en organisation
(Réf. 101-79)

De formation supérieure, il aura 3 à 5 ans d'expérience de la conduite de projets d'organisation et une connaissance approfondie de l'informatique de gestion.

La connaissance du milieu bancaire serait appréciée.

un analyste organique
(Réf. 101-80)

Ayant une bonne expérience des bases de données et du télétraitement dans un contexte d'applications de gestion, il aura au moins 2 ans d'expérience dans un poste similaire.

La connaissance pratique d'IMS (DB, DC) et une formation supérieure en informatique (maîtrise, DEA, ...) seraient appréciées.

**des analystes-programmeurs
et programmeurs**
(Réf. 101-81)

De formation BUT ou équivalent, ils auront 2 à 3 ans d'expérience dans des postes similaires et une pratique du langage Cobol dans un environnement bases de données et télétraitement.

Pratique de IMS, MVS et PAC 700 appréciée.

Envoyer candidature avec C.V., photo et présentations à No 32.344, CONTESSA PUBLICITE 20, Avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

**La responsabilité
d'une zone
à l'exportation...**

C'est la mission que nous souhaitons vous confier.

Nous sommes un groupe chimique implanté mondialement, à fort développement quantitatif et qualitatif.

Pour l'une de nos divisions, distribuant du matériel industriel, nous recherchons un responsable de zone dont l'activité commerciale s'exerce en Allemagne, en Scandinavie, en Hollande, en Autriche et en Suisse.

Ce responsable participera à l'élaboration de la politique marketing, et sera chargé de sa réalisation sur le terrain.

Il mènera parfois des actions ponctuelles de ventes à haut niveau.

De nationalité européenne, âgé d'au moins 30 ans, le candidat a une formation supérieure, à caractère technique, de préférence acquise en chimie. Il aura une expérience réussie d'au moins 5 ans de vente et marketing, idéalement à l'exportation dans le domaine équipement industriel. La connaissance de l'allemand et du français est indispensable, celle de l'anglais appréciée.

Le poste est à prendre à Paris ou en Allemagne.

Adressez votre candidature (C.V., photo, lettre manuscrite et rémunération souhaitée aux Consultants de EKA sous référence 180

EKA
158, av. de Suffren 75015 PARIS.

Péritel

Groupe Matra - branche Communication et Télématique

recherche pour sa division commutation électronique privée :

**INGENIEURS
ELECTRONICIENS**

confirmés ou première expérience, pour conception et mise au point de systèmes temps réel à microprocesseurs.

Nous souhaitons :

- Une formation d'ingénieur diplômé (E.S.E. ou équivalente)
- Une expérience en logiciel et matériel acquise dans le développement de systèmes à base de mini ou micro-ordinateurs.

Adressez C.V. détaillé et lettre manuscrite à :
M. THEVENOT / PERITEL
6, RUE JULES-SIMON, 92100 BOULOGNE

sith

L'une des premières SSCI implantée à Paris
2 centres de traitements équipés de matériel IBM 370/158 - 148, recherche

**jeunes collaborateurs
pour
carrière informatique**

Une formation technique complète (3 mois environ) et rémunérée est prise en charge par notre Société. Des connaissances informatiques préalables ne sont pas exigées.

Les candidats devront satisfaire aux obligations suivantes :

- 3 années d'études supérieures minimum,
- dégarés des O.M.,
- disponibles pour embauche début janvier 1980.

Outre une aptitude à la logique et à l'analyse, les candidats seront essentiellement retenus en fonction de leur culture générale, leurs facilités de communication et de dialogue, leur dynamisme.

Leur carrière, après la maîtrise des techniques d'analyse et de programmation sur minis et gros systèmes pourra s'orienter vers des postes d'analyse et de chef de projets comportant d'étroits contacts avec des utilisateurs dans des secteurs professionnels très diversifiés.

Adressez C.V. manuscrit + photo à SITH Sélection, 38, rue des Jeunes 75002 PARIS. sous référence 9812.

**UNE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE
S'IMPLANTE EN EUROPE**
ELLE RECHERCHE
UN DIRECTEUR TECHNIQUE
150.000 F +

Elle développe un procédé nouveau et performant, déjà expérimenté, pour économiser l'énergie. Ce procédé s'adapte sur les installations de chauffage central.

Cette société, basée à Paris, recherche son Directeur Technique. Après formation à ce produit, il assurera coordination et assistance auprès des forces techniques des filiales des autres pays.

Le candidat retenu, 30 ans minimum, Ingénieur ou Technicien Supérieur, obligatoirement bilingue (anglais), connaîtra bien les différentes installations de chauffage central.

Pour ce poste très évolutif où l'intéressement sera directement lié aux résultats, la préférence sera donnée à un homme disponible, dynamique et combattif.

Ecrire sous référence 101, à A.L. CONSEIL,
24, rue Murillo - 75008 PARIS,
qui garantit discrétion et réponse.

AL conseil

ingénieur des ventes

- Vous avez une formation mécanique ingénieur A.M., E.N.S.I. ou équivalent et des connaissances sur la construction sandwich ou les applications polystères.
- Vous avez une première expérience commerciale et vous parlez correctement l'anglais.

Nous vous offrons de prendre la responsabilité d'un secteur de ventes en France comportant :

- développement, diversification et rentabilité des ventes
- assistance technique auprès de la clientèle.

Nous sommes une société industrielle française, filiale d'un groupe important. Notre produit est appelé à un développement certain qui entraînera une évolution des responsabilités du poste.

Ecrire avec C.V. et présentations à No 32.695, CONTESSA PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS cedex 01, qui transmettra.

**IMPORTANT SOCIETE SPECIALISEE EN ELECTRONIQUE
DE POINTE**
recherche pour son Centre d'Etudes
situé à 30 mn du Centre de Paris par RER

**ingénieur informaticien
de gestion d'affaires et
d'approvisionnements**

Première expérience souhaitée
Larges possibilités d'évolution pour candidat dynamique
Transport assuré par cars gratuits - Restaurant d'entreprise -

Adressez C.V. détaillé et présentations sous No 27.839 Contessa Publicité
20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

مكتبات الأمل

مكتبة الأمل

	12ème	12ème T2
OFFRES D'EMPLOI	51,00	55,98
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,71
IMMOBILIER	35,00	41,06
AUTOMOBILES	35,00	41,06
AGENDA	35,00	41,06
PROF. COMM. CAPITAUX	35,00	11,72

ANNONCES CLASSEES

	12ème	12ème T2
ANNONCES ENCHEREES	30,00	35,28
OFFRES D'EMPLOI	7,00	8,23
DEMANDES D'EMPLOI	23,00	27,06
IMMOBILIER	23,00	27,06
AUTOMOBILES	23,00	27,06
AGENDA	23,00	27,06

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

SOCIÉTÉ D'H.L.M. rythme de construction
500 logements par an, recherche pour Paris :
DIRECTEUR DE PROGRAMMES
Ago minimum 40 ans, expérience logement social en Ile-de-France indispensable. Sous l'autorité du Directeur Général, il sera chargé d'analyser et de coordonner une équipe de responsables de programmes, d'assurer le contrôle de gestion des opérations et la prospection foncière.
Adresser C.V. et prétentions à n° 32.297 CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris 1^{er}, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ PARIS
recherche pour son
SERVICE ACTUARIAT ET STATISTIQUES
UN CADRE
en vue de lui confier les études de tarification concernant ses nouveaux produits
Ce poste conviendrait à un candidat ayant suivi des études supérieures d'actuariat et de statistiques ou pouvant justifier d'une bonne expérience de la fonction.
Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous n° 33.024, CONTEXTE Publicité, 20, av. Opéra, 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

jeune ingénieur commercial
GRAND GROUPE ELECTROMECANIQUE.
recherche pour sa Division POMPES, JEUNE INGENIEUR COMMERCIAL.
Ce poste situé en région Parisienne, proche banlieue Nord, convient à un Jeune Ingénieur (débutant ou une ou deux années d'expérience) ayant de bonnes connaissances en mécanique des fluides et si possible en Marketing.
Sous l'autorité du Chef de Service Ventes, il participe à l'établissement des devis et négocie sur le marché français la vente de pompes allant de un à plusieurs centaines de kW.
Ecrire avec C.V. détaillé sous référence 8834-M à I.C.A. qui transmettra.
I.C.A. International Classified Advertising 3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

Vous êtes des Professionnels de la distribution
spécialisés dans le bricolage et si possible dans les papiers peints, peintures, revêtements de sol, revêtements muraux...
Vous avez une expérience professionnelle dans les achats et/ou dirigé des petites ou grandes surfaces du bricolage.
Un des leaders Français de la distribution implantés en France et à l'étranger vous offre pour faire face à son expansion un poste
D'ACHETEUR BRICOLAGE
Ayant une bonne connaissance du marché du bricolage, il sera chargé de définir et d'élaborer une gamme de produits, de rechercher et sélectionner les fournisseurs et enfin de négocier les conditions d'achats.
Poste à pourvoir en région Parisienne au sein d'une équipe jeune et dynamique.
La rémunération x 13 sera déterminée en fonction de l'expérience et de la valeur du candidat.
Larges perspectives de carrière.
Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions sous réf. 79173 M à : BLEU Publicité - 41, Av. du Château 94300 VINCENNES

IMPORTANTE SOCIÉTÉ HORLOGÈRE
en expansion croissante, recrute
- DIRECTEUR RÉGIONAL DES VENTES
- REPRÉSENTANTS RESPONSABLES
Ces postes sont à pourvoir pour PARIS. Ils concernent des hommes capables de s'intégrer dans une équipe de vendeurs dynamiques et ayant de préférence une expérience acquise dans notre branche.
La situation offerte est très motivante
Ecrire avec C.V., photo, prétent. sous le n° 80.578 à HAVAS CONTACT, 106, bd Haussmann, 75008 Paris.

SOCIÉTÉ DE SERVICES ET CONSEILS
EN INFORMATIQUE
en forte expansion C.A. 65 M.F.-360 personnes recherche
Cadre Administratif
(35 ans minimum)
pour assurer dans le cadre du service des marchés les fonctions suivantes :
● gestion des contrats
● facturation suivant avancement des travaux
● révisions de prix
● gestion des comptes clients
La connaissance des règles d'application de la T.V.A. est souhaitée.
Lieu de travail : St Cloud
Adresser lettre, C.V., photo et prétentions à N. 5412 PUBLICITES REUNIES 112, Bd Voltaire 75011 Paris

Directeur commercial
Nous sommes une société spécialisée dans la fabrication de chimies, leader européen de ce domaine, filiale d'un groupe français important, à vocation internationale, et en constante expansion. Nous recherchons pour commercialiser notre marque, dont la renommée n'est plus à prouver, un cadre de tout premier plan.
35 ans minimum, diplômé ou non d'une grande école, c'est avant tout un homme de terrain, doté d'une forte personnalité, véritable animateur et excellent commercial, il connaît en outre le secteur particulier de l'habillement.
Responsable de sa gestion commerciale, il établit sa politique de vente, repère, réactives, et redonne un nouveau souffle à son réseau de représentants.
Adresser dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) sous référence 2607 M à
daphné samson
Conseil en recrutement
32, rue de Sablonville 92200 NEUILLY/SEINE à qui nous avons confié cette recherche.

CHEF DU PERSONNEL PARIS
Importante banque internationale cherche son Chef du Personnel.
En liaison avec la direction générale, il lui sera confié les responsabilités suivantes :
● Définition et mise en œuvre de la politique du Personnel ;
● Élaboration des plans de carrière et de rémunération ;
● Administration du Personnel et de la paie ;
● Recrutement ;
● Liaisons avec les autorités françaises (Inspection ministérielle du travail) ;
● Mise en application de la législation en matière de Sécurité Sociale ;
● Liaisons avec le comité d'entreprise.
Il lui sera demandé :
● Une aptitude à établir des contacts à tous les niveaux et une grande disponibilité ;
● Une expérience de quelques années dans cette fonction au sein d'une banque de préférence ;
● Une formation supérieure ;
● Une parfaite connaissance, outre du français, de l'anglais écrit.
Les candidats intéressés sont priés d'envoyer leur curriculum vitae en indiquant la rémunération désirée, sous réf. 80.145, à M. William Greenway, Partner, 532, av. Louise, Boite 30, 1050 Bruxelles, Belgique. Toute discrétion assurée.
Les entretiens auront lieu à Paris.

un chef de projet
Nous sommes une entreprise de bonne taille (C.A. 420 MF, 2500 p.) et venons d'opter pour l'informatique répartie : nous installons progressivement dans nos directions régionales une dizaine de minis et développons du siège (Paris 15^e) nos applications sur l'un d'eux.
Venez rejoindre et conseiller notre équipe études si vous avez acquis en cinq ans, au moins, l'expérience de la conception et de la réalisation en COBOL d'applications transactionnelles et de la mise en œuvre des techniques DB/DC.
Vous avez une formation supérieure (ingénieur ou universitaire) et acceptez de faire de courts mais fréquents déplacements.
Notre consultant, J. THILLY, vous remercie de lui écrire (réf. 3687 LM) à "Carrières de l'Informatique".
ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES
MEMBRE DE SYNTec

chef du personnel et service administratif
Nous sommes la filiale d'une SOCIÉTÉ INTERNATIONALE
Nous recherchons pour notre siège social situé aux environs de Paris, un Chef de Personnel et service administratif. Bilingue Anglais. 35 ans minimum, licencié en droit et ayant une expérience approfondie de la gestion du personnel et du droit social.
Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 79217 M à BLEU Publicité 17, rue Lebel - 94300 VINCENNES

SOCIÉTÉ FRANÇAISE
leader sur son marché (Fabrication et distribution de produits de grande consommation) liée à un puissant groupe international recherche
UN INGÉNIEUR DÉBUTANT
POUR SES SERVICES TECHNIQUES
Le candidat, diplômé Grandes Ecoles devra être doté d'une forte personnalité et avoir le goût des réalisations concrètes. Il sera chargé dans un premier temps d'études industrielles, dans un deuxième temps, et suivant l'expérience acquise, il pourra se voir confier l'animation d'un service technique de production.
La pratique courante de l'anglais est indispensable.
Adresser dossier de candidature et prétentions à n° 32.637, CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'EDITION JURIDIQUE
recherche
RÉDACTEUR
pour mise à jour législative de CODES
— Age minimum 28 ans ;
— diplôme d'études supérieures de droit privé exigé ;
— justification de quatre années continues d'expérience dans travaux de recherches et de documentation législatives.
Déplacements dans le "Journal officiel". Choix, localisation, mise en place matérielle des textes et coordination.
Fonction de responsabilité exigeant rigueur intellectuelle, minutie et ponctualité.
Plan de carrière.
Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo et compte rendu de synthèses exposant les motivations pour le poste, à adresser sous référence 3272 à P. LÉCHAU S.A., B.P. 220, 75003 Paris Cedex 03, q. n.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
recherche pour REGION PARISIENNE
ATTACHÉ (E) COMMERCIAL (E)
pour diffuser son MATÉRIEL AUDIO-VISUEL D'ENVIRONNEMENT auprès des établissements de l'Éducation Nationale, des Ecoles Privées, Chambres de Commerce, Administration, etc.
Il faut :
— connaissance géométrique souhaitée,
— excellente présentation,
— bonne aisance dans les contacts,
— motivation pour la vente et la formation,
— posséder une voiture.
Nous offrons :
— important portefeuille de clientèle,
— stage de formation rémunéré,
— salaire motivant : fixe + intéressement, — une indemnité de frais.
Si vous vous sentez motivé(e) pour ce poste, veuillez adresser votre candidature par lettre manuscrite avec curriculum vitae et photo, en précisant la rémunération actuelle à :
P.D.C., 4, quai des Officiers, 75004 PARIS, sous la référence 146, qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE SPÉCIALISTE DU B.P.E.
recherche
UN ADJOINT à la DIRECTION GÉNÉRALE
pour superviser la gestion technique de son réseau de Centrales.
Ce poste conviendrait à un jeune ingénieur, minimum 30 ans, domicilié dans la région Parisienne. Une bonne connaissance du matériel de fabrication du B.P.E. est indispensable.
Adresser candidature manuscrite avec curriculum vitae et prétentions, sous le numéro 80.145, à BLEU, 17, rue Lebel - 94300 Vincennes, qui transmettra.

Importante Société Internationale spécialisée dans les télécommunications
recherche
Juriste d'entreprise
Expérience requise de 3 à 5 ans dans un cabinet d'affaires ou études (Avocat - Notaire - Syndic Judiciaire - etc.).
Connaissances la pratique du Droit commercial et si possible les procédures collectives (Liquidation des biens, règlement judiciaire, suspension provisoire des poursuites).
Ecrire avec C.V., prétentions sous référence 9508 COFAP 40, rue de Chabrol 75010 Paris qui transmettra.

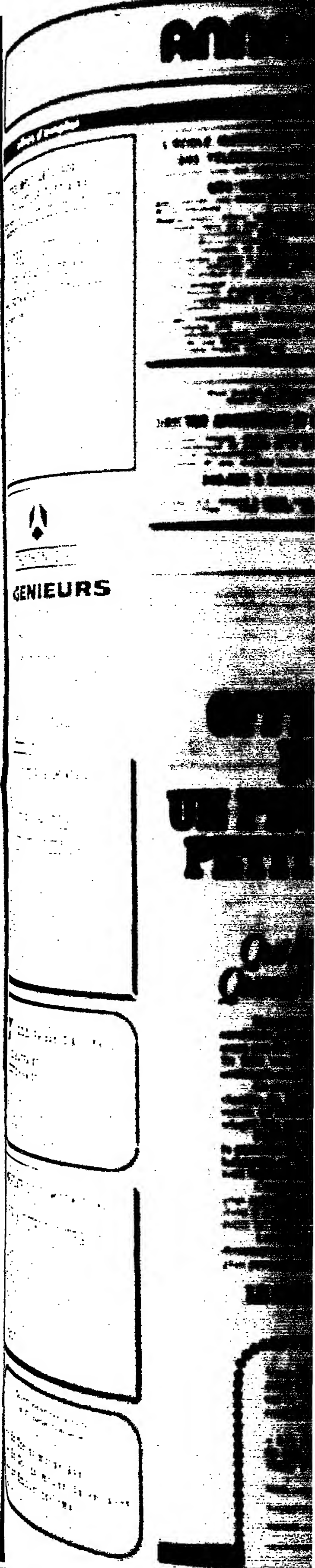
LA COMPAGNIE FRANÇAISE D'EDITIONS
recherche pour ses revues industrielles
CHEFS DE PUBLICITÉ JUNIORS
LIÉES IMMÉDIATEMENT
Intégrés à des équipes de vente d'espace publicitaire, ils pourront évoluer rapidement vers la fonction de chef de publicité adjoint au sein d'importantes supports spécialisés.
● Expériences de vente souhaitées
● Bonne présentation
● Facilité de contact
● Esprit d'équipe
La connaissance de l'industrie ou de la publicité serait appréciée.
Adresser curriculum vitae et prétentions, à : Direction du Personnel 40, rue du Collège 75381 PARIS - CEDEX 08.

ASSOCIATION
recherche
DÉMARCHEUR PUBLICITÉ
HOMME ou FEMME qualification exigée
Ecrire à René MORVAN ASSOCIATION FRANCE - U.R.S.S. 61, rue Boissière - 75116 PARIS.

GROUPE INDUSTRIEL
proche banlieue Paris, recherche :
INGÉNIEUR ESTIMATEUR
Possédant une formation technique en électromécanique. Des connaissances générales en tôlerie, charpente, peinture, traitement des matériaux sont nécessaires. Seront très appréciées des notions de Prix de Revient, estimation des temps (BTE).
Le candidat sera bon technicien et possèdera le sens du contact humain.
Adresser C.V., photo et prétentions à n° 32.931, CONTEXTE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, q. n.

IMPORTANTE FABRIQUE SIÈGES MODERNES
recherche
INSPECTEUR DES VENTES
Gestion secteur négoce province. Rommé de terrain.
Ecrire avec curriculum vitae et prétentions à : SIÈGES STEINER 13, boulevard du Maréchal-Pyck, 93160 NOISY-LE-GRAND.

ORGANISME INTERPROFESSIONNEL
cherche
POUR SON SERVICE PROMOTION. UN ASSISTANT
LE CANDIDAT DOIT :
— avoir une formation supérieure ;
— posséder de bonnes connaissances en technologie laitière ;
— avoir une expérience professionnelle dans le domaine de la publicité.
Adresser C.V. et prétentions sous n° 822.522 M à Régie-Pressa, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.



OFFRES D'EMPLOI	la semaine	la semaine
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	59,88
IMMOBILIER	35,00	41,76
AUTOMOBILES	35,00	41,76
AGENDA	35,00	41,76
PROF. COMM. CAPITAUX	95,00	111,72

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCAHÉES	le m/n ml.	T.L.
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,28
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,23
IMMOBILIER	23,00	27,06
AUTOMOBILES	23,00	27,06
AGENDA	23,00	27,06

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ DU SECTEUR TERTIAIRE
Distributeur à l'échelle nationale des biens d'équipement techniques à domicile électrique recherche des

CADRES COMMERCIAUX DE PREMIER PLAN
avec FORMATION et EXPÉRIENCE

Les fonctions sont à :

- encadrer et animer une force de ventes de technico-commerciaux de niveau élevé ;
- assurer la responsabilité de la gestion d'unités départementales de 20 à 30 personnes.

Cette fonction constitue par tradition le point de passage privilégié de carrière évolutive.

Plusieurs postes sont à pourvoir :

- dans une grande ville du centre de la France (référence 15) ;
- dans plusieurs agglomérations importantes situées dans un périmètre de 50 km autour de Paris (référence 16).

Adresser C.V. en précisant la référence choisie à n° 33.178, CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra. L'examen des candidatures sera effectué par un conseil spécialisé qui garantira la plus entière discrétion aux candidats.

L'ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS
recherche pour son département informatique

UN INGÉNIEUR

pour assurer une double tâche d'enseignement et de recherche :

- enseignement direct, encadrement de projets et de stages dans un des domaines suivants : — Architecture des ordinateurs ; — Micro-informatique ; — Langages de programmation.

Participation active à la recherche dans le cadre du projet ARCADE (système multi-microprocesseurs) développé au département.

Niveau souhaité :

- Docteur d'ingénieur - Une expérience de l'enseignement et de la recherche serait appréciée.

Envoyer CURRICULUM VITAE détaillé avant le 30 novembre 1979 :

SECRETARIAT GÉNÉRAL S.N.T., 48, rue Barrault, 75004 PARIS Cedex 13.

WORTHINGTON TURBODYNE S.A.
PONT DE NEUILLY

recherche pour son SERVICE FINANCIER

JEUNE COLLABORATEUR DYNAMIQUE DÉBUTANT

POUR GESTION D'AFFAIRES À L'EXPORTATION

- Niveau études supérieures.
- Anglais indispensable.

Envoyer C.V. et références, Service du Personnel TOUR WORTHINGTON - CEDEX 20, 92086 PARIS - LA DEFENSE.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE
leader sur son marché (fabrication et distribution de produits de grande consommation) liée à un puissant groupe international

recherche

UN INGÉNIEUR DIPLOMÉ GRANDES ÉCOLES
pour ses services techniques, avec capacité et ambition d'accéder à terme au poste de

DIRECTEUR TECHNIQUE

Le candidat devra prouver, outre ses connaissances de base, une bonne expérience industrielle dans des postes opérationnels et être doté d'une forte personnalité. Par ailleurs, le candidat, âgé de 30 ans minimum, devra être capable de s'intégrer dans la structure existante. La pratique courante de l'anglais est indispensable. Adresser dossier de candidature et présentations à n° 32.520, CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

Pour Société de Mécanique Région Parisienne

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET COMMERCIAL

Ingénieur Grande École, expérience industrielle dans technique de pointe et de gestion administrative et commerciale.

Minimum 37 ans. Anglais indispensable.

200.000 à 250.000 F

Adresser C.V. détaillé à CHERP, sous référence 279, 11, rue d'Ulm - 75002 PARIS, qui transmettra.

SOCIÉTÉ DE COURTAGE EN ASSURANCES
recherche

ANALYSTE PROGRAMMEUR

D.U.T. INFORMATIQUE

Connaissance COBOL et expérience H.B. 64 ou 68 souhaitées.

Envoyer C.V. détaillé, photo et présentations à GRAS SAVOYE, Service du Personnel B.P. 129 - 92082 NEUILLY.

Importante Société Française d'Études et de Construction de Chaudières pour Centrales Thermiques et Nucléaires Située à VILLIERS (78)

recherche

pour son Département Nucléaire

UN INGÉNIEUR CALCULS

Il sera chargé :

- de l'étude de conception thermo-mécanique d'appareils sous pression pour Centrales Nucléaires ;
- de l'encadrement d'une équipe d'ingénieurs.

Il sera Responsable de la coordination technique et de l'avancement des études d'un appareil. Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé Grandes Écoles, capable d'animer une équipe d'ingénieurs.

- Possédant 3 ou 4 ans d'expérience d'analyse de structure avec application du code ABUS2 section III.
- Anglais indispensable.
- Expér. de coordination d'études demandée.

Adr. C.V. dét. et présentations, sous référence 2039, à SWERTS, B.P. 269 - 75014 PARIS CEDEX 09.

THOMSON-CSF

INGÉNIEURS

- DIPLOME E.S.C., S.N.T. ou équivalent, capable d'analyser les problèmes liés aux télécommunications et de les modéliser sur calculateurs. Anglais nécessaire, facilité de contacts. (Réf. 120.)
- DIPLOME GRANDE ÉCOLE, ayant travaillé dans le domaine « Automatismes de puissance », possédant connaissances en « microprocesseurs » et « logiciel », intéressé par les problèmes d'antennes. (Réf. 125.)

Adresser C.V. détaillé, photo et présentations (sous référence) à THOMSON-CSF, Division faïsses, Hermines Liaisons spatiales, Service Recrutement, 31, rue Groult, 92000 LEVALLOIS.

SOCIÉTÉ SECTEUR ALIMENTAIRE
(gestion informatique) recherche

RESPONSABLE SERVICE CLIENTS

pour prendre en main rapidement :

- la gestion et le traitement des commandes ;
- le suivi et le traitement des litiges.

Ce poste, qui implique des relations nombreuses avec les services commerciaux, informatiques, et financiers conviendrait à une personne minimum 30 ans, solidaire et psychologue, possédant une grande aptitude de coordination, capable d'animer un service de 10 personnes, ayant une expérience dans un emploi similaire et une bonne connaissance de la distribution.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et présent. sous référence 2423, INTER P.A. - B.P. 508, 75008 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

Construct. navires et engins antipoll.

S.C.D. Pêcher S.A. (Paris)
recrute 2 vrais équipiers :

- 1 ING. D'AFFAIRES (marine, hydraul.)
- 1 GESTIONNAIRE/Fin. Adm. (H.E.C., D.E.C.S., E.S.C...)

Exp. minimum 3 ans dans P.M.I. exportatrice. Anglais cour. disponibles, challenges. Habitudes contacts administratif, pétroliers, tourisme, nautique. Env. lettre manuscrite, photo, C.V. + présentations à : Cabinet S.C. Dam, 46, rue Fabert, 75007 PARIS.

Pour compléter son équipe d'auditeurs

IMPORTANTE SOCIÉTÉ MULTINATIONALE
située proximité ÉTOILE, recherche

UN AUDITEUR INTERNE DÉBUTANT
ou ayant première expérience de l'audit

- Il devra participer au contrôle des Sociétés françaises du Groupe.
- Il doit être de formation supérieure (HEC, ESSEC, Ecole Supérieure de Commerce, etc.).
- Il aura de sérieuses connaissances comptables et il sera apprécié des connaissances informatiques.

Lieu de travail : région parisienne. Déplacements provinciaux.

Adresser C.V., présentations et photo à n° 32.657, CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, q. n.

Cabinet International d'Audit et d'Expertise Comptable recherche

- Un Chef de mission Audit
- Un Chef de mission Surveillance
- Un Assistant confirmé

Env. C.V. à P.A.E., 68, bd de Courcelles, 75017 Paris.

LES OFFRES D'EMPLOI DU MONDE: UN PEU PLUS QUE DES PETITES ANNONCES

Qui lit les annonces d'emploi? Quand? Comment? Pourquoi?

Essayant de réduire la part du hasard dans les recherches de candidats, les responsables du recrutement n'avaient paradoxalement pas de réponses à ces questions. Ils font encore confiance à l'habitude, aux résultats d'actions anciennes ou à des affirmations contestables. Ils ont été conduits à utiliser de plus en plus les Annonces classées du Monde, parce qu'ils y obtenaient de meilleurs rendements qu'ailleurs, parce que le niveau des candidats était mieux adapté aux contraintes des entreprises.

Fort de cette confiance, Le Monde a réalisé une enquête - la première en France - sur les lecteurs d'annonces d'emploi, leurs habitudes et la manière dont ils considèrent les offres qui leur sont faites dans les différents journaux.

Cette étude confirme la position privilégiée du Monde : il est plus consulté, ses annonces sont souvent mieux considérées que dans d'autres journaux, c'est là qu'existe la meilleure adéquation entre les lecteurs et la rubrique d'annonces d'emploi.

Les responsables du recrutement pourront découvrir dans ce document de nombreuses informations leur permettant de définir plus précisément les "profils" de ceux qu'ils désirent recruter.

LE MONDE, DÉJÀ UNE PRÉ-SELECTION

Vous êtes responsable de recrutement et vous désirez avoir communication des résultats de cette enquête sur la lecture des Annonces Classées. Pour cela, complétez le coupon ci-dessous et adressez-le à :

« LE MONDE » - Régie-Presses, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Nom _____
Entreprise _____
Adresse _____



THOMSON-CSF

DIVISION DES ACTIVITÉS SOUS-MARINES
Centre de CAGNES-SUR-MER

DEUX PROGRAMMEURS

Expérience 1 à 2 ans ASSEMBLEUR et FORTRAN. Domaines temps réel et scientifiques. Formation DUT INFORMATIQUE.

Adresser C.V. détaillé à THOMSON-CSF, Service du Personnel, B.P. 53, 06062 CAGNES-SUR-MER.

SFENA

Division Test Automatique (DTA)

Recherche

INGÉNIEUR

APPLICATIONS TEST AUTOMATIQUE pour

- Études de faisabilité
- Propositions techniques
- Suivi de clientèle

en liaison avec le Département Études

- Solide formation en électronique générale exigée.
- Anglais parlé souhaitable.

Adresser C.V. et photo à S.F.E.N.A. - B.P. 59, 78140 VÉLIZY-VILLACOUBLAY 5/s Réf. 1-029

SOCIÉTÉ PÉTROLIÈRE
recherche pour PARIS

GÉOLOGUE

Pour travaux de synthèse destinés à orienter les investissements d'exploration. Rémunération selon qualification et expérience. Anglais courant. Ecrire avec CV et présentations à FRANCAREP 6, rue Pilet-Will 75009 PARIS

offres premier emploi

DEVENIR OPERATIONNEL dans la FONCTION COMMERCIALE

STAGE REMUNERE pour diplômés de l'enseignement supérieur âgés de moins de 25 ans

20 semaines temps plein : 26 Novembre - 11 Avril
dernières séances d'entretien : jeudi 13 Nov. 9h à 18h, vendredi 16 Nov. 9h à 13h
Inscription par téléphone : 706.51.54, poste 494

C.P.R. CENTRE NATIONALES 103 rue Napoléon, 75017 Paris
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

مكتبة الامم المتحدة

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES CLASSÉES	la m/m	la
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,28
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,23
IMMOBILIER	28,00	27,05
AUTOMOBILES	23,00	27,05
AGENDA	23,00	27,05

REPRODUCTION INTERDITE

L'immobilier

demandes d'emploi

STAGE PRATIQUE
en entreprise ou à l'AU 15 DE
L'ENTREPRISE. Tous secteurs.
Ecr. à 6123, « le Monde » Pub.
5, r. Italiens, 75247 Paris ced. 09

JEUNE FEMME, 24 ans, suivant
formation REPRESENTANT
DELEGUE COMMERCIAL
à la Chambre de commerce
de Paris.
Ecr. à 6123, « le Monde » Pub.
5, r. Italiens, 75247 Paris ced. 09

JEUNE FEMME, 24 ans, suivant
formation REPRESENTANT
DELEGUE COMMERCIAL
à la Chambre de commerce
de Paris.
Ecr. à 6123, « le Monde » Pub.
5, r. Italiens, 75247 Paris ced. 09

JEUNE FEMME, 24 ans, suivant
formation REPRESENTANT
DELEGUE COMMERCIAL
à la Chambre de commerce
de Paris.
Ecr. à 6123, « le Monde » Pub.
5, r. Italiens, 75247 Paris ced. 09

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'emploi
vous propose une sélection de collaborateurs :
• INGENIEURS toutes spécialisations
• CADRES administratifs, commerciaux
• JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

CADRE ADMINISTRATION COMMERCE
CLASSE — 41 ans, 10 ans d'expérience, de
gestion des ventes.
RECHERCHE : situation similaire dans une
SME dévouée à développer serv. commercial.
Paris, R.P. en province (déplacement accepté).
(Section BCO/JCB).

CADRE — 44 ans, Comptable, licencié droit,
DES 80.000.
RECHERCHE : poste dans finance, gestion,
secteur, juridique, formation professionnelle
continue à Paris ou R.P. (Section BCO/JV).

J.P. JURISTE — 36 ans, Maîtrise droit des
affaires, anglais courant, 3 ans d'expérience
cabinet de conseil juridique international
et P.M.E.

RECHERCHE : poste stable service juridique
d'entreprise, Paris, proche banlieue (Section
BCO/JCB).

CADRE FEMININ IMPORT-EXPORT.
33 ans, B.S.C.P., anglaise, expérience
formation complémentaire comptable. (gestion
de P.M.E., suivi d'un stage pratique
de comptabilité) 5 ans d'exp. export, 2 ans
de marchés, relations avec agents, market
international, animation des ventes, prop.
et législation internationale.
RECHERCHE : poste de responsable import-
export dans une filiale étrangère ou P.M.E.
déroulant des opérations de commerce inter-
national, Amérique latine, Amérique du Nord,
Moyen-Orient, Afrique.
(1.000/1.500 francs/mois) (Section BCO/JCB).

proposant com. capitaux

CREATEURS D'ENTREPRISES
Apprenez à créer une entreprise.
Cours de 10 heures, 100.000 F.
Fortement recommandé, possibilité
d'acquiescence. Ecr. à 6123, « le Monde » Pub.
5, r. Italiens, 75247 Paris ced. 09.

travail à domicile
Demande
Trad. ind. angl. exp. tech. Sc.
Méth. d'enseignement. Ecr. à 6123, « le Monde » Pub.
5, r. Italiens, 75247 Paris ced. 09.

cours et leçons
Elève ingénieur propose
cours maths physique, prépar.
concours scientifiques
commerciaux. 222-11-80.

enseignement.
La langue internationale
ESPÉRANTO
Cours intensifs, cours correspond.
V.F.E. 4 bis, r. de la Carrière,
PARIS-14. 28-48-86 (V.F.E. 80).

information divers
Pour connaître les emplois sta-
bles, bien rémunérés, offerts par
l'Etat à toutes et tous avec ou
sans diplôme, il est la revue
FRANCE-CARRIERES
(10, 10, 3, rue Montyon, 75247
Paris) (document sur demande).

occasions

GRAND CHOIX de moquette
en solde comble de prix.
velours sur mousse en 4 m
19,99 F le mètre, moquette textile,
6,44 F le mètre. 22-46-20.

automobile

5 à 7 C.V.
Particulier vend 204 1974
40.000 km, bon état.
Tel. : 267-15-22 après 19 heures
ou samedi toute la journée.
Flat 132 GLS, salon 77 gris mé-
tallisé, boîte automatique, se
spécialise par handicaps. 10.000 F.
TEL. : 871-06-21.

vente

8 à 11 C.V.
Particulier vend 504 1979,
11 CV, 25.000 km.
Tel. : 267-15-22 après 19 heures
ou samedi toute la journée.
Particulier vend Chrysler 1300 S
juin 79, 9.000 km, brun marocain
métallisé. Prix : 29.500 F.
728-46-09 (après 19 h. 30).

appartements vente

3^e arrdt.
P. à P. 200, place des Vosges,
sur cour, 3 pièces, 55 m².
Téléphone : 533-44-19.

4^e arrdt.
MARAI, près place des Vos-
ges, magnifique duplex res-
tauré, 4 pièces, 114 m², séjour,
3 chambres, 2 baign., 12 m² +
terrasse de 29 m².
GARBI : 507-22-98.

5^e arrdt.
CLUNY, immeuble 19, BEAU
LIVING, cheminée, 4 ch. comm.
bain, réfr., 4 cuis., 200 m².
Tel. : 533-25-17, 57-38-35.

6^e arrdt.
RUE DE SEINE, LUXUEUX
LIV. DABLE, 4 ch. comm.,
original, 44.000 F. — 57-46-45.
GUYMONT — 57-46-45.

appartements location

3^e arrdt.
RUE BONAPARTE - 3-4 pces
100 m² 1^{er} étage, dans imm.
classée sur très belle cour.
OTG. Tel. : 53-21-74.

7^e arrdt.
INVALES, gd standing, 10 ch.
comm., 180 m², solat, chère de
service, 1.800.000 F. — 57-29-52.

8^e arrdt.
INVALES, immeuble pierre :
2 pièces, entrée, cuisine, bain,
wc, 40 m². — 57-29-52.

9^e arrdt.
SEGUR - DUQUESNE
5 p. Bel immeuble ancien,
parfait état, acc.
623-17-37, 57-38-35.

10^e arrdt.
COGNAC-JAY
Superbe 30 m² + service.
CORRE. 20-15-11, poste 291.

appartements location

11^e arrdt.
RUE DE LA VICTOIRE
43, 5 pces, cuis., ch., 136 m²
+ service, 4 ans d'exp. acc.
630-00-17, 57-46-45.

12^e arrdt.
BASTILLE, bel espace
120 m² en 1^{er} étage
non cloisonné, nombreuses
chambres, division possible.
Immeuble rénové - 275-49-19.

13^e arrdt.
BD ARAGO, dans imm. récent,
studio, 12 ch. et 1 ch. comm.
Téléphone : 526-00-35.

14^e arrdt.
MAISON CARACTERE, 7 pces
+ atelier d'artiste, 4 JARD.
Exclusif. — 526-73-27.

15^e arrdt.
DAQUERRE, grand 2 pièces,
lour confort, dans bel immeuble
récent - 62.000 F. — 56-79-23.

appartements location

16^e arrdt.
EMILE-ZOLA, beau 54 pièces,
130 m², P. de T., 3e esc., 1 ch. p.
1.100.000 F. Téléphone 566-76-25.

17^e arrdt.
QUAI DE GRENNELLE, récent,
grand standing 4 pces, 1 bain,
étage, lav., parking. Prix :
1.200.000 F. Téléphone 543-79-21.

18^e arrdt.
CHOIX DE 2 PIÈCES
40 m² Convention, 210.000 F.
35 m² Dupont, 210.000 F.
30 m² Carroussel, 145.000 F.
30 m² E-Zola, 200.000 F.
Jean Feuilleade 566-00-75.

appartements location

19^e arrdt.
SKI EN HAUTE-SAUVIE
Tholon (12 km. Evian), Châlet-
Chalet d'altitude.
chambres 4-5 pièces.
Gestion assurée, G.R.
Rue du Lac, Corset,
72200 Tholon, Tél. (50) 71-74-49.

20^e arrdt.
St-Martin, Part. v. apt 120 m²,
2 p. cave, part. Pz 500.000 F.
T. 16 (18) 25-94-79 H. de rep.

appartements location

21^e arrdt.
MASSY, apt 1907, 80 m², 4 p.,
logia, baign., cave, parking, 3 p.
300.000 F. Téléphone : 566-00-27.

22^e arrdt.
LES ULIS, Résidence, imm.
500 m², 4 p., 2 ch., 2 b., 2 s.
7^e étage, asc. VUE PANORAM.
Séjour, dressing, 3 chambres,
cuis. équipée, de bain, wc.
BALCON - TERRASSE - Cave -
Parking. 435.000 F. — 563-25-17.

23^e arrdt.
MASSY, apt 1907, 80 m², 4 p.,
logia, baign., cave, parking, 3 p.
300.000 F. Téléphone : 566-00-27.

appartements location

24^e arrdt.
MASSY, apt 1907, 80 m², 4 p.,
logia, baign., cave, parking, 3 p.
300.000 F. Téléphone : 566-00-27.

25^e arrdt.
MASSY, apt 1907, 80 m², 4 p.,
logia, baign., cave, parking, 3 p.
300.000 F. Téléphone : 566-00-27.

26^e arrdt.
MASSY, apt 1907, 80 m², 4 p.,
logia, baign., cave, parking, 3 p.
300.000 F. Téléphone : 566-00-27.

constructions neuves

SPECIAL INVESTISSEMENT
PARIS (11^e)
Résidence : La Cour d'Amay
STUDIOS - 2 - 3 et 4 PIÈCES
Prix du m²
Base 4 pièces : 6.970 F
4, RUE DE LA POLIE-BERNAULT
Sur place tous les jours, samedi, dimanche compris
(sauf mercredi toute la journée et jeudi matin).
973-75-18 - 248-70-50

constructions neuves

URGENT, région, apt. devant
notaire, rech. apps 2 à 4 p.
même avec travaux, PARIS ou
Neuilly, Mme Leclerc, 261-39-74.
Rech. apps 1 à 3 p., PARIS
Rech. 54, 74, 14, 15, 16, 17, 18, 19,
20, avec ou sans trav., palm.
compt. chez notaire. 52-22-53.

ACHAT studio occupé, dans le
10^e arrdt, 3 pièces maximum, 50 m²,
de la Mairie-Poissonnière, 15, 34-40-75,
rue de la Mairie, 75247 Paris.
JEAN FEUILLEADE, 54, av. de
la Mairie-Poissonnière, 15, 34-40-75,
rue de la Mairie, 75247 Paris.

constructions neuves

URGENT, région, apt. devant
notaire, rech. apps 2 à 4 p.
même avec travaux, PARIS ou
Neuilly, Mme Leclerc, 261-39-74.
Rech. apps 1 à 3 p., PARIS
Rech. 54, 74, 14, 15, 16, 17, 18, 19,
20, avec ou sans trav., palm.
compt. chez notaire. 52-22-53.

ACHAT studio occupé, dans le
10^e arrdt, 3 pièces maximum, 50 m²,
de la Mairie-Poissonnière, 15, 34-40-75,
rue de la Mairie, 75247 Paris.
JEAN FEUILLEADE, 54, av. de
la Mairie-Poissonnière, 15, 34-40-75,
rue de la Mairie, 75247 Paris.

constructions neuves

URGENT, région, apt. devant
notaire, rech. apps 2 à 4 p.
même avec travaux, PARIS ou
Neuilly, Mme Leclerc, 261-39-74.
Rech. apps 1 à 3 p., PARIS
Rech. 54, 74, 14, 15, 16, 17, 18, 19,
20, avec ou sans trav., palm.
compt. chez notaire. 52-22-53.

ACHAT studio occupé, dans le
10^e arrdt, 3 pièces maximum, 50 m²,
de la Mairie-Poissonnière, 15, 34-40-75,
rue de la Mairie, 75247 Paris.
JEAN FEUILLEADE, 54, av. de
la Mairie-Poissonnière, 15, 34-40-75,
rue de la Mairie, 75247 Paris.

constructions neuves

URGENT, région, apt. devant
notaire, rech. apps 2 à 4 p.
même avec travaux, PARIS ou
Neuilly, Mme Leclerc, 261-39-74.
Rech. apps 1 à 3 p., PARIS
Rech. 54, 74, 14, 15, 16, 17, 18, 19,
20, avec ou sans trav., palm.
compt. chez notaire. 52-22-53.

ACHAT studio occupé, dans le
10^e arrdt, 3 pièces maximum, 50 m²,
de la Mairie-Poissonnière, 15, 34-40-75,
rue de la Mairie, 75247 Paris.
JEAN FEUILLEADE, 54, av. de
la Mairie-Poissonnière, 15, 34-40-75,
rue de la Mairie, 75247 Paris.

constructions neuves

URGENT, région, apt. devant
notaire, rech. apps 2 à 4 p.
même avec travaux, PARIS ou
Neuilly, Mme Leclerc, 261-39-74.
Rech. apps 1 à 3 p., PARIS
Rech. 54, 74, 14, 15, 16, 17, 18, 19,
20, avec ou sans trav., palm.
compt. chez notaire. 52-22-53.

ACHAT studio occupé, dans le
10^e arrdt, 3 pièces maximum, 50 m²,
de la Mairie-Poissonnière, 15, 34-40-75,
rue de la Mairie, 75247 Paris.
JEAN FEUILLEADE, 54, av. de
la Mairie-Poissonnière, 15, 34-40-75,
rue de la Mairie, 75247 Paris.

constructions neuves

URGENT, région, apt. devant
notaire, rech. apps 2 à 4 p.
même avec travaux, PARIS ou
Neuilly, Mme Leclerc, 261-39-74.
Rech. apps 1 à 3 p., PARIS
Rech. 54, 74, 14, 15, 16, 17, 18, 19,
20, avec ou sans trav., palm.
compt. chez notaire. 52-22-53.

ACHAT studio occupé, dans le
10^e arrdt, 3 pièces maximum, 50 m²,
de la Mairie-Poissonnière, 15, 34-40-75,
rue de la Mairie, 75247 Paris.
JEAN FEUILLEADE, 54, av. de
la Mairie-Poissonnière, 15, 34-40-75,
rue de la Mairie, 75247 Paris.

constructions neuves

URGENT, région, apt. devant
notaire, rech. apps 2 à 4 p.
même avec travaux, PARIS ou
Neuilly, Mme Leclerc, 261-39-74.
Rech. apps 1 à 3 p., PARIS
Rech. 54, 74, 14, 15, 16, 17, 18, 19,
20, avec ou sans trav., palm.
compt. chez notaire. 52-22-53.

ACHAT studio occupé, dans le
10^e arrdt, 3 pièces maximum, 50 m²,
de la Mairie-Poissonnière, 15, 34-40-75,
rue de la Mairie, 75247 Paris.
JEAN FEUILLEADE, 54, av. de
la Mairie-Poissonnière, 15, 34-40-75,
rue de la Mairie, 75247 Paris.

locaux indust.

A LOUER
A CLERMONT-FERRAND
rue de Bellevue et rue Voltaire,
près bel ensemble de 1.000 m²
couverts, à usage de dépôt
industriel et commercial avec :
Une partie couverte au
sous-sol un grand dépôt,
au rez-de-chaussée : hall
d'entrée pour livraisons,
pont roulant pour chargement,
w.c., toilettes, au rez-de-
chaussée surélevé : un
magasin sur la rue, toilettes,
w.c., bureau vitré, dépôt
et autre partie avec cour
couverts, grand dépôt,
au rez-de-chaussée : hall
d'entrée pour livraisons,
pont roulant pour chargement,
w.c., toilettes, au rez-de-
chaussée surélevé : un
magasin sur la rue, toilettes,
w.c., bureau vitré, dépôt
et autre partie avec cour
couverts, grand dépôt,
au rez-de-chaussée : hall
d'entrée pour livraisons,
pont roulant pour chargement,
w.c., toilettes, au rez-de-
chaussée surélevé : un
magasin sur la rue, toilettes,
w.c., bureau vitré, dépôt
et autre partie avec cour
couverts, grand dépôt,
au rez-de-chaussée : hall
d'entrée pour livraisons,
pont roulant pour chargement,
w.c., toilettes, au rez-de-
chaussée surélevé : un
magasin sur la rue, toilettes,
w.c., bureau vitré, dépôt
et autre partie avec cour
couverts, grand dépôt,
au rez-de-chaussée : hall
d'entrée pour livraisons,
pont roulant pour chargement,
w.c., toilettes, au rez-de-
chaussée surélevé : un
magasin sur la rue, toilettes,
w.c., bureau vitré, dépôt
et autre partie avec cour
couverts, grand dépôt,
au rez-de-chaussée : hall
d'entrée pour livraisons,
pont roulant pour chargement,
w.c., toilettes, au rez-de-
chaussée surélevé : un
magasin sur la rue, toilettes,
w.c., bureau vitré, dépôt
et autre partie avec cour
couverts, grand dépôt,
au rez-de-chaussée : hall
d'entrée pour livraisons,
pont roulant pour chargement,
w.c., toilettes, au rez-de-
chaussée surélevé : un
magasin sur la rue, toilettes,
w.c., bureau vitré, dépôt
et autre partie avec cour
couverts, grand dépôt,
au rez-de-chaussée : hall
d'entrée pour livraisons,
pont roulant pour chargement,
w.c., toilettes, au rez-de-
chaussée surélevé : un
magasin sur la rue, toilettes,
w.c., bureau vitré, dépôt
et autre partie avec cour
couverts, grand dépôt,
au rez-de-chaussée : hall
d'entrée pour livraisons,
pont roulant pour chargement,
w.c., toilettes, au rez-de-
chaussée surélevé : un
magasin sur la rue, toilettes,
w.c., bureau vitré, dépôt
et autre partie avec cour
couverts, grand dépôt,
au rez-de-chaussée : hall
d'entrée pour livraisons,
pont roulant pour chargement,
w.c., toilettes, au rez-de-
chaussée surélevé : un
magasin sur la rue, toilettes,
w.c., bureau vitré, dépôt
et autre partie avec cour
couverts, grand dépôt,
au rez-de-chaussée : hall
d'entrée pour livraisons,
pont roulant pour chargement,
w.c., toilettes, au rez-de-
chaussée surélevé : un
magasin sur la rue, toilettes,
w.c., bureau vitré, dépôt
et autre partie avec cour
couverts, grand dépôt,
au rez-de-chaussée : hall
d'entrée pour livraisons,
pont roulant pour chargement,
w.c., toilettes, au rez-de-
chaussée surélevé : un
magasin sur la rue, toilettes,
w.c., bureau vitré, dépôt
et autre partie avec cour
couverts, grand dépôt,
au rez-de-chaussée : hall
d'entrée pour livraisons,
pont roulant pour chargement,
w.c., toilettes, au rez-de-
chaussée surélevé : un
magasin sur la rue, toilettes,
w.c., bureau vitré, dépôt
et autre partie avec cour
couverts, grand dépôt,
au rez-de-chaussée : hall
d'entrée pour livraisons,
pont roulant pour chargement,
w.c., toilettes, au rez-de-
chaussée surélevé : un
magasin sur la rue, toilettes,
w.c., bureau vitré, dépôt
et autre partie avec cour
couverts, grand dépôt,
au rez-de-chaussée : hall
d'entrée pour livraisons,
pont roulant pour chargement,
w.c., toilettes, au rez-de-
chaussée surélevé : un
magasin sur la rue, toilettes,
w.c., bureau vitré, dépôt
et autre partie avec cour
couverts, grand dépôt,
au rez-de-chaussée : hall
d'entrée pour livraisons,
pont roulant pour chargement,
w.c., toilettes, au rez-de-
chaussée surélevé : un
magasin sur la rue, toilettes,
w.c., bureau vitré, dépôt
et autre partie avec cour
couverts, grand dépôt,
au rez-de-chaussée : hall
d'entrée pour livraisons,
pont roulant pour chargement,
w.c., toilettes, au rez-de-
chaussée surélevé : un
magasin sur la rue, toilettes,
w.c., bureau vitré, dépôt
et autre partie avec cour
couverts, grand dépôt,
au rez-de-chaussée : hall
d'entrée pour livraisons,
pont roulant pour chargement,
w.c., toilettes, au rez-de-
chaussée surélevé : un
magasin sur la rue, toilettes,
w.c., bureau vitré, dépôt
et autre partie avec cour
couverts, grand dépôt,
au rez-de-chaussée : hall
d'entrée pour livraisons,
pont roulant pour chargement,
w.c., toilettes, au rez-de-
chaussée surélevé : un
magasin sur la rue, toilettes,
w.c., bureau vitré, dépôt
et autre partie avec cour
couverts, grand dépôt,
au rez-de-chaussée : hall
d'entrée pour livraisons,
pont roulant pour chargement,
w.c., toilettes, au rez-de-
chaussée surélevé : un
magasin sur la rue, toilettes,
w.c., bureau vitré, dépôt
et autre partie avec cour
couverts, grand dépôt,
au rez-de-chaussée : hall
d'entrée pour livraisons,
pont roulant pour chargement,
w.c., toilettes, au rez-de-
chaussée surélevé : un
magasin sur la rue, toilettes,
w.c., bureau vitré, dépôt
et autre partie avec cour
couverts, grand dépôt,
au rez-de-chaussée : hall
d'entrée pour livraisons,
pont roulant pour chargement,
w.c., toilettes, au rez-de-
chaussée surélevé : un
magasin sur la rue, toilettes,
w.c., bureau vitré, dépôt
et autre partie avec cour
couverts, grand dépôt,
au rez-de-chaussée : hall
d'entrée pour livraisons,
pont roulant pour chargement,
w.c., toilettes, au rez-de-
chaussée surélevé : un
magasin sur la rue, toilettes,
w.c., bureau vitré, dépôt
et autre partie avec cour
couverts, grand dépôt,
au rez-de-chaussée : hall
d'entrée pour livraisons,
pont roulant pour chargement,
w.c., toilettes, au rez-de-
chaussée surélevé : un
magasin sur la rue, toilettes,
w.c., bureau vitré, dépôt
et autre partie avec cour
couverts, grand dépôt,
au rez-de-chaussée : hall
d'entrée pour livraisons,
pont roulant pour chargement,
w.c., toilettes, au rez-de-
chaussée surélevé : un
magasin sur la rue, toilettes,
w.c., bureau vitré, dépôt
et autre partie avec cour
couverts, grand dépôt,
au rez-de-chaussée : hall
d'entrée pour livraisons,
pont roulant pour chargement,
w.c., toilettes, au rez-de-
chaussée surélevé : un
magasin sur la rue, toilettes,
w.c., bureau vitré, dépôt
et autre partie avec cour
couverts, grand dépôt,
au rez-de-chaussée : hall
d'entrée pour livraisons,
pont roulant pour chargement,
w.c., toilettes, au rez-de-
chaussée surélevé : un
magasin sur la rue, toilettes,
w.c., bureau vitré, dépôt
et autre partie avec cour
couverts, grand dépôt,
au rez-de-chaussée : hall
d'entrée pour livraisons,
pont roulant pour chargement,
w.c., toilettes, au rez-de-
chaussée surélevé : un
magasin sur la rue, toilettes,
w.c., bureau vitré, dépôt
et autre partie avec cour
couverts, grand dépôt,
au rez-de-chaussée : hall
d'entrée pour livraisons,
pont roulant pour chargement,
w.c., toilettes, au rez-de-
chaussée surélevé : un
magasin sur la rue, toilettes,
w.c., bureau vitré, dépôt
et autre partie avec cour
couverts, grand dépôt,
au rez-de-chaussée : hall
d'entrée pour livraisons,
pont roulant pour chargement,
w.c., toilettes, au rez-de-
chaussée surélevé : un
magasin sur la rue, toilettes,
w.c., bureau vitré, dépôt
et autre partie avec cour
couverts, grand dépôt,
au rez-de-chaussée : hall
d'entrée pour livraisons,
pont roulant pour chargement,
w.c., toilettes, au rez-de-
chaussée surélevé : un
magasin sur la rue, toilettes,
w.c., bureau vitré, dépôt
et autre partie avec cour
couverts, grand dépôt,
au rez-de-chaussée : hall
d'entrée pour livraisons,
pont roulant pour chargement,
w.c., toilettes, au rez-de-
chaussée surélevé : un
magasin sur la rue, toilettes,
w.c., bureau vitré, dépôt
et autre partie avec cour
couverts, grand dépôt,
au rez-de-chaussée : hall
d'entrée pour livraisons,
pont roulant pour chargement,
w.c., toilettes, au rez-de-
chaussée surélevé : un
magasin sur la rue, toilettes,
w.c., bureau vitré, dépôt
et autre partie avec cour
couverts, grand dépôt,
au rez-de-chaussée : hall
d'entrée pour livraisons,
pont roulant pour chargement,
w.c., toilettes, au rez-de-
chaussée surélevé : un
magasin sur la rue, toilettes,
w.c., bureau vitré, dépôt
et autre partie avec cour
couverts, grand dépôt,
au rez-de-chaussée : hall
d'entrée pour livraisons,
pont roulant pour chargement,
w.c., toilettes, au rez-de-
chaussée surélevé : un
magasin sur la rue, toilettes,
w.c., bureau vitré, dépôt
et autre partie avec cour
couverts, grand dépôt,
au rez-de-chaussée : hall
d'entrée pour livraisons,
pont roulant pour chargement,
w.c., toilettes, au rez-de-
chaussée surélevé : un
magasin sur la rue, toilettes,
w.c., bureau vitré, dépôt
et autre partie avec cour
couverts, grand dépôt,
au rez-de-chaussée : hall
d'entrée pour livraisons,
pont roulant pour chargement,
w.c., toilettes, au rez-de-
chaussée surélevé : un
magasin sur la rue, toilettes,
w.c., bureau vitré, dépôt
et autre partie avec cour
couverts, grand dépôt,
au rez-de-chaussée : hall
d'entrée pour livraisons,
pont roulant pour chargement,
w.c., toilettes, au rez-de-
chaussée surélevé : un
magasin sur la rue, toilettes,
w.c., bureau vitré, dépôt
et autre partie avec cour
couverts, grand dépôt,
au rez-de-chaussée : hall
d'entrée pour livraisons,
pont roulant pour chargement,
w.c., toilettes, au rez-de-
chaussée surélevé : un
magasin sur la rue, toilettes,
w.c., bureau vitré, dépôt
et autre partie avec cour
couverts, grand dépôt,
au rez-de-chaussée : hall
d'entrée pour livraisons,
pont roulant pour chargement,
w.c., toilettes, au rez-de-
chaussée surélevé : un
magasin sur la rue, toilettes,
w.c., bureau vitré, dépôt
et autre partie avec cour
couverts, grand dépôt,
au rez-de-chaussée : hall
d'entrée pour livraisons,
pont roulant pour chargement,
w.c., toilettes, au rez-de-
chaussée surélevé : un
magasin sur la rue, toilettes,
w.c., bureau vitré, dépôt
et autre partie avec cour
couverts, grand dépôt,
au rez-de-chaussée : hall
d'entrée pour livraisons,
pont roulant pour chargement,
w.c., toilettes, au rez-de-
chaussée surélevé : un
magasin sur la rue, toilettes,
w.c., bureau vitré, dépôt
et autre partie avec cour
couverts, grand dépôt,
au rez-de-chaussée : hall
d'entrée pour livraisons,
pont roulant pour chargement,
w.c., toilettes, au rez-de-
chaussée surélevé : un
magasin sur la rue, toilettes,
w.c., bureau vitré, dépôt
et autre partie avec cour
couverts, grand dépôt,
au rez-de-chaussée : hall
d'entrée pour livraisons,
pont roulant pour chargement,
w.c., toilettes, au rez-de-
chaussée surélevé : un
magasin sur la rue, toilettes,
w.c., bureau vitré, dépôt
et autre partie avec cour
couverts, grand dépôt,
au rez-de-chaussée : hall
d'entrée pour livraisons,
pont roulant pour chargement,
w.c., toilettes, au rez-de-
chaussée surélevé : un
magasin sur la rue, toilettes,
w.c., bureau vitré, dépôt
et autre partie avec cour
couverts, grand dépôt,
au rez-de-chaussée : hall
d'entrée pour livraisons,
pont roulant pour chargement,
w.c., toilettes, au rez-de-
chaussée surélevé : un
magasin sur la rue, toilettes,
w.c., bureau vitré, dépôt
et autre partie avec cour
couverts, grand dépôt,
au rez-de-chaussée : hall
d'entrée pour livraisons,
pont roulant pour chargement,
w.c., toilettes, au rez-de-
chaussée surélevé : un
magasin sur la rue, toilettes,
w.c., bureau vitré, dépôt
et autre partie avec cour
couverts, grand dépôt,
au rez-de-chaussée : hall
d'entrée pour livraisons,
pont roulant pour chargement,
w.c., toilettes, au rez-de-
chaussée surélevé : un
magasin sur la rue, toilettes,
w.c., bureau vitré, dépôt
et autre partie avec cour
couverts, grand dépôt,
au rez-de-chaussée : hall
d'entrée pour livraisons,
pont roulant pour chargement,
w.c., toilettes, au rez-de-
chaussée surélevé : un
magasin sur la rue, toilettes,
w.c., bureau vitré, dépôt
et autre partie avec cour
couverts, grand dépôt,
au rez-de-chaussée : hall
d'entrée pour livraisons,
pont roulant pour chargement,
w.c., toilettes, au rez-de-
chaussée surélevé : un
magasin sur la rue, toilettes,
w.c., bureau vitré, dépôt

Équipement

ENVIRONNEMENT

Va-t-on appliquer la convention sur la pollution du Rhin ?

Les Néerlandais trouvent la facture trop salée

La Haye. — Jan Strik n'est pas content. Voilà un demi-siècle que, sur des terres arrachées à la mer, sa famille s'efforce de faire pousser des fleurs et des légumes. Ses 2 hectares de terre sont situés à Wateringen, à 12 kilomètres au sud de La Haye. L'ennemi numéro un, ici, c'est le sel. Par les canaux il menace de revenir à chaque marée haute et sans cesse il remonte du sous-sol. Pour le chasser, pour arroser et nourrir les végétaux, Jan Strik, à l'instar de son père, compte sur une puissante alliée : l'eau douce du Rhin.

Comme beaucoup des trois mille horticulteurs de cette région, le Westland, il a modernisé son exploitation. Les graminées d'argile qui tapissent ses terres, la tourbe qui emplit ses pots, les plantes qu'il fait grandir, les engrais dont il les nourrit, tout ou presque est importé. Un ordinateur, régnant sur ce petit monde artificiel, 90 % des ornières, des plantes exotiques et des poivrons qu'il produit avec ses dix employés partent à l'étranger.

Jan Strik, trente-sept ans, trois enfants, est fier de son chiffre d'affaires : 1 million de florins par an, soit 2 millions de francs. Pourtant, comme autrefois, la prospérité de son entreprise repose sur la qualité des eaux du Rhin. Et c'est pour cela qu'il est en colère.

Un complexe d'encerclement

A Lobith, porte d'entrée du Rhin en territoire néerlandais, les hydrobiologistes veillent comme sur une frontière menacée. Les milliards de mètres cubes d'eau qui passent ici abreuvent des millions de Néerlandais, irriguent une bonne partie des cultures et sont indispensables à des milliers d'usines. Lobith est aujourd'hui le ventre mou des Pays-Bas. Or, les analyses pratiquées en permanence sont inquiétantes. Le Rhin transporte mille deux cents substances différentes dont certaines sont cancérogènes et mutagènes. Quant à sa teneur en sel, on la voit monter depuis le début du siècle, comme la température sur une feuille de maldie.

Selon les graphiques du ministère des transports et des eaux

C'est le 20 novembre prochain que le gouvernement devrait proposer à l'Assemblée nationale de ratifier la convention sur la protection du Rhin que la France a signée en 1978. Les Parlements suisse, luxembourgeois, allemand et néerlandais, quant à eux, ont déjà approuvé cet accord international depuis plus d'un an. Le retard de la France a ses raisons.

La convention prévoit en effet que, au lieu de rejeter dans le Rhin l'équivalent annuel de 5,5 millions de tonnes de sel, les Mines de potasse d'Alsace en injecteront 2,3 millions de tonnes dans le sous-

sol du Haut-Rhin. Les cosignataires de l'accord ont déjà versé une importante contribution financière pour couvrir les frais de l'opération. Malheureusement, en 1978, on avait oublié de demander leur avis aux Alsaciens eux-mêmes. A présent, ils se rebiffent et refusent que leur province devienne une « poubelle à saumure ».

La fronde des élus alsaciens est telle que, par deux fois, de peur d'être désavoué, le gouvernement a renoncé à présenter la convention à l'approbation de l'Assemblée. On n'est même pas certain

De notre envoyé spécial

passionnel puisqu'on parle de « menace sur l'existence même des Pays-Bas ».

Il y a cinq ans déjà une fondation s'est créée qui a pris pour titre et pour slogan Reinwater : le Rhin propre. But avoué : pourchasser les pollueurs ou qu'ils se trouvent, même à l'étranger, sans attendre que les interminables travaux de la commission internationale pour la protection du Rhin n'aboutissent. L'horticulteur Jan Strik et deux de ses voisins, MM. Bler et Valstar, ont immédiatement rejoint les juristes de Reinwater pour porter plainte ensemble contre les Mines de potasse d'Alsace, le plus gros producteur de sel des bords du Rhin.

Is ont déjà remporté deux succès préliminaires. La Cour internationale de La Haye a déclaré que c'était le tribunal de Rotterdam et non un tribunal français qui était compétent. Les magistrats hollandais ont décidé, quant à eux, que seules les Mines de potasse seraient impliquées et non l'ensemble des entreprises polluantes comme le réclamaient les Français. Les premières expertises sont sur le bureau des juges et les parties comparaitront le 10 décembre prochain.

« Nous voulons que les rejets des Mines de potasse soient déclarés illégaux », explique M. Dirk Laender, secrétaire général de Reinwater. Si c'est le cas, les trois horticulteurs demanderont alors des indemnités. S'ils les obtien-

nent, des milliers d'agriculteurs, puis les services des eaux et sans doute nombre d'industriels, en feront autant. Nous pourrions aussi et systématiquement les autres pollueurs. Et ce jusqu'à ce que chacun garde ou épure ses déchets ».

Reinwater n'a eu aucune peine à trouver les 100 000 florins (200 000 francs) qu'ont coûté les premières procédures. Chaque Néerlandais semble prêt à y aller de son écot, et cela aussi longtemps qu'il le faudra.

Car chacun ici fait ses comptes comme Jan Strik les a faits. « J'ai constaté, dit-il, qu'un excès de sel dans l'eau d'arrosage diminue de 20 % ma production d'orchidées soit un manque de gagner de 100 000 florins ». Observations confirmées par le Centre de recherche des cultures sous

serre. Cet organisme public a établi un classement des fleurs et des légumes selon leur résistance au sel. Les orchidées, justement, commencent à souffrir dès que la concentration en ions-chlore dépasse 50 milligrammes par litre. D'autres végétaux ne supportent pas plus de 100 milligrammes. Tous périclissent au-delà de 150 milligrammes. Les légumes, par exemple, sont brûlés et les tomates se marbrent de vilaines taches noires.

Pour échapper à la malédiction du sel Jan Strik a été contraint de faire bâtir un vaste bassin recueillant l'eau de pluie. Investissement : 150 000 F. Certains de ses voisins ont préféré faire venir des Etats-Unis des appareils de désalinisation. Prix : 200 000 F. Le mètre cube d'eau filtrée leur revient à 6 F. « Le principe du pollueur payeur est complètement inversé, grognent-ils. Ici ce sont les victimes qui paient. Ça ne peut plus durer ».

Les robinets d'Amsterdam

Même raisonnement chez les ingénieurs des services des eaux. Ainsi Rotterdam qui puisait dans le Rhin a été obligé de transférer son pompage sur la Meuse. Amsterdam ne peut en faire autant.

Alors elle « allonge » l'eau du Rhin avec de l'eau douce extraite d'une poche-miracle située sous les dunes. « Malgré cela nous aurons si c'est le cas, les trois horticulteurs demanderont alors des indemnités. S'ils les obtien-

150 milligrammes par litre, avoue M. Van der Veen, directeur du service. Or l'Organisation mondiale de la santé recommande de ne pas dépasser 100 milligrammes ».

Les habitants d'Amsterdam pourraient se convertir à l'eau minérale mais leurs canalisations continueraient à souffrir. La corrosion les ronger et les dépôts s'y accumulent. Ils se libèrent de temps en temps et l'eau du robi-

net devient brune. Le service des eaux enregistre deux cents plaintes par an. Solution très coûteuse : rattrapper intégralement les conduites avec du béton. Certains industriels comme les brasseries de bière et les fabricants de cuivre ont préféré se doter de stations de déminéralisation.

Une fondation privée, le laboratoire d'hydrologie de Delft, a tenté d'établir la facture totale des surcoûts ou des manques à gagner dus au sel et à quelques autres polluants. 20 millions de florins pour les services des eaux, 30 millions pour les industries, de 20 à 50 millions de florins pour l'agriculture. Ce qui ferait près de 100 millions de florins au total de 1978. Actualisée et traduite en francs la note se monte à 300 millions. Quand les Néerlandais, qui ont déjà payé 45 millions de francs pour les travaux d'injection en Alsace, entendent ce chiffre, ils perdent leur sang-froid.

Leurs représentants au Parlement de La Haye ont multiplié les rencontres à Paris et à Strasbourg avec les députés français pour les convaincre de ratifier la convention. En vain jusqu'ici. Alors les propos s'alignent. Le groupe néerlandais au Parlement européen menace de voter pour Luxembourg plutôt que pour Strasbourg lorsqu'il s'agira de choisir le siège de cette Assemblée.

Le sel que nous jetons au Rhin ne brûle pas seulement les salades bataves. Il corrode un peu plus chaque jour l'Europe même de la solidarité européenne.

MARC AMERROISE-RENDU.

LE COMITÉ DE LA CHARTRE DE LA NATURE DEMANDE UN NOUVEAU STATUT DES ASSOCIATIONS

Le Comité de la charte de la nature, qui groupe plus de vingt organisations nationales ou régionales de défense de la qualité de la vie, vient de proposer, pour l'anniversaire de ses sept ans d'existence, une « charte des associations ». « Notre but est de mettre en place, a déclaré M. Philippe Saint-Marc, délégué du comité, « par une stratégie réformatrice, un pouvoir écopolitique qui conduira à une société humaniste en améliorant l'environnement physique et social ». La charte des associations définit leurs relations d'être les règles de leur représentativité, les droits qu'elles devraient avoir et les ressources dont elles devraient disposer.

« Dans une démocratie réelle, déclare la charte, le citoyen doit être responsable. Le moyen de lui reconnaître cette responsabilité est de l'associer en permanence à la vie publique et non de lui demander seulement une délégation périodique de pouvoirs aux élus ».

Les critères de représentativité doivent être, selon la charte, le nombre des adhérents, pondéré par leur qualité (une association à effectifs modestes a peut-être un rôle important par la haute qualification de ses adhérents), son activité et son passé.

Les droits des associations devraient, selon la charte, être égaux, notamment par un accès à tous les dossiers administratifs avant que les décisions soient prises et la participation des associations à toutes les commissions, dont le nombre devrait être augmenté, notamment dans les villes et les quartiers.

En chapitre des ressources, plutôt que de réclamer des subventions publiques qui risqueraient de les lier, les associations souhaitent que les exonérations d'impôts (sur le chiffre d'affaires ou sur le revenu) soient augmentées pour inciter les sociétés ou les particuliers à cotiser plus amplement ; elles souhaitent aussi des tarifs postaux privilégiés pour les journaux des associations, l'octroi de « crédits d'heures » aux salariés qui exercent des responsabilités dans les associations et l'accroissement de l'aide en nature par la réalisation de maisons des associations ou de salles de réunions.

Enfin, le régime juridique devrait être diversifié, pour tenir compte des différences qui existent entre les associations. On distinguerait les associations ordinaires, les agréées, qui bénéficient d'avantages plus importants et les associations reconnues d'utilité publique.

En présentant cette charte, M. Saint-Marc a précisé qu'il reprendrait certaines mesures contenues dans la charte de la qualité de la vie adoptée par le président de la République en 1978, notamment sur le point des encouragements fiscaux.

Publicité



Au nouveau Fnac-Sport, une exposition rétrospective : « 150 ans de sport »

Fnac-Sport, lui aussi, s'installe au Forum des Halles

ANCIENNE adresse : boulevard de Sébastopol. Nouvelle adresse : Place basse du Forum des Halles... Fnac-Sport, lui aussi, vient de s'installer au pied de Saint-Eustache.

Et avec une surface d'accueil deux fois plus importante que celle qu'il offrait jusqu'ici. Ce qui lui permet d'aborder de nouvelles disciplines.

Désormais, en effet, on trouvera à Fnac-Sport tout sur le tennis, le tennis de table, le badminton, le squash, le ski (piste, randonnée, fond), le patinage sur glace, la randonnée (équestre et pédestre), les sports d'équipes (football, rugby, volley, basket), la chasse, le tir (épaule et poing), le ball-trap, l'archerie, les arts martiaux, la danse, le ski nautique, la planche à voile, la plongée, la pêche en mer, l'équipement moto et vélo, l'équipement et les vêtements de sports d'hiver.

Avec aussi la cartographie de randonnée.

Bientôt la cartographie de marine. Et (en mars) le vélo de cross.

Mais Fnac-Sport tient compte du fait que l'évolution du sport crée une demande toujours accrue de services et de conseils.

Le nouveau Fnac-Sport est donc aussi un centre d'information sur la pratique et les techniques du sport. Et dans un contexte de loisirs et de voyages (organisation de stages, raids, croisières et randonnées).

On trouve ainsi à Fnac-Sport des interlocuteurs ouverts à tous les dialogues. Des rencontres avec des « pros » et des champions. Une information permanente sur tous les sports (quel équipement ? où pratiquer ? etc.). Des tableaux comparatifs qui, à partir de tests réalisés en laboratoire, permettent à chacun de choisir à coup sûr le matériel le mieux adapté. Un centre spécialisé dans les randonnées et le tourisme sportif.

Des ateliers de montage et de réparation fournissant par ailleurs d'autres points d'échange et de rencontre. Pour l'armurerie, l'archerie, la plongée, le tennis et le tennis de table, le ski de piste et de fond.

A noter aussi... Une exposition permanente (la première étant consacrée au ski d'hiver à aujourd'hui). Et une exposition exceptionnelle (réalisée par le Musée du Sport à partir des archives de l'Ina et de la Cinémathèque de Gaumont) et qui, des manuscrits de Pierre de Coubertin aux médailles d'or de Killy, fait revivre « 150 ans de sport » en images, objets, souvenirs et documents.

Fnac-Sport

Niveau Place basse du Forum des Halles
Du mardi au samedi, de 10 à 20 heures ;
le lundi de 13 à 20 heures.

pollution du Rhin?

Une salée

Le Rhin est un fleuve international. Il est donc régi par des conventions multilatérales. Les Nations Unies ont adopté en 1948 la Convention de Bâle sur la pollution du Rhin. Cette convention a été ratifiée par la France, l'Allemagne, la Belgique, les Pays-Bas, la Suisse et la République fédérale d'Allemagne. Elle vise à protéger le Rhin contre la pollution industrielle et domestique. Les pays riverains ont pris des mesures pour réduire les rejets de polluants dans le fleuve. Cependant, la pollution reste un problème d'actualité. Les industries situées le long du Rhin continuent de rejeter des substances dangereuses. Les municipalités ont également contribué à la pollution par leurs déchets domestiques. Les pêcheurs et les touristes sont affectés par la pollution. Les poissons meurent et les bords du fleuve sont dégradés. Il est urgent de prendre des mesures plus strictes pour protéger le Rhin. Les gouvernements doivent renforcer les contrôles et les sanctions. Les citoyens doivent être sensibilisés à la pollution et encouragés à réduire leurs déchets. Seule une action collective peut sauver le Rhin.

TRANSPORTS

Le durcissement de la grève des contrôleurs aériens

• Les compagnies régionales se pourvoient contre les syndicats

En l'absence de toute négociation, les contrôleurs aériens continuent, cette semaine, leur mouvement d'arrêt des décollages. Air France, Air Inter et UTA indiquent, à cet égard, que certains de leurs vols sont soit retardés, soit annulés, les lundi 12 et mardi 13 novembre.

La compagnie intérieure précise que, à compter du lundi 12 novembre, au moins une fois par jour dans chaque sens, elle assurera la desserte de toutes ses lignes. Elle note que, pour la période allant du

début de la « grève » jusqu'à 8 novembre, ses pertes s'élèvent à environ 10 millions de francs et que, depuis lors, le manque à gagner quotidien est de l'ordre de 3 millions.

M. Jacques Fournier, porte-parole du Syndicat national des contrôleurs du trafic aérien (S.N.C.T.A.) dénonce, dans le point de vue qu'on lira ci-dessous, « l'intransigeance des pouvoirs publics » et demande une médiation pour sortir de l'impasse.

Les compagnies régionales, « entreprises privées, devant la gravité du préjudice subi et sa répétition probable en l'absence de solution au problème de la circulation aérienne, ont décidé de se pourvoir contre les syndicats des personnels responsables de la désorganisation du service public et de demander à l'Etat réparation des dommages qu'elles supportent ».

* Air France : 320-15-55 (pour Paris, 735-61-61); Air Inter : 687-12-12; U.T.A. : 715-75-75.

POINT DE VUE

DE LA SANCTION A LA MÉDIATION

par JACQUES FOURNIER

Ce n'est plus un secret pour personne : l'intransigeance habituelle, et même exacerbée, du ministre des transports, la détermination exemplaire dont font preuve aujourd'hui les « aiguilleurs du ciel » tant des centres que des tours de contrôle, se heurtent, sans grand espoir qu'une solution honorable soit trouvée à ce déjà trop vieux conflit.

Les sanctions qui s'abattent sur les contrôleurs dès qu'ils passent à l'action revendicative, dans le passé, comme actuellement (retenues de 3 000 francs environ par contrôleur depuis le 25 octobre), n'ont jamais assommé définitivement les « aiguilleurs du ciel ». On ne peut espérer résoudre les conflits de la sorte. On ne peut pas plus espérer maintenir excessivement longtemps la situation actuelle comme il ne saurait être question de rester éternellement au statu quo de ces dernières années.

D'ailleurs plus le temps passe, plus la situation des services du contrôle de la circulation aérienne se dégrade. Le futur centre de contrôle de Reims ne saurait résoudre les revendications déjà anciennes des contrôleurs qu'un nombre grandis-

sant de parlementaires, majorité et opposition confondues, reprennent à leur compte, tant elles paraissent de plus en plus justifiées. Car, enfin, il serait trop simple de faire passer les « aiguilleurs du ciel » pour des professionnels de la grève. Comment penser, en effet, que les contrôleurs accumulent régulièrement, par plaisir, sanctions, mauvaise réputation, campagnes de discréditation et parfois même vindictes des pouvoirs publics, des médias et de passagers manipulés ?

La combativité dans la navigation aérienne ne peut trouver ses fondements que dans un malaise profond qu'il serait sot de nier maintenant. Alors ? L'escalade verbale, la polémique, la déraison, ne sont plus de mise aujourd'hui. Alors ? La seule voie possible se trouve dans un arbitrage honnête.

Comment ne pas évoquer ici l'éti-gance dont très récemment les pouvoirs publics italiens ont su faire preuve, confrontés à la démission collective de leurs « aiguilleurs du ciel ». Le président de la République

italienne, en personne, a reçu les contrôleurs, qui sont tous des militaires. Et les assurances données par le plus haut magistrat de cet Etat n'ont pas été des promesses de circonstance !

En France, cette voie-là ne paraît pas être ouverte aujourd'hui. Et pourtant, depuis 1973, les « aiguilleurs du ciel » réclament arbitrage ou médiation, pour s'en sortir une bonne fois pour toutes. Une proposition de loi avait été déposée en ce sens par quarante-cinq députés. Six d'entre eux sont passés depuis au gouvernement du sont encore ministres aujourd'hui.

Des solutions existent. Des conseillers d'Etat, des magistrats de la Cour des comptes, par exemple, pourraient ausculter le contrôle de la circulation aérienne en France, déceler le vrai du faux dans les polémiques savamment entretenues ou les demi-vérités qui sont exprimées.

Du côté de notre organisation syndicale, les dossiers sont prêts, revendication par revendication. Les responsables syndicaux sont décidés

à les commenter dans le calme, la rigueur et la sérénité dans le but d'un arbitrage honnête. Lorsque les grandes confédérations ouvrières mènent une action revendicative, celle-ci est qualifiée de politique ; lorsqu'un syndicat, autonome et professionnel, est majoritaire, comme c'est le cas, ses mobiles sont basés sur le rang d'un corporatisme étroit et abusif. Lorsque l'action se développe, on ne négocie pas sous la contrainte ; lorsqu'il n'y a pas de vagues, les problèmes sont enterrés.

L'Organisation internationale du travail, qui dépend de l'ONU, lors d'une conférence d'experts à laquelle était représenté le gouvernement français, qui ne s'y est pas opposé, a recommandé cet : « Le règlement des conflits relatifs aux conditions d'emploi devrait être recherché par voie de négociation entre les parties ou par une procédure donnant des garanties d'indépendance et d'impartialité telles que la médiation, la conciliation ou l'arbitrage... »

La France peut-elle tenir un langage différent à l'ONU et au Palais-Bourbon ?

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

A l'occasion d'un débat au conseil municipal de Besançon

Le parti socialiste apparaît profondément divisé sur l'utilité de réaliser le canal Rhin-Rhône

De notre correspondant

Besançon. — La question du canal à grand gabarit Rhin-Rhône divise le parti socialiste. En Franche-Comté, les divergences de vues entre la commission exécutive fédérale du Doubs (1) et une partie des élus socialistes au conseil municipal de Besançon (dont le maire est M. Robert Schwint, sénateur P.S. du Doubs) se sont encore manifestées, le 9 novembre, à l'occasion du long débat du conseil municipal sur ce sujet.

Quatre socialistes se réclamant du C.E.R.E.S. (qui avec le P.C. et le P.S.U.) avaient condamné sans ambages le projet de mise au gabarit européen de la liaison fluviale sur 230 kilomètres entre le Rhin et la Saône, se sont opposés à la majorité du conseil, laquelle n'a pu imposer son point de vue qu'avec l'appui des radicaux (2).

Au terme du vote, M. Joseph Pinard, P.S., adjoint au maire de Besançon, a indiqué que la commission fédérale des conflits serait saisie de ce cas d'indiscipline de vote, auquel d'ailleurs un conseiller du courant majoritaire s'est associé. A quelques jours du débat parlementaire qui doit examiner le projet de loi concédant la maîtrise de l'ouvrage à la Compagnie nationale du Rhône, les instances du P.S. ne se sont pas encore prononcées sur l'opportunité de réaliser la liaison fluviale. Elles devraient le faire au niveau du comité directeur ou du bureau exécutif après la réunion, à Paris, le 24 novembre, d'une conférence nationale du parti.

Le docteur Jean-Pierre Santa Oruz, maire de Dole (Jura), a été désigné par M. François Mitterrand pour convoquer cette instance chargée de constituer le dossier et qui regroupe des représentants des fédérations départe-

mentales, des militants et des élus, et des représentants des groupes socialistes parlementaires et du comité directeur. Mais certains craignent que le débat parlementaire n'intervienne avant qu'aient pu être levées les ambiguïtés qui font de la question du canal un sujet brûlant au P.S.

On en a eu la démonstration à la séance du conseil municipal de Besançon (d'ailleurs suivie le lendemain, 10 novembre, d'une rencontre du comité de liaison interdépartemental de Franche-Comté où cette question a été abordée) lorsque M. Pinard, après avoir dit, avec plusieurs de ses collègues, qu'il était contre le canal, s'est refusé à adjoindre au texte de la motion qu'il présentait la conclusion suggérée par un élu du parti communiste. Il s'est contenté de réaffirmer les réserves émises par la précédente municipalité de Besançon (socialistes, radicaux et centristes), sans accepter que sa motion soit assortie de cette phrase : « En conséquence de quoi la ville de Besançon se prononce contre le projet de canal ».

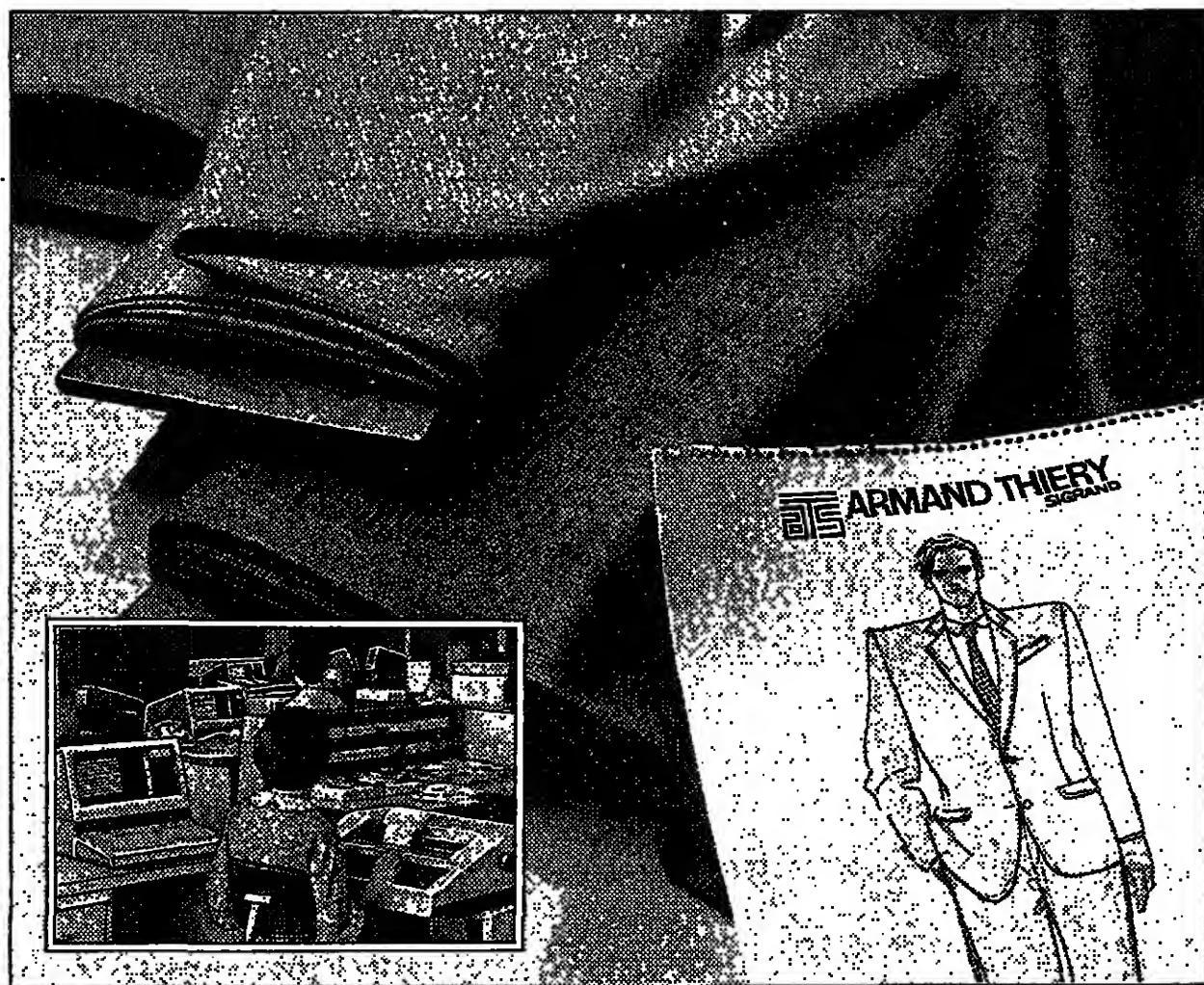
De même, sur 24 voix (17 socialistes, 7 radicaux) contre 15, le conseil a repoussé une proposition du P.S.U. tendant à associer la ville de Besançon au recours introduit devant le Conseil d'Etat en vue de faire annuler la déclaration d'utilité publique parue au Journal officiel du 30 juin 1978.

CLAUDE FABERT.

(1) Si les courants C.E.R.E.S. et Rocard sont représentés dans les instances fédérales du Doubs, le courant Mitterrand y est majoritaire.

(2) Le conseil municipal est composé de 23 socialistes (dont 8 C.E.R.E.S.), 9 P.C., 7 radicaux et 2 P.S.U.

L'informatique Hewlett-Packard se juge aux résultats.



Un ordinateur HP gère, en temps réel, le stock de 800 000 mètres de tissus chez Armand Thiéry et Sigrand.

Le nom d'Armand Thiéry et Sigrand évoque dans le domaine de l'habillement et de la mode une des premières entreprises françaises de prêt-à-porter : trois usines, des magasins sur toute la France, un effectif de 3 200 personnes et un stock de 800 000 mètres de tissus alimentant tous les types de fabrication y compris la mesure industrielle. Cette structure qui permet d'offrir les avantages du prêt-à-porter et le raffinement de la coupe personnalisée a amené AT&S à s'équiper de plusieurs HP 3000 série II et série III.

Chez Armand Thiéry et Sigrand à Mérégnac, les terminaux reliés à l'ordinateur HP 3000 série II permettent la mise à jour instantanée du stock de tissus, en temps réel, sans modifier les techniques artisanales de coupe. De plus, ils prennent en charge tout le processus de fabrication des 850 000

pièces de vêtement fabriquées par les ouvriers-tailleurs, chaque année. Ceci avec une plus grande fiabilité dans l'exécution des commandes et une meilleure information des points de vente. Le personnel non informaticien de AT&S s'est vite accoutumé à la manipulation aisée des terminaux et a apprécié la disponibilité des informations nécessaires à leur travail.

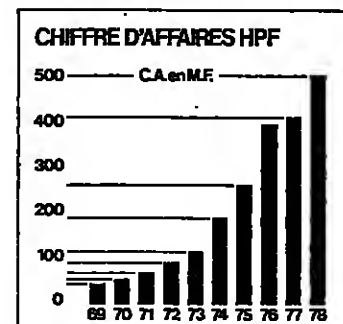
Les dossiers de fabrication sont automatiquement remplis par les imprimantes reliées à l'ordinateur. Cet ensemble a fait gagner un temps appréciable par rapport à l'ancienne méthode. En outre, les HP 3000 assurent toute la comptabilité du groupe. Une fois de plus, le matériel Hewlett-Packard a su répondre aux besoins spécifiques d'une entreprise et aux impératifs de son marché.

Hewlett-Packard France, un partenaire informatique digne de votre confiance.

Une entreprise sur laquelle vous pouvez compter.

Dès son installation à Paris, en 1964, Hewlett-Packard France a connu une expansion soutenue. De 1968 à 1978, son chiffre d'affaires a augmenté en moyenne de 20 % par an, pour atteindre 525 MF en 1978, dont 138 MF pour la seule usine de Grenoble.

Le dynamisme et la continuité que traduisent ces quelques chiffres sont, en eux-mêmes, une garantie. En choisissant Hewlett-Packard France, vous trouverez toujours les matériels et les hommes nécessaires à votre développement informatique.



Une technologie de pointe qui s'adapte à votre développement.

Etabli dans 65 pays, Hewlett-Packard emploie aujourd'hui 43 000 collaborateurs au service de plus de 200 000 clients. HP consacre 10 % de son budget à la recherche et développement, partout dans le monde, une technologie très avancée appliquée à des produits d'avenir conçus pour s'adapter à des besoins en constante évolution. Cette avance technologique vous met à l'abri des risques d'obsolescence rapide des matériels.

Partenaire rigoureux, HP France met à votre disposition des matériels dont la fiabilité et le caractère modulaire contribuent à votre développement et, par leur souplesse, s'adaptent à l'évolution de vos structures et de votre organisation.

Une équipe de haute compétence au service de vos techniciens.

La réussite de Hewlett-Packard France ne repose pas seulement sur des performances techniques, mais aussi sur la qualité des hommes et de leur compétence. Créateur d'emplois

(ses effectifs ont augmenté de 22 % en 1978 et comptent maintenant 1 100 personnes) HP France assure à ses techniciens et ingénieurs une formation très poussée, garantie pour ses clients d'une assistance avant-vente et d'un service après-vente extrêmement efficaces.

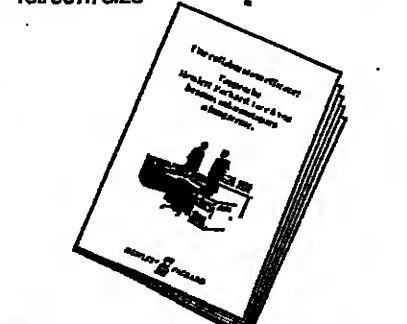


Une maintenance rapide et proche de vous.

Dans un souci d'efficacité et de service maximum, HP France a opté pour une organisation souple et adaptable, et pour ce faire, a poussé très loin la décentralisation. L'implantation de ses bureaux de vente à Orsay (siège social), Aix, Blanc-Mesnil, Bordeaux, Evry, Lille, Lyon, Metz, Rennes, Strasbourg, et Toulouse apporte à tous ses clients la certitude d'interventions très rapides.

Partenaire à part entière travaillant en prise directe avec vos responsables, Hewlett-Packard France est à même d'assurer à votre matériel informatique ses performances optimales.

Pour mieux nous connaître, demandez-nous la brochure très complète que nous venons de publier : HP France, BP 70, 91401 Orsay Cedex Tél. 907.78.25



HEWLETT PACKARD

صكنا من الأصل

ILE-DE-FRANCE

CITOYENS ET USAGERS

Un premier bilan des commissions d'arrondissement

M. Jean Chérioux, adjoint au maire de Paris, chargé de la vie locale, vient de faire le point sur les commissions d'arrondissement installées dans les mairies annexes qui ont été une innovation du nouveau statut de la capitale. Il nous a donné son sentiment.

LES commissions d'arrondissement sont composées des élus locaux, des officiers municipaux nommés par le maire et de membres élus par le Conseil de Paris, représentant diverses associations de l'arrondissement. Elles ont pour mission d'animer la vie locale, de donner leur avis sur les projets soumis au Conseil de Paris et que leur transmet le maire. Ces assemblées locales n'ont aucun pouvoir de décision et aucun moyen financier. Cependant leur rôle est loin d'être négligeable puisqu'elles sont consultées par exemple sur tous les programmes d'aménagement. C'est ainsi que la commis-

sion d'arrondissement du seizième s'est réunie à plusieurs reprises pour étudier la possibilité de rendre la rue de Passy aux piétons. Et ce n'est qu'après l'avis de cette commission que le maire a pris sa décision définitive. La commission du 12^e arrondissement a de même été et sera consultée sur le dossier de Bercy. M. Pierre-Yves Ligen, directeur de l'aménagement urbain, se rend aussi fréquemment dans les mairies annexes. En 1978, 131 réunions ont eu lieu dans les vingt arrondissements de la capitale. 368 vœux ont été émis, auxquels l'administration a fourni 213 réponses. Pour 1979, c'est déjà au cours du premier semestre, 201 vœux qui ont été formulés.

Si, aujourd'hui, selon M. Chérioux, « les commissions fonctionnent bien », l'apprentissage a cependant été difficile. Structure nouvelle dans la vie communale, l'administration de la capitale a été hésitante pour inclure, dans le processus normal des décisions, ces

commissions. Pour faciliter les choses, la municipalité organise des cycles de formation pour les officiers municipaux et les représentants des associations afin que ceux-ci se familiarisent avec la vie municipale. Enfin la décision a été prise de nommer dans chaque commission un rapporteur chargé des questions d'urbanisme, de voirie ou de la culture. A ce rapporteur « tous les dossiers », selon M. Chérioux, sont ouverts.

Des maisons communales ?

Cela dit, il existe des ombres au tableau. Beaucoup de remarques faites par ces commissions concernent, par exemple, la R.A.T.P. ou la S.N.C.F. Or la régie ou la société nationale échappent complètement aux compétences du maire. Ce qui explique que certains vœux restent sans réponse. Enfin, il apparaît que ces commissions, « relais entre le maire

et les habitants de la capitale », sont peu connues de la population. A l'heure actuelle, seul un procès-verbal affiché à la porte des mairies annexes indique leur existence et précise leurs travaux. « Il faut que les mairies annexes soient autre chose qu'une simple antenne administrative. Le rôle des commissions est aussi d'animer ces maisons communales », précise-t-on à l'Hôtel de Ville. Pour cela, on veut donc donner plus de relief à la vie de ces commissions en l'incitant, par exemple, les journaux locaux à ouvrir leurs colonnes à leurs prises de position. Naturellement, ces commissions seront toujours le reflet du dynamisme de ses membres. Mais il faut bien constater aussi que la vie de quartier n'est plus, aujourd'hui, ce qu'elle était il y a vingt ans, et que les commissions ont du mal à relayer convenablement les préoccupations des habitants.

JEAN PERRIN.

POINT DE VUE

Revoir l'exercice du pouvoir

PARVENUS au premier tiers du mandat municipal, il apparaît utile d'étudier et les rapports entre le pouvoir municipal et le « contre-pouvoir » assuré par les associations du cadre de vie et les groupements écologistes ont évolué. Ce bilan est intéressant au moment où la région Ile-de-France remet en chantier un schéma directeur d'aménagement qui est largement responsable de graves déséquilibres par la centralisation des communications sur Paris (l'exemple caricatural est celui de la station Châtelet-Les Halles) et l'échec relatif du desserrement des emplois tertiaires (60 % des surfaces de bureaux créés dans la R.I.F. ont été à Paris et à la Défense). Paris est devenu de plus en plus une ville de bureaux dont les occupants s'éloignent chaque jour davantage. Désormais plus d'un emploi sur deux à Paris est occupé par un non-Parisien, et, depuis 1968, les migrations alternantes entre Paris et sa banlieue ont augmenté de 17 %.

On ne semble guère à Paris remettre en cause deux idées reçues, qui ont largement contribué à cette situation et dont les conséquences humaines et économiques sont catastrophiques.

1) La priorité à la circulation automobile individuelle par un plan de circulation (parcs de stationnement en centre-ville, voies prioritaires à grand débit) lui aussi destiné à

Plusieurs représentants d'associations nous ont adressé leur point de vue sur la démocratie locale. Il s'agit de MM. Yves Allard, membre de la commission extra-municipale de concertation « environnement » de l'Hôtel de Ville ; Joël Broquet, membre de la commission du onzième arrondissement, secrétaire général du comité de liaison pour l'action locale et régionale ; Philippe Destombes, directeur de la rédaction du courrier « Sauver Paris », membre de la commission extra-municipale de concertation « environnement » de l'Hôtel de Ville ; José Guillemin, membre de la commission du dix-septième arrondissement, secrétaire général de S.O.S.-Environnement.

favoriser les liaisons centre-banlieue au détriment des transports en commun intra muros et de la vie des quartiers.

2) L'affirmation de la prédominance de l'activité tertiaire sous prétexte de la fonction « dirigeante » de Paris — capitale hypertrophiée des administrations publiques et privées — même si quelques mesures concrètes ont été prises au profit de l'industrie et de l'artisanat.

On ne peut qu'approuver l'engagement par la ville d'une politique de réhabilitation des logements, mais on ne doit ni se laisser sur l'ampleur des besoins, ni en sous-estimer les risques sociaux, ni surtout croire qu'il s'agit d'une pensée car la reconquête de Paris par ses habitants ne peut se faire que par la reconquête de la plupart des quartiers actuellement vidés de leurs habitants traditionnels.

Certes, une situation différente dépend d'une large redistribution des tâches et des pouvoirs au niveau national, mais aussi de l'abandon d'une tentation dominatrice — il faut tout « entasser » à Paris — aux dépens des habitants de l'Ile-de-France, des autres régions et même des Parisiens.

L'explication principale réside sans doute dans le fait que la réflexion sur l'exercice du pouvoir à Paris n'a guère progressé. Avancons quelques idées.

Si la loi du 31 décembre 1975 portant réforme du statut de Paris a rendu à la municipalité la maîtrise de sa politique, elle n'a pas modifié l'exercice du pouvoir : la centralisation s'exerce au profit du maire.

Les commissions d'arrondissement, « chargées d'assister le maire et le Conseil de Paris pour animer la vie locale », sont réduites à un rôle totalement factif : consultées pour la forme sur les projets lorsqu'ils sont définis.

L'installation des commissions d'arrondissement ne doit pas faire oublier la revendication portant sur une représentation organique des quartiers, formule devant déboucher à terme sur l'existence de véritables municipalités de quartiers.

Nous demandons à M. Chirac, à l'occasion de la discussion sur la réforme des collectivités locales, de proposer une modification de la loi du 31 décembre 1975 pour donner des pouvoirs de décision aux commissions d'arrondissement.

La Parisien ne peut accéder à l'information. Il est quasi impossible d'obtenir le moindre rapport ou la moindre archive : il faut des ruses de Sioux pour accéder à des fonds documentaires pourtant constitués avec les impôts des Parisiens.

Loin des discours officiels, la loi du 17 juillet 1978 sur la communication des documents administratifs — qui s'applique aux collectivités locales — est délibérément ignorée par la quasi-unanimité des

responsables des administrations municipales. Nous demandons à M. Chirac, dont le groupe parlementaire a voté la loi du 17 juillet, de la faire appliquer sans restriction par l'administration municipale.

Dans le domaine de l'urbanisme et de l'environnement la municipalité a créé une structure de concertation dont on ne peut nier qu'elle soit informée sur la quasi-totalité des

opérations notables. Sans doute même des amendements significatifs ont-ils été obtenus. Mais ce n'est en aucun cas au stade de l'élaboration et de la participation à la décision que sont consultées les associations. Nous revendiquons pour les Parisiens le droit d'appel pour refuser ou d'initiative pour susciter une décision municipale.

Nous demandons à M. Chirac d'instaurer à Paris le référendum local à l'initiative de la population sur les questions relatives à l'aménagement du cadre de vie des Parisiens comme l'avait promis Raymond Barre dans le programme de la « majorité » à Blois.

Ce sont les conditions minimales — la règle du jeu élémentaire — qui devraient être instaurées entre les élus — de tous les partis — la municipalité et les associations parisiennes.

Pas d'argent pour E.D.F. ?

Les mouvements et associations qui préconisent « la grève du zèle des factures E.D.F. » pour protester contre la politique énergétique française, se sont retrouvés, pour la première fois, à la fin du mois dernier aux Uits, dans l'Essonne. Venu en majorité de la région parisienne, mais aussi de Lyon, de l'Ouest, etc., les participants à cette assemblée générale, plus ou moins improvisée, ont dressé le premier bilan d'un mouvement qui introduit de nouvelles méthodes dans la contestation du nucléaire.

Tout a commencé il y a plus de deux ans, lorsque le conseil municipal des Uits (union de la gauche) a « appelé la population à faire une grève symbolique vis-à-vis de la direction de l'E.D.F. » afin d'obtenir que l'enquête publique préalable à l'installation de la centrale de Nogent-sur-Seine soit ouverte dans toutes les communes de l'Ile-de-France. Cette délibération, adoptée conjointement par les élus socialistes — majoritaires — et communistes, fut reprise par deux autres communes de l'Essonne : Villebon-sur-Yvette et Villiers-sur-Orge.

C'est alors qu'un conseiller municipal P.S.U. des Uits, M. Dominique Lalanne, décidait de donner à cette initiative locale un impact national. Une à une, des sections locales de la C.F.D.T., du P.S., de l'U.F.C., du P.S.U., des Amis de la Terre, etc., s'y sont ralliées.

Le boycottage peut s'établir de trois manières : par le refus du prélèvement automatique, le versement d'avances sur la consommation et, surtout, par le paiement fractionné en plusieurs chèques. Dans tous les cas, l'objectif est le même : enrayer la machine administrative. « Cela oblige à une gestion manuelle des clients, alors qu'en principe tout est fait par ordinateur », affirme M. Dominique Lalanne.

Et, de fait, ces tracasseries, bien qu'encore extrêmement mi-

noritaires — 1 % des abonnés en région parisienne selon les organisateurs, qui ne doivent pas pècher par pessimisme — semblent troubler la sérénité de l'E.D.F. Ses responsables se refusent à toute déclaration sur le sujet. Les dossiers des usagers en colère sont traités avec prudence. Car, en leur rapport, l'article 1244 du code civil, selon lequel « le débiteur ne peut pas forcer le créancier à recevoir en partie le paiement d'une dette même divisible ». Mais l'embarras est manifeste.

Les participants de l'assemblée générale ont entendu le maire des Uits, M. Paul Lorient (P.S.), plaider pour « la politique du grain de sable ».

« On est tellement proche de la désobéissance civile que les gens peuvent en avoir peur, alors que nous sommes dans une voie parfaitement légale », ont-ils maintes fois répété. « C'est aussi, a continué un militant du P.S.U., la possibilité pour tous les citoyens de s'engager personnellement contre la main-mise d'un pouvoir central de plus en plus écrasant ».

A l'évidence, la propagation encore modeste de la « grève du zèle » ne saurait inquiéter les pouvoirs publics, et encore moins les contraindre à remettre en cause leurs choix énergétiques. Néanmoins, l'hétérogénéité des contestataires dont la plupart avouent ne plus rien attendre des manifestations de masse, et l'originalité du procédé propre à séduire le citoyen le moins téméraire, peuvent suffire à alimenter le mouvement « 3 à 4 % d'usagers grévistes suffisent pour poser de sérieux problèmes techniques à E.D.F. », diagnostique M. Dominique Lalanne. En-dessous de ce seuil, l'effet est plus psychologique. Il tend à altérer l'image de marque de l'E.D.F., ce qui peut aussi être très gênant pour cet établissement public.

STÉPHANE BUGAT.

Tronçonneuses
KIORITZ ECHO

Départ instantané
Graissage automatique
Sécurité

8 modèles de l'expert au professionnel

P.P.K.
45 Boulevard St-Denis
92400 COURBEVOIE
☎ 788-42-50
Demandez-nous l'Agent local

Essayez. Adoptez. Et partez sans payer. Citroën Visa.

Voulez-vous découvrir une fantastique petite voiture? Alors venez essayer la Visa chez votre Concessionnaire Citroën du 12 au 30 novembre.

Vous la trouverez étonnante, surprenante, époustouflante. Vous goûterez le plaisir de conduire une voiture qui est faite pour séduire.

Quand elle vous aura subjugué et convaincu, installez-vous au volant de votre Visa et partez, sans payer, mais oui, sans payer jusqu'en 30 novembre avec Ecoplan location longue durée, sous réserve d'acceptation du dossier, il n'y a pas de dépôt de garantie, et la 1^{re} des 47 mensualités intervient qu'au bout d'un mois. Vous ne versez le 1^{er} loyer de 698 F qu'un mois après.

N'hésitez plus. Si vous voulez changer de voiture, retrouver le plaisir de conduire, allez chez Citroën et demandez un essai, vous aurez tout à gagner.

ECOPLAN
LOCATION LONGUE DURÉE

Année modèle 1980	Prix clés en main Taux 137 du 1/7/79	Loyer à la livraison	Loyer constant sur 47 mois	Valeur de rachat en fin de contrat
Visa Spécial	24.900 F	NUL	695 F	4.950 F

Coût total option achat comprise au bout de 4 ans
Location avec promesse de vente après réserve d'acceptation du dossier + carte grise.
Conditions offertes notamment par C.I.F.S.O.N.C.

CITROËN et TOTAL

Steel Corporation
14 500 employés

AFFAIRES

MARCHÉ COMMUN

Lafarge-Emballages est à vendre

Ballet franco-suédois autour d'une cartonnerie

Lafarge-Emballages est à vendre. L'affaire semblait conclue depuis le 19 septembre avec les Cartonniers Ménagault, filiale depuis 1969 du groupe suédois Billerud. Il ne restait plus à obtenir que laval des pouvoirs publics quand la Cellulose du Pin, filiale de Saint-Gobain, a annoncé qu'elle se mettait sur les rangs. Le comité des investissements étrangers en France devrait prendre une décision le mercredi 14 novembre.

Lafarge-Emballages réalise un chiffre d'affaires de 491,8 millions de francs, emploie dans ses usines mille six cents salariés (contre deux mille il y a quatre ans) et détient 8 % du marché du carton ondulé et 20 % de celui des sacs en papier à grande contenance. Le groupe Lafarge-Emballages, relevant de la division industrielle du fait des difficultés rencontrées dans le marché du carton, a décidé de vendre son secteur papier. Les candidats ne manquent pas. Le cartonnier américain Union Camp qui détient le tiers du capital de Lafarge-Emballages a lancé une nouvelle ligne de fabrication de kraft liner. Pour assurer ses débouchés, il est acquiescent de cartonneries.

Mais, depuis cinq ans, la société Ménagault (groupe Lafarge-Emballages), implantée surtout dans le Nord et l'Ouest, elle a réalisé en 1978 un chiffre d'affaires de 185 millions. Elle emploie près de huit cents salariés dans cinq usines, et représente 5 % du marché du carton ondulé. L'entreprise assure son directeur général M. Jean-Yves Baquès, est complémentaire de Lafarge, parce qu'elle n'est pas située dans

les mêmes régions. Si la Cellulose du Pin réussissait l'opération, ajoutée à celle de la Cellulose du Nord-Ouest et le Sud-Est, il y aurait une trop forte concentration de l'offre. M. Baquès en conclut que la reprise de Lafarge-Emballages par la Cellulose du Pin se traduirait par des licenciements de six cents à mille personnes environ.

En septembre, un accord est conclu entre Ménagault et Lafarge après que le premier est «convaincu» l'américain Union Camp qu'il n'y a pas de place pour lui sur le marché français. Le montant de l'opération s'élève à 170 millions de francs, correspondant à 80 % du capital de Lafarge-Emballages, qui Ménagault s'apprête à financer par une augmentation de capital de 60 millions, souscrite par le groupe Billerud, et par un prêt de 110 millions consenti par Billerud également. Dans le même

temps, Ménagault propose à la Cellulose du Pin une entente : pour parer l'équilibre de la répartition des usines, Ménagault lui vendrait son usine à Vernon (Eure) et lui en rachèterait une autre, la Sud-Ouest. Elle s'engagerait, par un accord à long terme, à s'approvisionner pour un volume de matières premières auprès de la Cellulose du Pin, tandis que les deux sociétés s'associeraient pour la recherche. C'est pour ne pas voir passer la filiale «emballages» du cimentier dans le giron d'un groupe suédois que la Cellulose du Pin aurait fait une contre-proposition à Lafarge pour 172 millions de francs, payant l'argument des licenciements en affirmant que les gestionnaires des deux entreprises cartonnères resteraient indépendantes. La Cellulose du Pin dément en outre que cette solution entraînerait une cartellisation du marché du sac papier notamment.

Des exercices défectueux

L'ennui est que la Cellulose du Pin, du fait de ses exercices défectueux, n'a pas les moyens de ses ambitions. Ce serait le Crédit agricole qui financerait. Ce qui fait écho à son concurrent dépeint : «L'agriculture devrait non seulement financer une opération de 170 millions mais aussi surveiller ses emballages».

Le ministère de l'Industrie pencherait pour la solution française. Pourtant, Ménagault fait valoir des certificats de bonne conduite nationale : reprise d'entreprises défectueuses, implantation dans des régions défavorisées (dans la Manche en 1974, la Vienne, en 1976, la Flandre en 1978), mise en route des machines à papier utilisant exclusivement du papier de récupération, dynamisme ayant permis de tripler en

(Suite de la première page.)

Si le Conseil écarte les amendements, l'Assemblée peut les imposer en seconde lecture, par un vote à la majorité des membres qui la composent et des trois cinquièmes des suffrages exprimés. A la suite de leur modèle anglais, tous les parlements nationaux ont utilisé leurs pouvoirs financiers pour développer leur influence politique. Il était naturel que les députés de Strasbourg suivent cet exemple.

Il était moins prévisible qu'ils engageaient la bataille avec une si grande habileté. Il est rare qu'une nouvelle assemblée ne se livre pas à la démagogie, qui menace aussi les anciennes. Il serait injuste de ne pas souligner le courage et l'intelligence des amendements proposés par M. Dankert. On peut discuter leur détail. On doit reconnaître la valeur de leur orientation d'ensemble. Ils soulignent les aberrations de la politique laitière des Neuf, ils lui ouvrent la voie d'une sage réforme. Dans cette affaire, la démagogie consiste à continuer de soutenir une production déjà excédentaire, en maintenant des prix garantis par les finances communautaires qui font gonfler des

fleuves de lait et grossir des montagnes de beurre.

L'unanimité de nos représentants exhale un certain fumet d'élections présidentielles. Elle traduit aussi la contradiction où les amendements du 7 novembre enferment notre pays. Dans leur domaine particulier, il pourrait s'accommoder des solutions qu'ils proposent. Comme toujours, le système des prix garantis favorise plus les gros producteurs que les petits. Il permet aux seconds de survivre provisoirement. Il les condamne plus sûrement à disparaître ensuite, en accroissant les bénéfices des premiers, qui en profitent pour se développer encore. Le mérite du système Dankert est de transformer en impôt progressif la taxe de «co-responsabilité» que tous les producteurs de lait subissent actuellement au même taux de 0,05 %. Elle devrait désormais frapper beaucoup plus lourdement les grandes entreprises, qui sont principalement responsables de la croissance des excédents laitiers. Or les «usines» à lait et à beurre sont surtout situées dans l'Europe du Nord.

Malheureusement, la réduction des crédits communautaires affectés au

marché laitier et la transformation de la taxe de co-responsabilité font l'objet d'amendements séparés. On risque ainsi de voir le Conseil entériner la première et repousser la seconde. Il semble bien que telle soit la manœuvre anglaise, qui permettrait de détruire une grande partie de la politique agricole commune. Au lieu de s'opposer en bloc aux projets Dankert, nos compatriotes auraient peut-être mieux fait de souligner cet aspect du problème et d'obtenir une autre réduction des textes. Sur ce plan, les choses sont probablement rattrapées, par notre ministre de l'Agriculture peut trouver des appuis chez l'un ou l'autre de ses collègues.

Mais les amendements du 7 novembre mettent directement en cause la conception française de la Communauté. La se trouve l'habileté au prime des représentants qui les ont adoptés, et la justification fondamentale du vote des néo. On a plusieurs fois montré l'ambiguïté de l'Europe confédérale (1), telle que la défend M. Giscard d'Estaing, exprimant ici la position de tous les partis lors des élections de juin. Au niveau du Conseil, l'organe législatif des Neuf, le président de la République maintient que l'unanimité est nécessaire toutes les fois qu'il s'agit d'intérêts très importants, suivant la formule que le général de Gaulle avait fait admettre en 1968. Mais nos partenaires n'ont jamais accepté de galeté de cour cette entorse aux règles inscrites dans le traité de Rome.

Déjà, la précédente Assemblée avait tenté de faire sauter notre veto par le même mécanisme de la procédure budgétaire. Nous nous sommes finalement résignés à un compromis assez éloigné de nos vues. La grignotage est commencé. Si nous cédonas une seconde fois, l'Europe confédérale se rejoindra peu à peu les belles formules du musée de l'histoire, du genre «Nous ne laisserons pas Strasbourg sous le joug des canons allemands». Autant la négociation sur le fond de la question laitière exige de notre part la plus grande souplesse, autant notre position de principe doit être défendue avec une intransigeance absolue.

Tous les traités, toutes les constitutions, toutes les lois doivent être appliqués avec la plus stricte rigueur pour maintenir les sociétés qu'ils réglementent. L'adage «summa ius, summa iniuria» — vaut en droit communautaire aussi. Qui pourrait accepter qu'une décision du Conseil prise à la majorité simple le soit par la conjonction d'une seule des grandes nations et de toutes les petites, comme le permet la lettre des textes : ce qui représenterait entre 32 et 38 % de la population des Neuf ? Comment admettre que les votes à la majorité «qualifiée» puissent enchaîner à la volonté de ses partenaires l'un des pays de plus de cinquante millions d'habitants, alors que les quatre plus endus pourraient tout bloquer, avec une population totale bien moindre ? Comment accepter que cinquante-trois millions de Français soient obligés de s'incliner devant les oukses de la Communauté, alors que dix-huit millions et demi de Belges-Luxembourgeois-Danais-Irlandais se voient reconnaître un droit de veto ?

La sagesse politique impose qu'aucune décision du Conseil ne soit prise sans l'accord de l'Allemagne fédérale, de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie. Ce principe fondamental pourrait être d'autant mieux compris de nos partenaires britanniques qu'ils en ont besoin pour voir diminuer leur participation aux dépenses communes. Ils peuvent aussi bien comprendre que les deux plus vieilles nations d'Europe ont le «non» gaullien, avec la même rigueur et la même constance. A s'y refuser, on prouverait clairement que le thème de l'Europe confédérale n'était qu'un camouflage électoral.

MAURICE DUVERGER.

(1) Cf. notamment «L'Europe à deux vitesses», le Monde daté 13-14 mai 1979 et «Confédération et supranationalité», le Monde du 28 décembre 1978.

● ERRATUM. — Une coquille typographique nous a fait écrire, dans l'article consacré à l'emprunt belge de 1 milliard de dollars à l'étranger : «Dans les prochains jours, le Trésor entamera aussi des négociations pour l'émission sur le marché intérieur belge d'un autre emprunt de 3 milliards de francs (1 million de dollars)». Nous aurions dû écrire «100 millions de dollars» ; de même que ceci : «Les emprunts belges à l'étranger avaient jusqu'ici été exceptionnellement rares : mais la situation a changé en septembre 1977», et non en septembre 1978.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas + haut	Rep. + ou Dép. —	Rep. + ou Dép. —	Rep. + ou Dép. —
\$ E.-U. ...	1.8300 4.8065	- 128 - 75	- 285 - 158	- 365 - 285
\$ Can. ...	1.3390 3.5435	- 20 - 29	- 110 - 50	- 125 - 49
Yen (100) ...	1.7660 1.7035	+ 45 + 80	+ 125 + 165	+ 440 + 495
DM 2.3415 2.3435	+ 69 + 189	+ 138 + 175	+ 589 + 585	
Florn. 2.1090 2.1115	+ 35 + 65	+ 88 + 185	+ 295 + 335	
F.R. (100) ... 14.4780 14.4980	+ 185 + 330	+ 380 + 390	+ 340 + 340	
F.S. 2.5440 2.5490	+ 219 + 249	+ 375 + 420	+ 1.150 + 1.135	
L. (1 000) ... 2.8620 2.8680	- 180 - 90	- 320 - 225	- 810 - 750	
£ 2.5310 5.54	- 185 - 85	- 418 - 385	- 580 - 580	

TAUX DES EURO-MONNAIES

DM	7 3/4	8 1/4	8 1/8	8 1/2	8 3/4	9 1/8	9 1/4	9 1/2	9 5/8	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2
\$ E.-U. ...	13 3/4	12 1/4	15 1/8	15 3/8	13 1/4	15 3/8	14 1/4	15 3/8	14 1/4	15 3/8	14 1/4	15 3/8	14 1/4	15 3/8	14 1/4	15 3/8	14 1/4	15 3/8	14 1/4	15 3/8	14 1/4
Florn.	9 1/8	10 1/4	9 1/2	10 1/8	10	10 1/4	10 1/2	10 1/4	10 1/2	10 1/4	10 1/2	10 1/4	10 1/2	10 1/4	10 1/2	10 1/4	10 1/2	10 1/4	10 1/2	10 1/4	10 1/2
F.R. (100) ..	11 1/4	12 3/4	12 1/4	14	13 3/4	14 1/2	12 1/2	14 1/2	13 1/2	14 1/2	13 1/2	14 1/2	13 1/2	14 1/2	13 1/2	14 1/2	13 1/2	14 1/2	13 1/2	14 1/2	13 1/2
F.S.	7/8	1 3/8	2 1/4	2 5/8	1 3/8	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/8
L. (1 000) ..	12 1/4	13 3/4	15 1/8	16 3/8	13 1/4	16 3/8	14 1/2	16 3/8	14 1/2	16 3/8	14 1/2	16 3/8	14 1/2	16 3/8	14 1/2	16 3/8	14 1/2	16 3/8	14 1/2	16 3/8	14 1/2
£ franc. ...	11 3/4	12	13 1/4	13 1/2	14 1/8	14 3/8	14 1/2	14 3/8	14 1/2	14 3/8	14 1/2	14 3/8	14 1/2	14 3/8	14 1/2	14 3/8	14 1/2	14 3/8	14 1/2	14 3/8	14 1/2

Nous donnons ci-dessous le cours pratiqué sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Nous donnons ci-dessous les courbes pratiquées sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

JACQUES GRALL.

La British Steel Corporation va supprimer 14 500 emplois

La British Steel Corporation (B.S.C.), établissement nationalisé qui produit 90 % de l'acier britannique, a annoncé qu'elle allait supprimer 14 500 emplois sur 188 000 en fermant quatre installations : l'aciérie de Corby, dans le Northamptonshire (centrale de l'Angleterre, 5 500 personnes), celle de Shotton (dans le nord du Pays de Galles, 6 420 personnes), l'aciérie électrique de Darnley (2 000 personnes) et les laminoirs de Darnley et Clydesdale en Ecosse.

Pour les dirigeants de la B.S.C., et notamment Sir Charles Villiers, président, il n'est plus possible d'éviter des opérations chirurgicales pour rétablir la situation de l'entreprise, toujours catastrophique. L'exercice 1977-1978, qui s'était traduit par un déficit de 443 millions de livres (4 milliards de francs), et le nouveau déficit de l'exercice 1978-1979 (209 millions de livres (2,6 milliards de

francs), et compte tenu des très médiocres perspectives de production pour 1980-1981, le retour à l'équilibre, estimé-il, passant obligatoirement par des licenciements massifs. Le groupe a déjà supprimé 40 000 emplois au quatrième trimestre et l'indemnité d'indemnité de la productivité devrait entraîner la suppression de 20 000 à 30 000 emplois supplémentaires. Sir Charles Villiers espère équilibrer les résultats mensuels à partir de mai 1980 : «Il sera extrêmement difficile, mais pas impossible, de rétablir la rentabilité de l'entreprise». En privé, l'Etat-major de la B.S.C. ne cache pas que l'on est arrivé «à l'heure de la vérité» et que l'on ne peut que différer les «décisions» pesantes, comme celles qui ont été prises en France et en Belgique. Le gouvernement de Mme Thatcher appuie, naturellement, ces décisions, que les syndicats contestent violemment, menaçant à toutes sortes de manifestations, sans exclure une grève nationale.

NUMÉRO UN FRANÇAIS DU MATÉRIEL DE CISAILLAGE

La société Sirugue-Troscille dépose son bilan

De notre correspondant

Angers. — La société Sirugue-Troscille (trente salariés au siège de Saint-Ouen, cent quarante à l'usine d'Angers), numéro un français dans les domaines du matériel de cisaillage et des perceuses multibroches, a déposé son bilan (1) devant le tribunal de commerce de Paris.

Sirugue-Troscille, après un premier dépôt de bilan intervenu en 1972, avait bénéficié en 1974 d'un concordat de dix ans. Au cours de l'année 1978, particulièrement difficile, elle avait fait l'objet d'une prise de participation minoritaire (49,25 % des actions) du groupe italien FICEP, dont les produits recouvrent une gamme complémentaire, mais aussi en partie concurrente des siens. Grâce à un important effort à l'exportation, soutenu par la Caisse nationale des marchés de l'Etat, Sirugue-Troscille pouvait cependant annoncer pour l'exercice 1979 un chiffre d'affaires en progression de 20 % et un compte d'exploitation bénéficiaire de 2 millions de francs.

Les difficultés de trésorerie demeurent, en revanche, sérieuses. Selon M. Spencer Wallis, P.-D.G. de la société, le coup de grâce a été porté à l'entreprise par les banques qui, après des semaines d'hésitation, ont refusé toute avance sur plus de 2 millions de ventes réalisées en septembre à la foire d'Alger, et ce en dépit de la garantie apportée par le groupe FICEP.

M. Wallis, pour qui «les Italiens ont logiquement joué le jeu», n'a pas démenti l'hypothèse émise par le syndicat C.F.D.T. de l'entreprise, qui estime que les banquiers ont dû être «effrayés» par

des sautes-arrêts opérées en juillet sur les comptes de la société, à la demande de l'IRISSA. Il a précisé qu'en raison des éléments positifs qui apparaissent dans la situation de l'entreprise, il n'aurait pas perdu espoir d'obtenir un accord de concordat de Paris une décision de mise en règlement judiciaire et un deuxième concordat que Sirugue-Troscille serait en mesure de respecter.

CLAUDE-HENRI GAY.

(1) Sirugue-Troscille est, en fait, composée de la Sirugue S.A., dont le siège se trouve à Saint-Ouen, et de la société angevine Troscille, contrôlée à 94 % par la précédente.

MONNAIES

LA BAISSSE DU YEN S'ACCÉLÈRE

Amorcée il y a quelques semaines, la baisse du yen japonais sur les marchés des changes s'est accélérée au début de la semaine. Lundi 12 novembre, en fin de matinée, il fallait donner 247 yens pour 1 dollar (contre 242 yens à la veille du week-end). Par là, le monnaie japonaise a également fléchi, revenant de 173 centime à 170 centime (et 180 centime il y a quinze jours). Ce repli continu est dû, pour une large part, aux spéculateurs qui pèsent sur l'approvisionnement du Japon en pétrole, dont l'Iran fournit 13 %, et au relèvement du prix du brut.

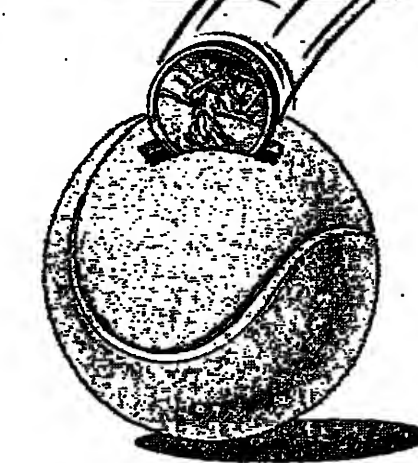
Le cours de l'once d'or (31,1 grammes) a légèrement augmenté : 383 dollars contre 389.

INVESTISSEZ DANS LE TENNIS

Chacun, parisien que nous sommes, se plaît à espérer : «Ah si je pouvais jouer régulièrement, sans me bousculer, aux heures de mon choix, dans un endroit digne de ce jeu. Et à un prix abordable.» C'est aujourd'hui possible avec la nouvelle formule que proposent les Tennis Courts des Hauts-de-Seine.

Un placement judicieux.

Vous achetez, une ou plusieurs heures de tennis par semaine, selon le principe de la pluri-propriété. Ainsi l'argent que vous investissez devient un placement. Pas une dépense à fonds perdus. En plus de 12 courts couverts, vous bénéficiez d'un environnement et de services exceptionnels : piscine, bain turc, squash, saunas, boutique, restaurant, bar, musculation, vestiaires. Vous êtes chez vous et pouvez jouer avec qui bon vous semble à l'heure de votre choix, sur votre



terrain en terre battue, entretenu régulièrement. Vous pouvez prêter votre heure, la vendre, la louer, l'échanger, la garder pour que vos enfants en héritent. Les Tennis Courts des Hauts-de-Seine se trouvent à la Défense, d'un accès facile, et les heures que vous pouvez acheter sont à un prix abordable. Il vous est même possible de bénéficier de multiples formules de crédit.

Pour connaître tous les détails sur les Tennis Courts des Hauts-de-Seine. Remoyez ce coupon ou appelez vite : 261.81.00. Attention certaines heures sont déjà très recherchées.

TENNIS COURTS DES HAUTS DE SEINE
UNE RÉALISATION
CICA

Je suis très intéressé par la formule des Tennis Courts des Hauts-de-Seine, je souhaite recevoir des informations.

Nom _____

Adresse _____

Tél. _____

Porteur de _____

Envoyez ce coupon à l'adresse CICA 45, rue de Courcelles 75008 Paris

مركز الاستثمار

ÉTRANGER

LA NOUVELLE ÉCONOMIE BRITANNIQUE

(Suite de la première page.)

« De même, ajoute-t-11, content-il de réviser les programmes d'aides à l'étranger, car nous nous sommes pris des engagements que nous ne sommes pas en mesure de tenir. » Si on fait remarquer que cette échelle des urgences risque d'être qualifiée de « rétrograde » par l'intelligence, et les moyens d'information des deux côtés de l'Atlantique, la réponse ne se fait pas attendre : « C'est un fait que ce gouvernement n'appartient pas au courant socialisant qui continue à dominer les sociétés occidentales. Nous sommes des libéraux. »

On pourrait penser qu'entre ce langage politique, qui rappelle, par certains aspects, celui d'Enoch Powell, aujourd'hui brisé avec les conservateurs, et ce qu'il entend l'opinion habituée à entendre le contraire pendant tant d'années de la part de ses dirigeants existe plus qu'un déphasage. La vérité est probablement autre.

Ce n'est pas tellement à cause de son programme qu'une large majorité de Britanniques paraissent toujours disposés à laisser sa chance à Mme Thatcher. Ils lui sont reconnaissants d'être leur interprète sur au moins un point fondamental. Elle exprime, à sa manière, en glorifiant à nouveau les valeurs oubliées dans les discours des politiciens (par exemple, le droit à la réussite personnelle par son mérite, celui aussi d'hériter de l'effort de ses parents), la désillusion que beaucoup d'entre eux éprouvent à l'égard du discours socialiste traditionnel. On ne croit plus que la politique puisse « changer la vie ».

Dans cette prétention, on serait même tenté de voir une imposture. Là se trouve le tournant de l'élection du 3 mai. Tout indique qu'il est pris pour de longues années, au-delà du succès ou de l'échec que rencontrera le cabinet Tory. Cela est surtout vrai pour les régions les plus vivantes du pays. Au fur et à mesure que l'on remonte vers le nord, où se trouvent les zones de déclin industriel, on considère à l'attendre le salut — on la surrue — que des subsides de l'Etat (et à voter pour le Labour).

Le dynamisme législatif

Le dynamisme législatif dont avait fait preuve le cabinet des années passées n'est pas perdu une fois parvenu à la première étape. Le projet de budget présenté aux Communes le 12 juin avait été l'occasion d'annoncer, entre autres choses, une très importante modification du système fiscal : substantiel allègement des impôts directs (dont le barème se rapproche désormais de la « norme » européenne) et, au contraire, forte élévation du taux de la T.V.A., sans toucher toutefois aux exemptions dont jouissent traditionnellement outre-Manche les produits de grande consommation ou d'intérêt culturel, comme les livres.

D'ici à la fin de l'année vont continuer d'être présentés au Parlement un grand nombre de textes, dont plusieurs de grande portée. Il n'est pas un seul ministère qui n'en ait au moins un en préparation. Ils touchent presque à tous les domaines de la vie économique et sociale.

Dans certains cas, il s'agit de légaliser des décisions qui sont déjà entrées dans les faits depuis le début de l'été, comme l'abolition de tout contrôle des prix à laquelle on a procédé avec une sorte de jubilation : « La « Price » Commission », nous dit un de nos interlocuteurs, occupés cinq cents personnes et avec un budget de 6 millions de livres pour accomplir une tâche totalement inutile, dont la seule raison d'être était de satisfaire l'idéologie socialiste.

sent toujours disposés à laisser sa chance à Mme Thatcher. Ils lui sont reconnaissants d'être leur interprète sur au moins un point fondamental. Elle exprime, à sa manière, en glorifiant à nouveau les valeurs oubliées dans les discours des politiciens (par exemple, le droit à la réussite personnelle par son mérite, celui aussi d'hériter de l'effort de ses parents), la désillusion que beaucoup d'entre eux éprouvent à l'égard du discours socialiste traditionnel. On ne croit plus que la politique puisse « changer la vie ».

Dans cette prétention, on serait même tenté de voir une imposture. Là se trouve le tournant de l'élection du 3 mai. Tout indique qu'il est pris pour de longues années, au-delà du succès ou de l'échec que rencontrera le cabinet Tory. Cela est surtout vrai pour les régions les plus vivantes du pays. Au fur et à mesure que l'on remonte vers le nord, où se trouvent les zones de déclin industriel, on considère à l'attendre le salut — on la surrue — que des subsides de l'Etat (et à voter pour le Labour).

Le dynamisme législatif

Le dynamisme législatif dont avait fait preuve le cabinet des années passées n'est pas perdu une fois parvenu à la première étape. Le projet de budget présenté aux Communes le 12 juin avait été l'occasion d'annoncer, entre autres choses, une très importante modification du système fiscal : substantiel allègement des impôts directs (dont le barème se rapproche désormais de la « norme » européenne) et, au contraire, forte élévation du taux de la T.V.A., sans toucher toutefois aux exemptions dont jouissent traditionnellement outre-Manche les produits de grande consommation ou d'intérêt culturel, comme les livres.

D'ici à la fin de l'année vont continuer d'être présentés au Parlement un grand nombre de textes, dont plusieurs de grande portée. Il n'est pas un seul ministère qui n'en ait au moins un en préparation. Ils touchent presque à tous les domaines de la vie économique et sociale.

qu'on le dise, de la politique industrielle. Pour la bonne raison que la politique industrielle est, pour le cabinet, une expression à peu près vide de sens. Les choix porteront essentiellement sur la crédibilité à accorder ou non aux programmes de redressement que les entreprises ou secteurs subventionnés doivent présenter — ou ont déjà présenté — pour assurer « d'ici deux ou trois ans » leur rentabilité. C'est le ministre qui les examinera directement.

D'ici peu, British Leyland, qui du reste fait à nouveau quelques modestes bénéfices, présentera son dossier. D'entrée de jeu, avant même de discuter l'aide publique qu'elle pourrait recevoir, pour la période intermédiaire, la firme automobile « offrira » un plan d'investissement massif (on ne le sait par le personnel (et par l'Etat-major de TUC), et qui comporte la suppression de 25 000 postes de travail. Le vote positif des employés et ouvriers de la grande firme automobile a été pour les dirigeants syndicalistes de la firme une amère défaite et, en sens inverse, un encouragement pour les fortes convictions du divorce entre les travailleurs et les délégués syndicaux.

Autre idée-clé : dénationaliser les entreprises, tel British Airways, qui sont soumises à la concurrence. On ne veut plus que l'Etat joue vis-à-vis d'elles le rôle du banquier, qui fait payer cher ses services mais qui n'est pas en mesure de refuser le crédit. Cependant, à l'usage, le retour

Le dangereux engrenage

Quelle que soit l'ardeur réformatrice du cabinet, c'est sur un autre terrain que doit se jouer dans les mois à venir la politique. Ce n'est pas la première fois qu'un gouvernement conservateur revient aux affaires, en votant aux élections toute forme de politique des revenus. Tel avait déjà été le cas, en 1970, pour celui de M. Heath, qui revint ensuite aux méthodes qu'il avait d'abord rejetées avec mépris, non sans avoir entre-temps laissé se développer une des plus désastreuses vagues d'inflation que le Royaume-Uni ait encore connues. Tant et si bien que l'expérience de M. Heath sert au moins autant de repoussoir à Mme Thatcher que celle des travaillistes.

L'opinion n'a pas besoin d'être persuadée par le nouveau premier ministre. Deux événements ont contribué plus que tout autre à sa victoire électorale du 3 mai. Le premier est le détestable souvenir laissé par les grèves des services publics de l'hiver dernier. Le deuxième est précisément la fin lamentable qu'a connue l'effort, d'abord couronné de succès — et

au régime de la propriété privée se révèle une tâche difficile (étant données notamment les capacités limitées d'absorption du marché), et cela même pour les secteurs qui ont le vent en poupe : 5 % seulement des actions de B.P. seront offertes au public, ce qui ramènera la participation de l'Etat de 51 % à 46 %. On avait d'abord prévu bien davantage. L'objectif à atteindre reste toutefois inchangé : pas de « colbertisme » à l'anglaise, dit-on à Whitehall.

Le Company Bill, destiné à aligner le droit sur la pratique, est une des satisfactions que M. John Nott, un autre jeune conservateur, promu au rang de secrétaire d'Etat au commerce, veut donner aux syndicats. Il s'agit de reconnaître en droit que la direction des sociétés n'est pas seulement responsable devant les actionnaires ; qu'elle l'est aussi d'une autre manière vis-à-vis de ses salariés.

Un autre projet de loi récemment déposé (Protection of Trading Interest Bill) vise à opposer une barrière aux empiétements de compétence des juridictions américaines dans des affaires qui se déroulent hors du territoire des Etats-Unis. Plus important devrait être le « Bill » sur les monopoles. Il modifiera, au vu des dispositions du traité de Rome mais selon une procédure originale confiant des pouvoirs décisifs au directeur général du Fair Trading, l'actuelle réglementation antitrust.

broyamment vanté par toute la presse américaine d'inspiration « démocrate » — de M. Callaghan pour contenir la progression des salaires dans certaines « normes ».

À la politique des revenus, qui consiste à rechercher un accord autour d'une table (en vertu de l'idéologie du « consensus »), les Tories opposent la « logique du marché » (« Que les contrats de salaires soient négociés à l'intérieur de chaque entreprise ») et une certaine analyse de l'inflation, selon laquelle celle-ci n'est pas causée par les hausses de salaires, mais par une expansion trop rapide de la masse monétaire. Le strict « monétarisme », issu de l'école de Chicago dont se réclament les nouveaux conservateurs, n'apporte-t-il pas le chaînon manquant permettant de concilier liberté et discipline des salaires ?

Selon cette conception, il suffit que le gouvernement fixe des normes rigoureuses de progression de la masse monétaire d'où résultera l'avantage supplémentaire d'une livre sterling forte. Valorisation de la monnaie qui accen-

tue la concurrence étrangère, stricte limitation du crédit qui limite les concours bancaires, voilà deux facteurs propres à convaincre les chefs d'entreprise qu'ils ne pourront pas impunément accorder des hausses de salaires excessives et les syndicats que, en poussant trop loin les revendications, ils condamneront leurs adhérents au chômage. Telle était la conviction de départ.

Mais le « monétarisme » ne tend-il pas au gouvernement britannique, comme à d'autres avant lui, le piège qui risque de le faire retomber dans l'engrenage, à combien dangereux, de la politique des revenus ? Ce que le gouvernement veut à juste titre éviter à tout prix, c'est que les partenaires sociaux interprètent comme une « norme », sur laquelle tout le monde commencera par s'aligner (en attendant d'aller plus loin), tel ou tel pourcentage tiré des prévisions officielles. Mais, précisément, l'objectif de croissance monétaire — fixé dans une fourchette de 7 % à 11 % — que les autorités ont présenté comme une des pièces maîtresses de leur dispositif anti-inflation, ne risque-t-il pas d'être considéré comme une norme implicite ? Une publication du Trésor (*Economic progress report*) va jusqu'à préciser explicitement cette méthode dans son numéro d'octobre, sans s'aviser qu'elle est contraire à la doctrine officielle (à moins que le Trésor, resté très keynésien, ne cherche à embarrasser le cabinet...).

Selon ce document, publié avant la nomination du professeur Terry Burns, un des chefs de file des monétaristes, au poste de conseiller économique du ministère du Trésor, les augmentations des coûts horaires de salaires devraient demeurer « compatibles » avec les objectifs monétaires.

Pour l'instant, le gouvernement essaye de détourner un danger plus pressant. Le ministre de l'Industrie a récemment adressé une lettre, non rendue publique, aux présidents des entreprises nationalisées. Les recommandations du ministre ont d'abord été interprétées par plusieurs commentateurs réputés, comme signifiant que les majorations de salaires ne devraient pas dépasser... le taux attendu de hausse du coût de la vie. Ce taux est, pour les derniers douze mois, de 17,5 %. De quoi mettre à nouveau le feu aux poudres, encore que de nombreux contrats prévoient des augmentations de cet ordre. Tout en étant d'accord avec l'idée de négocier l'entreprise par entreprise, l'Etat-major du Tory estime au début de l'été — sans le dire publiquement, — que les hausses de salaires devraient, en moyenne, être de l'ordre de 15 % pour maintenir la

« paix sociale ». Ce pourcentage pourrait bien être dépassé. L'affaire est rendue plus scabreuse encore par le fait que, pour tenir en lisière le montant global des emprunts du secteur public, le cabinet conservateur continue à recourir à un procédé de contrôle hérité des travaillistes, la fixation des *cash limits*. Les dépenses correspondantes sont limitées à un montant égal à l'estimation en valeur faite au début de l'année et qu'on majore d'un certain pourcentage calculé à partir du « taux d'inflation » prévu par les services officiels. Voilà encore une prévision qui risque de passer pour une norme implicite.

Foussé par ses propres réformes, le gouvernement sera-t-il amené à changer profondément, en dépit des réticences de la Banque d'Angleterre, les instruments de sa politique monétaire ? Dans le dessein de permettre à la livre de jouer pleinement son rôle de pétro-monnaie (*petrocurrency*), pour reprendre l'expression dont a usé Mme Thatcher, le chancelier de l'Echiquier, Sir Geoffrey Howe, vient d'abolir tous les contrôles des changes. L'idée est de favoriser les investissements à l'étranger. Une des conséquences heureuses de cette initiative est de faire sauter aux yeux la totale inutilité du « corset » imposé aux banques dans les moments difficiles, sorte d'encadrement indirect du crédit. On a commencé à discuter de son remplacement. L'enjeu dépasse la technique du contrôle du marché monétaire, rendu particulièrement délicat en Grande-Bretagne à cause de l'énormité de la dette publique (dont le montant équivaut à environ 42 % du P.N.B.). Quand s'apercevra-t-on qu'aborder la politique monétaire par le biais quantitatif est un procédé primitif et « interventionniste » dans son essence, vu à l'échelle ? Ce qu'il faut au contraire, en Grande-Bretagne comme en France (et aux Etats-Unis, où un premier pas a été fait dans ce sens), c'est limiter le pouvoir créancier de la Banque centrale de créer de la monnaie.

Si, comme M. Barre il y a trois ans, le cabinet britannique compte sur une action graduée pour lutter contre l'inflation, il connaîtra les mêmes déboires. Ce qu'il faut dans ce domaine, c'est une guerre de mouvement qui ne laisse pas le temps aux anticipations inflationnistes de prendre corps.

PAUL FABRA.

Prochain article :

L'INDUSTRIE AU TOURNANT

C'est souvent le directeur du marketing qui fait circuler les idées les plus remuantes.



Si le directeur du marketing ne se bat pas pour changer les vieilles habitudes d'une entreprise, qui le fera ?

Snecf marchandises, c'est une de ces idées neuves et remuantes, que beaucoup de directeurs de

marketing se plaisent à faire circuler. On les comprend.

Car, dès la conception d'un nouveau produit, Snecf marchandises est prête à venir épauler la direction du marketing.

Elle peut lui apporter les conseils

d'experts en palettisation, elle met à sa disposition des techniciens en chargement, en conditionnement. Des professionnels du transport.

Et comme Snecf marchandises présente aussi un vaste registre d'avantages propres à séduire toutes

les autres directions (financière, fabrication, exportation, etc.), c'est une idée facile à vendre, qui fait vite l'unanimité dans l'entreprise.

Surtout quand c'est un homme du marketing qui la vend.

SNCF marchandises

Snecf marchandises, l'entreprise qui fera l'unanimité dans l'entreprise.

ENERGIE

Transport

Industrie

Commerce

Services

Environnement

Urbanisme

Aménagement

Recherche

Formation

Communication

Marketing

Publicité

Relations publiques

Recrutement

Formation

Recherche

Aménagement

Urbanisme

BRITANNIQUE

Le ministre du Travail, M. James Callaghan, a déclaré mardi 12 novembre à la Chambre des Communes que le gouvernement britannique ne se prononcera pas sur la question de l'adoption d'un référendum sur le statut de l'Europe. Il a ajouté que le gouvernement se concentrerait sur la mise en œuvre de la directive européenne sur le droit de circulation des travailleurs.

Callaghan a également souligné l'importance de la coopération entre les gouvernements nationaux et les institutions européennes pour résoudre les problèmes liés à la libre circulation des personnes.

Il a conclu son discours en affirmant que le Royaume-Uni restait attaché à ses principes fondamentaux tout en étant ouvert à la coopération européenne.

Le ministre du Travail, M. James Callaghan, a déclaré mardi 12 novembre à la Chambre des Communes que le gouvernement britannique ne se prononcera pas sur la question de l'adoption d'un référendum sur le statut de l'Europe. Il a ajouté que le gouvernement se concentrerait sur la mise en œuvre de la directive européenne sur le droit de circulation des travailleurs.

Callaghan a également souligné l'importance de la coopération entre les gouvernements nationaux et les institutions européennes pour résoudre les problèmes liés à la libre circulation des personnes.

Il a conclu son discours en affirmant que le Royaume-Uni restait attaché à ses principes fondamentaux tout en étant ouvert à la coopération européenne.

Le ministre du Travail, M. James Callaghan, a déclaré mardi 12 novembre à la Chambre des Communes que le gouvernement britannique ne se prononcera pas sur la question de l'adoption d'un référendum sur le statut de l'Europe. Il a ajouté que le gouvernement se concentrerait sur la mise en œuvre de la directive européenne sur le droit de circulation des travailleurs.

Callaghan a également souligné l'importance de la coopération entre les gouvernements nationaux et les institutions européennes pour résoudre les problèmes liés à la libre circulation des personnes.

Il a conclu son discours en affirmant que le Royaume-Uni restait attaché à ses principes fondamentaux tout en étant ouvert à la coopération européenne.

L'arbitrage du nouveau ministre du travail est demandé dans les conflits qui secouent Alstom-Atlantique et Dassault

Alors même qu'il vient de prendre ses fonctions, M. Jean Mathey, nouveau ministre du travail et de la participation, est confronté, dès le début de semaine, à sa volonté affirmée de « poursuivre le dialogue social » engagé par ses prédécesseurs, et singulièrement par Robert Boulin. Son arbitrage direct est en effet sollicité dans les deux plus durs conflits qui ont actuellement lieu : Alstom-Atlantique et Dassault.

Après l'échec définitif de la commission départementale de conciliation, dûment constituée samedi 10 novembre à Belfort, tandis qu'une manifestation hostile se déroulait aux abords de la préfecture, une réunion est prévue, ce lundi après-midi 12 novembre, à Paris, entre les directions générale et locale d'Alstom-Atlantique et l'intersyndicale C.G.T.-C.F.T.C.-F.O.-C.G.O. de l'usine belfortaise. Les patrons ont d'ores et déjà prévu qu'il s'agissait d'un simple « échange de vues ». Mais surtout, une délégation exceptionnelle, composée d'élus du territoire P.S., P.C., R.P.R. et U.D.F., de personnalités religieuses et de représentants d'organismes socio-professionnels du département, a demandé à être reçue, mardi 13 novembre, par M. Jean Mathey, ainsi qu'à l'Élysée et à Matignon.

De son côté, l'intersyndicale de Dassault demande une réunion de la commission ministérielle de conciliation (voir en dernière page). Au total, plus de douze

UNE CENTAINE DE SUPPRESSIONS D'EMPLOIS CHEZ KELTON

(De notre correspondant.) Bessancçon. — Le comité d'entreprise de l'usine Kelton Timex de Bessancçon a été saisi par la direction, lors de sa réunion du 9 novembre, d'un projet de licenciement collectif concernant cent huit salariés de l'entreprise. Dans un communiqué, la direction explique cette décision par « un fléchissement de la demande aussi bien sur le marché intérieur que sur les marchés étrangers, plus marqué qu'à la même période antérieure, qui résulte, entre autres facteurs, d'un recul de la consommation mondiale, de l'existence de stocks importants, de la concurrence étrangère sur les marchés des produits fabriqués, notamment de la part des pays à bas coût de main-d'œuvre (Asie du Sud-Est, notamment) ». Elle souligne la progression rapide de la menace à quarte.

Cette situation (...) a entraîné un recul de moitié du volume des commandes de commandes enregistrées. Aucune amélioration prochaine ne semble possible », la direction propose, afin de supprimer cent huit emplois, la cessation anticipée d'activité du personnel âgé de cinquante-six ans et deux mois ou atteignant cet âge avant le 1^{er} juillet 1980. C. F.

ÉNERGIE

La gestion des déchets radioactifs sera assurée par une agence nationale

Les déchets radioactifs produits par l'industrie nucléaire seront désormais gérés par l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA). Cet organisme, dont la création vient d'être notifiée par arrêté paru au Journal officiel du 10 novembre, succède à l'Office de gestion des déchets du Commissariat à l'énergie atomique, dont la direction était assurée par M. Jean Louis (le Monde daté 11-12 juin 1978).

L'Agence, dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires, sera notamment chargée :

- D'assurer la gestion des centres de stockage de déchets à long terme, soit directement soit par l'intermédiaire d'un tiers agissant pour son compte ;
- De concevoir, d'implanter et de réaliser les nouveaux centres de stockage à long terme, et d'effectuer toutes études nécessaires à cette fin, notamment en ce qui concerne les prévisions de production de déchets ;
- De promouvoir, en concertation avec les producteurs de déchets, des spécifications de conditionnement et de stockage des déchets ayant leur évacuation vers les centres de stockage à long terme ;
- Enfin, de contribuer aux recherches, études et travaux concernant les procédés de gestion à long terme des déchets radioactifs, ainsi que leur devenir.

Pour assurer sa mission, l'ANDRA sera dotée d'un conseil scientifique et technique et d'un conseil de gestion qui permettra d'associer les producteurs de déchets à sa tâche. Les missions de

LA GRÈVE SE POURSUIT CHEZ RHONE-POULENC APRÈS L'ÉCHEC DE LA MISSION DE CONCILIATION

(De notre correspondant.)

Orléans. — La direction de Rhône-Poulenc-Pétrochimie à Pont-de-Clair (Loire) et l'intersyndicale C.G.T., C.F.D.T. et F.O., qui s'étaient mises d'accord pour ouvrir des négociations après vingt et un jours de conflit, se sont séparées samedi 10 novembre sur un constat d'échec, à l'issue d'une tentative de conciliation menée, à la demande du préfet de l'Indre, par la direction départementale du travail. Les représentants du personnel continuaient de réclamer une augmentation uniforme des salaires de 200 francs par mois, tandis que la direction proposait de répartir entre les seuls ouvriers et employés une augmentation uniforme de 5 % de la masse salariale, et, en outre, d'accorder 50 francs pour tous.

Lundi matin, les piquets de grève, levés vendredi, ont été rétablis aux portes de l'usine (deux mille cinq cents salariés) où l'on attendait une réponse de la direction après de nouvelles négociations qui avaient eu lieu au cours de la nuit.

LES AUTRES CONFLITS

Floralval (Haut-Rhin) ont porté plainte contre leur entreprise, en raison des discriminations salariales pratiquées dans un atelier entre les hommes et les femmes qui, pourtant, effectuent le même travail. Ces ouvrières sont, en effet, 23 centimes de moins que leurs camarades hommes.

Le procureur de la République a demandé à l'audience que l'employeur soit sanctionné.

La fédération F.O. des personnels de santé organise le 20 novembre une « journée d'action » qui sera marquée notamment par un rassemblement devant le ministère de la Santé et de la Sécurité sociale, pour protester contre la politique du gouvernement en matière d'hospitalisation.

Les syndicats de Renault-Véhicules Industriels, et notamment la C.G.T., dénoncent une « nouvelle escalade » de la direction en ce qui concerne le cas des quatre délégués syndicaux licenciés à Vénissieux (Rhône), et assignés devant le tribunal des référés le mardi 13 novembre. Ils réclament, notamment, de ne faire expulser de l'entreprise par les forces de police et de devoir payer 1 000 francs d'astreinte pour chaque jour passé dans l'entreprise. Les quatre délégués continuent d'assumer leur mandat syndical dans l'entreprise « sous la protection du personnel de S.V.I. »

À travail égal, salaire égal. — Des ouvrières des filatures de

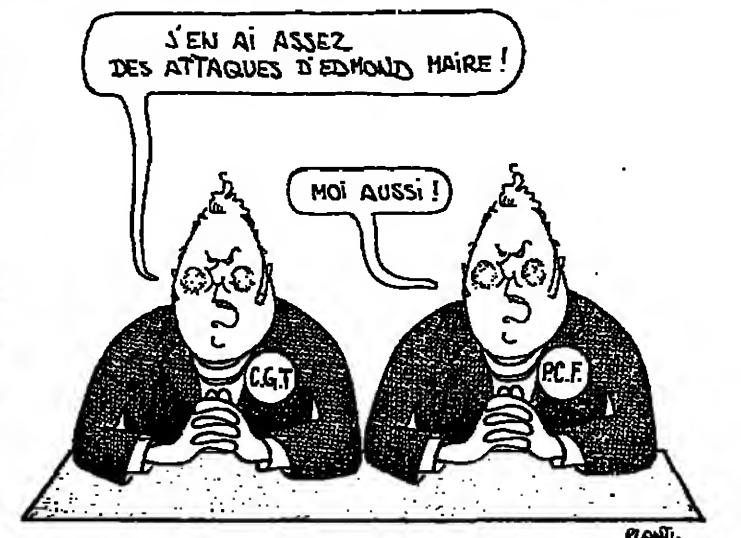
M. Ségué à Europe 1 : la C.F.D.T. saisit toutes les occasions pour faire de l'anticommunisme

« Je trouve que le secrétaire général de la C.F.D.T. a la fâcheuse propension de saisir toutes les occasions pour faire de l'anticommunisme », a déclaré M. Ségué, qui était dimanche soir 10 novembre l'invité du « Club de la presse » d'Europe 1. Le secrétaire général de la C.F.D.T. répondait ainsi aux propos que M. Edmond Maire venait de tenir au micro de R.T.L. La C.F.D.T. avait notamment dit le leader cégétiste, à deux attitudes : une attitude politique, qui la conduit à vouloir la victoire du parti communiste, et une attitude syndicale qui est unitaire, mais qui est aussi utilitaire et qui vise à lui redonner un certain tonus.

Pour M. Ségué, le secrétaire général de la C.F.D.T. se livre ainsi à une politisation de son organisation syndicale, qui va à l'encontre de l'unité d'action indépendante, autonome, telle que nous l'avons toujours conçue. « Pour ma part, à poursuivre le secrétaire général de la C.G.T. je ne reproche pas à M. Edmond Maire son appartenance au parti socialiste, ses relations politiques avec des dirigeants très importants de ce parti. Je ne reproche à aucun syndicaliste d'avoir, en dehors de leur organisation syndicale, la liberté d'activités politiques de leur choix. »

Répondant ensuite à plusieurs questions d'actualité, M. Ségué a évoqué l'affaire Boulin : « Il ne faut pas, a-t-il assuré, confondre la liberté de la presse avec certaines pratiques dégradantes des mœurs politiques qui ont régné pendant des années. Les personnes et aux colonnes au lieu de l'information objective. (...) J'ai beaucoup de respect pour la profession de journaliste. Chacun de ceux qui l'exercent assume une importante responsabilité. Je considère que tout homme public, qu'il remplisse des fonctions électives, syndicales ou journalistiques, doit avoir un haut sens de la responsabilité et de l'honneur dans les fonctions qu'il doit exercer, et il est naturel que chacun aspire de lui-même et des autres que la vie publique puisse être transparente, puisse subir l'impulsion que procure le radioscopie. » En guise de démonstration,

que « comme ses prédécesseurs, M. Matignon sera conduit à appliquer la politique d'écoulement de la presse ». Mais si les pouvoirs publics, a conclu M. Ségué, nous reconnaissent le droit de nous exprimer à la radio et à la télévision, nos émissions cesseront immédiatement. »



(Dessin de PLANTU.)

isa INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES

En France, au niveau le plus élevé, un programme de formation à la gestion pour diplômés du deuxième cycle et jeunes cadres :

- une préparation personnalisée de 18 mois à plein temps permettant d'acquérir dans tous les domaines de la gestion les connaissances et méthodes de travail nécessaires à l'accélération et au développement de leur carrière ;
 - une pédagogie active en milieu pluridisciplinaire rapprochant X, Agro, A & M, chimistes... et juristes, littéraires, économistes, vétérinaires, pharmaciens, ayant ou non une expérience professionnelle ;
 - un corps professoral permanent commun à HEC, à l'ISA et au CFC, rassemblant sur le campus du CESA des hommes faisant autorité dans les diverses branches de la gestion.
- Certaines parties du programme peuvent être effectuées à l'étranger (Brésil, Espagne, États-Unis, Grande-Bretagne, Japon, Mexique...).
- L'admission est prononcée en tenant compte des aptitudes et des motivations. Une fois acquise elle reste valable plusieurs années.
- Le financement est assuré par les allocations professionnelles, le budget formation des entreprises et des prêts très favorables.

INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES
78350 JOUY-EN-JOSAS — TÉL. : LIGNE DIRECTE (1) 956.43.61 ou (1) 956.89.00, postes 430, 434, 488, 478, 482.
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS
CENTRE D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES

- Réunion d'information avec la participation d'Anciens ISA
jeudi 15 novembre à 18 h 30
à l'Hôtel Sofitel-Bourbon
32, rue Saint-Dominique. 75007 Paris
- Date limite de dépôt des dossiers de candidature pour la première session :
lundi 26 novembre 1979.

اهلا وسهلا

Bienvenue à Jeddah!

Austrian Airlines étend son réseau au Moyen-Orient. En plus de Beyrouth, Damas et Le Caire, nos vols desservent une nouvelle destination : JEDDAH, en Arabie Saoudite.

Tous les mardis et mercredis, départ de Paris pour Jeddah avec correspondance à Vienne, selon l'horaire suivant :
Orly-Sud départ 20 h 45, Jeddah arrivée 08 h 00 le lendemain matin et au retour, tous les mercredis et jeudis :

Jeddah départ 12 h 30, Orly-Sud arrivée 20 h 05 le même soir.
Vous retrouverez à bord de nos DC 9 les traditions de l'hospitalité autrichienne, un service attentif et l'ambiance souriante qui vous est familière.

AUSTRIAN AIRLINES
Lignes Aériennes d'Autriche
12, rue Auber 75009 Paris — Réservations : 266.34.66 ou votre agent de voyages

سكنا من الأحلى



SOCIÉTÉ NATIONALE INDUSTRIELLE ET MINIERE (SNIM)

SOCIÉTÉ D'ECONOMIE MIXTE (SEM)
CAPITAL 9.059.500.000 UM
SIEGE SOCIAL NOUAKCHOTT
R.C. NOUAKCHOTT N° 4579

REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

AVIS DE PREQUALIFICATION-D

La Société Nationale Industrielle et Minière (SNIM) se propose de passer des contrats de fournitures et de travaux pour la mise en valeur de nouveaux gisements de minerai de fer en Mauritanie.

En vue de financer ce projet, dont le volume est de l'ordre de 400 millions de dollars, la SNIM a demandé des prêts aux organismes suivants :

- ABU DHABI FUND FOR ARAB ECONOMIC DEVELOPMENT
- ARAB FUND FOR ECONOMIC AND SOCIAL DEVELOPMENT
- BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT
- BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENTS
- BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DEVELOPPEMENT
- CAISSE CENTRALE DE COOPERATION ECONOMIQUE (FRANCE)
- KUWAIT FUND FOR ARAB ECONOMIC DEVELOPMENT
- OPEC SPECIAL FUND
- SAUDI FUND FOR DEVELOPMENT.

Ces organismes se proposent d'utiliser ces prêts de fonds, qui seront disponibles en monnaies diverses, pour régler les paiements autorisés dans le cadre des marchés pour lesquels le présent avis est lancé. Ces organismes n'effectueront les paiements que sur demande de la SNIM et après les avoir approuvés conformément aux conditions et modalités des différents Accords de Prêts, lesdits paiements étant régis à tous égards par les modalités et conditions énoncées dans les Accords. A moins que les différents organismes n'en disposent expressément de façon différente, aucune partie autre que la SNIM ne peut se prévaloir des dispositions des Accords de Prêts ni prétendre détenir une créance sur les prêts.

La Société de Coopération Minière et Industrielle (SOCOMINE), Paris, a été chargée par la SNIM de la gestion de ce projet.

Le présent avis de préqualification vise la fourniture du matériel suivant :

- 300 WAGONS TOMBREAUX A MINERAI
Voie normale
Capacité : 34 m3/79 tonnes.
- 10 WAGONS CITERNES
Voie normale
Capacité : 800 hl/70 tonnes.

A exécuter suivant plans fournis par la SNIM.

L'appel d'offres portera sur les éléments de wagons suivants :

- A - Wagons complets livrés F.O.B.
- B - Eléments de wagons :
 - B.1 - Caisse avec ferrures et timonerie.
 - B.2 - Régleur de frein SAB ou analogue.
 - B.3 - Equipement de frein à air comprimé.
 - B.4 - Attelage complet type Willison avec amortisseur.
 - B.5 - Boggie complet en acier moulé type Diamond avec boîtes à rouleaux.

A la suite de l'appel d'offres, SNIM choisira la formule qui lui paraîtra la plus avantageuse :

- soit achat de wagons complets A.
- soit achat d'éléments B avec montage de ceux-ci par ses soins dans ses ateliers.

En vue de sélectionner les sociétés qui participeront aux appels d'offres définitifs qui seront lancés par SNIM/SOCOMINE pour l'exécution de ce projet, toute firme qui serait intéressée par les fournitures et travaux désignés ci-dessus est invitée à faire parvenir à SOCOMINE une déclaration de préqualification accompagnée de tous documents et brochures indiquant clairement :

- 1°) Raison sociale, capital (°), rapport annuel (°) et bilan (°)
- 2°) Information sur les moyens de fabrication.
- 3°) Origine des roues, essieux, aciers moulés et agrément des usines correspondantes par les chemins de fer nationaux et l'A.A.R.
- 4°) Charge actuelle des ateliers.
- 5°) Délai de fourniture prévisible après commande et délai demandé pour la préparation de l'offre.

Cette déclaration, qui précisera le numéro et l'indication du ou des éléments pour le ou lesquels la firme demande à être qualifiée, devra parvenir avant le 17 DECEMBRE 1979 à l'adresse suivante :

Société de Coopération Minière et Industrielle (SOCOMINE)
30, rue Cambourne
F-75015 PARIS

Sous la référence : «Projet Guelbels» - Avis de Préqualification «D».

SNIM/SOCOMINE se réserve le droit de vérifier les déclarations de société pour confirmer leur capacité d'effectuer les ouvrages concernés.

SNIM/SOCOMINE se réserve également le droit de rejeter toute offre d'un fournisseur potentiel sans autre justification de leur part.

Les sociétés qualifiées en seront informées par une lettre qui précisera entre autres le montant de la somme non remboursable à régler par chaque société pour pouvoir retirer les dossiers d'appel d'offres.

Ces dossiers seront disponibles uniquement en langue française.

Les fournisseurs qualifiés devront fournir une caution au moment de la remise de leur offre. D'autres avis de préqualification concernant d'autres fournitures et d'autres travaux, toujours dans le cadre du Projet Guelbels, paraîtront ultérieurement.

(°) Inutile pour les entreprises ayant déjà répondu à l'avis de préqualification A, B ou C.

COMMERCE

LES BOULANGERS D'AVIGNON CONCURRENCES PAR UN HYPERMARCHÉ

La baguette à 1 franc, ça n'existe pas !

Avignon. — L'hypermarché Auchan, situé en rase campagne provençale, a proximité du péage autoroutier d'Avignon, annonce « dix jours de folie ». Jusqu'au 15 novembre, la distribution se concentrera sur la baguette, le client étant alléché, en outre, par le fait que la baguette est cuite au feu de bois.

M. Gilles, qui est aussi président de la chambre des métiers du Vaucluse, est intervenu la veille auprès du préfet. Sans succès.

« Et cependant, indique-t-il, cette publicité est mensongère. Le pain est cuit au tour électrique ».

Les boulangers indépendants voient d'un très mauvais œil ce gros empiètement de tourter en rond, ce « casseur » des prix qui risque de les discréditer aux yeux de la clientèle.

Mais l'épreuve de force engagée par les boulangers locaux ne sera pas seulement un baroud d'honneur. Le directeur d'Auchan, M. Tout-le-monde, connaît les usages. Il a avec ses collaborateurs accepté de rencontrer les porte-parole des boulangers. « Nous avons

De notre correspondant

250 grammes au prix de 1 F, alors que le tarif syndical est de 1,35 F. L'hypermarché a fait de cette vente promotionnelle son cheval de bataille publicitaire, le client étant alléché, en outre, par le fait que la baguette est cuite au feu de bois.

M. Gilles, qui est aussi président de la chambre des métiers du Vaucluse, est intervenu la veille auprès du préfet. Sans succès.

« Et cependant, indique-t-il, cette publicité est mensongère. Le pain est cuit au tour électrique ».

Les boulangers indépendants voient d'un très mauvais œil ce gros empiètement de tourter en rond, ce « casseur » des prix qui risque de les discréditer aux yeux de la clientèle.

Mais l'épreuve de force engagée par les boulangers locaux ne sera pas seulement un baroud d'honneur. Le directeur d'Auchan, M. Tout-le-monde, connaît les usages. Il a avec ses collaborateurs accepté de rencontrer les porte-parole des boulangers. « Nous avons

installé des boulangeries traditionnelles dans chacun de nos vingt-cinq hypermarchés. C'est une décision de notre direction générale. Sous quarante-huit heures, notre tour à bois sera opérationnel ». Indique-t-il. Reste à savoir si la vente de la baguette à 1 F ne serait pas un de ces « flots de perte dans un océan de profits », selon la formule du célèbre Truffaut, le « papa » américain du commerce moderne.

M. Tout-le-monde soutient que, compte tenu des installations modernes des boulangeries de la chaîne et du recours à des ouvriers qualifiés, le prix de revient de la baguette est inférieur à 1 F. Invocant le dumping équivalent à nous faire un mauvais procès d'intention, dit-il. Cependant, dans un souci de conciliation, le directeur de l'hypermarché accepte de différer jusqu'au 15 décembre la publicité portant sur la baguette au feu de bois à 1 F. Les boulangers vauclusiens ne sont pas pour autant disposés à renoncer à la lutte.

JEAN FAURE.

FISCALITÉ

TAXE D'HABITATION

« Délais de paiement possibles » et ultérieurement mensualisation indique M. Papon

« Des instructions ont été adressées aux comptables du Trésor, leur prescrivant d'examiner avec soin les demandes de délais supplémentaires de paiement formulées par les contribuables de la taxe d'habitation, qui justifient ne pas pouvoir s'acquitter de leurs obligations fiscales dans les délais légaux », répond M. Papon, ministre du budget, à la Confédération syndicale du cadre de vie (C.S.C.V.), qui avait demandé le report au 15 décembre du paiement de la taxe d'habitation, avec cette année d'un mois.

« L'octroi de ces facilités, ajoute le ministre, ne peut avoir pour effet d'entraîner des décalages de la majoration de 10 % exigible en cas de retard. « Mais les intéressés peuvent présenter une demande en remise gracieuse de la majoration : ces demandes sont instruites favorablement et les délais impartis ont été respectés ».

Pour l'avenir, M. Papon, répondant à une autre suggestion de la

C.S.C.V., indique que le « paiement fractionné » de la taxe d'habitation « a retenu l'attention du gouvernement ». Il s'agit d'un système analogue à celui appliqué par le Trésor pour le recouvrement de l'impôt sur le revenu et (qui) se traduirait, pour ceux qui souhaiteraient adhérer à cette formule, par un paiement mensuel automatique, domicilié sur un compte bancaire ou postal, du montant de la taxe d'habitation. « Cela ne pourrait entrer en application que prochainement, du fait et à mesure de l'achèvement de la mécanisation de l'assiette et du recouvrement de cette imposition ».

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● T.F.R. filiale du groupe allemand A.E.G.-Telefunken, spécialisée dans l'électronique, a annoncé la fermeture, d'ici juin 1980, de l'une de ses cinq usines. Un millier d'ouvriers sont concernés par cette mesure qui fait partie d'un plan global de restructuration. Selon un communiqué de T.F.R., les licenciements sont évités « dans la mesure du possible », le plan prévoyant une réduction progressive des effectifs, par le jeu des départs à la retraite. — (A.F.P.)

Immigrés

● L'expulsion d'une trentaine de résidents du foyer Sonacotra de Champigny-sur-Marne (Val-de-Marne), vendredi 9 novembre, par les forces de police est dénoncée par les responsables, les élus et les militants de la Fédération socialiste du Val-de-Marne, qui aînés que le maire (communiste) de Champigny, ont tenté en vain de stopper à ces expulsions. Les socialistes s'insurgent une fois de plus contre la politique du pouvoir gauchiste, plus enclin à porter atteinte aux libertés qu'à répondre aux questions essentielles que lui posent les Français.

SAUDI-OGER LIMITED

Nouveau syndicat bancaire pour l'émission de cautions de marchés d'un montant de 395 millions de riyals saoudiens Saudi-Oger Ltd, société de droit saoudien contrôlée à 99 % par M. Bakir A. Al-Sariri, a signé, en date du 25 octobre, avec un consortium de banques l'émission de cautions de marchés d'un montant de 395 millions de riyals saoudiens pour la construction d'un hôpital ophtalmologique à Riyadh et de résidences à Taif. Le chef de ce consortium de banques est l'Arab Bank Ltd. O.B.U. et Bahrain. Les cautions ont été émises par l'Amro Bank, la B.N.F. et l'Indo-Suez, et contre-garanties par le consortium bancaire sous les noms de : l'Arab Bank, l'Amro Bank, la Bank of America NT and SA, la B.N.F., le Chase Merchant Banking Group, le Citicorp International Group, le Credit National Bank, la Gulf International Bank, l'Indo-Suez, la Kuwait Foreign Trading Contracting and Investment Company, le Kreditbank International Group et l'O.B.U.

Ce syndicat bancaire intervient moins de six mois après la signature par Saudi-Oger Ltd d'un syndicat de 575 millions de riyals saoudiens pour les cautions de marchés relatives à la construction d'un complexe gouvernemental à Dammam.

COMINDUS

Le conseil d'administration, au cours de sa dernière séance tenue sous la présidence de M. Nicholas Olive Worms, a arrêté les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1979.

Les résultats sont apparus un bénéfice net de 26.885.572,23 F contre, pour l'exercice précédent, 27.230.120,38 F, dont 12.645.672,71 F de plus-values à long terme.

Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire, prévue pour le jeudi 6 décembre 1979, la distribution d'un dividende de 27,50 F par action, ce qui avec l'impôt déjà payé au Trésor, assurera un revenu global de 41,25 F contre 35 F pour l'exercice 1977-1978, dont la durée, rappelons-le, avait exceptionnellement été de quinze mois.

Seront en outre soumis à l'assemblée, le renouvellement des mandats de M. Raymond Magnan, administrateur, et de M. Dominique Leca, censeur, ainsi que la nomination de trois nouveaux conseillers : M.M. Christian de Pels, président du directoire de la Banque de gestion privée, Robin H. Warrander, chairman et managing director de Bain Davies Ltd, et Lorne C. Webster, président du groupe PRENOR.

L'assemblée générale ordinaire sera précédée d'une assemblée générale extraordinaire en vue de modifier la dénomination sociale, la forme des statuts, la durée des fonctions d'administrateur, les conditions d'admission et du droit de vote aux assemblées, les modalités de constitution de la réserve légale.

ACIER - INVESTISSEMENT

Au 31 octobre 1979, la valeur liquidative globale d'Acier-Investissement ressortait à 235,27 millions de francs, soit 134,44 F par action.

AU PRINTEMPS S.A.

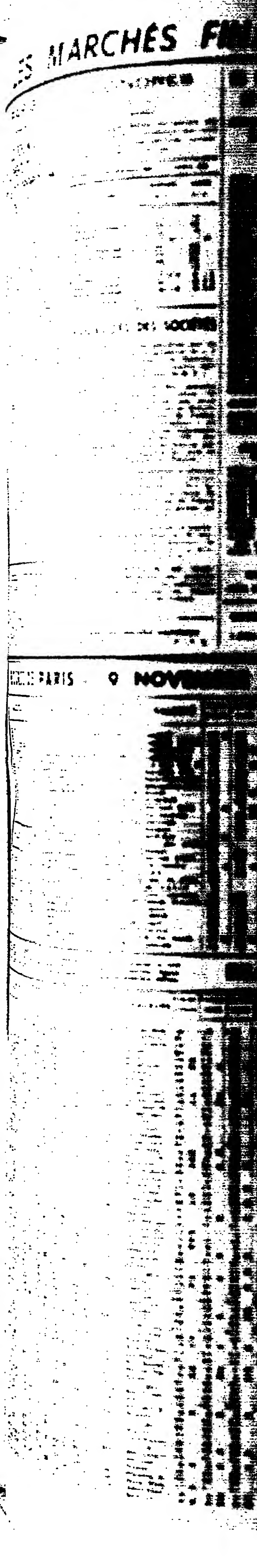
Au Printemps S.A. vient de décider de retirer son offre publique d'achat d'actions de la société Paris France. En effet, les achats effectués en Bourse par Radar, les 9 octobre et 5 novembre derniers, ont modifié la géographie du capital de Paris France, le conseil d'administration de cette société en conséquence, décide d'abandonner la cotation.

Le Printemps estime qu'il est allé au prix maximum auquel cette opération aurait été bénéfique pour son groupe sur un plan strictement économique, et il préfère réserver ses moyens financiers à d'autres investissements. Il est conscient d'avoir agi au mieux, tant l'égard du marché qu'à celui de ses propres actionnaires, et remercie tous ceux qui ont bien voulu lui faire confiance dans cette affaire.

GROUPE DOLLUS-MIEG

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 1979, le chiffre d'affaires consolidé hors taxes du groupe Dollus-Mieg s'est élevé à 3.268,9 millions de francs contre 2.705,5 millions de francs à fin septembre 1978, soit une augmentation de 20,7 % et dans des structures comparables, de 11,4 %. Le taux de croissance est analogue à celui enregistré à la fin du premier semestre en dépit d'un certain ralentissement de l'activité, noté surtout en Allemagne, au mois de septembre. Par branches, l'évolution a été la suivante :

	20-9-78	20-9-79	Evol. en %
Filature et Amé- rique latine..	637	717,1	+12,6
Texturion (y compris Tig- saga DMO)..	2 005,1	2 481,8	+23,8
Arts graphiques	63,5	68	+7,1
L'activité à fin octobre laisse pré- sager une bonne fin d'année.			



Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. **ÉTAT ET SOCIÉTÉ** : « Majorité, unicité, consensus », par Jean-Marc Drapeau ; « L'échec du volontarisme », par Jean-Claude Guibal ; « L'anarchisme au vingtième siècle », par Jean Lacroix.

ÉTRANGER

3. **LA CRISE ENTRE WASHINGTON ET TEHRAN**

4-5. **EUROPE** : UNION SOVIÉTIQUE : rumeurs préliminaires ; ITALIE : le référendum des institutions est devenu un thème de débat entre les partis.

6-8. **ASIE** : UN TÉMOIGNAGE SUR LE VIETNAM : la pénurie des biens de consommation frappe sévèrement les habitants de Ho-Chi-Minh-Ville.

9. **AFRIQUE**

10. **AMÉRIQUES** : URUGUAY : des détenus sont menacés de mort à la prison « Libertad ».

DIPLOMATIE

POLITIQUE

10. Les dirigeants du P.C.F. refusent de reconnaître leur échec vis-à-vis de l'ancienne direction de la Fédération de Paris.

12. La P.F.N. pose la candidature de M. Pascal Gauthier à l'élection présidentielle de 1981.

13. Lettre ouverte au colonel Kadhafi, un livre de Jean-Edern Hallier analysé par Jean Eliestein.

SOCIÉTÉ

14. **POLICE** : après une erreur au fichier des voitures volées, un policier blesse grièvement un jeune homme.

14. **JUSTICE**

16. **SCIENCES** : la recherche, une formation nécessaire mais pas toujours adaptée pour les jeunes scientifiques ; les prix 1979 de l'Académie.

CULTURE

17. **THÉÂTRE** : Catherine de Heilbronn, de Kleist ; En l'enfant d'Esopo, de Jean-Claude Gramberg.

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

21. « Rénover la politique industrielle », par Henri Texez de Montal.

21. « Croissance plus faible et plein emploi », par Gilbert Devaux.

21. « La nécessaire réforme de la politique agricole commune », par Philippe Lemaire.

21. « Macao, une économie de style baroque », par Pierre Drouin.

22. « Faillite de l'enrichissement du travail », par Bernard Carvalle.

24. Les notes de lecture d'Alfred Sauvy.

SPORTS

25. **SKI** : quatorze Français à Lake Placid.

INFORMATIONS SERVICES

26. **URBANISME** : l'école dans la rue.

ÉQUIPEMENT

38. **ENVIRONNEMENT** : la convention sur la pollution du Rhin sera-t-elle appliquée ?

39. **TRANSPORTS**

RÉGIONS

40. **ILE-DE-FRANCE** : un premier bilan des commissions d'arrondissement.

ÉCONOMIE

41. **AFAIRES** : Lofers-Emballages est à vendre.

43. **SOCIAL** : l'arbitrage du nouveau ministre du travail est demandé dans les conflits qui secouent Alstom-Atlantique et Dassault.

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (19) : Annonces classées (27 à 37) ; Carnet (20) ; Journal officiel (28) ; Météorologie (45) ; Mots croisés (26) ; Programme spectacles (18-19) ; Bourse (45).

Le numéro du « Monde » daté 11-12 novembre 1979 a été tiré à 557 176 exemplaires.

A B C D E F G H

Les salariés de Dassault demandent une réunion de la commission nationale de conciliation

Dix-neuvième jour de grève à Argenteuil

L'intersyndicale C.G.T.-C.F.D.T. de la société des avions Marcel Dassault-Breguet Aviation, dont trois usines sont occupées, a réclamé, pour mardi 13 novembre, la réunion de la commission nationale de conciliation du ministère du travail et de la participation, afin de trouver une issue au conflit qui dure depuis dix-neuf jours et concerne quatre mille cinq cents salariés (sur vingt-cinq mille pour la totalité du groupe).

Campement insolite devant l'imposant usine Dassault, berceau du Mirage-F1, à Argenteuil (Val-d'Oise) : deux longues tentes basses, rayées vert et blanc, entourées de barrières métalliques et gardées par des vigiles et des chiens policiers. C'est le Q.G. improvisé de la direction, depuis l'occupation, le 25 octobre, de cet établissement, qui emploie mille sept cents salariés. Planté dans le sol, un écriteau indique que « les personnes dérangées de traverser » peuvent se faire inscrire ici. Les syndicats C.G.T. et C.F.D.T., qui mènent l'action, les évaluent à trois cents.

Tout a commencé, sinon éclaté, la rentrée de septembre : les fortes hausses des prix enregistrées en juillet-août et la sensible augmentation des cotisations de Sécurité sociale, incitaient les organisations syndicales à déposer, dès le retour des congés, un cahier de revendications valables pour l'ensemble des treize usines de la société des avions Marcel Dassault - Breguet Aviation (A.M.D.-B.A.) : augmentation de salaire de 5 %, plus 300 F mensuels uniformes, réduction de la durée du travail à 38 heures par semaine, création de mille cinq cents emplois nouveaux, dont trois cents à Argenteuil.

Des revendications raisonnables, estimaient les syndicats, qui considéraient que le salaire ouvrier mensuel moyen, treizième mois compris, n'est pas, même s'il paraît plus élevé qu'ailleurs, à la hauteur des « superprofits ».

Le personnel « prenait », mais continuait à revendiquer pour l'ouverture de nouvelles négociations. Il considérait, en particulier, que l'augmentation salariale de 11,5 % depuis le début de l'année équivalait en réalité à moins de 9 %, compte tenu des diverses ponctions opérées. Les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. organisaient, le 25 octobre, à l'usine d'Argenteuil (2), un vote à bulletin secret, d'où se déga-

geait une majorité en faveur de la grève avec occupation des locaux. Mais, jugant le nombre des participants insuffisant, la C.G.T. et la C.F.D.T. consultèrent le nouveau, le lendemain, l'ensemble du personnel : sur un millier de votants, 70 % d'entre eux confirmèrent le premier vote. Dassault-Argenteuil s'installait dans un conflit qui est, ce lundi, à son dix-neuvième jour, bientôt suivi par le personnel des ateliers de Saint-Cloud (un millier de salariés) et par les mille huit cents travailleurs de l'usine de Biarritz.

Depuis, des débrayages ont périodiquement lieu dans les autres établissements du groupe et des actions ponctuelles, notamment devant l'imposant de l'hebdomadaire *Jours de France*, qui appartient à M. Marcel Dassault, se multiplient.

La direction d'Argenteuil a réagi, dans un premier temps, en demandant à la police de faire évacuer les locaux de l'usine du Val-d'Oise. Celle-ci s'y est refusée, en l'absence de décision judiciaire. Une procédure en référé a alors été engagée auprès du tribunal de Pontoise, à la fin du mois d'octobre. Ce dernier ne donnait pas satisfaction à la direction et nommait un médiateur, en l'occurrence le directeur départemental du travail et de l'emploi du Val-d'Oise.

Les tentatives de conciliation ont échoué à ce jour, y compris une réunion entre la direction, le médiateur et le ministère du travail et de la participation ; le tribunal de Pontoise s'est donné jusqu'au 15 novembre pour prendre une nouvelle décision. Saisie à son tour par la direction, la cour d'appel de Versailles doit se prononcer mardi 13 novembre.

Ces offensives juridiques, tous amitiés, accompagnées par ailleurs d'une pluie de sanctions (avertissements et mises à pied) contre des délégués syndicaux, n'ont abouti, jusqu'à présent, qu'à renforcer la détermination des grévistes d'Argenteuil, qui viennent de reconduire leur mouvement à 81 %.

(1) Selon le bilan social publié dans le dernier bulletin du comité central d'entreprise, ce salaire est de 8 970 francs pour les hommes et de 8 700 francs pour les femmes ; les syndicats dénoncent aussi cette disparité.

(2) La représentativité syndicale est la suivante, les deux collèges réunis : C.G.T. 49 %, C.F.D.T. 13 %, P.O. 9 %, G.C.C. 9 %.

(Publié)

DIPLOMES DE LANGUES pour la vie professionnelle

Tous ceux qui ont étudié une langue (anglais, allemand, italien, espagnol, russe) quel que soit leur âge ou leur niveau d'études, ont intérêt à compléter leur qualification par une formation en langues étrangères dans la vie professionnelle. Cette formation peut être confirmée par un des diplômes suivants :

- Chambres de Commerce Étrangères compléments indispensables pour tous les emplois du commerce et des échanges économiques ;
- B.T.S. Traducteur Commercial attestant une formation de spécialiste de la traduction et de l'interprétation ;
- Université de Cambridge (anglais), tourisme, hôtellerie, etc. ;
- Examens chaque année dans les principales villes de France.

Étudiants, cadres commerciaux et administratifs, ingénieurs techniques, secrétaires, comptables, etc., profitez de cette opportunité pour améliorer leur compétence et leurs chances.

Documentation gratuite sur la langue et le diplôme de langues et diplômes, sur demande à Langues et Affaires, Service 2167, 35, rue Colonge, 92000 Paris-La Courneuve, tél. 21-21-33 (enseignement privé à distance).

(Publié)

12, RUE DE LA CHAISE

PARIS (7^e)

BAC/SEVRES-BABYLONE

Dans une boutique insolite du siècle dernier, vous pouvez admirer et essayer tranquillement 200 compteurs canapés cuir, fauteuils, chaises longues, sofas etc. fauteuils tournaux de bureau et 100 bibliothèques à colonnades en lumière naturelle.

PARINGER dessine, fabrique et vend directement les sièges de son siège de très grand luxe et des bibliothèques belles et sobres.

PARINGER fut le premier et reste le seul à recourir aux sièges de peaux de Buffalo d'eau lourde et souples, aux coloris riches et nuancés.

Autre exposition : PARINGER, 121, rue du Cherche-Midi (angle 21, boulevard du Montparnasse), 75006 PARIS.

Documentaire gratuite sur demande. Achat facilité avec le crédit diamant personnalisé.

Publié 207

Le pape devant la vingtième session de la FAO

« La lutte contre la faim ne saurait se satisfaire de bouffées d'indignation sporadiques et inefficaces », déclare Jean-Paul II

De notre correspondant

Rome. — Jean-Paul II s'est rendu lundi matin 12 novembre, au siège de la F.A.O. (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), à l'occasion de la vingtième session de la conférence générale, qui réunit les délégués des cent quarante-six pays membres en présence du président Kaunda de Zambie.

Le P.A.O. a toujours eu des rapports privilégiés avec le Saint-Siège : implantée à Rome depuis trente ans, elle accueille, dès 1948, la première délégation permanente du Vatican auprès d'une organisation intergouvernementale.

Accueilli par le directeur général de la F.A.O., M. Saouma (Liban), Jean-Paul II a prononcé un discours en français. Il s'est attaché à situer la lutte contre la faim dans un contexte plus vaste : l'épanouissement total de l'homme qui « ne vit pas seulement de pain ».

Après avoir adressé de vifs éloges à la F.A.O., le pape a dit notamment : « Des millions de personnes sont menacées dans leur existence même : beaucoup, la faim dans le monde ne provient pas toujours uniquement de circonstances géographiques, climatiques ou agricoles défavorables, celles que nous nous efforçons de pallier peu à peu, elle provient aussi de l'homme lui-même, chaque jour, meurent parce qu'elles n'ont pas le minimum de

nourriture nécessaire. Et force est bien de reconnaître, hélas, comme l'expérience actuelle le montre encore cruellement, que des déficiences de l'organisation sociale qui empêchent l'initiative personnelle, voire de la terreur et de l'oppression de systèmes idéologiques et pratiques inhumains ».

La lutte contre la faim, a dit encore le pape, « présente, chaque jour davantage, un visage bien précis et exige des réalisations concrètes de la part des États membres et de l'Organisation des Nations unies. Cette lutte ne saurait davantage, d'ailleurs, se satisfaire d'appels aux sentiments, de bouffées sporadiques et inefficaces d'indignation. (...) Il est fini le temps des illusions où l'on croyait résoudre automatiquement les problèmes de sous-développement et des différences de croissance entre les divers pays en exportant les modèles industriels et les idéologies des pays développés. Il est fini le temps où l'on cherchait à garantir le droit de tous à l'alimentation par des programmes d'aide réalisés grâce au don d'excellents ou à des programmes de secours d'urgence dans des cas exceptionnels ».

Jean-Paul II a insisté sur la nécessité d'une aide multilatérale visant à satisfaire « les besoins fondamentaux » de chaque pays. « Ce sont ces besoins », a-t-il dit, « qui doivent dynamiser et orienter l'économie, et non les besoins artificiels (...) ». R. S.

M. DEMIREL PRÉSENTE LA LISTE DU NOUVEAU GOUVERNEMENT TURC

Ankara (A.F.P.). — Le président de la République turque, M. Demirel, a approuvé la liste des membres du nouveau gouvernement que lui a soumise lundi 12 novembre M. Süleyman Demirel, président du parti de la justice (conservateur). Le nouveau cabinet comprend vingt-neuf ministres, dont six ministères d'État.

Le portefeuille des affaires étrangères est confié à M. Hayriye Tekdemir, ministre sous le régime Menderes.

MORT D'AL CAPP DESSINATEUR DE « L'IL ABNER »

Al Capp, dessinateur américain de bandes dessinées, vient de mourir aux États-Unis, des suites d'une longue maladie. Il était âgé de soixante-dix ans.

Géant de la bande dessinée américaine des années 30, Al Capp est le père d'un jeune héros, l'Il Abner, qui a vu le jour en 1934 et fut publié dans plusieurs centaines de journaux. La vie de l'Il Abner en sa famille Yorkum, à Dogpatch, symbolise l'Amérique des années de dépression dans les campagnes des *Midwest* de la couleur selon une version optimiste.

Dessiné avec une maîtrise stylistique consommée, ses héros ont défendu les idées libérales d'une Amérique manichéenne, partagée entre le bien et le mal.

Déjà à New-York en 1900, Alfred Gerda Caplin perdait une jambe à l'âge de douze ans des suites d'un accident de la circulation. C'est durant sa maladie qu'il développa ses dons innés pour le dessin humoristique, et c'est en travaillant dans un atelier de bandes dessinées qu'il trouva l'idée de son héros, quitta son maître et vint de ses propres idées.

Depuis 1934, l'Il Abner n'avait pas changé, toujours avec sa salopette déchirée et son jean sur le côté. Mais l'Amérique, elle, n'était plus la même. On le voyait moins, puis plus en tout, depuis 1977, date à laquelle l'humoriste avait cessé de dessiner pour se consacrer à la rédaction de ses *Mémoires*.

Formation permanente LECTURE RAPIDE

prochaines dates :

20 - 21 - 22 novembre
4 - 5 - 6 décembre
12 - 13 - 14 décembre

Déplacements Paris-Provence

Stages

CEFAF

261-65-79/89

Achetez! Vendez! Discutez! En anglais

Notre cours intensif « Vie Professionnelle » débute le lundi 19 novembre.

Téléphonez à nos hôtesses : 325 41-37

International Language Centre - 20, passage Dauphine, 75006 Paris

(Publié)

12, RUE DE LA CHAISE

PARIS (7^e)

BAC/SEVRES-BABYLONE

Dans une boutique insolite du siècle dernier, vous pouvez admirer et essayer tranquillement 200 compteurs canapés cuir, fauteuils, chaises longues, sofas etc. fauteuils tournaux de bureau et 100 bibliothèques à colonnades en lumière naturelle.

PARINGER dessine, fabrique et vend directement les sièges de son siège de très grand luxe et des bibliothèques belles et sobres.

PARINGER fut le premier et reste le seul à recourir aux sièges de peaux de Buffalo d'eau lourde et souples, aux coloris riches et nuancés.

Autre exposition : PARINGER, 121, rue du Cherche-Midi (angle 21, boulevard du Montparnasse), 75006 PARIS.

Documentaire gratuite sur demande. Achat facilité avec le crédit diamant personnalisé.

Publié 207

Publié 207

Publié 207

Publié 207

Publié 207

Publié 207

Publié 207

Publié 207

Publié 207

Publié 207

Publié 207